



Triste budget pour les Britanniques

En réduisant de près de moitié les recettes pétrolières prévisibles de l'Etat britannique, la chute des cours du pétrole a contraint le chancelier de l'Echiquier à faire de la présentation du budget 1986-1987 un véritable exercice de gymnastique. Le résultat est habilement minimaliste. Les promesses de vastes allègements fiscaux, régulièrement renouvelées depuis sept ans par les conservateurs au pouvoir, ont une fois de plus été reportées à des jours meilleurs.

Pour atténuer les conséquences de cette déconvenue, M. Lawson a consenti une minuscule réduction des impôts sur les revenus et une réduction du droit de timbre sur les opérations boursières, mais il a fait, d'un coup, des dépenses de la City. Décidé à continuer à jouer la rigueur budgétaire chère à M. Thatcher, le chancelier de l'Echiquier a également mis sur la prudence au sujet du chômage : préoccupation croissante pour l'opinion, pour l'opposition, mais aussi pour un nombre grandissant de membres du Parti conservateur.

Le programme des travaux d'utilité publique sera notamment développé. Mais rien de spectaculaire n'est envisagé. Les économistes, qui estimaient le gouvernement en mesure de faire le déficit se creuser un peu pour encourager la relance et limiter la montée persistante du chômage, des sans-emploi, comme les conservateurs, soutiennent que les dépenses supplémentaires ne feront que retarder la reprise, en s'ajoutant aux dépenses déjà engagées pour les services sociaux.

« Une garantie pour le présent, un tremplin pour l'avenir », cette définition vague d'un budget marqué du sceau de la continuité ne pouvait provoquer l'enthousiasme. Le chancelier de l'Echiquier avait fait distiller à l'avance quelques informations pour que chacun s'en persuade. Mais les espoirs des contribuables et des chômeurs se sont vite dissipés devant la réalité des chiffres. Les chances économiques d'une manne pétrolière en voie d'ameublissement.

M. Lawson a pu mettre au crédit d'une gestion inamovible l'assurance d'une cinquième année de croissance pour les Britanniques et une nouvelle diminution de l'inflation. A ses yeux, le handicap d'une chute des cours du pétrole sera compensé par l'atout dont les entreprises britanniques bénéficieront sur les marchés extérieurs grâce à une baisse des coûts des matières premières.

Le bilan des années passées s'annonce pourtant moins clair qu'il n'y paraît à entendre le chancelier de l'Echiquier. Dans un éditorial, le « Guardian » soulignait, à la veille de la présentation d'un budget sans surprise, que la pression fiscale est aujourd'hui plus élevée outre-Manche que lors de l'arrivée au pouvoir de M. Margaret Thatcher en 1979 et dénonçait le coût social de l'action gouvernementale. Ce rappel est embarrassant. Les prochaines législatures devront avoir lieu d'ici deux ans. En admettant que le premier ministre se réserve encore la possibilité de jouer sur le budget 1987-1988, il lui sera difficile, à moins d'une conjoncture internationale particulièrement favorable, de faire oublier aux Britanniques ces déceptions.

(Lire nos informations page 30.)

LES ENTRETIENS DU CHEF DE L'ÉTAT ET DU PRÉSIDENT DU RPR

M. Jacques Chirac accepte de former le gouvernement

Les conditions de la cohabitation :

- Accord sur le recours aux ordonnances
- « Harmonie indispensable » sur la diplomatie et la défense
- Pas de ministres ayant « insulté » M. Mitterrand

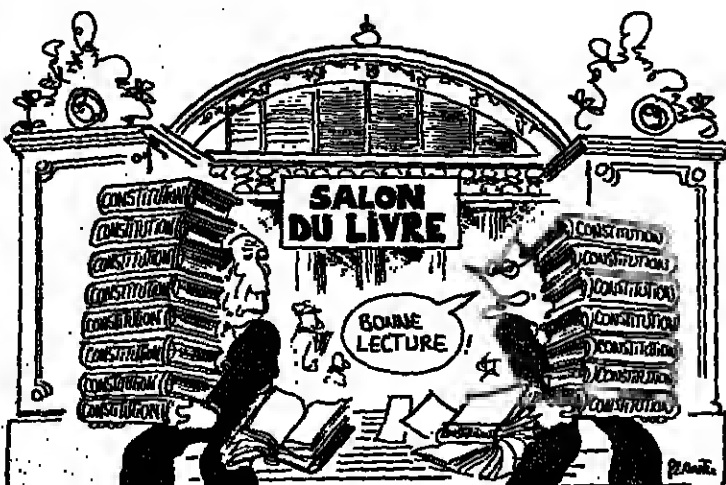
M. Jacques Chirac a décidé d'accepter le poste de premier ministre que M. Mitterrand lui a proposé le mardi 18 mars. Il devait apporter sa réponse avant le jeudi 20 mars à 13 heures et soumettre, au même moment au chef de l'Etat la liste des membres, une trentaine, de son gouvernement.

Lorsque M. Chirac a pris congé du président de la République, mardi soir à l'Elysée, M. Mitterrand, selon un témoin, avait la mine épanouie de quelqu'un qui a passé un bon moment. Les deux hommes venaient de procéder à un tour d'horizon au sujet de la formation du gouvernement, selon la formule insolite délivrée à 20 heures, sur un ton un rien guindé, par le secrétaire général de l'Elysée. Et M. Chirac s'en est allé dire à son entourage, de l'ensemble des forces politiques de la majorité, exercice que l'on croyait pourtant réussi depuis le matin même.

L'affaire prenait alors l'allure de ces tours de piste des « présidents » de la IV^e République, qui, sur mandat du chef de l'Etat, consultaient ce que le général de Gaulle appelait les « conseils Guiraud, Théodile, Hippolyte » avant de donner leur réponse. M. Chirac, en fait, a suivi la procédure qu'il s'était fixée à lui-même et qu'il a imposée à ses amis pour éviter toute initiative impétueuse et empêcher toute

M. Chirac devait recevoir successivement ce mercredi les responsables de toutes les composantes de l'UDF.

Mardi après-midi à l'Elysée, le chef de l'Etat et M. Chirac s'étaient efforcés, au cours d'un entretien de deux heures et quart, de définir les conditions de leur coexistence.



manœuvre de l'Elysée. Quatrième République ? Elle n'avait pas, après tout, que des défauts, et M. Mitterrand, pour l'avoir longtemps pratiquée, ne le démentira pas. Les dossiers que les deux hommes ont à traiter sont enfin d'une telle importance qu'il

n'était pas extravagant de se donner, de part et d'autre, les délais de réflexion nécessaires afin d'aborder la suite des événements dans les meilleures conditions.

JEAN-YVES LHOMEAU
et ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 7.)

République sud-africaine : 15 000 Noirs d'un taudis à l'autre

Malgré leur promesse, les autorités procèdent à des déplacements forcés de population.

PAGE 6

Inde : le « serpent » s'est fait la belle

Comment Charles Sobhraj, détresseur de touristes, trafiquant de drogue et assassin, s'est évadé de sa prison.

PAGE 3

Les derniers décrets de M. Chevènement

Formation des instituteurs, horaires des enseignants, fusion des ENS.

PAGE 16

L'attentat du TGV

Selon les enquêteurs, il serait lié aux négociations sur les otages détenus au Liban.

PAGE 16

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Portrait de Rossini.
- L'Inde à Paris : sculptures et miniatures.
- « Conseil de famille », un film de Costa-Gavras.

(Pages 19 à 21)

Débats : Dérives (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (7 à 13) • Education (14 et 15) • Société (16 à 18) • Communication (27) • Economie (30 à 35) • Bourse du matin (36)

Programmes des expositions (22) • Programmes des spectacles (23 à 25) • Radio-télévision (26) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Journal officiel (26 et 27) • Carnet (27) • Annonces classées (28)

François Furet l'énigme du politique.

288 pages.
100 F.



Les priorités économiques

Emploi, privatisation et collectif budgétaire, premier test pour la nouvelle majorité

M. Jacques Chirac l'a souvent répété ces dernières semaines : une trentaine de projets de loi sont prêts et pourront être rapidement adoptés en conseil des ministres. Les priorités et le calendrier ont sans nul doute été annoncés au président de la République, qui, au demeurant, avait indiqué lundi qu'il laisserait la nouvelle majorité appliquer son programme économique.

Les nouveaux gouvernements auront de la chance. Ils arrivent au pouvoir alors que l'environnement économique international est exceptionnellement favorable du fait de la chute des prix du pétrole, de la baisse du dollar et de la fermeté de la conjoncture tant en Allemagne fédérale qu'aux Etats-Unis. Désormais la Communauté européenne prévoit pour la France une croissance de 2,6%. Une évolution du rythme des prix inférieure à 3% et un solde positif du commerce extérieur qui varie entre 15 milliards et 40 milliards de francs selon les hypothèses retenues.

Si les perspectives pour 1987 sont moins claires, nombre d'experts, proches de la nouvelle majorité, parient sur une poursuite de la désinflation et sur une croissance du même ordre qu'en 1986. C'est dire que les deux années qui vont précéder la date prévue pour l'élection présidentielle devraient se traduire, grâce à cet environnement, par des créations d'emplois, un excédent commercial et une moindre inflation. Voilà qui desserre sérieusement

les contraintes et accroit les marges de manœuvre.

La nouvelle majorité s'en tiendra cependant dans un premier temps à son programme. Avec pour priorité des priorités l'emploi, et particulièrement celui des jeunes, qui devrait faire l'objet d'un des tout premiers conseils des ministres. Assouplissement des contrats à durée déterminée, gel des seuils fiscaux pour l'embauche du onzième ou du cinquième salarié, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, sauf pour les entreprises qui demandent de l'argent à l'Etat par le biais notamment du Fonds national pour l'emploi, figureront parmi les premières mesures prises. Encore faut-il souligner que, pour amoindrir le caractère apparemment antisocial de certaines de ces dispositions, patronat et syndicats devraient être appelés à se concerter sur les procédures de licenciement.

La prise en charge par l'Etat des allocations familiales assises sur les salaires des jeunes de moins de vingt-cinq ans, pour les entreprises dont les effectifs augmentent entre le 1^{er} juillet 1986 et le 1^{er} juillet 1987, une des mesures sur lesquelles compte le nouveau gouvernement pour stimuler l'emploi des jeunes (avec peut-être un léger abaissement du SMIC), sera, elle, adoptée avec le collectif budgétaire.

Parmi les dépenses nouvelles, on trouvera, outre cet allègement des charges sociales, la « rebudgé-

tisation » de certains postes enlevés du budget de l'Etat par M. Bérégovoy. En revanche, les experts du RPR et de l'UDF semblent s'être mis d'accord pour ne pas apporter de rallonges aux dotations en capital réparties par le gouvernement socialiste, même là où elles sont notoirement insuffisantes voire inexistantes (chantiers navals, CDF-chimie, Renault). « Ces entreprises n'ont qu'à se débrouiller en vendant des actifs ou en fermant des sites », disent-ils. Si les socialistes trouvaient payé, il n'y a pas de raison pour que les libéraux que nous sommes agissent différemment.

Du côté des recettes ou des économies, si RPR et UDF sont d'accord pour remettre en cause l'Opéra de la Bastille et le départ du ministère des Finances de la rue de Rivoli (mais pas forcément la pyramide du Louvre), ils s'opposent sur l'utilisation de la fiscalité pétrolière. Les chiraquistes sont favorables à une augmentation supplémentaire de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui, pourtant, doit déjà être relevée à la mi-avril. L'UDF, qui estime que l'indice des prix supportera déjà les effets de la libération et la politique de vérité des tarifs publics, préférerait de nouvelles coupes dans le budget de M. Bérégovoy. Mais comme le ministre des finances - et de la privatisation - sera, semble-t-il, M. Balladur, un proche du maire de Paris, c'est vraisemblablement la première thèse qui l'emportera.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 8.)

Demain, supplément spécial Salon du livre

débats

Gare à la déflation incontrôlée

La vraie réponse aux risques d'une crise de la demande, c'est la transformation du mode d'attribution des revenus.

par YOLAND BRESSON (*)

A trop faire rêver la France d'embellie, on la met en danger. Le prochain premier ministre devrait être prudent. Il pourrait bien aller en sacrifice.

M. Fabius annonçait que la baisse du prix du pétrole, associée à celle du dollar, permettrait en

1986 d'abaisser le rythme de hausse des prix à 2 %, de relever la croissance à plus de 3 % et donc d'inverser la courbe de chômage ! Tout cela, au surplus, en laissant les particuliers, comme le dit le président de la République, profiter de tous les avantages de la baisse des prix du pétrole.

Dans la nouvelle majorité, on exulte de moins en moins discrètement. Le « contre-choc » pétrolier est l'aubaine. La liberté des prix enfin rendue aux entreprises s'opérera sans risque d'inflation vive, l'amélioration mécanique du commerce extérieur relâchera les contraintes qui enserrèrent l'économie française, la dette, libérée en dollars, s'allégera d'elle-même.

Et pourtant. Une baisse lente, régulière du dollar était désirable, elle devait accompagner la déflation généralisée, voilà qu'elle se précipite. La chute est le signe d'une perte de contrôle. On entre en déflation. Et la déflation, c'est bien autre chose qu'un ralentissement de la hausse des prix. C'est l'annonce d'une guerre à la baisse des prix, on le constate avec le pétrole. Qui baisse le plus protège ses marchés, en conquiert d'autres. A cette guerre les plus faibles disparaissent, les revenus s'effondrent, entraînant la demande et les entreprises. La déflation mal contrôlée, c'est

l'approfondissement de la Crise avec un grand C. Faire espérer l'inversion de la courbe de chômage ? Quelle imprudence !

Certes, rien n'est sûr. Ni l'explosion du chômage ni la terrible crise financière ponctuant la déflation. Mais attention à ne pas tromper le peuple : encore une fois !

La seule vraie réponse à sa légitime inquiétude, c'est la transformation du mode d'attribution des revenus. C'est l'intégration systématique de tous les exclus du salariat - jeunes, mères au foyer, chômeurs - dans le jeu de l'économie en leur rendant la dignité. Comment ? Par l'allocation inconditionnelle à chaque citoyen d'un revenu minimum, identique, sans autre considération que le fait d'exister.

(*) Professeur d'économie. Université Paris-XII.

DÉRIVES

De nombreux spécialistes s'interrogent aujourd'hui sur le nouveau cycle économique dans lequel nous entrons. Une baisse excessive des prix du pétrole serait un danger pour l'avenir de l'économie mondiale, estime Alexander King, et Yoland Bresson évoque l'autre face, moins exaltante, de la baisse des prix.

Un prix du pétrole sous surveillance

Pour éviter le gaspillage de l'or noir, les pays développés doivent élever les taxes intérieures et redistribuer une partie de ces ressources aux pays pauvres.

par ALEXANDER KING (*)

LES prix du pétrole s'effondrent : l'optimisme économique renaît. Les Bourses flamboient. Les experts annoncent la reprise de la croissance, la régression de l'inflation, le financement plus facile des investissements et de l'innovation technologique, la réduction du chômage, l'atténuation des déficits chroniques qui affectent les budgets et les balances commerciales de certaines nations, parmi les plus puissantes, dont les Etats-Unis d'Amérique. Un silence pudique s'établit sur les difficultés financières que vont connaître des pays comme le Mexique, le Nigeria, l'Algérie ou l'Egypte.

Le Club de Rome n'ignore pas l'importance d'un climat psychologique porteur pour que s'animent les affaires, et il reconnaît comme un fait d'expérience le rôle moteur joué par les régions les plus industrialisées dans le développement économique du reste du monde. Mais il entre dans son rôle, en tant que participant à la conscience universelle de l'humanité, d'attirer l'attention sur les mécanismes régulateurs qui permettent des évolutions sans soubresauts ou au contraire engendrent des crises graves. Or le prix du brut figure au premier rang des facteurs de régulation économique. Il a un effet direct sur les prix de l'ensemble des autres formes d'énergie. Il influence directement près de 5 % de la PIB mondiale en portant sur un volume de transactions de plus de 500 milliards de dollars. Indirectement le prix de l'énergie a des conséquences beaucoup plus puissantes encore car il interfère sur les conditions mondiales des concurrences dans l'agriculture et l'industrie. De ce fait, il joue un rôle fondamental dans la distribution internationale du travail.

Les observateurs s'accordent pour reconnaître que les fluctuations erratiques du prix du pétrole sont les conséquences des conditions conjoncturelles commandées par la seule considération du court terme. Cette forme de régulation connaît une grande réussite lorsqu'il s'agit d'optimiser les équilibres de l'offre et de la demande en matière de biens de consommation renouvelables. Mais, abandonnée à elle-même, elle est inacceptable lorsque l'on a affaire à une matière première non renouvelable, précieuse, rare et stratégique. C'est pourquoi le Club de Rome demande solennel-

lement que des dispositions cooronnées soient étudiées et décidées afin que soient réintroduites à long terme les considérations essentielles dans les comportements économiques critiques, comme c'est le cas pour la politique des prix et pour la politique de la consommation de l'énergie.

Il n'est pas admissible que les collectivités nationales ne prennent pas la mesure des conséquences qu'elles engendrent en consommant trop rapidement ce que la nature a mis, dans un passé lointain, plusieurs millions d'années à constituer. Il n'est pas acceptable de brûler sans discrimination, dans les zones industrialisées, une matière première extrêmement transformable pour l'usage domestique dans les pays en voie de développement et qui permet d'économiser le bois dont la disparition menace les équilibres naturels locaux.

Entre deux limites

Il est dangereux d'augmenter encore la teneur en dioxyde de carbone de l'atmosphère. La diversification des sources d'énergie, et notamment la production d'électricité d'origine nucléaire, contrairement à certaines idées répandues, sont des alternatives moins dangereuses pour les équilibres écologiques. Il faut donc que le prix des combustibles fossiles demeure assez élevé pour le consommateur, afin que le développement des autres formes d'énergie soit attrayant pour les investisseurs et pour que les politiques d'économie d'énergie soient poursuivies et renforcées.

L'idéal serait que les prix du pétrole à la production ne puissent varier qu'entre deux limites extrêmes, judicieusement calculées. Ces limites devraient être assez proches pour qu'en toute éventualité les fluctuations inévitables dues aux ajustements instantanés de l'offre et de la demande n'atteignent ni les sommets qui cassent le développement économique, ni les creux qui incitent au gaspillage et ruinent les chances des autres énergies.

Jamais l'état des relations internationales n'a été aussi favorable à un consensus pour élaborer

entre producteurs et consommateurs des mesures de cette sorte.

Dans cette perspective, il est justifié de frapper les combustibles fossiles de taxes intérieures assez élevées pour décourager ce qui pourrait être, au regard de la responsabilité que nous portons sur l'avenir, un abus de leur emploi. Il appartiendra aux pays les plus développés d'harmoniser leurs politiques fiscales.

Et pourquoi ne pas aller plus loin ? Par exemple réutiliser une partie des ressources procurées par ces taxes à la consommation pour diminuer le niveau si dangereux d'endettement où sont parvenus la plupart des pays en voie de développement ?

D'une manière plus générale, le problème du prix des combustibles fossiles attire l'attention sur l'urgence que soient prises, au niveau mondial, des mesures de régulation concernant les matières premières rares et non renouvelables. De telles mesures devraient aussi concerner les fluctuations erratiques des taux de change.

Dans environ quarante ans devront coexister huit milliards d'hommes. L'hétérogénéité de leur développement ne pourra être vécue dans une paix acceptable que si une vision des responsabilités globales de l'homme pour lui-même domine.

« AMBASSADEUR DE CHOC », d'Evan Galbraith

Au service de Ronald Reagan

AUX yeux des diplomates traditionnels, Evan Galbraith, l'homme qui représente les Etats-Unis auprès du gouvernement socialiste français de la fin de 1981 à l'été 1985, a au moins deux défauts rédhibitoires : il n'est « pas de la carrière », comme on dit au Quai d'Orsay, et c'est, en outre, un adepte convaincu de la « diplomatie publique ».

Autant dire que, pendant les trois ans et demi que dura sa mission en France, ce banquier de profession ne mit pas son drapeau dans le poche. Il se comporta même parfois, comme le suggère fièrement le titre de son livre sur son séjour à Paris, comme un « ambassadeur de choc » ayant un message à délivrer et décidé à le faire entendre. Non sans succès, il nous a livré d'embellie la contenu : attirer l'attention du gouvernement de gauche sur la menace que faisait passer l'Union soviétique sur la sécurité nationale française, vanter les bienfaits de la politique de Ronald Reagan, enfin souligner les avantages réciproques d'une alliance franco-américaine active.

Le paradoxe est que, au-delà de quelques anicroches inévitables et sans doute voulues avec les communistes, ce conservateur bon teint s'est plutôt bien entendu avec les représentants de la majorité issue des élections de 1981. Il n'a pas été converti, loin de là, mais, d'une façon générale, les socialistes, s'il est trouvé, sont des hommes « ouverts au dialogue et cordiaux » et, bien qu'ils aient, un temps, pactisé avec le diable rouge, ils n'ont « pas les pieds fourchus ». Oui !

Comment s'étonner dans ces conditions que, si l'on en croit Evan Galbraith, les relations entre la France et les Etats-Unis n'aient probablement « jamais été aussi bonnes depuis 1918 ».

Mitterrand-Reagan même combat ? Certes, non. Les différends sur l'Amérique centrale (Nicaragua, Salvador), l'attitude envers le tiers-monde, notamment, traduisent des divergences d'analyse sur les questions de développement et le rôle de l'antagonisme Est-Ouest dans les conflits régionaux. En revanche, sur les questions fondamentales de la défense, l'Amérique de Reagan n'a pu être que rassurée par les positions très fermes prises en ce domaine par la France de Mitterrand, comme en témoignent les discours prononcés par ce dernier devant le Bundestag pour soutenir l'installation de fusées Pershing en Europe de l'Ouest.

Pour Evan Galbraith, l'engagement français en faveur d'un renforcement de la défense occidentale devrait, toutefois, aller encore plus loin. L'ancien ambassadeur américain se prononce pour un accroissement de la planification militaire binationale et multilatérale, pour l'installation d'armes nucléaires tactiques françaises en RFA avec double commande franco-allemande, et pour le déploiement de forces françaises sur l'Elbe. Enfin, la France, dont c'est le rôle militaire à de quel coup « le souffle », devra, d'une façon ou d'une autre, participer à l'initiative de défense stratégique de M. Reagan.

Sur ce point - et bien d'autres - Evan Galbraith ne cache pas que la coopération devrait être meilleure avec M. Chirac qu'avec M. Mitterrand. Plus que M. Barre, qui, à ses yeux, « ne s'est pas encore libéré de la tradition étatique », le chef du RPR lui paraît être l'homme qui, en France, incarne le mieux l'idéologie réaganienne. A l'histoire de juger.

MANUEL LUCBERT.

* Stock, 238 p., 85 F.

COURRIER DES LECTEURS

Réplique à M. Yvon Gattaz

A propos de l'article de M. Yvon Gattaz (Le Monde du 5 mars) nous avons reçu une mise au point des auteurs de l'étude de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). MM. Gérard Cornilleau, Alain Fonteneau et M. Mireille Elbaum.

Dans ses propositions pour l'emploi, M. Gattaz confirme l'attachement du CNPF à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et rejette les conclusions et les méthodes de plusieurs études récentes (1). Celles-ci mettent en évidence la faiblesse des effets, et les risques, d'une telle mesure pour l'emploi.

M. Gattaz invoque principalement l'incapacité des modèles à simuler les conséquences favorables de la flexibilité.

Cette affirmation est inexacte, en premier lieu, parce que les modèles retracent simultanément

l'incidence sur l'emploi des variables de demande (liaison débouchés-emploi) et des variables d'offre (liaison profit-accumulation du capital-production). En second lieu, parce qu'il est toujours possible d'élaborer une hypothèse ad hoc permettant de corriger l'évolution spontanée de la production (...).

Notons aussi l'absence de validité de l'enquête de l'Institut Pragma, citée par M. Gattaz, qui se contentait de recueillir les opinions des chefs d'entreprise. En effet, celle-ci ignore délibérément les interactions entre les agents économiques et en particulier les mécanismes de concurrence et de partage du marché qui interviennent dans la réalisation simultanée de l'ensemble des projets individuels.

Il paraît en outre illusoire d'avancer, comme le fait M. Gattaz, que le plan social pourrait éviter une vague de licenciements importante à la suite d'une suppression de l'autorisation administrative : 51 % des licenciements concernent en effet des entreprises de moins de dix salariés et ne sont pas soumis à l'obligation d'un plan social ; l'on peut au contraire penser que le plan social serait lui-même remis en cause par l'absence d'une médiation administrative entre les partenaires sociaux de l'entreprise.

(1) Réalisées par le GAMA, l'OFCE et l'IFECODE, citées dans Le Monde du 11 mars.

Le PSU et les centrales nucléaires

Suite à l'article de Roger Cans paru dans Le Monde du 6 mars où il est indiqué que « les centrales nucléaires se sont mises en place avec l'aval de tout l'éventail politique, PSU compris (M. Bouchard est entré au gouvernement en 1983, laissant son parti moribond) », je tiens à préciser que le PSU s'est toujours prononcé contre le nucléaire civil, cher, inutile et dangereux, même en 1983, même Hugues Bouchard, quand elle était encore secrétaire nationale du PSU. Appréciations politiques que sont venues conforter les récentes déclarations dans votre journal du PDG de l'EDF quant à la suppression d'électricité nucléaire aujourd'hui en France, alors que le poids des dettes internationales consenties pour couvrir les investissements du programme électro-nucléaire grève encore de façon considérable la dette extérieure.

En ce qui concerne la santé du PSU, elle s'améliore, merci, nous venons de débrancher la perfusion.

JEAN-CLAUDE LE SCORNET (Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur (1) 45-23-06-51
Tél. (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1981)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutis

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet

Correspondant en chef :

Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser

provisoire (deux semaines ou plus) ;

nos abonnés sont invités à formuler leur

demande sous enveloppe ou sous

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les montants en espèces

d'impératrice.

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 4,00 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ;

Belgique, 30 p. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ;

Espagne, 120 pes. ; Grèce, 85 p. ; Israël, 120 sh. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 1 300 L. ;

Luxembourg, 30 F. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 305 F CFA ;

Soudan, 8 fr. ; Suisse, 1,80 S. ; Thaïlande, 1,20 S. ; USA, (New York), 1,80 \$;

Yugoslavie, 110 din.

Le Monde
dossiers et documents

DEUX DOSSIERS

LE SIDA
LA BOURSE

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

MARS 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

ASIE

Commer
s'est

PROCHE-O

La ra
annonce un m

De notr

Le monde
annonces un m

LA G

L'Iran

la base

étranger

ASIE

Inde

Comment le « serpent » s'est fait la belle...

De notre correspondant

New-Delhi. — « Un jour, je serai », avait dit le « serpent » à l'un de ses biographes. « Je changerai de visage et puis, quinze ans après, j'émigrerai et je dirai au monde : hello, vous tous ! C'est moi, le roi Charles Sobhraj ». L'homme a tenu parole. Depuis trois jours, Charles Sobhraj, quarante et un ans, gentleman cambodgien, détenu de touristes, trafiquant de drogue et assassin mythique, est dehors. Il s'est évadé dimanche 18 mars de la prison de Tihar à New-Delhi en compagnie de ses dévoués. L'un d'eux s'est rendu mardi à la police, mais, apparemment, il ne sait rien de ses complices.

Vingt-cinq mille roupies (environ 15 000 fr.) c'est la récompense offerte par les autorités indiennes pour toute information permettant la capture du seul Sobhraj. Taille moyenne, visage fin, cheveux noirs, lunettes d'éclat et regard doux, Charles Sobhraj, né à Saigon d'un usurier indien et d'une vietnamienne de nationalité française, possède un passeport français. Recherché en Grèce, au Népal et surtout en Thaïlande pour divers assassinats, celui qui la presse indienne décrit comme l'un des meurtriers les plus diaboliques du vingtième siècle a croupissait dans diverses prisons indiennes depuis dix ans.

Il s'était déjà évadé à deux reprises, une fois en Grèce, une autre en Inde, fuyant un mal mystérieux qui lui avait fait transférer à l'hôpital. Cette fois, le « serpent » n'a pas eu de mal à franchir la frontière. Contente de faire le tour du monde, le « serpent » a été capturé tout un chacun. Disposant apparemment de toutes ses ailes dans l'établissement pénitentiaire, l'homme dangereux, mortel et brillant, que décrit M. Richard Neville dans son livre *La vie et les crimes de Charles Sobhraj* (Jonathan Cape, Londres) était, semble-t-il, dans le bureau du directeur pour une petite fête privée au moment de son évadation. Peu avant, deux « amis » étaient venus livrer à la prison

des friandises pour le réconfort. Bien sûr, la crème anglaise était droguée, et le « roi de l'évasion » est parti tranquillement dans le véhicule de ses complices.

Les sept policiers chargés du crime l'ont depuis remplacé dans une cellule, inculpé de conspiration, y compris le sous-directeur de la prison. Huit autres fonctionnaires de l'établissement sont suspendus de leurs fonctions. A tout hasard, et pour éliminer le coïtre de l'opposition parlementaire déchaînée contre lui, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi a ordonné une enquête visant à établir les responsabilités et les responsabilités de l'évasion la plus spectaculaire de ces dernières années.

Bâté pour recevoir mille sept cents détenus au maximum, la prison de « haute sécurité » de Tihar en abrite tant bien que mal plus du double. Sordide à tous égards, l'établissement est presque aussi célèbre en Inde pour la haute réputation criminelle de ses détenus — c'est là notamment que sont enfermés les assassins d'Indira Gandhi — que pour les défilés, trafics de drogue et brutalités autour qu'il y commettent quasi quotidiennement.

À Tihar comme ailleurs, c'est l'argent qui détermine le statut du prisonnier. Apparemment, Sobhraj n'en manquait pas. La presse indienne raconte même que le Français avait acheté un « droit d'intimité » avec l'une de ses visitatrices.

Transféré au début de l'année des quartiers de haute sécurité où les gardiens, intelligents, raffinés et courtois, le « serpent » avait été condamné pour deux meurtres de touristes, en 1976, mais les jugements avaient été cassés lors de deux fois par des hautes cours indiennes. La Cour suprême s'apprêtait à statuer sur l'expulsion du criminel vers la Thaïlande. Charles Sobhraj a pensé, qu'il était plus sage de prendre la large. Interpol est en alerte.

PATRICE CLAUDE.

Philippines

Des « ravages dans le Trésor public »

Washington (AFP). — L'ancien président Ferdinand Marcos a fait « des ravages sans précédent dans le Trésor public des Philippines », a déclaré mardi 18 mars, à Washington, M. Jovito Salonga, chef de la commission d'enquête philippine sur les transactions financières de la famille Marcos.

M. Salonga, à qui le département d'Etat a fourni mardi des copies de quelque deux mille trois cents pages de documents que M. Marcos avait emportés dans son exil à Hawaï, a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Cela confirme ce que nous avions toujours soupçonné ».

Les documents démontrent, selon lui, que M. Marcos a reçu des pots-de-vin et des dessous-de-table et que sa femme et lui ont détourné à leur profit des fonds destinés à l'armée philippine. Il a également insisté sur « les relations illicites entre M. Marcos et certaines banques et institutions financières » aux Philippines. Il s'agit, a-t-il dit, M. Salonga, d'un « pillage sans précédent de la richesse de notre nation ». La fortune accumulée par M. Marcos en vingt ans de pouvoir pourrait être de l'ordre de 10 milliards de dollars.

Par ailleurs, une partie de l'aide américaine aux Philippines aurait été détournée par le dictateur. Ces indications ont été découvertes à Manille et ne figurent pas dans les documents remis par les autorités américaines.

M. Salonga a exprimé l'espoir que cette maison — composée entre autres de reçus et de relevés de compte — permettrait de déterminer l'ampleur du « pillage insupportable » effectué par l'ancien président et de recouvrer le plus d'argent possible. Selon lui, une partie de la fortune de M. Marcos se trouverait en Suisse (quelque 800 millions de dollars, selon des chiffres officiels).

Les documents figuraient dans le « trésor » que M. Marcos avait emporté en quittant les Philippines et qui comprenait également plusieurs dizaines de caisses remplies de possessions diverses, dont des bijoux et des quantités importantes d'argent.

D'autre part, M. Corazon Aquino a formé, mardi, une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme sous le régime

Marcos. Sa tâche sera d'enquêter sur les disparitions inexplicables, exécutions sommaires, massacres, tortures et autres violations, notamment celles attribuées aux militaires.

A la tête de cette commission, M. Aquino a nommé l'ancien sénateur José Diokno, qui fit partie des milliers de responsables de l'opposition emprisonnés en 1972, sous la loi martiale imposée pendant huit ans par Ferdinand Marcos.

Le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, qui occupait déjà ces fonctions sous l'ancien

régime, s'était déclaré, dès lundi, prêt à comparaître devant une commission d'enquête. Il a indiqué qu'il prendrait la défense des militaires traduits devant elle. Le porte-parole de la présidence a refusé de dire si la commission prévoyait de rouvrir le dossier Benigno Aquino, le mari de la présidente, assassiné en août 1983. Vingt-cinq militaires, dont le général Fabian Ver, chef d'état-major du président Marcos, accusés de ce meurtre, ont été acquittés en décembre dernier par des juges nommés par le président Marcos.

Afghanistan

Un calendrier de retrait des Soviétiques ?

Islamabad (AFP). — Un projet d'accord contenant un calendrier de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan a été remis ces jours derniers par les autorités de Kaboul à M. Diego Cordovez, l'ambassadeur des Nations unies, qui tenait mardi 18 mars une conférence de presse à Islamabad, à l'issue de onze jours de navette entre Kaboul et le Pakistan.

Il a laissé entendre que les deux parties avaient trouvé une formule pour leur permettre de continuer les négociations de Genève sur l'Afghanistan. Mais, a-t-il dit, l'annonce officielle ne pourra être faite que dans quelques jours à New-York, pour permettre aux parties de communiquer officiellement leur position par les voies diplomatiques.

Le Pakistan veut que ces négociations, qui depuis 1982 sont interrompues et passent par le représentant de l'ONU, continuent comme par le passé. L'Afghanistan exige qu'elles deviennent directes, même sans reconnaissance mutuelle.

D'autre part, la résistance afghane aurait abattu deux avions militaires soviétiques et quatre hélicoptères dans la province méridionale de Kandahar, où de violents combats se sont déroulés le semaine dernière, ont indiqué, mardi, des diplomates occidentaux aux Philippines. Selon eux, 27 soldats gouvernementaux ont été tués et 90 autres capturés dans une bataille survenue dans le même secteur. A la suite de ces affrontements, l'aviation soviétique aurait détruit trois villages.

Cambodge

Hanoï rejette les propositions du prince Sihanouk

Hanoï (AFP). — Le Vietnam a rejeté sans appel et avec une rapidité inhabituelle, mardi 18 mars, les propositions pour un règlement politique au Cambodge, formulées la veille à Pékín par la coalition cambodgienne opposée au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh.

« Ces propositions ne sont pas dignes d'être prises en compte », a déclaré d'entrée de jeu le ministre de l'Intérieur. Elles ont été avancées dans le seul but de légitimer le soi-disant gouvernement de coalition tripartite qui vise en fait à ramener au Cambodge la clique de Pol Pot », a-t-on déclaré de source autorisée à Hanoï.

Le prince Norodom Sihanouk, M. Son Saeo (nationaliste) et M. Khien Samphan (khmer rouge), chefs des trois factions du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, avaient proposé, lundi, de négocier avec le Vietnam

un retrait en deux temps de ses troupes du Cambodge, en prélude à un cessez-le-feu, puis à la création d'un gouvernement quadripartite cambodgien avec des représentants du régime de Phnom-Penh (le Monde du 19 mars).

Le rejet vietnamien est intervenu alors que la Chine apportait au plus haut niveau un soutien sans équivoque à la proposition de la coalition. Selon les propos de M. Ho Yan Bang, numéro un du Parti communiste, cités par l'agence Chine nouvelle, mardi, l'offre du prince Sihanouk « a une signification historique et est raisonnable ». Elle constituerait une « base de départ utile » pour l'élimination des « points chauds » en Asie du Sud-Est. — (AFP.)

Quant à présent, la Chine, principal soutien de la coalition tripartite anti-vietnamienne, s'était montrée farouchement opposée à l'idée d'un gouvernement cambodgien de coalition quadripartite. Elle a refusé de reconnaître le régime de M. Heng Samrin, installé par les troupes de Hanoï à Phnom-Penh en 1979. En janvier dernier, elle avait encore rejeté l'idée avancée par les Soviétiques d'une conférence internationale sur le Cambodge, en vue d'un règlement politique, puis d'un retrait des forces armées de Hanoï avant la fin de 1987. Pékín s'en tenait à son exigence d'un retrait préalable des troupes vietnamiennes.

Par ailleurs, notre correspondant à Pékín, Patrice de Beir, nous signale que, selon la partie chinoise, « aucun progrès substantiel n'a été réalisé entre Moscou et Pékín ces dernières années sur le plus politique ». Cette constatation a été faite mardi par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, alors qu'il recevait le vice-premier ministre soviétique, M. Ivan Arkhipov. Elle semble confirmer le mécontentement des Chinois face à l'attitude de Moscou sur divers problèmes politiques bilatéraux, tout particulièrement dans l'affaire cambodgienne. Il est donc probable que le rejet par Hanoï d'une éventuelle concession de Pékín soit de nature à améliorer les choses. —

Malaisie

MANIFESTATION DE MUSULMANS DANS L'ÉTAT DU SABAH

Kota-Kinabalu. — Près de deux mille manifestants musulmans ont incendié des véhicules, brisé des vitrines de magasins et attaqué des policiers avec des barres de fer, ce mercredi 19 mars, à proximité de la mosquée de Kota-Kinabalu, capitale de l'Etat du Sabah (nord-est de l'île de Bornéo, qui appartient à la fédération de Malaisie). La police a dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes. Plusieurs coups de feu ont été entendus.

De nombreux incidents ont éclaté dans l'Etat du Sabah depuis la dissolution de l'Assemblée régionale par le premier ministre de l'Etat, en février dernier, qui a suscité une grande tension entre communautés chrétiennes et musulmanes. La semaine dernière, vingt-deux bombes ont explosé dans la région, faisant trois morts et sept blessés. — (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

A Beyrouth

La radio phalangiste annonce un nouvel attentat en Syrie

De notre correspondant

Beyrouth. — La radio phalangiste, la Voix du Liban, a annoncé qu'un deuxième attentat en Syrie aurait eu lieu, le samedi 15 mars, sur la route de Soueïda, à 50 kilomètres au sud de Damas : un train serait entré en collision avec un minibus piégé, placé en travers de la voie. De nombreuses victimes seraient à déplorer. D'autre part, selon la même source, un troisième véhicule piégé, bourré de 200 kilos de TNT, aurait été découvert jeudi dernier près du siège de la radio-télévision et aurait été démantelé à temps. Ce même jeudi, l'explosion d'un camion frigorifique piégé dans le quartier Abbassiyeh de Damas, aurait fait, selon la Voix du Liban, soixante morts et cent dix blessés, en majorité des passagers de deux autobus, dont un transportait

des officiers de police, qui passaient sur les lieux par hasard, au moment de l'explosion (le Monde du 19 mars).

Après avoir fait annoncer par ses médias, avec quatre jours de retard, ce dernier attentat et l'avoir imputé à un « mercenaire victime d'un chantage irakien », Damas, par la voix du président de l'Assemblée du peuple (Parlement), M. Mahmoud Zuhbi, a renouvelé, mardi 18 mars, ses accusations contre Bagdad. Mais il a dénoncé dans le même temps l'intégrisme musulman, rappelant que le « régime de Saddam (Husseïn) avait par le passé eu recours à des actes subversifs, abrité et entraîné les bandes criminelles des frères musulmans et envoyé des dizaines de voitures piégées en Syrie ».

L. G.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran aurait bombardé la base aérienne d'Oum-Qasr

L'Iran a annoncé, le mardi 18 mars, que son armée et des bâtiments de guerre iraniens avaient bombardé le port irakien d'Oum-Qasr, importante base navale irakienne dans le sud-est de l'Irak. Selon Radio-Téhéran, des « dégâts importants et irréparables » ont été infligés aux installations portuaires d'Oum-Qasr et une frégate irakienne a été coulée. Ces informations ont été catégoriquement démenties à Bagdad, où l'on annonce, en revanche, que l'aviation irakienne a lancé, mardi, une attaque surprise contre la raffinerie de pétrole iranienne d'Isfahan, dans le centre de l'Iran, à quelque 400 kilomètres de la frontière iraco-iranienne. « Plusieurs tonnes de bombes » auraient été larguées sur

la raffinerie. C'est la première fois que l'Irak se lance ainsi dans des bombardements d'objectifs économiques situés aussi profondément en territoire iranien. — (AFP, Reuters.)

« Un employé de l'UNRWA enlevé à Beyrouth. — Zaki Hamad, un Palestinien, a été capturé, le mardi 18 mars, par cinq hommes en armes dans les faubourgs sud de la ville. Il est le cinquième employé de l'agence onusienne enlevé cette année au Liban. Par ailleurs, la police a annoncé la découverte d'un charnier de trente-cinq corps, à Saïda (sud du Liban). Certaines des victimes avaient le crâne fracassé : leur mort remonterait à une dizaine d'années. — (Reuters.)

Le sort des otages du Liban

LE DOCTEUR RAAD « RENONCE » A SA MISSION

Le docteur Reza Raad, finissaire officieux du gouvernement dans l'affaire des otages, a annoncé, le mardi 18 mars, qu'il « renonçait à sa mission » à la suite des critiques dont il vient de faire l'objet. « On a voulu me salir en pleine campagne électorale », a dit le médecin d'origine libanaise, à qui il a, notamment, été reproché d'avoir cherché à obtenir un succès rapide en faisant aux ravisseurs des concessions allant au-delà de ce que souhaitait le gouvernement. Le médecin, candidat malheureux aux élections législatives dans l'Orne, a assuré que sa médiation dans l'affaire des otages « n'avait qu'un but humanitaire ».

En revanche, l'épouse de Michel Saeed, M. Mary Saeed, a estimé que le docteur Raad « avait tout gâché, parce qu'il voulait tout le gâteau pour lui tout seul, c'est-à-dire qu'il voulait avoir seul la gloire de ramener les otages ». Interrogé sur Europe 1, M. Saeed a indiqué qu'elle « pensait » que son mari avait été assassiné par ses ravisseurs après que le gouvernement français eut expulsé vers Bagdad les deux opposants irakiens.

De son côté, un des membres influents de Hezbollah libanais (parti de Dieu, intégriste pro-iraquien), le cheikh Ibrahim Al Amine, a réaffirmé que sa formation n'était nullement concernée par l'affaire des otages. Celle-ci s'explique, a-t-il dit, du fait de la politique de la France, qui, avec les Etats-Unis, « est l'un des plus grands exportateurs de terrorisme ». « La visite effectuée par Mitterrand en Israël deux mois avant l'invasion israélienne du Liban (en juin 1982) a aligné la politique de la France sur celle d'Israël », a expliqué le cheikh, ajoutant que cela représentait une véritable « déclaration de guerre » aux Arabes et aux musulmans. — (AFP, Reuters.)

L'AUTRE JOURNAL

« Vous me faites penser aux chênes que je plante. Ils seront adultes à cent ans. Mes petits enfants ne les verront pas dans leur plénitude. Prévoir ce qui se passera après nous donne à la vie sa dimension... »

François Mitterrand
entretien avec Marguerite Duras
L'Autre Journal n° 4

L'autre hebdo du mercredi

مكتبة من الأصل

Le Parti ouvrier européen nie catégoriquement que Viktor Gunnarsson soit un de ses membres

Le Parti ouvrier européen, auquel il avait été indiqué que le suspect appartenait, a, d'autre part, démenti catégoriquement, mardi, « la propagande dégoûtante et mensongère parue dans la presse internationale » à ce sujet. « La personne accusée de complicité dans l'assassinat de M. Palmu, M. Gammarsuo, n'a jamais participé à aucune réunion, publique ou privée, organisée par le POE, ajoute le dernier. M. Gammarsuo a continué à travailler au POE dans les années précédentes. » Le 15 septembre 1984, un cours d'années campagne de pétitions pour des élections. Ultime, en mai 1985, après avoir constaté certains traits déséquilibrés dans le comportement de M. Gammarsuo, le POE a coupé tout lien avec lui. »

Une autre hantise permanente du Parti ouvrier européen est celle du « complot », lui aussi d'origine soviétique le plus souvent, mais pas toujours.

Le POE a développé, à sa périphérie, différentes organisations connexes dont l'institut

Certains stogists, directs ou ne faire appel qu'à l'intelligence et à la réflexion. Mais certains journalistes américains, qui s'étaient intéressés d'un peu trop près aux activités de M. LaRouche, ont eu à subir quelques désagréments...

B. B.

La POE n'a jamais, jusqu'à présent, été accusé de recourir à des actes de la nature de celui qui est reproché au suspect inculpé à Stockholm. Il e même toujours, au contraire, en dépit de l'extraordinaire virulence de certains slogans, affecté de ne faire appel qu'à l'intelligence et à la réflexion. Mais certains journalistes américains, qui s'étaient intéressés d'un peu trop près aux activités de M. LaRouche, ont eu à subir quelques désagréments...

DIPLOME de BUSINESS aux USA

Prison à vie pour l'ancien banquier Michele Sindona

De notre correspondant

Moscou. — Le procès de M. Vladimir Lifshitz, ingénieur électromécanicien qui cherche à émigrer en Israël, devrait commencer ce mardi, 19 mars à Leningrad, a-t-on appris mardi à Moscou. M. Lifshitz, qui est âgé de quarante-quatre ans, et obtenu récemment la citoyenneté israélienne, a été arrêté en 1953.

Il s'était adressé en 1981 à l'OVIR (l'organe des services de

Moscou. — Le procès de M. Vladimir Lifshitz, ingénieur électromécanicien qui cherche à émigrer en Israël, devait commencer ce mercredi 19 mars à Leningrad, a-t-on appris mardi à Moscou. M. Lifshitz, qui est âgé de quarante-quatre ans, e obtenu récemment la citoyenneté soviétique.

Il s'était adressé en 1981 à l'ONVR (l'organisme spécialisé qui

Le dossier perdu et retrouvé de M. Waldheim

Or, à la fin de la semaine dernière, le porte-parole de la Ballhausplatz, siège de la diplomatie autrichienne, a déclaré :

L R

Procès d'un « refuznik » à Leningrad

M. Léibitz a été arrêté le 8 janvier dernier et devrait probablement être accusé, au cours de son procès, d'activités « antisoviétiques », pour s'être montré trop actif ces cinq dernières années. Ayant essuyé un refus oppressement catégorique de l'UNR pour le POUV en 1981, M. Léibitz a fait plusieurs démarches en vue de se réhabiliter. Face à la manœuvre toujours évidente des autorités soviétiques, il cherche un soutien extérieur qui lui permettrait, à lui-même et à sa famille, de quitter un pays où il estime que les droits des citoyens juifs ne sont pas respectés.

D. Dh.

DIPLOMATIE

Les Douze s'inquiètent d'une réduction de la contribution financière américaine aux Nations unies

UNE ENQUÊTE AUPRÈS
DES FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

L'ONU est à refaire...

LES NOMINATIONS « POLITIQUES » AU QUAI D'ORSAY

On court le risque de briser notre instrument diplomatique

estime un groupe d'anciens « grands ambassadeurs »

fonctionnaires du Quai d'Orsay, avec le grade de ministre plénipotentiaire. Ils estiment de leur devoir d'exprimer leur inéquité et leur opposition, fondées non pas sur une préoccupation corporatiste étroite, mais sur la certitude, acquise par chacun d'eux au cours de sa carrière, que la diplomatie est un métier exigeant un long et difficile apprentissage sur le terrain. Au surplus, il existe des dispositions anciennes et éprouvées qui permettent de façon satisfaisante de nommer un tour extérieur des personnes qualifiées. Pervécuté dans la voie actuellement suivie, c'est courir le risque de briser notre instrument diplomatique et de dissuader les jeunes de choisir cette forme de service de l'Etat.

Les signataires de ce texte sont :
M.M. H. Argoud, C. de Caenelle,
J. Bascavien, B. Bédard, J. Béranger,
R. de Boissieu, J.-P. Brunet, A. Chambon, F. Chazard-Roux,
A. du Chayla, R. de Choiseul-Praslin,
G. de Communes, G. de Courcel, E. de Grigny-Chasnel,
J. Guichard, B. Destremau, J. Dupuy,
J. de Folin, R. Gaillet, H. Froment,
Maurice, R. Gilles, J. Gorce, S. Hessel, F. Huré, J.-D. Huré,
G. de Juxiauc, F. de Laboulaye, V. Labouret, J. Laloy, B. de La Sablière, C. Lebel, J. Leprette,
B. de Leusse, C. Lucet, P. Maillard, C. de Marguerie, P. Millet, F. Pénau,
C. de Roccafecci, F. de Rose, A. de Schœnher, J. de Selve, J. Sénard,
P. Siraud, J.-M. Soutou, R. de Souza, J. Tiffé, R. Vautr, A. Wapler
et C. A. Winkler.

...the

AFRIQUE

Angola

Le président Dos Santos s'est imposé à la direction du parti et de l'Etat

Après des débuts difficiles, le successeur d'Agostinho Neto a consolidé son pouvoir. Mais la poursuite de la guerre civile et la chute du prix du pétrole vont mettre à rude épreuve la cohésion de sa nouvelle équipe...

Un peu plus de six ans après avoir accédé à la direction de l'Etat, le président Dos Santos a enfin réussi à s'imposer au parti au pouvoir à Luanda (MPLA-Parti du travail) et à la tête d'un Etat en guerre sans interruption depuis l'indépendance proclamée en novembre 1975.

Désigné à l'unanimité, le 20 septembre 1979, pour succéder à Agostinho Neto, le père de l'indépendance, M. Dos Santos semblait disposer à l'époque d'atouts bien minces. Efficace et sans aucun charisme, il cumulait les handicaps : la jeunesse - trent-sept ans seulement - l'éloignement des masses, dans lesquels il n'avait fait qu'un intermède avant de partir pour une longue formation en URSS, et surtout sa non-appartenance au clan des « chefs historiques » du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA). Sans emprise réelle sur les deux piliers du régime - le parti et l'armée - il semblait ne devoir rester président qu'en attendant que l'une des factions l'emporte définitivement sur ses rivaux.

Bien au contraire, il utilisait habilement leurs antagonismes pour, peu à peu, les neutraliser et, enfin, les réduire. Le deuxième congrès du MPLA-Parti du travail (29 décembre 1985) a parachevé cette patiente conquête du pouvoir : un coup à gauche, un coup à droite, et l'éclosion d'une nouvelle génération de dirigeants « centristes » et « pragmatiques ».

M. « Loy » Van Dunem est fulgurant, puisqu'il entre à la fois au comité central et au bureau politique où sa formation d'ingénieur sera mise à contribution pour relancer la production. Les autres hommes du président, au sein d'un politburo fort de seize membres, sont MM. António Dos Santos (« N'Dalu »), chef de l'état-major et de la garde présidentielle, Francisco Pniva (« N'Vunda »), commissaire politique des forces armées, Pedro Maria Tosta (« Pedalé ») - qui ont la haute main sur les questions militaires, - et MM. Dino Matross (secrétariat intérieur), « Kito » Rodriguez et Alfonso Van Dunem (« M'Binda ») (affaires étrangères). Il faut ajouter M. Roberto de Almeida, désormais membre de plein droit, chargé de veiller sur l'idéologie, bien que le régime actuel n'en fasse plus si grand cas.

Les nominations au comité central vont dans le même sens. Son élargissement à quatre-vingt-dix membres y a renforcé encore le poids des militaires, qui constituent plus de la moitié des membres. La plupart des nouveaux promus, sont de jeunes commandants et capitaines qui, depuis des années, se battent au fond de la brousse après avoir souvent suivi une formation accélérée dans une académie militaire soviétique. Leur entrée en force vise peut-être à faire aussi tomber le vent de révolte qu'ils faisaient souffler sur les « politiciens » de la capitale, surtout au début des années 80.

Par ailleurs, l'ethnie Ovimbundu, pourtant majoritaire mais contrôlée par l'UNITA, reste toujours aussi ridiculement représentée, contrairement aux deux grands groupes du Centre et du Nord : les Kikongo et les Kimbundu, qui se sont taillés des places de choix depuis quelques années.

Enfin, la proportion des Blancs et des métis dans le comité central a brutalement chuté, pour s'établir en dessous de 10 %. Cette évolution est moins la conséquence d'une sorte de « tension raciale » que d'un changement de l'origine des nouveaux dirigeants. Sous la colonisation, la position sociale, le niveau de ressources et même le statut allaient en général de pair avec la couleur de la peau. Comme dans la plupart des mouvements de libération, les premiers militants venaient surtout des groupes situés à la charnière du monde colonial blanc et autochtone noir. Aujourd'hui, les instances dirigeantes ont donc été non seulement rejuvenies, mais s'ouvrent aussi, peu à peu, à des Angolais issus de milieux situés tout en bas de l'échelle coloniale. Leur itinéraire a été bien différent de celui des membres de la « vieille garde », leur environnement étant moins européen.

« Quid » des décisions du congrès ?

C'est donc cette nouvelle sensibilité « ethnocentriste », allée à un solide pragmatisme, qui pourrait infirmer l'action de Luanda, bien que les objectifs à long terme et l'idéologie qui les sous-tendent demeurent intangibles. Le conditionnel reste de rigueur : après une longue période d'immobilisme explicite par l'immensité du congrès, l'équipe au pouvoir tarde étrangement à mettre concrètement en œuvre les décisions prises.

Près de trois mois après sa clôture, le nouveau gouvernement

n'est toujours pas entièrement constitué, malgré deux remaniements ministériels intervenus les 3 et 6 février dernier. Des postes essentiels restent vacants ou occupés par interim, et la rumeur veut que d'autres changements soient imminents. Surtout, les promotions, disgrâces et mutations paraissent souvent en contradiction avec les mouvements de personnes décidés par le congrès. M. Dos Santos a, certes, réuni autour de lui une équipe beaucoup plus soudée, mais la lenteur à la mettre au travail ne témoignerait-elle pas que, placée au pied du mur, elle éprouve de sérieuses difficultés à élaborer des solutions cohérentes aux graves problèmes du pays et qu'il y aurait même des désaccords.

« Mobiliser tout le peuple angolais pour la défense populaire généralisée et renforcer la capacité défensive du pays » est la priorité dégagée par le congrès. Les forces armées y expriment

leur « détermination à anéantir totalement les ennemis de la révolution », autrement dit l'UNITA. Certes, l'avancée du mouvement rebelle est désormais endiguée. L'UNITA a même subi des coups très durs fin 1985. Mais l'accueil triomphal que Washington a réservé à M. Jonas Savimbi, l'accroissement notable de l'aide militaire américaine et, surtout, l'intervention décisive de l'aviation sud-africaine pour stopper l'offensive des forces de Luanda contre le quartier général de l'UNITA, dans l'extrême sud-est du pays, démontrent que les alliés de M. Dos Santos ne lui évitent pas une défaite militaire. Jusqu'à preuve du contraire, le MPLA semble, de son côté, disposer de garanties identiques de la part des pays socialistes.

Le rapport des forces militaires étant ainsi figé, les chances d'une paix honorable, qu'à l'évidence les

nouveaux dirigeants de Luanda souhaitent par-dessus tout, co-seraient-elles accrues ? Les négociations sont au point mort. Luanda accepterait un retrait du contingent cubain à la condition que l'inviolabilité de ses frontières méridionales soit formellement garantie et que l'UNITA accepte la prééminence du MPLA. Toute la carrière de M. Jonas Savimbi démontre qu'il ne se satisfait pas d'une seule position - la première - et qu'il n'est pas même disposé à céder une once de son pouvoir à quiconque, fût-ce au sein de son propre mouvement.

Les maîtres du jeu

Les violations sud-africaines des accords passés à Lusaka entre Luanda et Pretoria (au moins trois bataillons sud-africains sont actuellement solidement retranchés dans le Sud angolais) et des accords de N'Komati entre l'Afrique du Sud et Maputo (l'aide de Pretoria à la rébellion mozambicaine s'amplifie) constituent pour Luanda la preuve patente que l'Afrique du Sud n'est nullement décidée à conclure un *modus vivendi* durable avec ses voisins quand ils ne se soumettent pas à ses conditions. Pis encore : Luanda estime que les difficultés internes du régime de Pretoria le

reodront, pour un temps au moins, plus interventionniste au-delà de ses frontières. Les négociations, même si elles se poursuivent, n'aboutiront donc probablement pas.

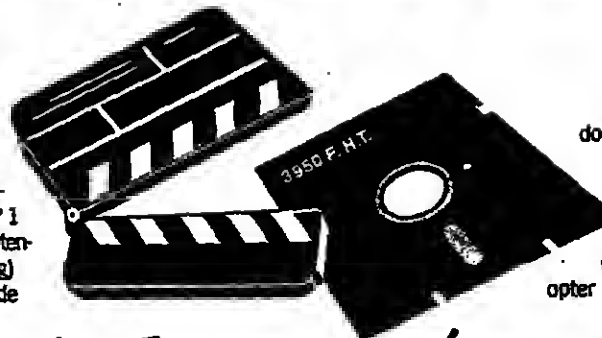
« Développer une économie qui soutienne la guerre et faire la guerre pour la défense de l'économie », affirmait le comité central. Or l'économie angolaise, c'est d'abord et avant tout le pétrole : officiellement 35 % du PIB, 40 % des revenus de l'Etat, 90 % des recettes d'exportations. La chute du cours du pétrole devrait amputer ces ressources d'un bon tiers. Une fois réglées les dépenses militaires (soit, suivant les estimations, de 30 % à 50 % du budget), que restera-t-il pour relancer une économie exsangue et fournir à une population à bout de souffle un minimum de nourriture et de biens de consommation courante ?

Très vite, la cohésion de l'équipe du président Dos Santos va être mise à rude épreuve, d'autant qu'elle ne maîtrise pas des cartes essentielles du jeu angolais, qui restent entre les mains de Washington, Moscou, La Havane ou Pretoria.

RENÉ DAMIEN.

25.000^{EME} TEXTOR Y'A DU TALOR LA-DESSOUS

Leader français des logiciels bureautiques, TALOR poursuit son expansion dans le monde de la micro-informatique, avec les logiciels TEXTOR (le n° 1 du traitement de texte aux fonctions étendues : archivage, calcul, tableaux, mailing) et BASOR (puissant système de base de



données relationnelles d'une grande simplicité d'utilisation). Choisir TALOR ! 25.000 clients l'ont déjà fait avant vous, pour sa puissance, l'étendue des fonctions et la simplicité de ses logiciels. Plébisciter TALOR c'est opter pour l'imagination et la créativité.

Aujourd'hui la France gagne la guerre du soft

TALOR

TALOR S.A. "LE WILSON" 18, rue du Président Wilson 78230 LE PECQ - Tél. 01 39.76.79.80 - Télex 699482
TALOR DISTRIBUTION, 74-80, rue Roque de Fillol 92800 PUTEAUX - Tél. 01 47.73.54.04 - Télex 615282
TEXTOR fonctionne sur IBM PC et compatibles dont BULL MICRAL 30, OLIVETTI M24, etc.
Développé en France par Thierry LORTHOIS, P.-D.G. de TALOR S.A.

AFRICA International

LA UNE : La vie scandaleuse de Baby Doc - Les Haïtiens en Afrique - TCHAD : la criminalité retrouvée - SÉNÉGAL : le retour de l'ANISOLA Savimbi, le des armées - SÉNÉGAL : le retour de l'ANISOLA Savimbi, le des armées - SÉNÉGAL : le retour de l'ANISOLA Savimbi, le des armées

Qu'est-ce qui fait courir Abou ? - BÉNIN : l'austérité volontaire - BOULI : l'heure de la politique - DOCUMENT : Mitterrand et l'Afrique

Dans les 181 (mars) du mensuel AFRICA International, édité à Dakar - Abonnements : 1900 F. Sans surcoût, 10 rue des Pyramides Paris 1er - Tél. 42.60.48.50



LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-55+

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

République sud-africaine

LES DÉPLACEMENTS FORCÉS DE POPULATION

15 000 Noirs d'un taudis à l'autre...

De notre envoyé spécial

Brits. - Il y a un peu plus d'un an, en février 1985, le ministre de la coopération et du développement, M. Gerrit Viljoen, avait assuré qu'il n'y aurait plus de déplacements forcés de population. Certes, on ne contraindrait plus les Noirs à déguerpir des zones où ils sont désormais jugés indésirables, mais il y a des moyens plus sophistiqués pour les inciter à quitter leurs maisons. Il suffit d'un peu de persuasion, de promesses, d'une compensation alléchante, ou, enfin, d'engendrer la crainte. Le résultat est le même.

Non loin de Pretoria, il se traduit par les navettes des camions gouvernementaux entre Old-Location, la township noire de la petite ville industrielle de Brits, et la cité future de Lethlabile, à 20 kilomètres au nord. Des remorqueurs chargés à ras bord du brio-à-brio de migrants consentants, accompagnés d'un ou de plusieurs soldats armés. Le flux de l'exode entre un ghetto que les autorités ont décidé de raser et ce qui a été désigné comme le « modèle des townships » : Lethlabile.

La sentence est tombée le 7 décembre dernier. Old-Location disparaissait après cinquante-cinq années d'existence. Le conseil communautaire de la cité a annoncé lui-même la nouvelle : les 15 000 habitants de ce ghetto noir devaient vider les lieux. Délai d'exécution : un an. Mené inopérablement par le pouvoir : suppression de taudis et manque de possibilité d'extension. Motif vérita-

ble : faire de la place aux Blancs dont les quartiers se sont étendus et viennent buter sur la « zone africaine ».

Old-Location, jusqu'à présent paisible, est alors entrée dans l'ère de la violence. La résistance s'est organisée au lendemain de l'annonce de la nouvelle. Un comité d'action s'est créé pour s'opposer au déménagement. Le 23 février, un magasin et les locaux de l'administration étaient incendiés. Depuis, Old-Location est en effervescence. La police disperse les meetings à coups de grenades lacrymogènes jusque dans les locaux de la mission catholique. Les dirigeants du comité d'action n'ont plus dormi chez eux. Leurs maisons ont été quelquefois détruites ou endommagées par des cocktails Molotov. Une grenade a explosé près de la fenêtre du domicile de l'un de ses membres. Des impacts de balles sont encore visibles sur la façade du domicile du président, M. Marshall Buys. Lui-même a été arrêté pendant quarante-huit heures, puis relâché. Tous ceux qui jouent un rôle moteur dans la lutte essayent de protéger leur maison contre les attentats en disposant des tôles, du contre-plaqué, voire des meubles devant les ouvertures. Des adolescents montent la garde la nuit auprès des demeures menacées.

Ce climat de terreur, provoqué par des membres d'une milice qui opère vraisemblablement avec la bénédiction de la police, a considérablement accru le nombre des

départs. Les maisons sont immédiatement démolies, et, aujourd'hui, Old-Location, ressemble à un ghetto victime d'un bombardement.

Un morceau de veld viabilisé

Les autorités ont raison, cette township est un taudis. Pas d'électricité ni d'éclairage public, cinquante-quatre robinets pour toute la communauté, pas de toilettes ni d'égoûts, aucune rue goudronnée et les églises servent de salle de classe. Comme le fait remarquer Marshall Buys : « Rien n'a été fait pour améliorer les conditions de vie et on utilise maintenant comme prétexte le fait que c'est un taudis. On trouve de l'argent pour Lethlabile, pas pour Old-Location. »

Le sentiment de n'être que des pions que l'on déplace pour laisser le terrain aux Blancs et que l'on parle à plus de 20 kilomètres de leur lieu de travail pousse les résidents. D'autant que pour eux Lethlabile, ce n'est guère mieux. « Un bidonville contre un autre bidonville », déclare Elliot Buti, responsable de l'organisation des jeunes. Un morceau de veld (brousse) viabilisé, vers lequel on a tracé une route. Un chemin découpé en carrés de 300 mètres de côté que l'on peut acheter pour la modique somme de 52 rands (180 F), cela afin d'attirer ceux qui rêvent de posséder un lopin de terre.

Chaque lotissement est muni d'un robinet et de toilettes. Le nouvel arrivant doit ensuite se débrouiller. Il a deux ans pour construire sa demeure. En attendant, la famille habitera dans l'une des mille cabanes en tôle de 9 mètres carrés ou sous une tente, logements provisoires généralement prêts par le gouvernement. Les plus fortunés peuvent acheter une ou deux de ces soixante-quatre maisons en dur qui n'ont été construites. Il n'est pas question de louer.

Ceux qui possèdent quelque chose à Old-Location reçoivent une compensation financière, mais les autres ont le plus souvent à peine les moyens de s'acheter des briques, et reconstruisent donc des baraques avec des matériaux de récupération. Bien sûr, Lethlabile rassemblera à un bidonville flamboyant neuf, en bordure de la frontière du Bophuthatswana. Ce qui fait dire aux membres du comité d'action que, tôt ou tard, en dépit des assurances du gouvernement, Lethlabile sera incorporé à ce bidonville. On se sera ainsi débarrassé de 15 000 Noirs dont le sort matériel dépendra des dirigeants de ce homeland et dont on continuera d'utiliser la force de travail dans les usines de Brits. Un moyen également de casser les syn-

dicates noirs, particulièrement actifs dans cette ville, car le Bophuthatswana ne reconnaît pas les syndicats implantés en Afrique du Sud.

Si l'incorporation au Bophuthatswana a lieu, nombreux sont ceux qui sont convaincus qu'elle entraînera une explosion. Léonard Brown, membre du comité d'action, pense d'ailleurs que tout est prévu, puisqu'on a creusé 400 tombes d'avance. La résistance d'une partie de la population a cependant permis d'étendre le délai de déménagement d'un an à trois ans. Mais, comme le constate Marshall Buys, « malgré tout ce que peut dire le gouvernement, il est toujours impossible de faire entendre nos voix ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Zaire

Amnesty International fait état de tortures, d'assassinats et d'arrestations massives

Dans un rapport publié ce mercredi 19 mars, à Londres, Amnesty International fait état de tortures, d'assassinats et d'arrestations massives au Zaire. L'organisation humanitaire distingue, d'une part, les opérations militaires menées par les FAZ (Forces armées zairoises), en novembre 1984, dans la région de Moba, au bord du lac Tanganyika et, d'autre part, les multiples atteintes aux droits de l'homme commises, entre octobre et décembre 1985, à Kinshasa et dans la région du Kasai oriental.

S'agissant des exactions dont se sont rendues responsables les troupes gouvernementales à Moba et à Kalémi (le Monde du 17 mai 1985), Amnesty indique qu'il y a eu environ cent vingt victimes. « L'armée a ouvert le feu sur la population civile et, par erreur, sur

d'autres unités gouvernementales ». « Les militaires ont mis le feu à de nombreuses maisons. Tous ceux contre qui il y avait de fortes présomptions de complicité avec les rebelles (qui avaient attaqué Moba le 13 novembre) ont été passés par les armes sans aucune forme de procès (...). Les détenus ont souvent été torturés pour leur extorquer des déclarations ». D'autres prisonniers ont aussi raconté avoir été fouettés avec du fil de fer barbelé, torturés à l'électricité, brûlés avec des cigarettes et privés d'eau et de nourriture pendant de longues périodes.

Amnesty rapporte que plus d'une centaine d'arrestations ont été opérées dans la capitale et au Kasai oriental, la plupart des personnes arrêtées étant toujours emprisonnées à Kinshasa ou dans des centres de détention régionaux. Parmi elles figurent de nombreux membres ou sympathisants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), qui réclame, depuis sa fondation en 1982, sa légalisation comme second parti politique du Zaire. Amnesty cite notamment les cas de MM. Tshisekedi Wa Mulumba et Kanana Tshibangu, anciens députés, qui viennent d'être libérés après leur cinquième période de détention. La plupart des prisonniers arrêtés sont détenus au secret, principalement dans des centres où, dans le passé, des tortures ont été signalées. Il s'agit des centres de détention de l'AND (Agence nationale de documentation) à Kinshasa, Labambashi et Mboji-Mayi, et du siège de la BSRS (Brigade de recherches et de surveillance) à Kinshasa. Amnesty cite également les cas de quatre détenus morts en détention.

Liberia

« Les trois partis d'opposition forment une coalition ». Dans un communiqué conjoint, publié dimanche 16 mars, le LAP (Liberia Action Party), l'UP (United Party) et le LUP (Liberian Unification Party), qui sont les trois partis politiques légaux au Liberia, déclarent que leur décision de former une coalition reflète leur « préoccupation commune pour l'avenir du pays » et répond au souci de faire face aux problèmes économiques du pays et de renforcer la démocratie. Cette coalition sera dirigée par M. Gabriel Kpelleh, président du LUP, assisté de deux vice-présidents, MM. Jackson Doe et Edward Kessely, respectivement chefs du LAP et de l'UP. Plus de mille enseignants en grève ont, d'autre part, refusé, lundi, de reprendre le travail, comme le leur a demandé le président du Liberia, M. Samuel K. Doe, tant que leurs salaires de décembre et janvier n'auraient pas été payés. — (Reuter, UPI).

A TRAVERS LE MONDE

POLOGNE

M. Chevardnadze félicite le général Jaruzelski

Varsovie (AFP, UPI). - Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a fait l'éloge du général Jaruzelski pour son rôle dans le rétablissement de l'ordre et la stabilisation en Pologne, où le socialisme « avait été mis à rude épreuve ». Evoquant implicitement la période pendant laquelle Solidarité était un syndicat légal et où la Pologne semblait gagnée par un processus de démocratisation, le responsable soviétique a déclaré : « Notre inquiétude concernant le sort du socialisme dans un pays frère était indissolublement liée à une ferme volonté de vous venir en aide pour le défendre. » M. Chevardnadze - qui se trouve en « visite officielle d'amitié » à Varsovie, - à la veille de la réunion, dans la capitale polonaise, d'une conférence des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie, a eu des entretiens, mardi 18 mars, avec le général Jaruzelski. Le même jour, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a déclaré que MM. Bielski, Gorski, Krasowski et Woronicki, les quatre prisonniers politiques qui observent depuis environ cinq mois une grève de la faim et sont alimentés artificiellement, ont refusé de mettre fin à leur mouvement, en dépit d'une démarche en ce sens de l'épiscopat (le Monde du 14 mars).

TURQUIE

Nouvelle levée partielle de la loi martiale

Ankara. - La loi martiale instaurée en 1978 a été levée le mercredi 19 mars dans les provinces de Bingöl, Elazığ, Tunceli et Sanliurfa (sud-est du pays, à la frontière syrienne). Ces provinces ne retourneront toutefois pas immédiatement à une administration civile ordinaire. Elles vont, en effet, être soumises pendant au moins quatre mois à l'état d'urgence qui attribue aux gouverneurs civils des pouvoirs d'exception aussi étendus que ceux de l'armée sous la loi martiale. La loi martiale reste en vigueur dans cinq provinces (sur soixante-sept), celles de Mardin (frontière syrienne), Hakkari (frontière irakienne), Diyarbakir, Siirt et Van (frontière iranienne), où se poursuivent les combats entre armée turque et indépendantistes kurdes. — (AFP).

ÉCONOMIE ET CULTURE

CHIFFRES-CLÉS
Envoi sur demande écrite.
Ministère de la Culture
ÉTUDES ET RECHERCHES
2, rue Jean-Lantier, 75001 PARIS

ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

Établissement libre d'enseignement supérieur
Association d'éducation à but non lucratif

Prép. Sciences-Po

Préparation à l'entrée en 1^{er} année de l'Institut d'Études Politiques pour les étudiants de 1^{er} cycle universitaire, les bacheliers, élèves de terminale...

Préparation "Cours du Soir"

90 heures de cours
Avril à Juillet 1986
GROUPE B1
Reprise le 18 Avril

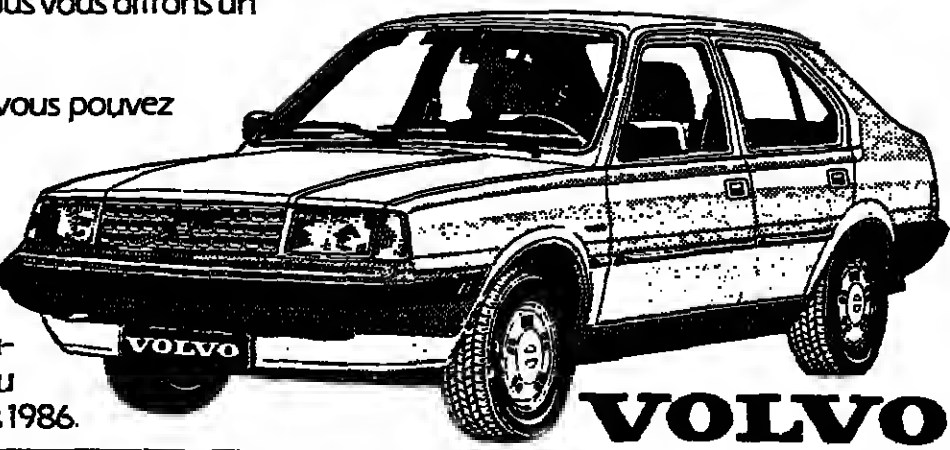
Préparation "Intensive d'été"

108 heures de cours
du 21 juillet au 29 août 1986
6 demi-journées par semaine
du Lundi au Vendredi

Administration - Recrutement et Insertion
E.A.P. : 3, avenue Roger Collet
75005 Paris (Métro Ligne 1) - Tél. : (1) 43.25.83.51

LES
4
CHANCES
DES VOLVO

Du 1^{er} au 31 mars 1986
ESSAYEZ LES VOLVO
ET GAGNEZ
DES MILLIERS DE CADEAUX!



- 1 Venez faire un essai, nous vous offrons un cadeau surprise.
- 2 Avec votre carte essai vous pouvez gagner un 2^e cadeau.
- 3 Vous pourrez participer au tirage au sort et gagner un 3^e cadeau.
- 4 5 VOLVO 340 Série limitée à gagner au tirage au sort national du 31 mars 1986.

60 - CREIL - S.A.R.L. Lemaire Napoléon Creil, 10, rue du Clos Barrois, Z.I. Nogent/Villers - Tél. : 44.25.85.40 75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 43.29.51.41 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 42.25.60.70 75 - PARIS 13^e - Ets Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 45.35.98.68 75 - PARIS 15^e - Ile de France s.a., 76 bis, avenue de Suffren - Tél. : 47.83.45.22 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 47.27.47.37 75 - PARIS 18^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 45.24.43.61 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 47.68.50.35 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 42.03.30.75 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 43.73.73.62 77 - LAGNY-SUR-MAINE - Ets Mousset, Pomponne, 79, rue du Général Leclerc - Tél. : 60.07.24.20 77 - MELUN - Automobiles Paris-Sud, 32, rue Saint-Léon - Tél. : 64.09.29.73 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Andes, rue du Fonds des Roches - Tél. : 30.62.00.76 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Bane Automobiles, 51, route de Houssen - Tél. : 34.77.12.12 78 - PORT-MAURIL - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 39.58.61.13 78 - RAMBOUILLET - Ramboillet Automobiles s.a., 51, avenue du Général Leclerc - B.P. 38 - Tél. : 64.83.04.87 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Barthelemy - Tél. : 39.13.49.92 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 47.93.36.68 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Farid, 45-49, rue Jean Jaurès - Tél. : 68.20.25.80 92 - ASNIERES - Inter Garage Safrin, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 46.55.37.37 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 47.24.37.34 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 47.50.05 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 48.31.40.32 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 18, av. du Château - Tél. : 43.30.48.78 - Expo : 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 43.88.05.09 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole France - Tél. : 48.20.71.87 94 - CHARENTAIS-LE-ROI - Garage de Croisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 48.90.80.97 94 - NOGENT-SUR-MAINE - Garage Marinéau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 48.76.62.66 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-HILAIRE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 48.85.89.89 94 - VILLENNY - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 47.26.12.93 95 - ANTONY-LES-CORNEILLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 39.97.11.96 95 - PONTAISE - Sté Segel, 10 rue Seré Depoin - Tél. : 30.32.56.56

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-NORD
IUT de VILLETANEUSE
FORMATION CONTINUE

Séances de novembre 1986
stages ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi

DUT INFORMATIQUE
Stage en 1 an à temps complet
Stage en 3 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Personnel
Stage en 1 an à temps complet
Stage en 2, 3, 4 ans à temps partiel

DUT GESTION - option Gestion Appliquée
aux petites et moyennes entreprises
Stage en 1 an à temps complet

DUT CARRIÈRES JURIDIQUES ET JUDICIAIRES
Stage en 1 an à temps complet
Stage en 2 ou 3 ans à temps partiel

DIPLOME d'Université en techniques de la bureautique
Stage en 1 an à temps complet

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le Conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion du congé individuel de formation.

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS le 17 février 1986

RENSEIGNEMENTS :
CENTRE DE FORMATION CONTINUE
IUT de VILLETANEUSE - Av. J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse
Téléphone : 48-21-61-70 poste 4840/48-26-90-48

politique

LES NÉGOCIATIONS POUR LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Cohabitation, acte I, premières scènes...

Mardi matin 18 mars, M. Laurent Fabius se rend à l'Élysée pour y prendre, comme chaque semaine, son petit déjeuner avec le président de la République. Comme chaque semaine, MM. Jean-Louis Bianco et Jacques Attali participent à ce petit déjeuner, mais M. Llégal, Jospin, contrairement à l'habitude, n'est pas. « Un petit déjeuner de travail », précise M. Fabius. Le premier ministre quitte l'Élysée à 10 heures 30 en lançant aux quelques journalistes et photographes qui - c'est la « pagaille » - ont pris possession de la cour de l'Élysée : « A tout à l'heure ! »

Au même moment, à l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac accompagne à sa voiture M. Jacques Chaban-Delmas qui, venant de Bordeaux, était arrivé à Paris la veille au soir. Le maire de Bordeaux, qui avait demandé un rendez-vous au maire de Paris, s'est entretenu avec ce dernier pendant une bonne heure. Le jeudi précédent, M. Chirac avait été reçu par M. Chaban-Delmas, en tête à tête, dans son bureau du palais de Rohan à Bordeaux.

Dans le bureau du maire de Paris, et contrairement à ce que les deux hommes affirment, il n'a pas été question, uniquement, des derniers crues du vignoble bordelais. Il semble que l'ancien premier ministre de Georges Pompidou ait assuré M. Chirac que les péripéties de l'élection présidentielle de 1974 sont, à ses yeux, effacées. Les deux hommes ont examiné les conditions de la « cohabitation » entre la nouvelle majorité et le président de la République. M. Chaban-Delmas n'ignorait pas, à ce moment-là, qu'il ne serait pas sollicité par M. François Mitterrand pour l'Hôtel Matignon. Le maire de Bordeaux, en revanche, ne refusait pas d'être le candidat du RPR à la présidence de l'Assemblée nationale. Cette perspective a été évoquée au cours de l'entretien à l'Hôtel de Ville.

En fin de matinée, à l'Élysée, le président de la République reçoit, pendant une quarantaine de minutes, M. Paul Quilès, ministre

de la défense, avec lequel il s'entretient de la situation au Tchad. Selon des indications recueillies par la suite dans l'entourage de M. Quilès, M. Mitterrand propose à ce dernier de devenir le secrétaire général de la présidence de la République. Dans la période difficile qui s'ouvre, le chef de l'État souhaite mettre à contribution les qualités de « chef d'état-major » dont le député de Paris avait fait preuve auprès de lui, à la direction du PS, dans les années 1979-1980. En outre, la compétence acquise par M. Quilès au ministère de la défense contribuerait, auprès du président de la République, à assurer la maîtrise de ce dernier sur les questions militaires et stratégiques. Il semble que M. Quilès, désireux de jouer un rôle au sein du PS, hésite.

A la même heure, M. Fabius reçoit ses collaborateurs, à l'Hôtel Matignon, pour un « pot » d'adieu. « Dans la vie politique, tout est relatif », dit-il. « Les gens vont et viennent... et puis viennent et vont... » Il se rend, ensuite, au ministère des PTT, chez M. Louis Mexandeau, l'ancien directeur qui réunit le président de la République, le premier ministre, M. Jacques Attali, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

« Nous devons gouverner »

Dans la cour de l'Élysée, lorsqu'ils ont vu le président de la République, puis ses collaborateurs, partir tranquillement déjeuner, les journalistes, un peu étonnés, un peu dépités, ont fait valoir. A la même heure, M. Chirac déjeune en tête à tête avec M. Édouard Balladur, chargé des premiers contacts avec l'Élysée, après s'être entretenu avec ses collaborateurs et les élus RPR parisiens de son entourage. Le maire de Paris quitte l'Hôtel de Ville à 15 h 20, accompagné de MM. Balladur et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, pour se rendre à l'Hôtel

Intercontinental, où sont réunis les élus RPR du 16 mars, y compris M. Chaban-Delmas, arrivé en compagnie de M. Pierre Guillaud de Bénouville, député de Paris, autre ami de résistance de M. Mitterrand.

A l'Élysée, le président de la République reçoit... un photographe. Xavier Lambon, de l'agence Vu, avait sollicité depuis longtemps de M. Mitterrand une séance de portraits pour une exposition qui s'ouvre mercredi. Il était temps ! Le chef de l'État consacre une demi-heure au photographe, qui l'invite au vestiaire. M. Mitterrand le remercie, mais craint de manquer de temps mercredi soir.

A l'Hôtel Intercontinental, le téléphone sonne pour M. Chaban-Delmas. Suivi par une troupe de journalistes, le maire de Bordeaux parvient à les semer pour gagner une chambre où il lui passe la mystérieuse communication. M. Balladur, lui, a quitté les lieux après son entretien avec M. Chirac. Le président du RPR passe dans les rangs pour féliciter les nouveaux députés et s'adresse, ensuite, à l'assemblée. « Union totale, sans réserve et sans faille », voilà le mot d'ordre de M. Chirac, qui confirme : « Nous devons assumer nos responsabilités et gouverner ».

A 17 h 5, M. Christine Cortin, du service de presse de l'Élysée, annonce aux journalistes l'arrivée de M. Jacques Chirac pour 17 h 30. Malgré la circulation dense et l'absence d'escorte, M. Jean-Claude Lhomond, chauffeur de M. Chirac depuis plus de dix ans, parvient à déposer son patron sur le perron de l'Élysée à 17 h 30 tapantes. Devant le tour de l'Hôtel de Ville, devant les photographes et caméras, pour lesquels la présidence de la République a obligamment installé des gradins pour les prises de vues, M. Chirac, le visage grave, descend de sa R 25 de fonction et entre au palais. Guidé par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence, le maire de Paris est reçu par M. Mitterrand dans son bureau, au premier étage. Il n'en sortira qu'à

19 h 45, le visage fatigué, ne faisant - c'est son habitude - aucune déclaration.

On installe alors sur le perron un micro, devant lequel M. Bianco vient annoncer : « Le président de la République a appelé M. Jacques Chirac pour procéder à un tour d'horizon au sujet de la formation du gouvernement. M. Chirac apportera sa réponse dans les meilleurs délais. » A l'Hôtel de Ville, M. Chirac annonce qu'il a été « appelé par le président de la République pour procéder à un tour d'horizon au sujet de la formation du gouvernement », et qu'il apportera sa réponse « dans les meilleurs délais ». On cohabite scrupuleusement. A l'Élysée, M. Mitterrand, tranquille comme Baptiste, dirait M. Raymond Barre, fait savoir qu'il s'en va, qu'il ne reviendra pas ce soir et qu'il va dormir. Ses collaborateurs présents pour la réunion du conseil des ministres, inscrite sur l'agenda du président pour mercredi, n'aura pas lieu.

A l'Hôtel de Ville, après avoir brièvement reçu MM. Toubon, Claude Labbé, président du groupe RPR dans l'Assemblée nationale, et Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, M. Chirac voit arriver MM. Jean Locannet, président de l'UDF, et François Lévêque, secrétaire général du PR, tard, secrétaire général du PR, suivis de peu par MM. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF dans l'Assemblée nationale sortante, Pierre Méhaignerie, président du CDS, et André Rossinot, président du Parti radical. Ceux-ci venaient, tous trois, de s'entretenir avec M. Raymond Barre.

« Un esprit très positif »

Il est 21 h 25. La réunion des chefs des deux composantes de la nouvelle majorité commence. Du côté du RPR, M. Chirac est entouré par MM. Toubon, Pasqua, Balladur, Roger Romani, questeur de l'Hôtel de Ville, et Robert Pandraud, directeur du cabinet de M. Chirac, nouveau député de la Seine-Saint-Denis.

On apporte des plateaux-repas. Il ne sera question d'aucun nom au cours de la discussion, qui porte seulement sur la répartition des ministères entre le RPR et l'UDF. L'attribution de l'Hôtel Matignon est, bien sûr, elle, acquise depuis la veille, aux yeux de l'UDF.

Après deux heures de discussion, à 23 h 30, M. Locannet déclare, en quittant l'Hôtel de Ville : « Nous sommes d'accord entre nous pour que Jacques Chirac accepte de former le gouvernement. De son côté, M. Toubon indique : « Tout le monde a manifesté un esprit très positif. Dans ces conditions, M. Chirac reprendra demain matin ses conversations avec les différents personnalités. » Four M. Gaudin, M. Chirac « devrait accepter ». « On se repassera, maintenant, comment composer le gouvernement », ajoute le député de Marseille.

Le maire de Paris, selon son entourage, se donne quarante-huit heures pour présenter au chef de l'État la composition de son gouvernement.

Comment l'UDF et les barristes se sont montrés « réalistes »...

Mardi à 10 h 30, le CDS est le premier à réunir ses députés au siège du parti. Réunion sans vague. Même si quelques assauts sont proférés à l'encerclement de M. Barre et de ses « maladroites » pendant la campagne, il s'élève suffisamment de voix pour protester de la fidélité du parti à l'ancien premier ministre pour que le CDS qui s'appare à cohabiter, ne retrouve en paix avec sa conscience. La participation du Centre des démocrates sociaux et notamment de son président au gouvernement semble acquise d'autant qu'avec une courte majorité, « il n'y a pas d'autre choix possible », comme le souligne M. Méhaignerie.

Le CDS paraît d'accord pour réintégrer à la présidence du groupe

UDF de l'Assemblée nationale M. Jean-Claude Gaudin, même si les responsables centristes estiment qu'un équilibre doit être maintenu, comme il l'est actuellement, avec un centriste à la tête de la conférence. Au cours de cette réunion, il n'est plus question de la création d'un groupe centriste autonome au Palais-Bourbon.

A midi, M. François Lévêque, secrétaire général du PR arrive à Vincennes où il déjeune, un Club House, avec les nouveaux parlementaires du Parti républicain et ses principaux collaborateurs qu'il a déjà réunis une première fois le matin. Deux heures plus tard, se tient à la mairie de Vincennes, un comité directeur du parti au cours duquel sont présentés les nouveaux élus et sont engagés essentiellement deux débats : d'une part, sur le parti et son organisation, et d'autre part, sur le retour au scrutin majoritaire.

Les barristes sont très discrets et s'ils prennent la parole c'est pour signifier, comme l'a fait par exemple M. Jean-Pierre Soisson, qu'ils voteront la confiance au nouveau gouvernement.

En fin de matinée, M. Barre a reçu certains d'entre eux : MM. Charles Millon, François d'Aubert, Pascal Clément, Alain Mayoud et Jean-Pierre Soisson, qui pensent continuer de s'organiser sur le plan administratif au sein du PR même s'ils ont bien conscience qu'ils ne peuvent « faire sauter » un gouvernement de cohabitation. « Il faut être réaliste », disent-ils. M. Mitterrand a subi un désaveu mais pas tel que l'on puisse faire campagne sur le thème « Mitterrand démission ».

M. Alain Madelin que d'aucuns soupçonnent encore de vouloir tirer parti d'une nomination de M. Lévêque au gouvernement du PR, intervient pour souhaiter que le Parti républicain qui est « un bon bateau » ne « s'écarte pas de sa route » et continue à « bien tenir la mer » en tenant « sur trois fronts l'Assemblée nationale, le parti et le gouvernement ». A la demande de quelques vieux routiers, il y aura pas par « pudeur » à ce comité directeur de négociations publiques sur la composition du futur gouvernement, même si les couloirs bruisent du nom des éventuels appelés au nom des communications. M. Gérard Lorge, nouvel élu de la Meuse, à la fonction publique et M. Jacques Doufflauges, député du Loiret aux PTT ou à la culture...

Bruits de couloir... mais M. Lévêque n'en estime pas moins utile de réaffirmer « sa tâche à la tête du PR, dont l'organisation nationale sera renforcée grâce à l'arrivée de nouveaux élus ». Il a précisé qu'il « sollicitera, le moment venu », son mandat expirant à l'automne, sur reconduction au poste de secrétaire

général. Pour mettre, peut-être, un terme aux réflexions de ceux qui envisageaient la création d'une présidence au PR.

Le secrétaire général du PR tient aussi à affirmer que son parti ne sera pas « monolithique », les opinions de chacun devant y être respectées, comme l'ont toujours souhaité les républicains indépendants, et que la liberté de vote y restera entière.

Le PR, au cours de ce comité directeur, insiste sur « la première de ses préoccupations : le rétablissement immédiat du scrutin majoritaire ». M. d'Ornano intervient pour rappeler que M. Giscard d'Estaing avait souhaité que soit gardée une dose de proportionnelle. L'intervention non suivie d'effets. Le PR paraît simplement convenir de la nécessité de lier le retour au scrutin majoritaire à l'engagement de la responsabilité du 49 alinéa 3 ou alinéa 1, ce qui présenterait l'avantage de permettre aux barristes de voter, en ce cas, la confiance « des deux mains ».

Enfin, le PR décide que tous ses députés adhéreront au groupe UDF de l'Assemblée nationale et qu'ils soutiendront la candidature de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence de ce groupe.

Ce comité directeur du PR s'achève vers 17 heures, avant que ne se séparent, à Paris, les membres du bureau national du Parti radical, réunis depuis 15 h 30. M. Rossinot, président du parti, qui souhaite comme M. Didier Bariani, son prédécesseur, place de Valois, entrer au gouvernement, y pose un mandat pour négocier la formation du futur gouvernement de cohabitation, ou, comme le notifie le communiqué publié à l'issue de ce bureau, pour « mettre en œuvre avec les autres formations de l'opposition républicaine la plate-forme de gouvernement signée par l'UDF et le RPR ». Les députés radicaux se sont aussi engagés à adhérer au groupe UDF de l'Assemblée nationale et à ce titre à soutenir la candidature de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence du groupe.

Dans l'après-midi, alors que continuent à circuler les noms des futurs « ministères », MM. Méhaignerie et Barrot, respectivement président et secrétaire général du CDS, ont rendu visite à M. Barre, qui leur aurait conseillé de « ne pas accepter » et non « politiquer ». Une option que les responsables du CDS semblent décidés à prendre. M. Méhaignerie serait tenté, dit-on, par un grand ministère de l'équipement. Mercredi, les principaux responsables de l'UDF devraient se rencontrer à nouveau pour discuter des propositions qu'aurait pu leur faire la veille M. Chirac. Le président du RPR souhaiterait réserver au ministre de l'économie et celui de l'intérieur ; il serait disposé à céder à l'UDF trois autres ministères « de souveraineté », selon l'expression de M. Lévêque : la défense, la justice et les affaires étrangères.

Les entretiens entre M. Mitterrand et M. Chirac

(Suite de la première page.)

D'une conversation en tête à tête de deux heures et quinze minutes, nul, hormis les intéressés, ne peut prétendre connaître les subtilités. Du moins sait-on, par les entretiens respectifs du président et du maire de Paris, dans quel état d'esprit les deux hommes ont abordé, à l'Élysée, ce tournant de la V^e République. Il est ainsi possible de dégager les lignes de force de ce face-à-face.

MM. Mitterrand et Chirac, comme il est normal, se sont mutuellement informés de la manière dont ils envisagent cette « cohabitation » inédite depuis 1958, tant sur les compétences respectives que sur les méthodes de gouvernement, et surtout les domaines les plus sensibles : politique extérieure et défense.

L'entretien se devait, à l'évidence, d'être d'autant plus approfondi que les deux hommes se connaissent mal. Ils ne se sont rencontrés en tête à tête qu'en de rares occasions : lorsque le chef de l'État recevait les dirigeants des grands partis, avant les grandes conférences internationales, système de consultation dont la paternité revient à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Du côté du président du RPR, on souligne que l'atmosphère de la conversation n'a jamais été « plus que positive » et que les propos tenus par l'un et l'autre étaient « dénués de toute ambiguïté ». M. Chirac estime que le président de la République, en cette grave circonstance, s'est comporté, comme il l'avait fait la veille dans son intervention télévisée, en homme respectueux « de la République et de la démocratie ».

M. Mitterrand, en effet, partait d'une analyse simple, exposée lundi soir à la télévision : le premier ministre doit être choisi au sein de la nouvelle majorité, fût-elle étroite, et le chef de l'État a pour mission de maintenir son cap pour ce qui est de la défense des libertés, des affaires militaires et de la politique extérieure. Ce qu'il a dit publiquement, c'est que la situation de son interlocuteur n'était pas, mardi, à ses yeux, aussi bonne que le maire de Paris pouvait l'espérer avant le 16 mars. Ainsi, le chef de l'État, bien que son camp ait été battu aux élec-

tions législatives, estimait-il être en position, sinon de dicter ses conditions, du moins de préserver sur l'essentiel ses prérogatives.

La répartition des rôles

M. Chirac, pour sa part, avait relevé que, dans son allocution télévisée, M. Mitterrand avait distingué de façon claire les pouvoirs attachés à la fonction présidentielle et les moyens dont le gouvernement doit disposer pour appliquer son programme. Cela correspondait, d'ailleurs, à ce que M. Chirac lui-même avait constamment souligné, à savoir le rôle du président de la République, que défini par la Constitution, notamment dans ses articles 5 et 8, et les compétences du gouvernement, contenues dans l'article 20.

Ce que M. Chirac, à son tour, n'avait pas dit publiquement, mais qui a pu être formulé dans le secret du bureau présidentiel, c'est qu'il admet la nécessité d'une claire répartition des rôles qui permette d'éviter les humiliations réciproques entre les deux pôles de l'exécutif. D'un *modus vivendi* en quelque sorte.

Compte tenu de ces états d'esprit respectifs et des déclarations antérieures, M. Mitterrand a proposé à M. Chirac, responsable de la principale formation de la nouvelle majorité, d'exercer les fonctions de premier ministre. Il admet que le gouvernement est parfaitement en droit d'appliquer le programme sur lequel la majorité s'est élue. Il n'y a pas, sur ce point, « chipotage », remarque M. Chirac.

En revanche, il y aurait versions contradictoires sur les méthodes d'utilisation du gouvernement. Selon l'entourage du président de la République, M. Mitterrand n'avait pas, avant l'entretien, l'intention d'accepter que le nouveau premier ministre reçoive une délégation de pouvoir de la part du Parlement afin de gouverner par ordonnances. Selon l'entourage du maire de Paris, au contraire, le chef de l'État n'aurait formulé aucune objection de fond sur cette procédure. Les ordonnances qu'envisageait le président du RPR porteraient sur des domaines clairement délimités : la

politique économique et sociale, mais aussi, la réforme du mode de scrutin afin de revenir au système majoritaire. Au moins sur le retour au scrutin majoritaire, M. Mitterrand, si l'on s'en tient à de récentes confidences, n'en fait pas une affaire, d'autant que, répète-t-il, il a toujours un petit faible pour ce système.

Selon ce que M. Chirac a rapporté mardi soir aux dirigeants de l'UDF et du RPR réunis à l'Hôtel de Ville, le président de la République lui aurait donné l'impression qu'il ne refuserait pas de signer les ordonnances que proposerait le gouvernement pour la mise en œuvre des mesures considérées comme les plus urgentes de son programme, parmi lesquelles figure notamment la réforme électorale.

« Une harmonie indispensable »

En fait, M. Mitterrand peut difficilement contester le recours aux ordonnances - qu'il est en droit de ne point signer - dans la mesure où M. Pierre Mauroy, premier ministre, en a largement usé en 1982 (durée du travail, retraite à soixante ans, contrats de solidarité, notamment).

Au-delà des méthodes, les deux hommes ont aussi traité du fond : les compétences du chef de l'État et ce qui en découle dans l'esprit de M. Mitterrand, c'est-à-dire la maîtrise de la politique extérieure et la défense. Ce sont les points les plus critiques de la répartition des rôles et deux domaines de conflit potentiel (lire par ailleurs, pour la défense, l'article de Jacques Isnard). M. Mitterrand avait indiqué, à la mi-février, au cours d'une conversation avec des journalistes, que « le premier ministre a une vocation imminente à participer à un débat de politique étrangère au côté du président de la République », et que, en retour, on ne pouvait pas contester au président de la République la maîtrise des dossiers dont peut dépendre la « décision finale », celle de déclencher le feu nucléaire, initiative dont il est seul responsable.

Il convenait donc, dans l'esprit de M. Mitterrand, que les titulaires des postes-clés - défense et relations extérieures - soient en

accord, à la fois, avec le premier ministre et avec le président de la République. A ce sujet, le chef de l'État a parlé d'une « harmonie indispensable ». C'est alors qu'il a indiqué au premier ministre - consulté - qu'il n'accepterait pas de signer la nomination de n'importe quel, et lui a demandé de choisir pour ces deux postes des hommes avec lesquels « il pourra travailler ».

M. Mitterrand a également précisé à son interlocuteur que le premier ministre ne sera désigné qu'après qu'il aura vu la liste du gouvernement proposé. Le chef de l'État, en effet, refuserait - il l'a fait savoir - toute nomination au gouvernement de la France de personnalités dont il considère qu'elles l'ont insulté dans sa personne et sa fonction.

Ainsi, MM. Mitterrand et Chirac ont inauguré, avec toutes les apparences de la sérénité, d'une sorte d'entente cordiale, la phase préliminaire de la cohabitation. Mais on se souvient que M. Chirac, dans une période pourtant beaucoup plus paisible, avait éprouvé quelque douleur à coexister, avec M. Giscard d'Estaing. On se souvient aussi que, premier ministre et nommé « coordinateur » de la majorité « coordonnée » de M. Lévêque, il par le même Giscard d'Estaing, il avait pu exercer cette fonction d'« ombre » pendant de longs jours, tant qu'une quinzaine de jours, tant l'indépendance et les velléités de parti de l'époque la mettaient à mal. M. Mitterrand, pour sa part, est président de gauche dans une France clairement de droite et ne dispose du soutien que du Parti socialiste.

Chacun a ses faiblesses, qui, si l'on s'efforce d'exploiter celles de l'autre et réciproquement, sont grosses de conflits.

JEAN-YVES LHOMEAU
et ANDRÉ PASSERON

« Une créature de rêve »

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

LES NÉGOCIATIONS POUR LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

La course d'obstacles de M. Chirac vers l'Elysée

En quittant l'hôtel Matignon, le 26 août 1976, M. Jacques Chirac ne se doutait évidemment pas qu'il y reviendrait dix ans plus tard en mars 1986. Et surtout il ne le souhaitait pas. Sa démission - unique dans les annales de la V^e République - du poste de premier ministre avait sanctionné un désaccord profond avec le président de la République, qui lui refusait - déjà ! - les « moyens » de sa politique. Elle marquait aussi essentiellement le début d'une nouvelle phase de sa carrière politique.

M. Chirac prenait alors son essor en devenant autonome. Pendant neuf ans, il avait été associé au pouvoir en étant le collaborateur de ses responsables, successivement à des fonctions diverses auprès de de Gaulle, de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing. Désormais, il pouvait aspirer à la dignité de dirigeant national, de responsable suprême.

Première opération réussie avec brio : la fondation du RPR le 5 décembre 1976. Président du nouveau mouvement gaulliste, vaste rassemblement « à vocation majoritaire », M. Chirac apparaît bel et bien comme le plus dynamique des hommes politiques de la majorité et comme le concurrent potentiel de chef de l'Etat. « Quo non ascedit ? » se demande-t-on alors, en pensant bien que son cursus ne s'arrêtera pas là.

Adapté à cette époque des coups politiques spectaculaires et réussis, M. Chirac est habile à saisir les opportunités qui assèrent son influence, développèrent son audience et préparèrent son avenir. C'est en mars 1977 sa candidature, couronnée de succès, à la mairie de Paris, que convoitait les giscardiens. C'est, l'année suivante, la campagne pour les élections législatives qu'il conduisit avec fougue et qui permit à la majorité de sortir victorieuse et de conjurer la menace que la gauche faisait alors peser sur elle. Le RPR apparaît ainsi de plus en plus comme la force montante.

Se voulant le conservateur du gaullisme historique par référence aux fameux grands principes fondateurs posés par le fondateur de la V^e République, le RPR renouvelle aussi ses cadres et ses militants. M. Chirac définit une doctrine qui se veut différente à la fois du « socialisme marxiste » et du « libéralisme sauvage ». Mais cette « troisième voie » le conduit à se dis-

tinguer de plus en plus aux giscardiens, ses alliés de la majorité. Ces derniers ont cependant des réactions souvent maladroites et brutales qui laissent percer leur volonté de réduire le gaullisme. Cela aboutit en définitive à renforcer la cohésion des militants gaullistes autour de leur chef, et, même, à attirer peu à peu les « déçus » du giscardisme.

Une situation ambiguë et inconfortable se crée puisque des membres du RPR continuent d'appartenir au gouvernement de M. Raymond Barre. Bien que considérés comme étant en congé de parti, rien d'irréductible n'est cependant fait par le mouvement à leur encontre. Les retrouvailles ultérieures en seront facilitées.

La course d'obstacles éperdue se poursuit d'élection en election, pour aboutir aux européennes de 1979, où le RPR se distingue encore un peu plus de l'UDF en présentant sa propre liste et s'oppose même à M. Giscard d'Estaing désigné, dans l'appel de Cochin, comme le représentant du « parti de l'étranger ». Mais conduite par le tandem désaccordé Chirac-Debré, se battant sur le terrain bien peu gaullien de l'Europe, la liste DIFE ne recueille que 16 % des suffrages. Qu'à cela ne tienne, le RPR est un élément autonome et important du panorama politique. Il y possède le groupe parlementaire le plus nombreux et revendique les plus forts effectifs de militants de tous les partis.

Cette activité soutenue et le charisme reconnu de son chef ne peuvent déboucher que sur l'épreuve suprême de la V^e République : l'élection présidentielle. La « machine RPR » n'est-elle pas conçue pour tracer une telle route puisque les mouvements gaullistes antérieurs - RPF, UNR, UDR - ont toujours été les « partis du président ».

L'occasion de 1981 ne peut donc être manquée. La tâche est rude pour M. Chirac, qui doit tout à la fois contraindre M. Mitterrand et s'opposer à M. Giscard d'Estaing. Il s'agit de convaincre les 18 % de suffrages exprimés au premier tour et de se résigner - mais en vain - à apporter son soutien « à titre personnel » au président sortant pour le second tour, attitude bien peu mobilisatrice - ou l'a vu au résultat - pas les troupes RPR. Commence alors une autre phase de la vie du RPR et de son chef.

Éliminé de la présidentielle, battu aux législatives, où son groupe a perdu près de la moitié de ses effectifs, le RPR subit une série de coups durs. Comme le fit de Gaulle en 1946, le mouvement qui se réclame de lui enfante sa traversée du désert. Mais il n'entend pas se réfugier dans une solitude rochonne.

Un pari

Pour la première fois depuis le début de la V^e République, les gaullistes se trouvent dans une opposition franche et sans états d'âme. M. Chirac ressaisit vite ses troupes. A l'Assemblée nationale, une escouade de jeunes députés insoumis harcèle jour et nuit le gou-



vernement. Ce dynamisme parfois agressif fait apparaître de plus en plus le RPR comme le symbole de l'esprit de la nouvelle résistance au « pouvoir absolu » des « socialistes communistes ». Le traumatisme subi par ses alliés, qu'avec l'échec de M. Giscard d'Estaing, ont réellement perdu le pouvoir, lui laisse le champ libre pour s'affirmer comme le fer de lance de la nouvelle opposition.

Le président du RPR veut se montrer unitaire pour deux et il saura pendant cinq ans préserver et même renforcer l'union de l'opposition. Car son objectif est plus clair que jamais : la conquête de l'Elysée en 1988. Mais il doit au préalable réussir un sans-faute dans le parcours d'obstacles qui y conduit. Et c'est la ronde des élections qui

reprend à en perdre la souffle ; législatives partielles de janvier 1982, cantonales de mars 1982, municipales de mars 1983, sénatoriales de septembre 1983, européennes de juin 1984, cantonales de mars 1985.

A tous ces scrutins, le RPR remporte des succès qui lui permettent notamment de reconquérir les pouvoirs locaux. Chaque fois il passe des accords avec l'UDF. Cependant, avec celle-ci, remise peu à peu du choc de 1981, la concurrence se fait plus vive. Elle s'agit même face aux « barristes ». Mais M. Chirac continue d'observer envers ses alliés une attitude qui se proclame unitaire, préférant même ne pas relever les attaques de plus en plus insistantes de M. Barre contre la « cohabitation », contre les partis politiques et contre son prédécesseur à l'hôtel Matignon. La contre-performance du député du Rhône aux législatives de mars 1986 apportera une tardive consolation au RPR et à son chef.

Mais M. Chirac doit aussi, à partir de 1984, réagir à la concurrence électorale du Front national, qui voit ses ambitions puissamment aidées par le système de la représentation proportionnelle, lors des élections de 1984 et des législatives de 1986. Malgré cela, le maire de Paris demeure inébranlable : aucun accord, dit-il, ne doit être conclu avec l'extrême droite.

Pour le scrutin législatif, soulignant sa volonté unitaire, le président du RPR se résigne à des listes communes avec ses alliés, conclut une plate-forme programmatique où le libéralisme tente de se conjuguer avec le gaullisme, et conduit une fois encore la campagne la plus active de tous les leaders de l'opposition.

Des élections du 16 mars, le RPR sort encore une fois vainqueur mais cette fois-ci vainqueur relatif. Dès lors, M. Chirac, investi de la responsabilité de leader du principal parti de la majorité, se considère contraint d'accepter la charge de diriger le nouveau gouvernement. La charge ? Oui, car il ignore si son entrée à Matignon, dans des conditions difficiles et tout à fait originales sous la V^e République, lui ouvrira ou non, « espoir suprême et suprême pensée », les portes de l'Elysée dans deux ans. Un pari pourtant qu'il a décidé de tenter.

ANDRÉ PASSERON.

Les priorités économiques

(Suite de la première page.)

Les privatisations (on ne parle plus de dénationalisations pour ne pas heurter l'Elysée) sont aussi, symboliquement, l'une des priorités économiques de la nouvelle majorité pour la législature. Le périmètre en est connu (toutes les banques, toutes les assurances, six groupes industriels - la CGE, Thomson, Saint-Gobain, Pechiney, Rhône-Poulenc et Bull - ainsi que les participations de l'Etat dans Elf-Aquitaine, Matra et Dassault). La loi-cadre se prononcera aussi sur les procédures, les dirigeants et la représentation des salariés dans les conseils d'administration (l'abrogation de la loi sur la démocratisation du secteur public ne signifie pas forcément que les salariés ne seront plus représentés). Les principes ainsi définis, le mouvement sera sans doute lent.

L'abrogation des ordonnances de 1945, régissant le contrôle des prix, qui devrait intervenir rapidement, ne sera que partielle, puisque seraient maintenus les articles qui organisent la concurrence. En outre, certaines professions (pharmaciens, transporteurs routiers) seraient mises sous liberté surveillée. Enfin, mais cela ne relève pas du législatif, le contrôle des changes sera partiellement levé (pour les opérations commerciales des entreprises notamment).

Telles sont les urgences de la nouvelle majorité, celles dont elle veut faire un test de la cohabitation et qui, sans aucun doute sur certains textes sociaux et sur les grands travaux du président, ne sont pas trop conflictuelles. La loi bancaire, l'autonomie accordée à la Banque de

France, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ne viendront que plus tard ; pour ce dernier cas, dans le budget de 1987.

Reste que deux problèmes peuvent créer quelques difficultés entre le président de la République et son gouvernement. Le premier viendrait de la volonté du président du RPR, pour aller vite et compte tenu de l'étriqueté de sa majorité, de réaliser l'essentiel de ces urgences par voie d'ordonnances. Or celles-ci doivent être contre-signées par le président de la République, qui peut donc s'opposer indéfiniment à leur promulgation. Seules les réformes qui ne heurtent pas le chef de l'Etat pourraient ainsi faire l'objet de cette procédure prévue par l'article 38 de la Constitution, longtemps condamnée par la gauche mais utilisée à l'automne 1981 par le gouvernement de M. Pierre Mauroy pour accélérer ses réformes sociales.

Un réajustement des parités monétaires au sein du système monétaire européen pourrait aussi opposer Matignon à l'Elysée, car c'est un domaine où, dans le passé, le président a toujours eu son mot à dire. Si une telle opération ne comporte pas d'urgence économique (le franc se tient bien et l'inflation, depuis six mois, n'est pas plus élevée en France qu'en Allemagne fédérale), il ne manque pas d'experts proches de M. Chirac pour vouloir la réaliser rapidement, au nom de l'héritage et pour regagner ainsi un peu de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne fédérale. La cohabitation risque, en ce cas, d'être mise à l'épreuve.

BRUNO DETHOMAS.

EN CAS DE COHABITATION CONFLICTUELLE

Les risques d'un pouvoir militaire trop influent

L'institution militaire n'apprécie pas la double hiérarchie : la dilution des responsabilités, en matière de défense, est l'un des risques de la cohabitation si le chef de l'Etat, qui est traditionnellement le chef des armées, et le premier ministre, qui est responsable de la défense nationale, selon les termes mêmes de la Constitution, ne sont pas du même avis.

Au nom d'un adage courant dans les armées, « une mission, un chef », les militaires s'accoutument mal de la dualité du commandement. Sous par réflexe corporatiste, à avoir la volonté de s'unir devant un pouvoir politique divisé ou faible, et, du même coup, à jouer les arbitres en tranchant, d'eux-mêmes, les dossiers « sensibles » au détriment du principe démocratique qui veut que l'opinion cède toujours devant la toge. Tel est bien, aujourd'hui, l'un des enjeux de la cohabitation en France, sous une V^e République où, pour la première fois dans un domaine stratégique comme celui de la défense, le chef de l'Etat (qui inspire et qui décide en dernier recours), le premier ministre (qui coordonne) et le ministre de la défense (qui exécute, mais qui prépare les dossiers) peuvent ne pas avoir la même étiquette politique. On comprend mieux, dès lors, le point d'achoppement qui peut opposer le président de la République et le président du RPR lors de leurs entretiens, à l'Elysée, sur la formation du gouvernement.

D'autant que, comme l'a montré le débat dans nos colonnes, par articles interposés (*Le Monde* des 28 février et 7 mars), entre M. Jacques Chirac et M. Paul Quilès, il existe, dans ce domaine-clé de la défense, des points de convergence importants entre le PS et le reste de la classe politique. Mais il apparaît aussi des occasions de querelles futures, voire des différences, malgré une plate-forme commune - au sein même des partis qui composent la nouvelle majorité parlementaire.

Un exemple, parmi d'autres, donne déjà une idée de la difficulté d'une cohabitation entre le chef de l'Etat, le premier ministre et son ministre de la défense. Il s'agit de l'inventaire de la dissuasion nucléaire, face aux progrès prévisibles d'une défense spatiale anti-missiles. Cette modernisation de la dissuasion, dont chacun invoque la nécessité, passe-t-elle par la construction, ou non, d'un missile mobile, le SX, au coût estimé de 35 milliards de francs ? M. Chirac est favorable au SX et fait même du lancement d'un tel programme nucléaire l'une de ses décisions qui ne devraient pas trop attendre. A l'Elysée, comme en ont, en leur temps, témoigné les propos de M. Quilès, on doute de l'intérêt opérationnel d'un tel projet. S'il devenait ministre de la défense, comme la rumeur en court, M. François Léotard n'accorderait pas la priorité au programme SX.

On le constate. Sans évoquer la réponse de la France à l'initiative de défense stratégique (IDS) ou à la défense européenne, de graves sujets militaires pèsent sur la cohabitation. Chacun des membres du trio que forment le président de la Républi-

que, le premier ministre, et le ministre de la défense dans une cohabitation fragile dispose d'atouts pour influencer la décision. Le chef de l'Etat a son propre état-major particulier, qui demeure embryonnaire face à l'ensemble de la « machine » militaire, mais qui lui inspire ses propres glossiers, et il peut faire directement appel au chef d'état-major des armées, qui, lui-même, sous son autorité en cas d'opérations militaires. Le premier ministre, s'il suit son service, a la haute main sur le secrétariat général de la défense nationale (SGDN), une institution de près de sept cents personnes, militaires, qui prépare les conseils de défense et qui est associée aux négociations internationales. Le ministre de la défense tire les ficelles, à sa manière, car il a derrière lui l'ensemble de l'institution militaire, qui, par ses états-majors, fournit à tous les autres de quoi remplir les dossiers.

On mesure là, concrètement, combien la puissance militaire, avec ses structures de renseignement, d'études et d'exécution, peut jouer un rôle déterminant en cas de cohabitation instable. Il n'y aurait qu'un seul point où, à l'avance, les principaux responsables politiques sont en harmonie : le droit, reconnu au seul chef de l'Etat après consultation du gouvernement, de déclencher la force nucléaire. « La dissuasion, c'est moi », a expliqué M. Mitterrand en s'appuyant sur un décret de 1964 qui avait contesté à l'époque. Comme chaque premier ministre se veut un « présidentiel » en puissance, il n'a sans doute pas intérêt à retirer au chef de l'Etat cette suprême responsabilité.

JACQUES ISNARD.

ECOLE DE GESTION DE PARIS
Associations des étudiants de l'enseignement supérieur
Association d'élèves à but non lucratif

Séminaires de

Gestion Financière, comptable, fiscale
Certificat GF - 100 heures

COMPTABILITE GENERALE FINANCE FISCALE
Certificat GF - 100 heures

COMPTABILITE ANALYTIQUE GESTION FINANCIERE
Certificat GF - 100 heures

Enseignement personnalisé par des Experts-Comptables. Séminaires de 2 mois. Compétences pour les activités professionnelles.

Admission : 300 francs. Bourses et bourses : 7000 francs. (Maison Lanching - Tél. : (01) 43.25.63.91)

Qui dévorera l'autre ?

Voici donc Jacques Chirac en terrain fertile. Matignon, il connaît. Il y a jadis, cet hôtel de la rue de Varenne, en face de l'hôtel Matignon proprement dit, Jacques Chirac n'hésite jamais à suivre physiquement ses dossiers jusque dans le bureau du premier ministre. Lui donne-t-on parfois tort ? Jamais il ne s'avoue battu, revient inlassablement à la charge jusqu'à l'arbitrage définitif.

Le lui faut pourtant quitter Matignon en 1967, lorsque la peine du député de la Corrèze, Pompidou lui confie son premier portefeuille de secrétaire d'Etat à l'emploi. Il n'y reviendra que sept ans plus tard, mais per le grande porte. A quarante-deux ans, il est nommé premier ministre de M. Giscard d'Estaing.

Commencent alors deux ans de tourments. Les velléités réformatrices de l'Elysée donnent des boules à un Chirac foncièrement traditionneliste par tempérament plutôt que par idéologie. Législation de l'avortement, impôt sur les plus-values, poignée de main présidentielle aux prisonniers, déjeuné de VGE avec des intellectuels de gauche : profondément convaincu que Giscard d'Estaing n'a pas été élu pour faire cette politique, Chirac freine des quatre fers. Jacques Toubon, alors chargé auprès de lui des dossiers judiciaires, s'efforce, sans beaucoup de succès, de combattre les réformes libérales entreprises par Hélène Dorthea, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire.

Ces réticences n'empêchent pas le premier ministre de demeurer, dans la mesure du possible, loyal à ceux de ses ministres qui tentent de faire adopter ces réformes par une Assemblée souvent hostile. Parisien plus que toulousain, il n'en envie pas moins, au soir de l'adoption de la loi, une gerbe de fleurs à Simone Veil. Les rapports ne sont pas aussi idylliques avec tous les membres de son gouvernement, et l'on entend à plusieurs reprises Jacques Chirac se plaindre amèrement de tentatives de contournement d'un Michel Poniatowski ou d'un Michel d'Ornano,

qui n'hésitent pas à le court-circuiter en s'adressant directement à l'Elysée.

Tout le monde se dévoue à l'œuvre d'union entre l'UDF et les républicains indépendants, et la nomination de Jacques Chirac par Valéry Giscard d'Estaing comme « coordinateur de la majorité » n'y change pas grand-chose.

« J'ai déjà donné »

Entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, les rapports personnels deviennent bientôt électriques. Et quand les Giscard d'Estaing invitent les Chirac au fort de Brégançon en compagnie de leur moniteur de ski et de madame comme on invitait deux couples de fidèles serviteurs, quand on offre alors une chaise au premier ministre de la France alors que la famille Giscard d'Estaing s'installe dans les fauteuils, c'est décidément trop. Trap de mépris et de méprisée réciprocité, trap d'incompréhension : Jacques Chirac claquant la porte de Matignon un beau jour de l'été 1976. Décision, il est vrai, mûrie depuis des mois.

Pour Matignon, j'ai déjà donné, a lancé-il l'automne dernier à ceux qui l'interrogeaient. Que s'est-il donc passé qui lui rend l'envie de reprendre le chemin de la rue de Varenne ? « Chirac, c'est un cheval qui fonce l'écure », résume Marie-France Garaud, son ancienne conseillère, avec une érudite négative appliquée à d'autres.

Quoi qu'il en soit, s'il se forme vraiment, la couple Chirac-Mitterrand fera l'objet d'une observation attentive dans les mois à venir. Les deux hommes, c'est le moins que l'on puisse dire, ne se sont pas choisis. En cinq ans, depuis 1981, ils n'ont eu d'entretiens - jusqu'à ce mardi 18 mars - que protocolaires, ne se sont rencontrés que sur fond de cérémonie devant le tombeau du soldat inconnu ou de défilé du 14 juillet.

Leurs personnalités paraissent a priori aussi opposées qu'il est possible. Jacques Chirac, alourdi à

peine par la cinquantaine, ne rêve qu'action, conquêtes, batailles. François Mitterrand, félin voluptueux, n'élime rien tant que le silence. Le premier n'est certes pas l'inculte que l'on se plaît à dépeindre. Il aime la musique de Boulez, la peinture de Kandinsky, l'intérêt de la Chine ancienne. Mais le fond de sa culture reste irrémédiablement anarchique, alors que l'hôte de l'Elysée n'est nul de littérature française, et il parle comme une machine à écrire, a rélé le jour François Mitterrand. Jacques Chirac s'épanouit dans les bains de foule et les grand-messes entre compagnons, alors que François Mitterrand ne se retrouve lui-même qu'en milieu de ses arbres dans sa bien-aimée berge de Latche.

Politiquement, ces deux hommes si dissemblables paraissent néanmoins plus aptes à s'entendre. Le temps est loin, en 1977, où François Mitterrand traitait Jacques Chirac de « de Gaulle sans 18 juin, mais disponible pour un 13 mai ». En fait, c'est un radical autoritaire » confiait récemment le chef de l'Etat à des proches. Et, après tout, une certaine admiration le dispute à la terreur politique de cette eau-forte mitterrandienne qui date de 1975 : « Agir plaît à Chirac puisqu'il plaît en agissant. Intelligent, rapide, il va, il court. On ne l'imagine pas incommode. Quel estomac ! Il ne mange pas, il le brûle, sauté de la graisse par la frite en avant ».

Qui dévorera l'autre ? Quand ils remonteront côte à côte le tapis rouge, chacun devra prendre garde à chaque instant aux crocs-jambes de son singulier partenaire. « Je n'accepterais pas une fonction au rabais, lâchait Jacques Chirac : ou bien j'aurais un statut indépendant, ou bien je ne resterais pas. » Mais il lançait cet avertissement à Valéry Giscard d'Estaing dont il venait d'être nommé le secrétaire d'Etat, et c'était en 1969. A l'époque, il avait été entendu. La partie, aujourd'hui, sera assurément plus serrée.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. Gaston

En direct av

M. Pierre

Monsieur

le nou

POLITIQUE

Le gouvernement sortant

M. Gaston Defferre

En direct avec le président

Seul ministre d'Etat du gouvernement Fabius, M. Defferre n'a jamais éprouvé une passion excessive pour les domaines dont il a hérité en juillet 1984 : le plan et l'aménagement du territoire. D'autant moins que, quelques mois après son arrivée à l'hôtel de Clugny, l'opération « informati-que pour tous » qu'il avait inventée et négociée avec Airbus - tant il était convaincu de l'indispensable importance des technologies nouvelles - lui fut ravie par un autre ministre dont l'étoile montait, M. Jean-Pierre Chevènement, et par le premier ministre lui-même.

Pourtant son ministère avait pu être un très grand ministère. La planification n'est-elle pas l'art de la cohérence entre les choix politiques et économiques et leur mise en œuvre, entre le souhaitable et le possible ? L'aménagement du territoire bien compris ne doit-il pas être la traduction géographique de toutes les actions gouvernementales et la résultante entre les impulsions de l'Etat et les initiatives des collectivités locales ? Et le pays de la décentralisation n'est-il pas, le plus qualifié pour donner à l'aménagement du territoire une nouvelle ligne et un nouveau contenu ?

M. Defferre a disposé de plus de temps que de Venise qui place Beauvais pour tenter de raffiner son autorité sur et à Marseille, et les résultats des élections de dimanche dans sa ville ne sont d'ailleurs pas pour lui déplaire.

Quant aux dossiers dont il avait la charge en tant que ministre, on en retiendra quatre, essentiellement qui ont été traités avec diligence : - l'assouplissement de la réglementation, en l'île-de-France, relative à la construction d'immeubles de bureaux et d'usines ; - l'ouverture de la France aux investissements étrangers ; - la mise au point des « programmes intégrés méditerranéens » (PIM) pour les cinq régions du Sud-Ouest qui seront financés par des fonds européens ; - le respect des engagements de l'Etat envers les régions à travers les contrats de plan (1).

A un interlocuteur qui lui demandait s'il n'était pas peiné d'avoir quitté la charge de l'intérieur et de la décentralisation pour un poste plus honorifique mais moins actif, M. Defferre répondit un jour avec malice : « Vous savez, au conseil des ministres, je suis assis à côté du président de la République. C'est un avantage considérable grâce auquel je règle vite beaucoup de dossiers... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

M. Pierre Bérégovoy

Monsieur « bons indices »

Coincidence : M. Pierre Bérégovoy quitte le ministère de l'Economie et des finances quelques jours seulement après que des députés de droite ont démissionné - ayant commencé à détruire le grand décor qui, dans le palais du Louvre, menait à son bureau.

Symbole : l'écroulement de ce qui fut, pendant plus d'un siècle, le haut lieu de la politique économique, budgétaire et fiscale résume assez bien le jugement porté par M. Pierre Bérégovoy sur la situation, excellente en tous points, selon lui, mais menacée de ruine par ce qui va suivre.

On aura compris que le ministre porte sur son œuvre un regard plutôt mélancolique. Non sans quelques raisons d'ailleurs : la hausse des prix s'est beaucoup réduite jusqu'à n'être plus forte qu'en 1984 des dernières années ; les déficits publics ont diminué ; les paiements extérieurs sont réduits et le poids de notre dette vis-à-vis de l'étranger n'augmente plus que lentement. Quant aux investissements industriels, ils ont nettement repris depuis deux ans.

A côté de ces indicateurs dont le plupart traduisent une situation économique en train de s'améliorer, figurent aussi les grandes réformes du ministère, et la plus importante d'entre elles, qui a consisté à moderniser le marché français des capitaux.

Rigueur malgré lui

M. Pierre Bérégovoy a eu deux chances, dont, manifestement, il n'aime pas parler, pensant probablement qu'elles diminuent son mérite : être passé après M. Jacques Delors, qui eut le triste privilège, à partir de l'été 1982, d'imposer progressivement au pays - dans une situation extrêmement difficile - une politique d'austérité peu glorieuse mais indispensable ; avoir bénéficié d'un environnement international qui s'est peu à peu amélioré, d'abord avec la reprise mondiale sensible dès 1984, reprise mondiale sensible dès 1984, reprise mondiale sensible dès 1984.

Si l'économie française est maintenant capable de profiter complètement de la baisse des prix mondiaux, c'est bien à cause d'une politique des revenus qui, à partir de 1983, et, dans les faits, consista à faire sauter l'indication des salaires sur les prix.

L'étonnant est que M. Bérégovoy ait été amené à prolonger, presque malgré lui, le plan d'assainissement

de mars 1983, dont il n'était pas partisan. Après avoir été pour le relèvement de la consommation en 1981 et pour la semaine de trente-neuf heures payée quarante, il avait soutenu, au moment des grands choix de l'hiver 1982-1983, qu'il existait « une autre politique économique » (la croissance), en effet, une sorte de consensus s'est créé dans la classe politique autour des grandes orientations mises en œuvre par M. Mitterrand, dès lors que celui-ci a fait siens les principes fondamentaux de ses prédécesseurs. Cela ne veut pas dire que les socialistes se sont bornés en tous points à une politique « suavia », mais que - réalisme oblige - ils ont restreint leurs ambitions tiers-mondistes. Ce souci de ne pas provoquer de bouleversements et, au contraire, de faire fructifier l'influence de la France dans le seul continent d'Afrique où elle reste réelle porte la marque du président de la République.

Pour n'avoir pas compris que, devenu chef de l'Etat, M. Mitterrand prenait ses distances avec une certaine conception idéologique et « progressiste » des rapports entre la France et ses anciennes colonies, M. Jean-Pierre Cot, premier ministre de la coopération du septennat, a dû se démettre. Surtout, celui qui voulait « changer profondément » la politique de coopération, a mésestimé qu'à un poste aussi sensible il ne pouvait être que l'exécutant fidèle de la pensée présidentielle. M. Christian Nucci, qui lui a succédé, l'a fort bien compris.

Acceptant, suivant une longue tradition de la V^e République, que les affaires africaines constituent l'élément central du domaine réservé de l'Elysée, M. Nucci a appliqué une politique aisée dans le droit fil d'une ambition généreuse - le discours de Cancun - mais dont les actes se sont davantage conformés aux réalités existantes ; c'est-à-dire aux besoins, aux inévitables, voire aux caprices, des chefs d'Etat africains qui sont les alliés les plus fidèles de la France.

Pour tout dire, le « pré carré » a été intégralement respecté, sans doute conforté et probablement élargi. Certes, les socialistes ont ouvert pour une autre conception des rapports Nord-Sud et pour la défense des droits de l'homme dans de nombreux pays - et il est vrai qu'une telle action, pour être efficace, suppose de la discrétion - mais ce combat-là ne passait plus par la mise

ALAIN VERNHOLES.

M. Roland Dumas

Du sérial aux missions secrètes

On l'attendait en 1981, mais ce n'est qu'en décembre 1983, que M. Roland Dumas commença à sortir de l'ombre pour succéder à M. Chirac au poste de ministre chargé des affaires européennes. Le dossier était austère - il le resta - et se prêtait peu aux démonstrations flamboyantes de cet avocat politique, grand ami et grand confident du président, qui ne dédaignait pas déjà d'abandonner quelques jours son cabinet, le temps d'effectuer quelque mission secrète en Libye ou au Gabon pour le compte de l'Elysée.

Beaucoup plus travailleur que ne le laissait deviner un distancielisme soigneusement cultivé, M. Dumas passa avec succès l'épreuve des affaires européennes. Lorsque, en juin 1984, il fut aussi chargé par le président de remplacer M. Max Gail comme porte-parole du gouvernement, tous les regards se tournèrent vers M. Claude Cheysson, dont on sentait venir les derniers jours au Quai d'Orsay. Le premier ministre des relations extérieures de M. Mitterrand, qui n'a jamais appartenu au sérial, ne pouvait pas grand chose pour s'opposer à l'annonce de M. Dumas. Et après quelques mois de cohabitation difficile, il fut « croqué » en décembre 1984 et renvoyé à Bruxelles. Cruelle ironie de la situation : M. Cheysson fut sacrifié en grande partie pour faire oublier les bavures de l'affaire tchadienne, le marché de dupe conclu entre la France et la Libye à propos d'une évacuation du Tchad. Or M. Cheysson était, dans cette affaire, beaucoup plus innocent que son accusateur, qui avait conclu lui-même les grandes lignes de l'accord avec le colonel Kadhafi au cours d'une mission secrète...

M. Cheysson avait des idées personnelles, les défendait et résistait pas à les exprimer crûment. Il en perdit son portefeuille. M. Dumas, en revanche, ne s'exprime jamais en tant que ministre exprimer quelque idée hétérodoxe. Homme du président il était, homme du président il resta et il y a fort à parier que lorsqu'il lança en juillet dernier le débat sur le consensus national en politique étrangère, il était aussi, alors, en mission officielle pour le compte de l'Elysée. De même dans l'affaire des otages, il a toujours pris soin de négocier en accord avec le président, même s'il eût sans doute surestimé ses qualités de négociateur.

Le revers de la médaille : cet homme secret, aux talents multiples et aux occupations innombrables, ne s'est jamais senti vraiment responsable de son ministère. D'où un malaise qui va aller grandissant au Quai d'Orsay et qu'exacerbent une vague de nominations politiques. Les innombrables absences du ministre, l'ignorance dans laquelle il tient la plupart de ses collaborateurs ajoutent au sentiment de frustration : le Quai, se sent de plus en plus mal aimé et en vient à regretter M. Claude Cheysson. Quel qu'il soit, le successeur de M. Dumas aura beaucoup à faire pour remonter le moral de ses troupes. Il n'en aura cependant pas terminé avec M. Dumas, qu'il s'installe officiellement à l'Elysée en tant que conseiller ou qu'il regagne son cabinet d'avocat, parions qu'on signalera encore sa présence au détour de telle ou telle capitale, en tant qu'ami de la mission secrète...

J. A.

M. Christian Nucci :

De la générosité au réalisme

Voilà au moins un secteur - la politique africaine - où la cohabitation pourrait avoir valeur d'exemple. Globalement, en effet, une sorte de consensus s'est créé dans la classe politique autour des grandes orientations mises en œuvre par M. Mitterrand, dès lors que celui-ci a fait siens les principes fondamentaux de ses prédécesseurs. Cela ne veut pas dire que les socialistes se sont bornés en tous points à une politique « suavia », mais que - réalisme oblige - ils ont restreint leurs ambitions tiers-mondistes. Ce souci de ne pas provoquer de bouleversements et, au contraire, de faire fructifier l'influence de la France dans le seul continent d'Afrique où elle reste réelle porte la marque du président de la République.

Pour n'avoir pas compris que, devenu chef de l'Etat, M. Mitterrand prenait ses distances avec une certaine conception idéologique et « progressiste » des rapports entre la France et ses anciennes colonies, M. Jean-Pierre Cot, premier ministre de la coopération du septennat, a dû se démettre. Surtout, celui qui voulait « changer profondément » la politique de coopération, a mésestimé qu'à un poste aussi sensible il ne pouvait être que l'exécutant fidèle de la pensée présidentielle. M. Christian Nucci, qui lui a succédé, l'a fort bien compris.

Acceptant, suivant une longue tradition de la V^e République, que les affaires africaines constituent l'élément central du domaine réservé de l'Elysée, M. Nucci a appliqué une politique aisée dans le droit fil d'une ambition généreuse - le discours de Cancun - mais dont les actes se sont davantage conformés aux réalités existantes ; c'est-à-dire aux besoins, aux inévitables, voire aux caprices, des chefs d'Etat africains qui sont les alliés les plus fidèles de la France.

Pour tout dire, le « pré carré » a été intégralement respecté, sans doute conforté et probablement élargi. Certes, les socialistes ont ouvert pour une autre conception des rapports Nord-Sud et pour la défense des droits de l'homme dans de nombreux pays - et il est vrai qu'une telle action, pour être efficace, suppose de la discrétion - mais ce combat-là ne passait plus par la mise

en cause de certains « dictateurs » africains et s'accommodait de l'interdiction des manifestations d'opposants à un régime dont le chef se rendait en visite officielle à Paris.

Un style direct et chaleureux

« Homme de terrain », comme il aime à se définir, M. Nucci n'a pas ménagé ses efforts, allouant ici des relations empreintes de confiance, éteignant là une flamme de colère ou de susceptibilité, jetant ailleurs les bases d'une coopération encore inexistante.

Pour mettre en œuvre cette politique, M. Nucci a usé, et parfois abusé, d'un style qui lui est propre, à la fois direct, chaleureux et empirique, séduisant plus souvent qu'il ne les engageait ses interlocuteurs.

Ce bilan, contrasté, s'appuie sur des réalisations, la sauvegarde d'un certain « patrimoine » de la présence française en Afrique, et sur quelques idées novatrices. Les premières sont notamment d'avoir porté le niveau de l'aide publique au développement de 0,36 % du PIB en 1980 à 0,56 % en 1986 (l'objectif fixé par M. Mitterrand est de 0,7 % en 1988) et d'avoir consacré 0,15 % du PIB aux pays les moins avancés (PMA) dès 1984.

L. Z.

M. Paul Quilès

La dernière passe d'armes avec M. Chirac

Il n'était pas facile de succéder à M. Charles Hernu qui jouait, depuis Villeurbanne où il s'était retiré, les « statues du Commandeur », vaillant à la conservation de son héritage. D'abord embarrassé par l'ombre de celui qu'il remplaçait, M. Paul Quilès a su très vite imposer son propre style dans les armées. Fils d'officier, officier de réserve lui-même, le ministre de la défense a prêté en appeler à la compétence professionnelle et à la technicité des militaires plutôt qu'à leur cœur ou à leur affectivité, comme M. Hernu avait su le faire.

L'institution militaire n'a donc pas eu un coup de cœur avec le successeur de M. Hernu. Polytechnicien, ingénieur, M. Quilès ne s'y serait point prêté de lui-même et il a choisi de jouer sur un autre registre, celui de la froide et précise connaissance des dossiers qu'il a rapidement acquis. On le prenait difficilement en défaut, au point, parfois, d'irriter ceux qui ne partageaient pas les conclusions de ses réflexions. Cette assurance lui a donné des certitudes. Son ton, volontiers supérieur ou cassant, a ajouté à sa rigueur intellectuelle.

Cependant, grâce à cette rigueur technique, M. Quilès aura su, durant ces six mois écoulés, préserver l'essentiel du capital avec un budget

de la défense pour 1986 dont il n'était pas l'auteur. L'essentiel, c'est naturellement la dissuasion nucléaire, et plus spécialement les sous-marins lance-missiles, mais c'est aussi une attention particulière portée à une politique spéciale pour la France et pour l'Europe.

Un mois avant son départ du ministère de la défense, une polémique, qui prend tout son sens aujourd'hui, aura opposé, dans les colonnes du Monde, M. Quilès au premier ministre pressenti, M. Jacques Chirac, sur les problèmes stratégiques. Au-delà des fausses querelles sur certains points de détail, la question porte sur le fait de savoir si l'initiative de défense stratégique, chère au président Reagan, démontre ou non la force nucléaire française et si, dans ces conditions, des programmes importants d'armement, comme le projet d'un missile sol/sol mobile, dénommé SX, à 35 milliards de francs, ont un avenir.

Le ministre de la défense s'est longuement posé la question sans vouloir trancher précipitamment. En privé, M. Chirac admet que toute la difficulté sera de pouvoir augmenter les dépenses militaires tout en réduisant le train de vie de l'Etat.

JACQUES ISNARD.

M. Henri Nallet

Un technicien en politique

Engagé à l'Elysée pour conseiller M. Mitterrand sur les affaires agricoles dès le début du septennat, M. Henri Nallet, député de l'Yonne aujourd'hui, remplace au pied levé M. Rocard lorsque celui-ci quitte, en avril 1985, le gouvernement. Issu des milieux professionnels, de la FNSEA d'abord, de l'INRA ensuite, M. Henri Nallet a l'image d'un technicien. Il s'emploiera à la gommer pour se donner l'allure d'un politicien. La tâche n'est pas facile, car, en fait, qu'il conseille naguère Michel Debatisse, qu'il dirige le mouvement de la Jeunesse étudiante catholique autrefois, ou qu'il enquête sur l'avenir des agriculteurs à l'INRA, M. Henri Nallet a toujours eu la tête politique, et l'ambition, suscitée par sa reconnaissance comme membre du club des hommes de la présidence, d'être élu.

A l'Elysée, il avait pour consigne d'éviter que le monde agricole ne s'agite et ne participe à un front de mécontents. M. Michel Rocard avait respecté la consigne. M. Henri Nallet a suivi, ministre, l'orientation que, conseiller, il suggérait.

M. Henri Nallet s'est attaché à améliorer les conditions sociales des agriculteurs, avec l'introduction progressive de la retraite volontaire dès l'âge de soixante ans. D'autres mesures, comme l'allongement des congés de maternité pour les agricultrices, l'attention apportée à la situation spécifique des éleveurs de bovins, les rallonges budgétaires pour certains offices, notamment celui des fruits et des légumes, ne sont certes pas négligeables. Mais la proximité de leur mise en œuvre

avec la date du scrutin législatif ne peut pas ne pas faire songer à des succées électorales.

La transparence et la réforme d'une fiscalité qui serait adaptée à l'exploitation agricole sont les serments de mer de ce septennat comme du précédent. La promesse d'une simplification des déclarations fiscales annoncée il y a quelques jours seulement laisse également cette impression de précipitation.

En revanche, sur la politique agricole commune et son imbricolage, M. Henri Nallet n'a pas fait montre d'emballement. Dans le « tournai » des douze nations, l'équipe de France n'a pas cherché à marquer d'essais. Elle opère en contre, sachant que les jeux adverses ont quelque mal à se construire. C'est une tactique qui se discute lorsqu'on est le premier pays agricole de la Communauté. C'est aussi le principal dossier sur lequel l'ancien ministre attend son successeur avec beaucoup d'intérêt.

Comme M. Michel Rocard, M. Henri Nallet a été actif dans le domaine « étranger », où le savoir-faire français sur le plan de la production, de la recherche et de l'organisation est précieux pour le tiers-monde surtout. L'ancien ministre de l'Agriculture est le président en exercice du Conseil mondial de l'alimentation (CMA). Le règlement de ce conseil autorise à exercer son mandat jusqu'à son terme. Le député de l'Yonne en a fermement l'intention.

J. G.

EN TUNISIE, AU CAP CARTHAGE, SUR LES SPORTS et LES LOISIRS METTEZ LE CAP A TOUT AGE. (ADAGE)

Plus de 30 courts de tennis, équitation, ping-pong, piscine et bien sûr tous les sports de plage et les sports nautiques. L'hôtel Cap-Carthage, à quelques kilomètres seulement de Tunis, propose sports et loisirs pour tous les âges.

1 semaine en 1/2 pension au départ de Paris ou Lyon à partir de :

2880F

REPUBLIQUE TOURS
1, avenue de la République
75011 Paris
Tél. : 41.55.77.30

22, rue Grégoire
97002 Lyon
Tél. : 78.57.72.38

le nouveau roman de Patricia Highsmith

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

Mme Edith Cresson

Au feu

Mme Edith Cresson aime les combats difficiles : elle a été servie. Après l'agriculture au lendemain du 10 mai, où elle se heurte de front à la puissance FNSEA, elle hérite du gouffre du déficit commercial. Les grands contrastes ne rapportent plus ; la militante fougueuse entraîne les PM dans ses bagages à New-York, Chicago, Tokyo. L'exportation doit être faite de produits courants, marquée moderne la ministre qui, à l'occasion, découvre les patrons et se prend d'estime pour les entrepreneurs.

C'était en 1983, Mme Edith Cresson, comme les socialistes, avait évolué après deux ans au pouvoir. Mais, à la différence de beaucoup de ses camarades du parti, elle prend le virage sans état d'âme : militante de choc du socialisme, la voilà « moderniste » tendance dure. M. Bernard Hanon, PDG de Renault, l'apprendra à ses dépens : le nouveau ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur déclare tout de go que « Peugeot est bien géré », manière de dire que la Régie nationalisée ne l'est pas ; M. Hanon sera remplacé par M. Georges Besse.

Renault gère avec les mêmes critères que Peugeot : le ministre jette même un pavé dans la mare socialiste en n'ouvrant pas l'« aucune religion » sur les dénationalisations. Elle ne prend pas de gants non plus pour juger les appareils syndicaux et patronaux « coïncés » et prône publiquement « la flexibilité » sociale au moment où le mot est encore tabou et où son collègue des affaires sociales mène, sur la pointe des pieds, des tractations difficiles. Gaffe ? Mme Edith Cresson en fait beaucoup.

M. Louis Mexandeau

Entre le marteau et l'enclume

M. Louis Mexandeau a un point commun avec M. Jack Lang : celui d'avoir conservé son portefeuille durant toute la législature. Quand cet agrégé d'histoire, délégué pour l'enseignement au Parti socialiste, est nommé ministre des PTT en mai 1981, il ignore tout de la poste et du téléphone et même où est l'avenue de Ségur... La surprise est totale pour le militant de la laïque qui s'attendait à l'éducation nationale. Sans doute en a-t-il été écarté pour ne pas heurter, d'emblée, les partisans de l'école privée...

Postes et télécommunications : la nouvelle ministre aura un peu de mal à appréhender sa puissante maison où les ingénieurs font la loi. Dès juillet, il approuve le projet d'annuaire électronique en faveur des usagers et de la presse de province. Pour les ingénieurs, c'est un mauvais signe. Et le fait est que les cinq ans passés seront marqués par des affrontements discrets mais très vifs entre le deuxième et le quatrième étage de l'avenue de Ségur, entre le ministre et la direction générale des télécommunications (DGT) de M. Jacques Dondoux. Sur le plan du câble de télévision d'abord, grand projet de la législature puisqu'il dessine les réseaux futurs : la DGT crée des câbles en fibre optique, technique

Rejetée par les agriculteurs, la fille d'un inspecteur des finances, diplômée d'HEC jeunes filles, sera appréciée par des petits patrons industriels. Sa pugnacité et son rejet viscéral des « technocrates » plaisent. Son courage séduit.

Mais son à-peu-près irrité. L'establishment lui reproche vite son empiètement, son peu de goût pour l'étude des chiffres, pour les dossiers et surtout... son manque d'argent. Lorsqu'elle arrive rue de Grenelle, les caisses ont été vidées par la sidérurgie, les chantiers navals ou la pâte à papier (La Chapelle d'Arley vient d'être copiéusement dotée par son prédécesseur M. Fabius). La marge de manœuvre du nouveau ministre est nulle. « L'argent n'est pas l'essentiel », essaie de se convaincre Mme Edith Cresson. Mais, rapidement, son rêve de bâtir un ministère à l'image du MITI des Japonais, qu'elle admire, s'évanouit.

Son cabinet et ses services bouclent un à un et tant bien que mal les sinistres (de Crausot-Loire à la sidérurgie), mais le petit soldat de la modernisation n'a finalement pour arme qu'une lance de pompier. Aucune mesure sectorielle ou horizontale — en faveur de l'investissement par exemple — n'est possible. La rigueur budgétaire, les choix libéraux et surtout la politique du « pas de vagues » de M. Fabius, bloquent toute perspective globale. Mme Edith Cresson perd même le financement de l'électronique, qui passe aux PTT. Devenue ministre des concrets bœufs, Mme Edith Cresson, maire de Châtelleraut, député de la Vienne, comptera pourtant parmi ceux qui ont appris à l'épreuve du feu.

E.L.B.

M. Jean Auroux

Une immense bonne volonté

Ses loix sociales lui avaient valu une réputation de libéralisme. M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, doit plutôt être classé dans la catégorie des « bonnes pâtes ».

Il a tout supporté avec une immense bonne volonté. L'hégémonie de M. Paul Quilès, dont il a été jusqu'en septembre 1985 le secrétaire d'Etat, la « démission », contre son gré, de M. André Chadeau, président de la SNCF, dont il avait la tutelle, par la même M. Quilès.

La prise en charge par le premier ministre lui-même du dossier de la sécurité routière. Et même son secrétaire d'Etat, M. Charles Josselin, qui se mêlait d'organiser une conférence de presse sur l'avenir du TGV, quand il essayait de parler à son tour de sécurité routière !

Trop « bonne pâte », M. Jean Auroux n'a pas été seulement bousculé par ses confrères du gouvernement ; les artisans bateliers et leurs barques fluviales lui ont fait avaler quelques couleuvres. Et il n'a pu notamment leur faire admettre que le trafic des céréales devait être réparti entre les armateurs et les artisans.

En fait, le maire de Roanne avait hérité, en juillet 1984, d'une tâche redoutable : succéder au communiste Charles Fiterman, qui avait, de l'avis

général, particulièrement réussi dans son ministère.

Il restait à M. Jean Auroux à mettre en musique les idées générales de son prédécesseur. Ce ne fut pas chose facile. Certaines des promesses faites en février 1984 aux routiers en colère étaient irréalisables. La loi d'orientation des transports intérieurs devenait pleine d'embûches lorsqu'on essayait d'en rédiger les décrets d'application. La politique européenne lancée se révélait menaçante pour les transports aériens et routiers...

M. Jean Auroux s'est appliqué aux petites tâches de sa fonction comme aux grandes. Il a vendu quelques avions de transport régional franco-italiens, avec la même persévérance que trois cents locomotives à la Chine. Il a signé des contrats avec Air France, Air Inter et la SNCF pour préciser les droits et les devoirs de ces entreprises nationales par rapport à la puissance publique.

Il restait celui qui a persuadé les Britanniques, avec tout de même le renfort de quelques entrepreneurs, de percer un tunnel sous le Manche.

En bon et fidèle ministre, il en resta la gloire au président de la République.

ALAIN FAUJAS.

M. Jean-Pierre Chevènement

L'artisan du retournement

Panser les plaies de la querelle scolaire, restaurer l'image de l'éducation nationale et réconcilier les Français avec l'école publique : en deux ans, M. Jean-Pierre Chevènement a rempli son contrat. Mieux, il aura réussi la performance de faire d'un ministère-aucide (que M. Rocard lui-même avait prudemment refusé) un superbe tremplin politique. De la belle ouvrage !

Le succès de l'opération reposait sur une idée simple : l'éducation est d'abord un problème politique — et donc une affaire trop sérieuse pour être laissée aux éducateurs. Il faut l'enlever aux pédagogues (des esprits fumeux et irresponsables) et aux corporations (dont on a vu la funeste influence dans la question laïque) et la restituer dans un projet global, social, culturel, économique.

La parenthèse de 68

Le philosophe qui a inspiré son action, M. Jean-Pierre Chevènement l'a développée dans un flot de discours, de déclarations, de conférences de presse, de petites phrases et de formules-chocs qui ont estourbi l'opinion et fait la joie des médias. Le message était clair. Il y a une urgence : la guerre économique. Pour l'affronter, la France n'a qu'une arme : la formation. Elle doit faire le « pari » sur l'intelligence. Toute l'énergie nationale doit se mobiliser pour que l'enseignement soit à la fois plus largement répandu (ce sont les « 80 % de jeunes au niveau du bac ») et plus efficace.

Performance et démocratisation, excellence et promotion : c'est cela le fameux « dilemme républicain » — formule qui, dans sa paradoxale simplicité, incarne à merveille le style Chevènement. Le soul de réassembler les contraires, de mêler le moderne et le rétro, le moderne japonais et le gauchisme bien de chez nous. Le goût des formules cocasses, fausement ingénues.

Arrivant chez les intellectuels avec une réputation de théoricien mandant, il a cultivé la gouaille et le bon sens populaire, s'est voulu proche des parents de base plus que des beaux esprits parisiens. Démagogie ? Le reproche lui en a été fait avec

vigueur par tous ceux que choquaient son simplisme affiché, sa fausse dévotion. Soudain tout ce de reculer aux réalités, de retrouver un langage accessible et surtout de donner une version de gauche au discours sur la rigueur (économique, mais aussi morale) rendu nécessaire par la dureté des temps.

En déclarant réformée la parenthèse ouverte en mai 68 et en haut-tant de front tout un courant de gauche fidèle à cette tradition, M. Jean-Pierre Chevènement a été l'un des principaux artisans de la révision déclinatoire des socialistes au gouvernement. Il l'a fait sans dans d'âme. Avec une souriante brutalité qui a ravi ses adversaires et lassé certains de ses camarades.

Ce retournement sans ménagement a profondément troublé le milieu enseignant, qui le comprenait mal et se méfiait de son agitation et de ses paradoxes. Que restera-t-il de la montagne de réformes qu'il a entreprises avec une hâte vertigineuse, comme s'il avait engagé une lutte sans merci avec le temps, voulant marquer de son empreinte tout l'édifice de l'éducation nationale dans le bref épisode de son ministère ?

Beaucoup de textes, qui sont des aménagements de programmes, resteront. Beaucoup d'idées qu'il a serties gémiront. D'autres retomberont d'elles-mêmes, une fois disparu le vibrant qui les agitaient. Il n'a pas pu mener entièrement à son terme le plus important de ses chantiers — la réforme des lycées — et gardera le regret d'avoir quitté le ministère avant d'avoir pu s'attaquer au supérieur. (A quelques jours du scrutin, il confiait au Monde quelques feuillets destinés à montrer que sur l'Université aussi il avait des idées...)

Une fois disparue cette tornade blanche qui épuisait des collaborateurs pourtant entièrement dévoués et effaçait les commentaires, beaucoup respirèrent. Mais beaucoup de ceux qui ont voté pour la nouvelle majorité ne comprendront pas pourquoi leur victoire les prive d'un aussi bon ministre...

FREDERIC GAUSSEN.

M. Roger-Gérard Schwartzberg

Un double handicap

M. Carraz était un compagnon de l'ombre. M. Schwartzberg était dans l'ombre, mais ne faisait pas partie des compagnons. Un double handicap dont il était difficile de réchapper. Ayant rapidement compris le caractère inextinguible de la situation, M. Schwartzberg, qui est un esprit fin, a préféré en prendre son parti. Il n'est fait discret, se contentant de la rentrée universitaire et de quelques rares conférences de presse pour rompre un silence résigné.

M. Roland Carraz

Le plus « socialiste »

Autant le ministre était volubile, autant le secrétaire d'Etat était discret. Avec son visage de sphinx souriant, sa constante affabilité, M. Roland Carraz, le compagnon d'arme de Jean-Pierre Chevènement, était comme l'ombre amusée du seigneur de la rue de Grenelle.

Mais ce second rôle aura été l'artisan de la réforme peut-être la plus importante de ces deux années mouvementées : celle de l'enseignement technique, avec la création des baccalauréats professionnels et des universités de technologie. Une affaire qu'il a menée de bout en bout, fier-

raillant avec les syndicats, s'efforçant de convaincre les enseignants et les partenaires professionnels ; imaginant des formes nouvelles de solidarité et d'enseignement pour les jeunes les plus démunis sur le plan culturel.

Une réforme qui, dans son effort pour valoriser la culture technique et son souci de promotion sociale, figure parmi ce qui restera de plus « socialiste » dans le passage de la gauche au pouvoir.

F. G.

Le gouvernement

Mme Georgina Dufoux

La rigueur, malgré tout

« La Sécurité sociale, la surveillance comme le lait sur le feu », déclarait Mme Georgina Dufoux. Cette surveillance aura pesé sur les vingt mois de son ministère et aura donné à son action un tour imprévu.

Cette femme directe et souriante — ce qui n'exclut pas la combativité et l'obstination — plus sensible aux évolutions concrètes de la société qu'aux équilibres économiques, avait, à la tête du secrétariat d'Etat à la famille et à la population, puis aux innombrables, incarné une image plutôt généreuse de la gauche. Des multiples domaines couverts par son ministère, ce n'était pas tellement celui de « ministre des comptes », qui paraissait lui convenir.

Pourtant, malgré les controverses et les hésitations, elle laisse le régime général de sécurité sociale plutôt en bonne situation, avec un excédent comptable d'un milliard 10 milliards de francs à la fin de 1985, et un « matelas » de trésorerie confortable, même si elle n'a pas à compenser durablement le déficit du régime vieillesse, que Mme Dufoux juge elle-même « structurel ». Sans doute eût-elle préféré disposer d'une plus grande assiette. Le paradoxe, c'est qu'elle soit arrivée à ce résultat en utilisant les mêmes recettes que son prédécesseur, M. Pierre Bérégovoy, auquel elle a été souvent opposée au sein du gouvernement, par « coups de gomme » sur les prestations et par opérations de trésorerie.

Esquisse

De même Mme Dufoux s'est-elle attachée à peine la pression sur les budgets des hôpitaux et poursuivi l'effort d'organisation et de gestion de l'hôpital public. Le projet de « départementalisation » qu'on avait pu croire enterré au printemps 1985 devant les menaces de boycottage des « patrons » a finalement été mené à bien à la fin de l'année.

Faisant preuve de « ténacité », le ministre des affaires sociales a réussi à trouver une formule acceptable par les différentes catégories : dans un maillon dévissé et troublé par la succession de réformes intervenues depuis 1981. Mieux encore : le principe de la départementalisation ne semble pas plus remis en cause que celui du budget global ; par la nouvelle majorité, qui déclare n'en vouloir modifier que des modalités.

Paradoxalement, Mme Dufoux est allée moins loin dans des domaines

qui lui étaient pourtant plus proches. Elle a réussi à faire « sortir » la loi créant des prestations nouvelles au profit des jeunes familles, au prix d'une confrontation avec le groupe parlementaire socialiste troublé par un retour au « fédéralisme ». Mais elle n'a pas disposé d'une marge suffisante pour une politique ambitieuse ; elle n'aura qu'esquissé l'action qu'elle avait elle-même annoncée pour faciliter partout l'accueil des enfants, pour « ouvrir la France aux enfants » selon le slogan lancé pendant l'été 1985.

De même n'a-t-elle pu entamer qu'à la fin de son mandat un projet « aide à la pension » qui lui était cher et que le ministère des affaires sociales avait préparé pour le premier plan : « pauvreté » de l'automne 1984.

Mme Dufoux aura dû assumer aussi deux virages de la politique socialiste. Le premier « concerné l'immigration » : après la phase générale de la réglementation des sans-papiers, après les opérations « anti-été chaud », après le soutien à la marche des Bédouins pour l'égalité, le priorité a été donnée au renforcement des contrôles aux frontières et au freinage du regroupement familial ; une évolution que Mme Dufoux a fini par faire accepter comme une contrepartie des droits des immigrés déjà installés.

L'autre a concerné la médecine de ville : le gouvernement a obtenu, sans déroger à la rigueur financière, la signature par les deux syndicats intéressés d'une convention avec les caisses d'assurance-maladie. Mais il ne l'a obtenue qu'en renonçant à modifier le système du dédoublement médical, si critiqué par les socialistes au début de la législature.

Les difficultés des négociations avec les médecins, pour l'hôpital comme pour l'assurance-maladie, ont donné aux problèmes de santé une part considérable dans l'activité du ministre des affaires sociales. Mais c'est là aussi que Mme Dufoux a exercé l'action la plus personnelle — et la plus critique, — en prenant notamment parti pour les médecins contre ceux qui en ont engagé en faveur d'une tentative de traitement du SIDA d'une façon qui paraissait oblique, plus à un agencement de succès médiatique qu'à une politique à long terme.

GUY HERZLICH.

M. Edmond Hervé

Un secrétaire bien secret

« Je ne suis que secrétaire d'Etat. Avez une manière bien à lui d'insister sur le « que », l'air désolé, mi-ironique de celui qui en sait long mais qui — solidarité gouvernementale oblige — est tenu au silence. M. Edmond Hervé n'en disait jamais davantage. D'ailleurs, le plus souvent, il se contentait d'un silence en vous fixant bien droit dans les yeux. On comprenait : l'officialisation des médicaments doux, le « label France » accordé à un traitement du SIDA, ce n'était pas lui.

Succéder en mars 1983 à M. Jack Ralite — et à ses beaux discours — n'était déjà pas facile, mais avoir à mettre en œuvre une politique de santé novatrice sous la rigoureuse férule financière de M. Bérégovoy tenait, pour le maire de Rennes, de l'impossible exploit. Réformer d'accord, mais à condition que cela ne coûte rien. Ou si peu.

L'arrivée, en juillet 1984, de Mme Georgina Dufoux au ministère des

affaires sociales, n'arrangea guère les choses ; en plus des sacro-saints équilibres budgétaires, elle a introduit aux problèmes de santé. L'aboutissement de la principale réforme de la législature en la matière, le départementalisation hospitalière fut ainsi porté au crédit de l'entrepreneur ministre.

A M. Hervé, il ne resta plus que des « médietés », comme la législation du secteur psychiatrique (une réforme bien mince compte tenu des espoirs qu'elle avait suscités, sur ce sujet, l'arrivée au pouvoir de la gauche) ou encore la loi sur les urgences médicales. In extrémis, il réussit à porter sur les fonds baptismaux le projet de loi sur l'évaluation des pratiques et techniques médicales à laquelle il tenait tant, et qui, ajoutait-il, n'a rien à voir avec la Fondation sur les médicaments doux... »

F.N.

M. Hubert Curien

Un artisan de la recherche européenne

Un technicien peut-il, aussi bien qu'un homme politique, tenir son rôle au sein du gouvernement pour mener une politique dont dépend l'avenir de la France ? La question pouvait se poser lorsque, en juillet 1984, M. Hubert Curien fut nommé ministre de la recherche et de la technologie. Un an et demi plus tard, on peut répondre par l'affirmative. D'autant que celui qui « on a qualifié de « grand commis de la République » pour défendre son nouveau plan triennal pour la recherche devant l'Assemblée nationale, en juin 1985.

Cet ancien chercheur, professeur et gestionnaire de la recherche, a certes poursuivi, en tant que ministre, la tâche de ses prédécesseurs, MM. Jean-Pierre Chevènement et Laurent Fabius. Soutenu par ce dernier, devenu premier ministre, il a maintenu la recherche au rang des priorités nationales. Mais M. Curien a su imprimer sa marque personnelle. Sa bonne connaissance du milieu scientifique lui a en effet permis de

réaliser quelques ajustements qui, bien que ponctuels, ont été appréciés par les laboratoires. Il a aussi continué et renforcé l'effort amorcé en faveur de la recherche industrielle.

Fort de l'estime qu'il a gagnée auprès de ses collègues étrangers lorsqu'il était président du Centre national d'études spatiales et de l'Agence spatiale européenne, le ministre de la recherche a d'autre part œuvré à la relance de l'Europe scientifique. Il a pris une part importante dans les discussions préparatoires au lancement du programme Eurka et, à ce titre, il peut se targuer d'être un des créateurs de l'Europe naissante de la technologie. Et s'il n'a pas réussi à convaincre ses partenaires de la nécessité de construire l'avion spatial Hermès, il a toutefois largement contribué aux décisions européennes de développer le lanceur lourd Ariane-5 et Columbus (participation européenne à la station spatiale américaine).

E. G.

LES BILANS DE LA LEGISLATURE

An cours des dernières semaines, le Monde a publié les principaux bilans de la législature. En voici la liste suivie de la date de numéro de journal :

- Justice : 21 février.
- Médécine : 26 février.
- Recherche : 5 mars.
- Economie : 6 et 15 mars.
- Communication : 11 et 14 mars.
- Education : 13 mars.
- Culture : 13 mars.
- Social : 14 mars.
- Finances : 14 mars.
- Police : 15 mars.
- Droits de la femme : 16-17 mars.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après un retour de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

POLITIQUE

sortant

M. Michel Delebarre

Des TUC à la flexibilité

Lorsqu'il était devenu, il y a vingt mois, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Michel Delebarre n'avait fait que céder à la raison d'Etat et non à une ambition personnelle. En bon «meurtrier», il avait également compris la nécessité d'être présent dans le gouvernement Fabius. Mais pour l'ancien directeur de cabinet de M. Mauroy, «être ministre de 3 millions de chômeurs, ce n'était vraiment pas un cadeau». Officiellement, il n'y avait pas 3 millions de chômeurs, mais à la fin juillet 1984, 2 342 900 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières. Ce n'était effectivement pas une sinécure.

A défaut d'attacher son nom à une grande réforme sociale — comme, avant lui, M. Jean Aurioz, — M. Delebarre paraissait condamné à n'être que le ministre du chômage. Et sur ce point, il peut afficher un bilan très honorable.

Certes il n'a pas renversé complètement la tendance : c'est d'abord et avant tout sur le chômage que la gauche a échoué. Mais M. Delebarre est parvenu à diminuer le nombre de chômeurs entre le début et la fin de l'année 1985. Précaire et relatif «succès». Pendant ses vingt mois de gestion, le nombre de chômeurs, en données corrigées des variations saisonnières (2 387 600 à la fin février 1986), n'a augmenté que de 24 800.

M. Delebarre a joué principalement trois cartes. Il a tout d'abord consacré ses efforts à l'insertion des jeunes. Sans chercher à faire des miracles, il a «inventé» les TUC (travaux d'utilité collective) pour les jeunes, dès le 1^{er} septembre 1984. A la fin février 1986, on comptait 190 000 «tucistes».

Il a ensuite accordé la priorité à la formation professionnelle, s'efforçant, par exemple, de simplifier les procédures pour faire appliquer l'accord national de 1983 sur la formation alternée pour les jeunes. Vouloir situer la formation professionnelle «à l'écart des luttes partisans», il a même «côtoyé» avant le lettre avec M. Jean-Pierre Soisson, porté au printemps 1985 à

la présidence du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation continue. Mais il n'a pu mener à son terme la modernisation de l'appareil de formation.

M. Delebarre a enfin apporté sa pierre à la mise en œuvre de la flexibilité. Lorsque les négociations entre les partenaires sociaux avaient échoué en décembre 1984, il avait refusé d'intervenir : «Si l'absence de conclusions entre les partenaires sociaux au terme d'une négociation, avait-il répliqué au patronat, devait automatiquement conduire le gouvernement à se substituer à cette négociation, le dialogue social dans notre pays n'aurait plus vite de signification». Il n'était pas pour autant resté inerte. On l'a vu, en avril 1985, assouplir les contrats à durée déterminée, puis, en mai, encourager la conclusion d'un accord national sur l'intérim. En juillet, faute, là encore, d'un accord entre partenaires sociaux, il faisait adopter un projet de loi sur les congés de conversion pour les salariés victimes d'un licenciement économique.

Enfin, en novembre 1985, malgré les réticences, au départ, de M. Fabius, puis l'opposition de FO et de la CGT (qui multipliaient sans succès les journées d'action), il se lança dans un marathon qui devait durer trois mois pour faire aboutir son projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, pour permettre des accords dérogatoires dans les branches.

Le paradoxe est que la seule loi à laquelle M. Delebarre pourrait laisser son nom risque fort d'être inappliquée ou... rapidement remise en cause.

«Désireux d'instaurer le changement social au quotidien», M. Delebarre a su se faire apprécier des partenaires sociaux, qui, CGT exceptée, ne tarissent pas d'éloges sur lui. Avant de se heurter à lui sur l'aménagement du temps de travail, M. Bergeron confiait : «Michel Delebarre se révèle comme un très bon ministre du travail, un des meilleurs que j'ai pratiqués». Un hommage qui conserve toute sa valeur.

MICHEL NOBLECOURT.

M^{me} Huguette Bouchardeau

Une militante métamorphosée

En entrant au gouvernement, en mars 1983, M^{me} Huguette Bouchardeau sacrifiait à la fois ses attaches avec le PSU, son parti de toujours, et ses combats de prédilection pour la cause des femmes ou l'autogestion. L'environnement, c'est surtout une réglementation complexe et technique, qu'il s'agisse de pollution, de chasse, de pêche, d'occupation des sols, etc.

Dès son arrivée, M^{me} Bouchardeau, qui voulait se consacrer à la qualité de la vie — elle avait fait ajouter ce titre au nom de son secrétaire — est jetée dans les affaires des rits introuvables de déchets de Seine. Elle comprend alors que son département lui réservera plus de dossiers épineux que d'occasions d'enthousiasmer les militants avec des projets populaires.

L'ancienne militante est vite assaillie par toutes sortes de groupes de pression (industriels, élus locaux,

chasseurs, etc...) beaucoup plus puissants que ses soutiens naturels («écolos» et associations diverses). Elle est donc obligée de composer, au grand scandale de ses anciens camarades du PSU et des «écolos» les plus gauchistes. Mais cela lui vaudra le titre de ministre à part entière en 1984. Et elle réussit finalement à amadouer les chasseurs les plus virulents, les constructeurs d'automobiles — qu'elle autorise à polluer encore un peu, sous certaines conditions — et aussi les protecteurs de la nature qui lui démontrent, en 1985, le titre de «bon ministre».

Bien qu'elle ne puisse élever la voix contre beaucoup d'erreurs ou d'abus, — elle suit fidèlement la ligne Fabius de modération — elle reste d'un acabit facile et d'un contact agréable, même auprès de ceux qui ne l'aiment pas.

R. C.

M. Haroun Tazieff

Les colères de «M. Catastrophes»

Avec M. Haroun Tazieff et son «foutu caractère», comme il le répète lui-même à tout propos, on pouvait craindre des éclats dès son entrée au gouvernement. En 1984, comme secrétaire d'Etat délégué auprès du premier ministre, chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs. En juin 1981, son ami Alain Bombard, alors secrétaire d'Etat à l'environnement, avait dû partir au bout d'un mois après un éclat contre la chasse à courre.

Mais M. Tazieff avait eu deux ans pour se familiariser avec ses futures fonctions gouvernementales lorsqu'il était aux commandes aux risques majeurs. Il sut tenir sa langue, au moins à l'égard de ses collègues du gouvernement. Ses colères ne seront destinées qu'à des adversaires politi-

ques, comme les maires de Théoule ou de Nice...

Notre volcanologue national ne pouvait pas se désintéresser du risque éternel, bien qu'il ne soit pas vraiment un risque majeur pour le pays. Il vient justement de faire dresser la carte des risques pour la France, après avoir précisé la notion de médecine de catastrophe. Or la France d'une petite commune de la Drôme s'intéressait aussi aux feux de forêt, et il se dévalait de voir que ses recommandations pour le débroussaillage restaient sans effet. «Je suis là pour inciter, rien d'autre», constatait-il, désabusé. Mais il est prêt, «si on ne trouve personne d'autre», à poursuivre l'œuvre entreprise, même sous un autre premier ministre.

R. C.

M^{me} Yvette Roudy

Une femme de tête

Une femme «entière et déterminée», «une socialiste sans faille et une féministe sans faiblesse», c'est ainsi que les amis de M^{me} Yvette Roudy décrivent le ministre des droits de la femme depuis 1981. On pourrait ajouter, pour compléter ce portrait, «d'une grande fidélité». Fidèle à celles qui l'ont amenée au socialisme et au féminisme en la faisant entrer en 1968 au Mouvement démocratique féminin, M^{me} Marie-Thérèse Eyquem et Colette Audry; fidèle aussi à M. François Mitterrand.

Née dans une famille d'ouvriers, sténodactyle à seize ans, bachelière à vingt-huit ans, M^{me} Roudy, forte de son expérience personnelle, a toujours estimé qu'une bonne formation

est la meilleure dot que l'on puisse donner à une fille. Aussi s'est-elle employée pendant ces cinq années à faciliter l'entrée des filles dans toutes les formations et à les encourager à être plus audacieuses dans le choix de leur métier. Certains lui ont reproché un féminisme excessif. D'autres, son caractère obstiné; mais compte tenu des batailles qu'elle a dû mener contre ses pairs eux-mêmes, on peut se demander ce que seraient devenus un certain nombre de projets socialistes, comme le remboursement de l'IVG ou le recouvrement des pensions alimentaires impayées, sans cette opiniâtreté.

CH. CH.

M. Alain Calmat

La tirelire du Loto sportif

Champion olympique (1954), champion du monde (1955) et trois fois champion d'Europe (1952 à 1954) de patinage artistique, puis le chef de clinique assistant à la Faculté de médecine de Paris, chirurgien-chef de service au centre hospitalier intercommunal de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) depuis 1977 et chef du collège hospitalier universitaire de La Pitié-Salpêtrière, M. Alain Calmat avait été appelé dans le gouvernement Fabius après la refus de M. Michel Hidalgo d'accepter le ministère des sports. Pas plus favorisé que ses prédécesseurs, le ministre des sports a vu la part de son budget décroître pour atteindre 0,2 % de celui de l'Etat.

En revanche, M. Alain Calmat a su convaincre le gouvernement de doter le mouvement sportif des ressources extrabudgétaires souvent réclamées depuis le début des années 70. Le conseil des ministres du 23 octobre 1984 a, en effet, décidé la création d'un Loto sportif, largement approuvé par l'opposition. Après une première formule multisports vouée à l'échec, le nouveau Loto sportif, principalement consacré au football, devrait rapporter entre 600 millions et 1 milliard de francs par an au Fonds national de développement du sport (FNDS), grâce au prélèvement de 30 % sur les enjeux.

Cette manne, qui représente en francs constants une augmentation de plus de 40 % des crédits du sport sur les cinq dernières années, a notamment permis au ministre d'améliorer les conditions de préparation olympique de mille cinq cents athlètes de haut niveau sous contrat et d'élargir les activités des CREPS, qui ont désormais pour missions la préparation olympique, le soutien des actions menées en faveur des jeunes, la formation des cadres et la participation aux activités de recherche sur la plan scientifique et médical.

G. A.

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
14x20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

M. Edmond Hervé

secrétaire bien secret

M. Edmond Hervé, ministre de la Santé, est un homme discret, réservé, qui ne se laisse pas facilement influencer. Il a une grande expérience de la vie politique, ayant été ministre de la Santé sous M. Delebarre, puis sous M. Fabius. Il est connu pour sa fermeté et sa capacité à prendre des décisions difficiles. Sa gestion de la Santé a été marquée par une volonté de réformer le système de soins et de améliorer la qualité des services. Il a également été impliqué dans des affaires de corruption, ce qui a entraîné sa démission en 1985.

M. Hubert Curien

ministre de la Recherche

M. Hubert Curien, ministre de la Recherche, est un homme d'origine scientifique, ingénieur de formation. Il a une grande expertise dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Sous son impulsion, le ministère de la Recherche a mis en place de nombreuses initiatives pour soutenir la recherche fondamentale et appliquée. Il a également travaillé à renforcer la coopération entre le monde universitaire et l'industrie. Sa gestion a été marquée par une volonté de moderniser le système de financement de la recherche.



ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour réussir à l'étranger, prenez un partenaire solide: la Coface. La Coface à l'exportation, c'est l'assurance compétition. Patrons de PME, vous avez tout pour exporter: foncez.

COFACE
Siège Social: 32, rue Marbeuf 75008 PARIS
OSEE, NOUS ASSURONS.

Signer Courcelle et associés

مركزنا من الأصل

● BOUCHES-DU-RHONE. — Les résultats globaux du scrutin législatif dans le département des Bouches-du-Rhône ayant été omis dans nos éditions du 18 mars, nous le publions ci-dessous :

Imm. 1 078 745; abst. 23,76 %; suff. val., 800 921. PS-MRG (M. Defferre, député, m. de Marseille), 207 073 (25,85 %); PC (M. Arriaguet, député, m. de Marseille), 130 486 (16,42 %); 4 élus; UDF (M. Gaudin, UDF, m. de Marseille), 173 337 (21,64 %), 4 élus; PC (M. Hernandez, député, m. de Marseille), 15 846 (1,46 %), 2 élus; RPR (M. Toga), 75 897 (9,47 %), 1 élu; div. pp. (M. Génoyey), 25 733 (3,21 %); Verts (M. Botella), 12 725 (1,58 %).

LÉGISLATIVES

Les nouveaux élus

Nous poursuivons la publication des nouveaux députés élus le 16 mars 1986.

(Lire le Monde du 19 mars.)

B

FRANÇOIS BAYROU
UDF-CDS (PYR-ORIENTALES)

Né le 25 mai 1931 à Bordeaux, M. François Bayrou est agrégé de lettres classiques. Il adhère, en 1974, au Centre démocrate et prend en charge la section de Pau. Aux législatives de 1978, il suit son premier mandat de député, élu au premier tour. En 1981, il est élu au conseil régional, puis au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1983, il obtient son premier mandat de conseiller général et est élu au conseil régional, puis au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1985, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1986, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées.

D

MICHEL DELERARRE
PS (NORD)

Né le 27 avril 1946 à Baillieux, M. Michel Delerarre est ingénieur de profession. Il adhère au PS en 1968. Il est élu au conseil municipal de Baillieux en 1970, puis au conseil général de la Somme en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Somme. En 1983, il est élu au conseil général de la Somme. En 1986, il est élu au conseil général de la Somme.

PIERRE DELMAR
RPR (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

Né le 13 décembre 1938 à Roubaix (Nord), M. Pierre Delmar est pharmacien. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Roubaix en 1970, puis au conseil général de la Somme en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Somme. En 1983, il est élu au conseil général de la Somme. En 1986, il est élu au conseil général de la Somme.

PATRICK DEVEDJIAN
RPR (HAUTES-DE-SEINE)

Né le 26 août 1944 à Fontainebleau, M. Patrick Devedjian est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Fontainebleau en 1970, puis au conseil général de la Seine-et-Marne en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne. En 1983, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne. En 1986, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne.

CLAUDE DHEININ
RPR (NORD)

Né le 11 septembre 1934 à Lille, M. Claude Dheinin est agent d'assurances. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Lille en 1970, puis au conseil général de la Somme en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Somme. En 1983, il est élu au conseil général de la Somme. En 1986, il est élu au conseil général de la Somme.

JEAN DIEBOLD
EX-RPR (HAUTE-GARONNE)

Né le 24 avril 1939 à Rognes, M. Jean Diebold est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Rognes en 1970, puis au conseil général de la Haute-Garonne en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Haute-Garonne. En 1983, il est élu au conseil général de la Haute-Garonne. En 1986, il est élu au conseil général de la Haute-Garonne.

WILLY DIMEGILLO
UDF-RPR (HÉRAULT)

Né le 3 mai 1934 à Montpellier (Hérault), M. Willy Dimegillo est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Montpellier en 1970, puis au conseil général de l'Hérault en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de l'Hérault. En 1983, il est élu au conseil général de l'Hérault. En 1986, il est élu au conseil général de l'Hérault.

GABRIEL DOMENECH
FN (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 4 septembre 1920 à Royat (Puy-de-Dôme), M. Gabriel Domenech est journaliste de profession. Il adhère au FN en 1968. Il est élu au conseil municipal de Royat en 1970, puis au conseil général de la Haute-Pyrénées en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1983, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1986, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées.

G

BRUNO GOLLNISCH
FN (RHONE)

M. Bruno Gollnisch, qui est né le 28 janvier 1930 à Neuilly-sur-Seine, est professeur de japonais à l'université de Lyon-III. Il ne démissionne jusqu'à présent d'aucun mandat électif.

MICHEL GONELLE
RPR (LOT-ET-GARONNE)

Né le 21 janvier 1948, M. Michel Gonelle est avocat et adjoint au maire d'Agen depuis mars 1983. Candidat à la députation en 1978 et 1981, M. Michel Gonelle avait dû s'inscrire, en second tour de ces scrutins, devant M. Christian Lacroix, PS.

JEAN GOUY
RPR (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)

Né le 11 décembre 1939, M. Jean Gouy est avoué et très jeune en politique, puisqu'il a été élu au conseil régional, puis au conseil général de la Haute-Pyrénées en 1973. Il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées en 1978. En 1983, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées. En 1986, il est élu au conseil général de la Haute-Pyrénées.

MAXIME GREMETZ
PC (SOMME)

Né le 5 décembre 1949 à Cancy (Somme), M. Maxime Gremetz est ingénieur de profession. Il adhère au PC en 1968. Il est élu au conseil municipal de Cancy en 1970, puis au conseil général de la Somme en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Somme. En 1983, il est élu au conseil général de la Somme. En 1986, il est élu au conseil général de la Somme.

ALAIN GRIOU
UDF-RPR (VAL-DE-MARNE)

Né le 15 octobre 1922 à Paris, M. Alain Griou est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Paris en 1970, puis au conseil général de la Seine-et-Marne en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne. En 1983, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne. En 1986, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne.

N

HENRI NALLET
PS (YONNE)

Né le 6 janvier 1939 à Bergerac (Dordogne), M. Henri Nallet, diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences politiques et diplômé de l'Institut d'études politiques, adhère au PS en 1968. Il est élu au conseil municipal de Bergerac en 1970, puis au conseil général de la Dordogne en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Dordogne. En 1983, il est élu au conseil général de la Dordogne. En 1986, il est élu au conseil général de la Dordogne.

MAURICE NÉNOU-PWATOU
RPR (NOUVELLE-CALÉDONIE)

Né le 25 février 1939 à Népoué, M. Maurice Nénou-Pwato est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Népoué en 1970, puis au conseil général de la Nouvelle-Calédonie en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Nouvelle-Calédonie. En 1983, il est élu au conseil général de la Nouvelle-Calédonie. En 1986, il est élu au conseil général de la Nouvelle-Calédonie.

pleine crise calédonienne. A la tribune du Palais-Bourbon, Maurice Nénou-Pwato a tenu, à l'occasion de la séance parlementaire du 14 février, un discours d'ouverture à l'Assemblée de la Nouvelle-Calédonie, où il a dit que les « terroristes », mais « nos amis d'en face ».

OLIVIER D'ORMESSON
FN (VAL-DE-MARNE)

Né le 5 août 1918 à Biarritz, M. Olivier d'Ormesson est le fils de Vladimir d'Ormesson, diplomate de l'ESSEC. Il a été élu au conseil général de la Seine-et-Marne en 1973. Il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne en 1978. En 1983, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne. En 1986, il est élu au conseil général de la Seine-et-Marne.

JACQUES OUDOT
RPR (SEINE-SAINT-DENIS)

Né le 15 juin 1934 aux Lilas (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Oudot est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Lilas en 1970, puis au conseil général de la Seine-Saint-Denis en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Seine-Saint-Denis. En 1983, il est élu au conseil général de la Seine-Saint-Denis. En 1986, il est élu au conseil général de la Seine-Saint-Denis.

ARTHUR PAETCH
UDF-RPR (VAR)

Né le 18 mai 1930, à Vienne (Aurèche), M. Arthur Paetch, docteur en médecine depuis 1958, directeur d'enseignement à la faculté de médecine de Marseille depuis 1975, a été élu au conseil général du Var en 1973. En 1978, il est élu au conseil général du Var. En 1983, il est élu au conseil général du Var. En 1986, il est élu au conseil général du Var.

ROBERT PANDRAUD
RPR (SEINE-SAINT-DENIS)

Né le 16 octobre 1928 au Puy (Haute-Loire), M. Robert Pandraud est ingénieur de profession. Il adhère au RPR en 1968. Il est élu au conseil municipal de Puy en 1970, puis au conseil général de la Haute-Loire en 1973. En 1978, il est élu au conseil général de la Haute-Loire. En 1983, il est élu au conseil général de la Haute-Loire. En 1986, il est élu au conseil général de la Haute-Loire.

CHRISTIANE PAPON
RPR (VAL-DE-MARNE)

Née le 3 septembre 1924 à Vienne (Aurèche), M. Christiane Papon est diplômée de l'Institut d'études politiques et d'études supérieures de droit. Effectuant sa carrière dans les fédérations professionnelles, elle a été jusqu'en 1983 directrice des services généraux de la Fédération des industries électriques, électroniques et informatiques. Adhère au RPR, elle a repris une carte à l'UDF dans les années 70 ; elle est membre du comité central du RPR depuis 1976. Mais c'est surtout à l'association Femmes d'Europe qu'elle consacre son activité. Elle est la présidente depuis 1975. M. Papon est aussi vice-présidente de Carrefour du gaullisme. Conseillère municipale de Neuilly (Hauts-de-Seine) depuis 1977, elle a été candidate, sans succès, aux élections européennes en 1979 sur la liste de M. Chirac et, en 1984, sur celle de M. Veil.

MONIQUE PAPON
UDF-CDS (LOIRE-ATLANTIQUE)

M. Monique Papon est née en 1934 à Gentilly. Jusqu'en 1980, elle était professeur de lettres dans une institution privée. Elle est conseillère générale du premier canton de Nantes depuis 1979 et conseillère municipale de cette ville depuis mars 1983. Elle est présidente de l'association des personnes âgées et du centre communal d'action sociale.

RÉGIS PARENT
RPR (DROME)

Agé de soixante-deux ans, M. Régis Parent est médecin. Il a abandonné son cabinet d'ORL il y a un an pour se consacrer entièrement à la vie publique. Président de la fédération du RPR de la Drôme, M. Régis Parent est conseiller général du canton de Valence depuis 1983 et conseiller municipal de cette ville depuis 1983.

PIERRE PASCALLON
RPR (PUY-DE-DÔME)

Professeur agrégé à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand, M. Pierre Pascallon, qui est âgé de quarante-cinq ans, a adhéré à l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) en 1971, avant d'entrer à l'UDF, puis au RPR. Candidat malheureux aux élections législatives de 1978, puis de 1981, et aux cantonales de 1985, il est conseiller municipal d'Alsace et membre du comité central du RPR. Il copréside le Club 89 du Puy-de-Dôme.

PIERRE PASQUIN
RPR (HAUTE-CORSE)

M. Pierre Pasquin est né le 16 février 1921 à Sétif (Algérie). Dès 1940, il s'engage dans les FFL. En 1946, le jeune avocat s'inscrit au barreau de Nice. Il y poursuit encore une longue carrière de pénaliste. La même année, il devient conseiller municipal RPR puis, en 1958, adjoint au maire (Jean Médrea) jusqu'en 1967. Toujours en 1958, il est élu député UDR de la première circonscription des Alpes-Maritimes. Il devient vice-président de l'Assemblée nationale de 1962 à 1966, puis, après avoir été élu député UDR de la Haute-Corse en mars 1978, il est élu conseiller général de la Haute-Corse en 1983. En 1986, il est élu conseiller général de la Haute-Corse.

DOMINIQUE PERBEN
RPR (SAONE-ET-LOIRE)

Né le 11 août 1945 à Lyon, diplômé en sciences politiques et licencié en sciences économiques, ancien élève de l'ENA, M. Dominique Perben, sous-préfet, a été directeur du cabinet du préfet de Saône-et-Loire de 1972 à 1975, puis secrétaire général du Territoire de Belfort (1975-1976), chargé de mission à la DATAR, chef de cabinet de Robert Ségur, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (1977-1980), conseiller technique de M. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux PTT, administrateur à la direction de la sécurité civile au ministère de l'Intérieur (1981), chargé de mission auprès du conseil régional de Rhône-Alpes. Elu maire de Chalon-sur-Saône en mars 1983, il est conseiller général depuis mars 1985 et préside la commission des finances de l'assemblée départementale.

RONALD PERDOMO
FN (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 31 mai 1941 à Marseille et avocat dans cette ville depuis 1966, M. Perdomo est l'un des fondateurs de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF) et a été président de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès (ARLP) de 1969, le Cercle des convergences françaises, en liaison avec le Mouvement pour la justice et les libertés, présidé par M. Georges Bidault. Membre du Front national depuis 1972, il s'est présenté sous l'étiquette de ce parti aux élections législatives de 1981, dans la circonscription de M. Gaston Defferre, maire de Marseille, puis aux cantonales de 1985. En 1986, il est élu, depuis 1984, secrétaire national de la commission des institutions du FN.

J.-P. DE PERETTI DELLA ROCCA
UDF (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 26 juin 1930 à Lausanne (Suisse), M. de Peretti della Rocca se présente comme l'un des descendants du premier empereur de Corse, Ugo Spilacchio de Peretti. Après avoir obtenu un diplôme de docteur en médecine à la faculté de Lyon en 1956, il a été reçu l'année suivante comme médecin à l'hôpital de la ville de Lyon. Il a été directeur de l'Armée française, Condé, en août 1962, d'un an et demi pour avoir donné des soins à des blessés de l'OAS. Il a eu ensuite la satisfaction d'être décoré de la légion d'honneur à titre exceptionnel sous le septennat de Georges Pompidou. Adhère à l'UDF depuis 1979, il a été élu conseiller municipal d'Aix-en-Provence en 1978, puis maire de cette ville en 1983. Il est également conseiller général du canton d'Aix-en-Provence-Nord-Est depuis 1982.

JACQUES PEYRAT
FN (ALPES-MARITIMES)

Né le 11 octobre 1931 à Belfort (Territoire de Belfort), M. Jacques Peyrat est ancien officier parachutiste. Il a participé aux campagnes d'Indochine et d'Algérie. Inscrit en 1950 au RPF (gaulliste), il est devenu membre du CNRP en 1961, avant de rejoindre le FN à sa création, en 1972. Il a été conseiller municipal de Nice de 1971 à 1977.

MICHEL PEYRET
PC (GIRONDE)

Né le 20 juin 1938 à Bègles (Gironde), M. Michel Peyret adhère au PC en 1968. Il est élu conseiller municipal de Mérignac en 1973, puis au PCF. En mars 1977, il est élu conseiller municipal de Mérignac, en mars 1983, conseiller municipal (dans la minorité) de Bordeaux. Il est secrétaire fédéral du PCF en Gironde.

ALBERT PEYRON
FN (ALPES-MARITIMES)

Né le 8 août 1943 à Alger, M. Albert Peyron a fait des études de chirurgie dentiste et a ouvert un cabinet au Can-

nes (Alpes-Maritimes) en 1968. Docteur en chirurgie dentaire depuis 1970, M. Peyron a été membre des comités Tizio-Vignancourt en 1965, est passé à l'Ordre nouveau, puis a participé à la création, en 1972, du Front national. Candidat malheureux aux élections législatives de 1973, 1978, 1981 et aux élections cantonales de 1985, M. Peyron est secrétaire départemental du FN depuis 1982 et membre du comité central de ce mouvement depuis fin 1985.

MICHEL PEZET
PS (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 9 avril 1942 à Marseille, à deux pas de la cathédrale de la Major, M. Pezet est élu député en même temps qu'il perd la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, où il avait succédé à M. Gaston Defferre en septembre 1981. Inscrit au barreau des avocats de Marseille depuis 1964, il a commencé à militer aux Jeunes socialistes à l'âge de dix-huit ans. Membre du comité directeur national de la SFIO en 1968, puis du PS en 1971, il a occupé en poste de premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône en novembre 1979. Il a été nommé le même année à la présidence du conseil régional (Mitterrand), sans interruption, membre (Mitterrand) du secrétariat national du PS, délégué à l'urbanisme et au cadre de vie, puis à la communication. M. Pezet, qui avait essayé trois fois de se présenter aux élections législatives de 1973, 1978 et 1981, est adjoint au maire de Marseille depuis 1983 après avoir exercé un premier mandat de conseiller municipal de 1977 à 1983.

YANNE PIAT
FN (VAR)

Né le 12 juin 1949 à Saigon, M. Yanne Piat a été responsable de la section du FN de Hyères-Toulon de 1977 à 1983, puis secrétaire départemental du FN dans les Landes, avant de devenir, à l'automne 1985, secrétaire départemental de la fédération du Var du FN. Elle est membre du conseil central et du bureau politique de ce mouvement.

ANDRÉ PINCON
EX-PS (MAYENNE)

M. André Pincon, cinquante-cinq ans, expert-comptable, est maire de Laval depuis 1973, date de la mort de Robert Buron, dont il était l'adjoint aux finances depuis 1971. Il a milité à Cléopâtre 60 avec M. Jacques Delors. M. Pincon a adhéré au Parti socialiste en 1976, avant les municipales de 1977. De sensibilité rocardienne, il a été exclu au début de 1986 pour avoir constitué

une liste socialiste dissidente qui s'opposait au parachutage de M. Jean-Paul Flanchon (CERES), député sortant de Paris.

LADISLÁS PONIAŃOWSKI
UDF-RPR (EURE)

Né le 10 novembre 1946, à Boulogne, fils de M. Michel Poniański, M. Poniański est maire de Quillebeuf depuis 1977 et conseiller général depuis 1981. Il est vice-président de l'assemblée départementale depuis 1982.

FRANÇOIS PORTEU
DE LA MORANDIÈRE

Né le 20 mai 1928 à Sèvres, comte de la République de Saint-Martin, docteur en droit, M. Porteu de la Morandière est président de la société Dimard Produits Ltd, administrateur de l'Office national des études composites. Il s'est démis de ses fonctions de président général de l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord et de président général adjoint de l'Union nationale des combattants pour se présenter aux élections.

ROBERT POUJADE
RPR (COTE-D'OR)

Né le 6 mai 1926 à Moulins (Allier), agrégé des lettres, Robert Poujade est devenu en 1958 secrétaire départemental de l'UDF de la Côte-d'Or, puis en 1960 membre du comité central et de la commission politique de ce parti. Conseiller économique et social de 1964 à 1967, il a représenté la première circonscription de la Côte-d'Or (Dijon-sud et ouest) de 1967 à 1981, sauf de 1971 à 1973, période durant laquelle il était ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement. Membre du secrétariat national de l'UDF-UDT en juin 1967, il exerça les fonctions de secrétaire général de l'UDF de 1968 à 1971. Conseiller général du canton de Dijon-ouest, de 1967 à 1973, date à laquelle il est élu dans le canton de Dijon-est, il préside l'assemblée départementale depuis 1982. Exilé en 1986 au conseil général de Dijon à la suite d'une élection complémentaire provoquée par le décès du maire d'alors, le chamois Kiri, il est en mai député 1971.

PHILIPPE PUAUD
PS (VENDEE)

Agé de quarante-neuf ans, militant socialiste depuis 1955, M. Philippe Puaud est agent technique à l'EDF. Conseiller général, il est adjoint au maire socialiste de La Roche-sur-Yon et secrétaire fédéral du PS en Vendée.

(A suivre.)

LES 22 ET 23 MARS
PARIS/NEW YORK
1870F A/R
le point
54, rue des Ecoles 75005 PARIS Tel 46 34 21 7
2, place Wagner 75017 PARIS Tel 47 63 22 58
MILHOUSE
A BUT NON LUCRATIF

Dirigeants, Cadres et Techniciens de l'Exportation

SÉMINAIRES E.N.E. : POUR FORMER LES PROFESSIONNELS DE L'EXPORT

SÉMINAIRES E.N.E. : un choix de formations spécifiques pour acquérir une nouvelle compétence à l'export, un programme diversifié intra et inter-entreprises.

SÉMINAIRES E.N.E. : un enseignement immédiatement opérationnel assuré par des praticiens confirmés du Commerce International.

SÉMINAIRES E.N.E. : la maîtrise de l'ouverture internationale.

SÉMINAIRES DE QUALIFICATION GÉNÉRALE : présentation synthétique des différents aspects de l'exportation.

SÉMINAIRES DE QUALIFICATION SPÉCIALISÉE : finance internationale, marketing et techniques de vente, négociation internationale, etc.

E.N.E. Ecole Nationale d'Exportation
Établissement privé d'enseignement technique supérieur reconnu par l'Etat.

Demande de documentation (à retourner à l'E.N.E. Département "Séminaires" - 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : (11 45 05 35 65))

Nom _____ Prénom _____
Société _____ Titre/Fonction _____
Adresse _____
Tél. _____

Veuillez, s'il vous plaît, m'adresser une documentation concernant les séminaires.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde EDUCATION

Quand le lycée fait du cinéma

A PRES une longue période de tâtonnements, l'audiovisuel refait surface dans l'éducation nationale, mais cette fois en grande partie sous l'influence des élèves eux-mêmes. Un collégien passe aujourd'hui autant d'heures devant son poste de télévision qu'en classe. Les trois quarts des dix-huit-vingt-quatre ans sont des assidus des salles obscures. Ces réalités ne peuvent qu'inciter les enseignants à réfléchir sur les méthodes et le contenu de leur enseignement. Le besoin de communication, la multiplication des radios, des chaînes de télévision, la reconnaissance du cinéma comme discipline à part entière ouvrent de nouvelles perspectives culturelles et professionnelles qui ne peuvent laisser indifférente l'éducation nationale.

« Cinéma et audiovisuel, enseignement, création et formation » : tels ont été les thèmes abordés dans un récent symposium qui a réuni, à l'Institut national de la recherche pédagogique, des enseignants, des professionnels du cinéma, le ministre de l'éducation nationale et des représentants de celui de la culture. Ce thème a aussi fait l'objet d'un numéro spécial des *Cahiers pédagogiques* et d'une journée d'études organisée par cette revue.

La question posée par les intervenants a été la même que pour l'introduction de l'informatique à l'école : l'image et le son doivent-ils être objet ou moyen d'enseignement ? Interrogation à laquelle André Hussenot, directeur des col-

lèges, a répondu en affirmant : « Comme la langue, l'image et le son produisent du sens. Il s'agit donc d'apprendre aux enfants à décrypter le sens des images et à s'exprimer avec elles. »

Dans la pratique, les enseignants ne s'y trompent pas, puisque les mille projets d'actions éducatifs (PAE) qui ont été financés en 1984-1985 par la Mission d'action culturelle ont été largement utilisés pour initier les élèves à la fois à une technique - la vidéo - et à l'expression qu'elle permet dans un cadre souvent pluridisciplinaire (1).

Fondu enchaîné sur l'INIS

Pour l'enseignement du cinéma proprement dit, la France a déjà une certaine expérience, puisque la première école du cinéma au monde a été ouverte dans notre pays avant guerre. Mais ces dix dernières années ont vu l'éclosion de nombreuses formations nouvelles dans l'enseignement supérieur. Plusieurs universités (Nancy, Paris-III, Paris-I) proposent des licences d'études cinématographiques et audiovisuelles. Des diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) de communication audiovisuelle ont vu le jour à Grenoble et à Toulouse. Enfin, l'Institut national de formation aux métiers de l'image et du son (INIS) va accueillir à la ren-

trée prochaine ses premiers étudiants dans un lieu hautement symbolique : le palais de Tokyo, près de la cinémathèque.

L'INIS, qui va intégrer l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) en « *fondu enchaîné* », selon l'expression de M. Jack Gajos, chargé de mission pour la création de l'Institut, va devenir le lieu national de formation aux métiers du cinéma. Il accueillera deux promotions de soixante-dix étudiants pour une scolarité de deux années complètes. Les étudiants devront être titulaires d'un BTS de communication ou d'une licence cinématographique et avoir une certaine expérience professionnelle. L'objectif de l'INIS est de donner aux étudiants une formation pré-professionnelle de haut niveau, articulée autour de huit filières : scénario, réalisation, image, son, montage, décoration, animation et direction de production.

Pour assurer la réussite de ce projet ambitieux, les responsables de l'INIS tiennent à maintenir des liens étroits avec la profession. Trois comités assureront la coordination des études : un comité artistique, un comité pédagogique, présidé par Jean-Claude Carrière, et un comité professionnel qui sera les élèves en charge durant leurs stages. L'INIS entend, d'autre part, mener une politique de coopération avec la Cinémathèque, créer une bibliothèque du cinéma et développer la recherche cinématographique. Il pourrait aussi jouer un rôle dans la formation des formateurs pour l'enseignement du cinéma dans les lycées et faire profiter l'enseignement supérieur de ses installations matérielles et de son environnement intellectuel.

Il restait à instituer en amont une formation au cinéma dans les lycées. Depuis la rentrée 1984-1985, vingt et un lycées proposent aux élèves une option « cinéma et audiovisuel ». Mise en place à la suite d'un protocole d'accord entre les ministères de l'éducation nationale et de la culture, elle associe, à raison de trois heures hebdomadaires, des enseignants et des professionnels. Cette option, ont précisé les responsables, se veut « éducatrice », au même titre que les autres disciplines, « artistique », puisqu'elle entretient des relations privilégiées avec les arts plastiques et la musique, et « autonome », le



« Le jour se lève » (Collection Cahiers du cinéma).

cinéma et l'audiovisuel constituant en eux-mêmes des objets d'étude.

Un an et demi après son lancement, elle a suscité l'enthousiasme

des élèves et des enseignants, même si certains regrettent « le manque d'habileté des chefs d'établissement, la faiblesse des moyens financiers et l'absence d'une méthodologie bien définie ».

L'accent est essentiellement mis sur la pratique. « Le partenariat avec des professionnels du cinéma nous a beaucoup aidé pour nous engager dans cette voie », explique un professeur de lycée. Au lycée Paul-Valéry, à Paris, la pratique a porté sur l'initiation aux diverses techniques de la vidéo, de la photo, du film super-8. A côté de ces aspects techniques, les grands classiques du cinéma (*Citizen Kane*, d'Orson Welles, *Nostalgia* de Murnau, *Métropolis*, de Fritz Lang, *Psychose*, d'Alfred Hitchcock) sont projetés aux élèves, « ce qui est l'occasion d'une présentation historique du film, de l'auteur, et d'une analyse sémiologique de quelques séquences, grâce à la copie vidéo » (2), a précisé le responsable de l'option.

Renoir à côté de Stendhal

S'appuyant sur des expériences en cours, M. Jean-Pierre Chevènement a annoncé qu'à la rentrée prochaine la section A 3 « lettres-arts » comportera une option cinéma et audiovisuel.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, cette institutionnalisation de l'option cinéma a provoqué des réactions assez contradictoires chez les enseignants. Ils redoutent que la mise en place d'une section officielle n'écarte peu à peu les professionnels qui apportent un savoir efficace et apprécié dans le cadre de l'option actuelle. Mais ils réagissent surtout vivement au fait que le cinéma sera réservé aux littéraires. « Vous avez décidé que seuls les littéraires sont des artistes, c'est scandaleux ! », s'est exclamé un participant au colloque.

L'introduction du cinéma et de l'audiovisuel dans notre système scolaire est en tout cas un processus irréversible. Le cinéma devra être accepté comme élément de la culture : « Renoir a sa place à côté de Stendhal », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement. L'audiovisuel devient une méthode d'expression, au même titre que le français et les langues étrangères. Mais cela suppose un changement de nos mentalités et des formes de transmission de la connaissance, qui jusqu'à présent ont privilégié l'écriture.

FRANÇOIS DANCHAUD

(1) Voir sur l'étude de l'image et les relations entre l'audiovisuel et l'enseignement du français l'article de Philippe Bernard : « Le français et l'image. Une petite vidéo dans la tête », dans *Le Monde* du 5 décembre 1985.

(2) Cité dans le numéro spécial des *Cahiers pédagogiques*, « Le cinéma à l'école », n° 240, janvier 1986, 20 F.

J'APPRENDS A L'ECOLE



J'ASSURE A LA MAISON



**T07.70 + BASIC MICROSOFT® + LECTEUR DE CASSETTES + 2 JEUX
+ UN BON DE RÉDUCTION DE 50% SUR 3 LOGICIELS ÉDUCATIFS
POUR 3390 F***

*Prix public maximum. Offre valable jusqu'au 31 mai 1986.

Thomson à l'école, c'est plus de 100 000 micros fonctionnant avec la plus grande bibliothèque de logiciels éducatifs en français.

Cette offre de Thomson, c'est la possibilité de choisir pour soi-même et à la maison, un soutien éducatif correspondant à son niveau scolaire (du CE1 à la Terminale). Dans cette offre spéciale, Thomson vous offre deux des meilleurs logiciels

actuellement sur le marché : Micro-Scrabble (FIL) et la Planète Inconnue (FIL), ainsi qu'un bon de réduction de 50% sur un ensemble de trois logiciels présélectionnés par niveau scolaire.

THOMSON MICRO-INFORMATIQUE

THOMSON, TU ME RENDS MICRO.

9 LOTS DE LOGICIELS ET 3 LOTS MÉTHODES "ASSIMIL"

LOGICIELS ÉDUCATIFS		Prix public maximum	Prix de vente
Pré-élémentaire			
Ronde des formes	VF-Nathan	145 F	
Donnombres	Playtex	180 F	540 F
Jeux de l'école	Hachette	215 F	
CP			
Formes	FL	120 F	
Les Liens, Lisez	Belin	350 F	630 F
Adresses	Hachette	160 F	
CE			
Dictionnaire	Infogramme	150 F	
Orthographe 1	Hachette	160 F	535 F
Rangements et Repérages	Cedic-Nathan	225 F	
CM			
Je, Tu, Il	Hachette	165 F	
Nombres et Opérations	Cedic-Nathan	225 F	515 F
Multiplications	VF-Nathan	125 F	
6°/5°			
Conte	FL	120 F	
Groupe Nominal	VF-Nathan	175 F	470 F
Calcul Numériques	VF-Nathan	175 F	
6°/5°			
Sécher	FL	120 F	
Démonstration Géométrie	VF-Nathan	175 F	475 F
La Conquête de la Terre	Belin	180 F	
Seconde			
Les Statistiques	VF-Nathan	175 F	
Table Logique	FL	120 F	494 F
Conquérir	Le Robert	199 F	
Première			
Microprocesseurs	Belin	180 F	
Prolog	FL	120 F	525 F
Point de Vue Français	Edici	225 F	
Terminale			
Point de Vue Français	Edici	225 F	
Point de Vue Maths 1	Edici	225 F	675 F
Point de Vue Maths 2	Edici	225 F	
Méthodes de langues			
Anglais	Assimil	510 F	
Espagnol	Assimil	510 F	
Allemand	Assimil	510 F	

néma



PEDAGOGIE

Les quarante ans des « Cahiers »

« Il convient de changer l'esprit et les méthodes de l'enseignement et, comme il faudra des années, il est nécessaire de s'y mettre tout de suite. » Cette citation est extraite du premier numéro d'une revue qui vient de fêter ses quarante ans : les Cahiers pédagogiques. A l'occasion de cet anniversaire, et de l'échéance biennale - le numéro de février est consacré à un bilan de la période 1981-1986 ; on peut y lire des contributions ou des interviews d'Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement, Louis Le Grand, André de Peretti, de représentants du PS et de la CFDT.

Cette revue, née à la Libération, était à l'origine l'organe de liaison des enseignants qui participaient à l'expérience des classes nouvelles. Lorsque celles-ci furent supprimées, de facto en 1952, les Cahiers étaient devenus, ce qu'ils sont aujourd'hui : un mensuel destiné à tous les enseignants désireux de réfléchir sur leurs pratiques pédagogiques et de faire profiter les autres de leurs expériences. Réalisée par une équipe d'enseignants, ils sont largement ouverts aux collaborateurs occasionnels. Chaque numéro comprend un dossier sur une discipline (biologie, philosophie...), un thème spécifique (le théâtre,

l'informatique, le cinéma, le vidéo...), ou un sujet de réflexion plus général (les mécanismes d'apprentissage, la discipline, la recherche pédagogique, l'angoisse à l'école...).

Des rubriques régulières sont consacrées à des récits d'expériences, des suggestions pédagogiques (sous forme de fiches), une sélection commentée de livres et de films à l'usage des professeurs et des élèves.

L'un des objectifs des Cahiers est donc de stimuler l'imaginaire et la réflexion des enseignants, mais c'est loin d'être le seul, comme l'indique leur sous-titre : Changer la société pour changer l'école, changer l'école pour changer la société. Cette ambition politique s'explique par le fait qu'ils sont publiés par le Centre de recherches et d'actions pédagogiques (CRAP), issu en 1963 de l'Association des enseignants des classes nouvelles. Le filon est donc direct avec ce mouvement novateur de l'après-guerre.

En 1968, le CRAP adhère à l'esprit de rénovation de mai. Conséquence de cet engagement : en 1972, l'éducation nationale lui retire le soutien qu'elle lui apportait en éditant et diffusant les Cahiers. Les difficultés financières commencent, la publi-

cation est réduite de moitié, et beaucoup d'établissements d'enseignement - on n'est jamais trop prudent - résistent leur abonnement. Mais la crise est également d'origine interne : les cercles locaux s'éloignent, et la diffusion totale de la revue passe de 18 000 en 1971 à 5 000 environ. Depuis, ce chiffre a peu varié, selon le CRAP.

A la crise du militantisme s'est ajoutée celle de la pédagogie, sévèrement contestée avec l'arrivée de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'éducation nationale. En 1981, les militants du CRAP avaient été très sollicités, en particulier par les organismes de formation permanente des enseignants. Mais en conservant leur propre organisation (stages et université d'été), qui continue d'attirer des enseignants, suffisamment motivés pour payer leur formation et y consacrer une partie de leurs vacances. La polarisation actuelle sur les « contenus » a aussi tendance, selon eux, à stimuler leur réflexion, à l'orienter vers de nouvelles directions, qu'à les décourager. Il faudra attendre l'été prochain pour savoir si la base suit cette tendance.

ANTOINETTE BLOUET.

* CRAP - Cahiers pédagogiques, 66, Chausée d'Antin, 75009 Paris. Tél. : (1) 46-74-39-83.

Une « librairie » pour « vendre l'école »

Le Centre de documentation pédagogique (CDP) doit rompre avec l'image poussiéreuse et désuète du « Musée pédagogique » créé en 1879 par Jules Ferry, dont il est issu. Telle est, en tout cas, la mission assignée à la nouvelle « librairie » du CNDP. Destinée au jeu de mot orthographique, se cache un magasin ultra-moderne qui présente en libre service tous les documents administratifs et pédagogiques publiés par l'éducation nationale (livres, films, cassettes, logiciels, vidéodisques, en vente ou prêt) et propose aux enseignants des rencontres avec leurs collègues qui produisent ces outils.

L'ouverture du magasin parisien préfigure la mise en place de cette année de vidéothèques et de logiciels de prêt dans chacun des cinquante-sept centres départementaux et des vingt-cinq centres régionaux de documentation pédagogique (CDRP). Elle veut témoigner aussi de la modernisation du CNDP. Le ministre de l'éducation nationale a rappelé lors de l'inauguration de la « librairie » les missions de cet établissement public administratif de l'éducation nationale qui emploie 2 500 fonctionnaires : promouvoir les nouvelles technologies au service de l'éducation (pro-

duction de logiciels éducatifs, d'émissions de télévision, formation des enseignants à l'utilisation des moyens audiovisuels), et tenir le rôle d'agence d'information sur l'enseignement.

Le CNDP, qui édite le Bulletin officiel de l'éducation nationale hebdomadaire, a participé au succès du train-forum « Vive l'école ! ». Il diffuse les nouveaux programmes en livre de poche aux enseignants et doit donc participer à une tâche considérée désormais comme essentielle : vendre l'école.

* « Librairie », 13, rue de Four, 75170 Paris, cedex 06. Tél. : (1) 46-34-54-80.

TÉMOIGNAGE

L'indésirable

M. Jean-Pierre Chevènement et M^{me} Georgina Dufour viennent d'insister sur la nécessité d'encourager l'intégration des enfants handicapés dans les établissements scolaires. Il semble bien qu'il y ait fort à faire dans ce domaine à en juger par le témoignage d'une de nos lectrices, dont le fils, infirme moteur cérébral, vient d'être exclu du collège Henri-IV à Paris.

UNE véritable intégration scolaire (100% du temps, cours et contrôles) ne peut concerner que des enfants à handicap léger. Entre l'intégration impos-

sible - soit du fait des résistances des établissements, soit du fait de la lourdeur du handicap - et la ségrégation, il y a une autre voie : choisir soigneusement le lieu où l'enfant peut être intégré selon l'aspect retenu, le moment, le but recherché. C'est une liberté que chacun revendique et que le fait d'être « normal » empêche souvent. Ce devrait être le privilège du handicapé. Un cas exemplaire montre que ce n'est malheureusement pas le cas.

Alexis est âgé de treize ans. Il est infirme moteur cérébral sans parole. La recherche de socialisation, associée à l'exigence de qualité des apprentissages requise par la sévé-

rité du handicap physique et la vivacité de l'intelligence ont conduit à combiner une rééducation à domicile, une scolarisation par correspondance au CNEC et une présence partielle au collège voisin du domicile comme « auditeur ». En effet, l'expression écrite est lente et très laborieuse, mais la compréhension est rapide. D'où l'idée de séparer le contrôle des connaissances de l'écrit. Une école sans contrôle de la stricte discipline du CNEC (cours, contrôle et sanction dans toutes les disciplines).

La décision d'accueillir des « auditeurs » (stagiaires, enfants étrangers en séjour limité, etc.) dans un collège appartient au seul directeur d'établissement. Le principal du collège Henri-IV voisin a cependant exigé, pour inscrire Alexis en cinquième pour des cours de langues et de mathématiques, une affectation rectoriale pour le moins inutile, l'enfant étant élève régulier de cinquième au CNEC et non au collège. L'affectation accordée (pourquoi ?), le principal fait en sorte qu'elle soit annulée dès le début de la quatrième, sous prétexte que « l'expérience est négative ». Or cela est infirmé par les résultats scolaires (passage en quatrième) et relationnels (mobilité immédiate des élèves et des parents d'élèves pour la réintégration).

Les motifs du refus de le reprendre n'étant ni d'ordre matériel (pas de réaménagement des locaux) ni d'ordre financier (aucune prise en charge pédagogique, de maternage ou de surveillance), il faut les chercher dans la suspicion d'immixtion qui a longtemps surchargé les enfants DMC. Il faut un urgent démenti médical à cette opinion dépassée. Il faut aussi des mesures pour limiter le pouvoir discrétionnaire des chefs d'établissements en faisant apprécier l'opportunité de l'admission par toutes les personnes directement concernées.

GENEVIÈVE COURTILLIER.

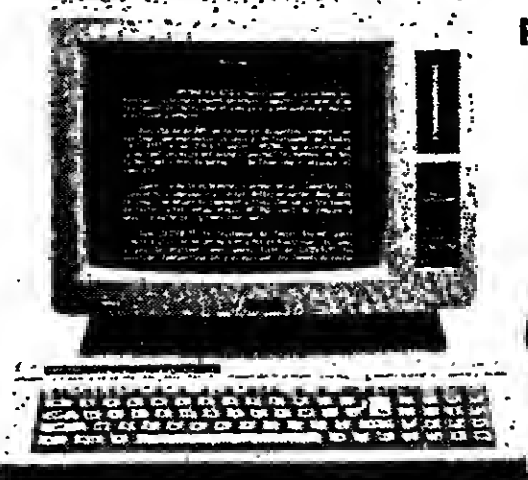


TOUTE LA PRESSE EN PARLE...

ESSAI GRATUIT

AMSTRAD PCW 8256

L'ORDINATEUR DE TRAITEMENT DE TEXTE AU PRIX INCROYABLE



POUR ÉCRIRE, CALCULER, PROGRAMMER



- Le prix de 4997 F HT comprend :
- ORDINATEUR PROFESSIONNEL 256K
 - ÉCRAN 32 LIGNES DE 80 CARACTÈRES
 - LECTEUR DE DISQUETTES 180 K/FACE
 - EMPLACEMENT LECTEUR DISQUETTES SUPPLÉMENTAIRE (720K EN PLUS)
 - DEUX DISQUETTES DE PROGRAMMES
 - CLAVIER PROFESSIONNEL FRANÇAIS, 82 TOUCHES DONT PLUSIEURS TOUCHES SPÉCIALES POUR TRAITEMENT DE TEXTE
 - PROGRAMME DE TRAITEMENT DE TEXTE SIMPLE, PROGRESSIF ET PUISSANT
 - IMPRIMANTE QUALITÉ COURRIER AVEC INTRODUCTEUR AUTOMATIQUE DE FEUILLES
 - ENTRAÎNEMENT DE FEUILLES CONTINUËS
 - UN RUBAN IMPRIMANTE
 - CP/M + ET SES UTILITAIRES
 - LANGAGE BASIC POUR PROGRAMMER
 - LANGAGE LOGO POUR INITIER VOS ENFANTS
 - DOCUMENTATION COMPLÈTE EN FRANÇAIS

UN PRIX INCROYABLE EN VENTE DIRECTE

4997 F H.T.
(5926,44 TTC)
ou 212,20 F/MOIS*

OPÉRATIONNEL EN 20 MINUTES

SOPABRI
VENTE PAR CORRESPONDANCE
DÉPARTEMENT BUREAUTIQUE
416, RUE ST-HONORÉ
75008 PARIS
Tél. : (1) 42.61.82.03
TELEX : 212185 - CINTEL

OFFRE SPÉCIALE JUSQU'AU 15 AVRIL, ESSAI GRATUIT 8 JOURS CHEZ VOUS !

LES SERVICES

- LIVRAISON PAR NOS SOINS, GRATUITEMENT, TOUTE LA FRANCE, 8 JOURS MAXI.
- En cas de rupture de stocks, commandes livrées dans l'ordre d'arrivée.
- ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE GRATUITE.
- * CRÉDIT CETELEM : après acceptation du dossier, 426,44 F au comptant, puis 36 mensualités de 212,20 F. TEG = 22,75%. Coût total, crédit = 2139,20 F.
- STOCK PERMANENT de disquettes et fournitures pour nos clients.
- GARANTIE 1 AN. PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE.
- SERVICE APRÈS-VENTE : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE.
- CONTRAT D'ENTRETIEN À DOMICILE PROPOSÉ (690 F TTC/AN).

BON DE COMMANDE

à retourner à SOPABRI 416, rue St-Honoré 75008 PARIS

Commande pour un AMSTRAD PCW 8256 en ESSAI GRATUIT 8 JOURS. Si l'acheteur n'est pas satisfait pour une raison quelconque il a la faculté de retourner l'appareil en bon état et dans l'emballage d'origine dans les 8 jours. SOPABRI garantit dans ce cas le remboursement complet, immédiat, et sans discussion.

Raison sociale : Prénom :
Nom :
Qualité ou profession :
Adresse : Tél. :

Code postal : VILLE :

Règlement :
☐ Chèque 5926,44 F TTC.

☐ 5926,44 F à la livraison. (Dans ce cas joignez 60 F à cette commande pour frais de CR).

☐ Par crédit CETELEM (pour les particuliers seulement). Ne payez rien maintenant. Envoyez seulement avec ce coupon un relevé d'identité bancaire ou un chèque annulé, une photocopie d'une pièce d'identité et de votre dernière fiche de paie. Nous vous retournerons le dossier crédit après acceptation, pour signature.

☐ Je commande aussi une boîte de 10 disquettes. Règlement 350 F TTC chèque.

DATE : SIGNATURE :

مكتبة من الأصل

société

VINGT DÉCRETS POUR L'ÉDUCATION NATIONALE

Les dernières réformes de la gauche

Dernière salve réglementaire du ministère Chevènement, une vingtaine de décrets, tous parus au *Journal officiel* du dimanche 16 mars, mettent en place ou complètent des réformes déjà annoncées par le ministre de l'éducation nationale depuis plusieurs mois, mais qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une publication officielle. On y trouve pélo-née des mesures importantes comme la nouvelle formation des instituteurs en quatre ans, l'abaissement progressif des horaires d'enseignement des PEGC, et la création de l'institut national de recherche en éducation et formation.

La formation des instituteurs

Tous les élèves instituteurs sont désormais recrutés au niveau du DEUG par un concours, puis forment pendant deux ans dans les écoles normales. Ce nouveau cursus remplace en principe les multiples modes de recrutement et de formation des maîtres, créés et adaptés d'année en année, qui s'enchevêtraient actuellement. Les nouveaux instituteurs auront donc au moins quatre années d'études supérieures derrière eux. Ils seront toujours recrutés au niveau départemental, et seront en principe affectés sur place, sauf si aucun poste n'est vacant dans le département. Deux concours - masculin et féminin - seront maintenus dans les départements où plus de 65 % des instituteurs sont des femmes. Après les deux années de formation spécifique en école normale, les étudiants se verront décerner le diplôme d'études supérieures d'instituteur, et devront s'engager à rester huit ans au service de l'État.

La difficulté de recruter des instituteurs en nombre suffisant constatée dans la plupart des académies (celles du Nord en particulier) a conduit cependant à écarter pendant cinq ans quelques entorses : âge limite de candidature porté de vingt-sept à trente ans et maintien de concours particuliers réservés aux instituteurs suppléants. Le projet de loi qui visait à rapprocher les écoles normales des universités n'a finalement pas été présenté avant les élections.

● Les statuts des PEGC, des collèges et des agrégés. Trois décrets redéfinissent le statut particulier de ces trois corps d'enseignants du second degré. L'idée d'une unification est donc écartée, et le corps des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC), créé à l'origine pour faire face à l'explosion scolaire des

années 60 dans ces établissements, se trouve pérennisé. L'accès à chaque corps se fait désormais non seulement par concours externe (concours d'entrée dans les centres de formation des PEGC au niveau du DEUG (bac+2), CAPES au niveau de la licence (bac+3) et agrégation après une maîtrise (bac+4), mais aussi par des concours internes réservés aux enseignants justifiant de cinq années de service et du même niveau de diplôme que celui exigé au concours externe (mais une seule année de DEUG est requise pour les instituteurs candidats au corps des PEGC).

L'entre principale nouveauté concerne le service d'enseignement hebdomadaire des PEGC, qui, actuellement fixé à 21 heures, est progressivement abaissé dans les collèges en rénovation depuis la rentrée 1984 pour atteindre partout 18 heures en 1990 (20 heures pour les PEGC des disciplines artistiques et d'éducation physique). A ces horaires s'ajoutent « d'autres actions », dont le volume n'est pas précisé mais qui désignent implicitement les tâches de concertation, de correction, de suivi individualisé des élèves et de réception des familles notamment.

Création de l'institut national de recherche en éducation et formation (INREF).

Ce nouvel organisme remplace l'institut national de recherche pédagogique (INRP) en conservant son statut d'établissement public administratif. L'INREF ouvrira à d'autres administrations que l'éducation nationale (recherche, travail, aux entreprises, et aux parents d'élèves. Ses travaux seront désormais soumis à une commission permanente d'évaluation. Le nouvel institut pourra recruter des personnels d'autres établissements publics (CNRS par exemple) et s'associer par contrat avec des enseignants et des organismes extérieurs, y compris privés.

Nouveau statut de l'Ecole pratique des hautes études.

Le statut de 1980 de ce grand établissement est abrogé. L'Ecole pratique des hautes études est désormais composée de trois sections (sciences de la vie et de la terre, sciences humaines et philologiques, et sciences religieuses) dont les programmes scientifiques sont votés par le conseil d'administration de l'école sur proposition du conseil scientifique. Les sections de mathématiques et de physique et chimie sont supprimées.

Le fonctionnement des écoles normales supérieures (ENS).

Les écoles normales supérieures réorganisées en juillet 1985 sont dotées chacune d'un conseil d'administration et d'un conseil scientifique élus. L'ENS de la rue d'Ulm et celle de jeunes filles (Sèvres) ont fusionné pour former un nouvel établissement intitulé Ecole normale supérieure. Les ENS de Fontenay-aux-Roses et de Saint-Cloud ont fusionné pour constituer l'ENS de Fontenay-Saint-Cloud (littéraire), dont le premier concours commun de recrutement aura lieu en 1987, parallèlement à celui de la nouvelle ENS de Lyon (scientifique). D'autre part l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET) devient l'Ecole normale supérieure de Cachan.

Création de l'université de technologie du Nord-Pas-de-Calais.

Dirigé par un administrateur provisoire en attendant ses statuts définitifs, le nouvel établissement a son siège à Lille et comporte un Institut national des sciences appliquées, de l'informatique et de la communication de l'Artois (INSAICA), implanté à Lens.

La création d'établissements d'enseignement publics.

L'Etat peut désormais créer à titre exceptionnel des établissements d'enseignement publics dans le cas où la collectivité compétente (commune pour les écoles, département pour les collèges, région pour les lycées) refuse de « pourvoir d'une organisation convenable du service public » (loi du 10 juin 1985). Un décret précise que, pour les écoles, le commissaire de la République peut mettre en demeure le conseil municipal intéressé de fournir un local convenable, et décider de la création d'une école ou d'une classe si la commune n'obtempère pas dans le délai fixé par lui.

La procédure est identique pour les établissements secondaires : si la collectivité compétente refuse d'inscrire la construction ou l'extension nécessaire à son programme d'investissement, l'opération sera réalisée par l'Etat. Ces dispositions constituent l'ultime concession symbolique aux militants laïques mis à mal dans la querelle scolaire. Elles concernent notamment les quelques dizaines de communes qui, en Bretagne notamment, refusent toujours d'ouvrir une école publique.

هكذا من الأصل

L'ATTENTAT CONTRE LE TGV PARIS-LYON

L'ombre des otages

Pas de preuve, mais une intime conviction, faite d'indices, de renseignements et de raisonnements : l'attentat du lundi 17 mars, dans le TGV Paris-Lyon (dix blessés légers), serait d'origine proche-orientale et lié à l'affaire des otages français au Liban.

Quels qu'en soient précisément les auteurs, qu'ils soient directement ou indirectement liés à la situation pour faire leur propre surenchère, ou qu'ils bénéficient d'appuis logistiques français, les enquêteurs privilégient cette hypothèse d'un nouvel avertissement, savamment dosé, au gouvernement français. Comme en février. Comme en décembre.

Le tout est confié avec les réserves d'usage, qui sont de rigueur dans une enquête de police judiciaire. Mais la revendication de l'attentat de lundi, parvenue mardi en fin de journée à l'AFP, conforte ce raisonnement. Dans une lettre manuscrite, postée mardi à 12 heures rue de la Convention à Paris (quatrième arrondissement), le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) assure que « l'attentat du TGV Paris-Lyon sera le premier d'une nouvelle série si on ne libère pas, et vite, Abdel-Kader Essadi, Anis Nakkach et Karbedjian ». Suit la signature du comité et le sigle CSPPA.

Or le même comité, dans des lettres rédigées de la même main, avait déjà revendiqué trois attentats commis à Paris, début février, contre des lieux publics : le 3 contre la galerie du Claridge aux Champs-Élysées ; le 4 contre la librairie Gibert-Jeune, place Saint-Michel ; le 5 contre la FNAC-sport au Forum des Halles. De plus, les revendications, étaient toujours les mêmes, les noms des trois terroristes dont le CSPPA réclame la libération étant cités selon une orthographe particulière.

Il s'agit de Georges Ibrahim Abdallah (alias Abdelkader Saadi), responsable des Fractions

armées révolutionnaires libanaises (FARL), arrêté en octobre 1984 et en attente de jugement ; d'Anis Naccache, chef du commando pro-khomeiniste, auteur d'un attentat manqué à Paris en juillet 1980 contre le dernier premier ministre du chah, M. Chapoutier Bakhtiar, et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité ; enfin, de Waroujan Garbidjian, chef du commando arménien de l'ASALA, auteur de l'attentat de juillet 1983 à l'aéroport d'Orly, condamné également à la réclusion criminelle à perpétuité.

En février, les enquêteurs avaient acquis la conviction que cette série d'attentats parisiens et ceux du 7 décembre 1985 contre les Galeries Lafayette et le Printemps avaient une origine commune. Leurs éléments : des cibles semblables - des lieux publics sans signification politique ; des explosifs destinés à blesser plutôt qu'à tuer ; avec, de plus, pour décembre, des indices matériels confortant l'origine proche ou moyen-orientale : un fragment du journal koweïtien *Al Quabas* trouvé sur les lieux de l'explosion et un éugin très particulier, mélange d'octogone et d'hexagone de type C4, déjà utilisé en décembre 1983 au Koweït, lors d'attentats pro-irakiens.

Une nouvelle pression

Enfin, l'on sait aujourd'hui qu'Anis Naccache est au cœur des tractations avec les gendarmes des otages français. Le principe

de son échange contre les quatre Français alors détenus au Liban avait été accepté par M. Mitterrand fin 1985, et une date avait été fixée : le 5 janvier. Avions, levée d'écrou, double grâce du terroriste (réduction de sa peine à vingt ans ; puis libération pour raisons médicales), tout était prévu. L'échange ne s'est pas fait, sans que l'on sache encore si la cause en est un raidissement des ravisseurs ou l'absence d'un des otages français. L'hypothèse selon laquelle Michel Seurat serait déjà mort à cette époque n'est en effet pas exclue par certains spécialistes du renseignement.

L'attentat de lundi serait donc une nouvelle pression, au lendemain des élections, le message s'adressant aussi bien à la majorité d'hier qu'à celle d'aujourd'hui, au président de la République qu'au futur premier ministre. Nul doute que, lors de leurs entretiens, passés ou prochains, MM. Mitterrand et Chirac abordent ce dossier délicat. D'autant plus que le président continue de suivre personnellement l'affaire des otages. La présence récemment de M. Pierre Mutin (*lire sa biographie ci-dessous*), un proche de M. Edgard Pisani, aux côtés de l'envoyé de M. Mitterrand à Damas, l'homme d'affaires Omar Adhami, signifie clairement que le président a confié ce dossier, entre autres collaborateurs, à l'ancien ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, devenu, fin 1985, son conseiller spécial.

EDWY PLENEL.

M. Mutin : un proche de M. Pisani

M. Pierre Mutin, qui a accompagné à Damas l'ambassadeur de M. Mitterrand, est officiellement conseiller technique au cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Mais ce n'est pas à ce titre qu'il est aujourd'hui l'un des protagonistes de l'affaire des otages. Ingénieur de formation, spécialiste des questions économiques, et notamment des problèmes de développement dans le tiers-monde, M. Mutin est d'abord un proche de M. Edgard Pisani, aujourd'hui conseiller spécial du président de la République.

Après un passage au cabinet de M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales, il a retrouvé dans le gouvernement de M. Pisani quand celui-ci prend en charge le dossier néo-calédonien. M. Mutin sera ainsi la cheville ouvrière du cabinet de M. Pisani, puis rejoindra le cabinet de M. Pierre Joxe pour prendre en charge la Nouvelle-Calédonie en décembre 1985, après la suppression du ministère créé un temps pour

accueillir M. Pisani à son retour de Nourmés. M. Mutin sera ainsi son premier voyage sur la terre libanaise, la visite de M. Joxe, en février dernier, et mettra la dernière main aux nombreux textes, décrets, et circulaires d'application des ordonnances Pisani.

Reste auprès de M. Pierre Joxe, malgré un léger désaccord sur le conflit opposant les indépendantistes du FLNKS au haut commissaire à Nourmés, M. Mutin était officiellement en vacances depuis une dizaine de jours. Sa mission actuelle n'est donc pas liée, précise-t-on de source autorisée, à ses responsabilités administratives Place Beauvau, mais à ses relations et compétences politiques. A l'évidence, la présence de ce pied-noir d'Algérie, âgé de quarante-six ans, homme de contact, accueillant et énable, au cœur des tractations pour la libération des otages français illustre le rôle nouveau de M. Edgard Pisani dans ce dossier.

JUSTICE

DANS LA MEUSE

Non-représentation d'enfant : une grand-mère incarcérée

Le tribunal de Verdun (Meuse) vient de condamner à un an de prison ferme avec arrestation immédiate, pour non-représentation d'enfant, la grand-mère maternelle d'Alexandra Chauvet, une petite fille âgée de deux ans et demi, dont la garde avait été confiée à son père.

Depuis deux ans, Alexandra Chauvet est l'objet d'un conflit entre son père, Jean-Luc, trente-quatre ans, et sa mère, Marylène, trentecinq ans, également, tous deux employés aux PTT et divorcés depuis 1984. La garde d'Alexandra, qui avait d'abord été confiée à sa mère, avait été ensuite attribuée, en mai 1985, par le tribunal de Verdun, à son père, après une plainte de ce dernier, estimant que son ancienne épouse l'empêchait d'exercer son droit de visite complet. Le tribunal de Verdun avait alors condamné Marylène à trois mois de prison, délai pendant lequel la grand-mère d'Alexandra, M^{me} Huguette Walster, cinquante-six ans, domiciliée à Stenay, près de Verdun, avait décidé d'élever l'enfant, en refusant de le rendre à son père.

M. Chauvet ayant à nouveau porté plainte pour non-représentation d'enfant, le tribunal de Verdun a condamné la grand-mère d'Alexandra à un an de prison ferme avec arrestation immédiate,

et M. Frédéric Walster, vingt-cinq ans, oncle d'Alexandra, à quatre mois de prison. L'avocat a fait appel de cette décision, tandis que M. Walster prenait le chemin de la maison d'arrêt de Metz.

● TOULOUSE : prison avec sursis pour un militant libertaire. - M. Christian Martre, trente-neuf ans, militant libertaire, poursuivi pour « rébellion » parce qu'il avait refusé de se soumettre aux formalités de l'identité judiciaire, a été condamné, mardi 18 mars, à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Toulouse. Le ministère public avait demandé six mois de la même peine et 3.000 francs d'amende.

M. Martre, gérant d'imprimerie à Toulouse, avait été interpellé le 16 avril 1985, dans le cours d'une enquête ouverte après la destruction par explosif d'un pylône de l'EDF à Colomiers (Haute-Garonne). Placé en garde à vue, M. Martre avait refusé de se laisser photographier. « J'ai alors été roué de coups », a-t-il assuré à l'audience. Les policiers ont reconnu qu'il y avait eu « coups-lance » et qu'ils avaient dû contraindre M. Martre à s'asseoir sur la chaise anthropométrique.

RELIGION

Le président du CRIF dénonce la création d'un carmel à Auschwitz

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a rendu public, le mardi 18 mars, la lettre qu'il avait adressée, le 13 mars, au nonce apostolique en France, Mgr Angelo Felici, au sujet de la création d'un carmel à Auschwitz. La fondation de ce couvent et la collecte de fonds organisée pour sa construction par l'organisation Eglises en détresse avaient provoqué des réactions négatives de la part d'organisations juives, tandis que le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, s'était déclaré « déconcerté ». Le cardinal Franciszek Macharski, archevêque de Cracovie, avait, au contraire, approuvé cette installation (le *Monde* des 12 décembre 1985 et 22 février dernier).

Dans sa lettre au nonce, M. Klein écrit : « Quelle que soit l'intention

qui a conduit à cette initiative et quels que soient les sentiments qui animent celles qui se voient, ainsi, à la prière et, peut-être, à la repentance, notre devoir est d'attirer votre haute attention sur le très profond malaise ressenti par notre communauté.

● Auschwitz est devenu le haut lieu de la Shoah.

● D'autres, nous le savons, ont souffert, ont été meurtris et assassinés par le nazisme, mais c'est le martyre incommensurable des juifs qui a marqué ce lieu du signe de l'indicible souffrance d'hommes, de femmes et d'enfants, abandonnés par l'humanité à la technologie de la mort industrielle.

● Rien ne peut effacer le fait que c'est eux qui sont morts là-bas, parce qu'ils étaient juifs et - parce qu'ils l'étaient - dans l'indifférence

des gouvernements et des hiérarchies religieuses.

● Aujourd'hui, ils ont droit à ce silence dont ils ont profondément souffert alors qu'un cri pouvait peut-être les sauver, sûrement leur faire sentir que, dans leur marche inexorable et hallucinante vers la mort, ils n'étaient pas seuls. Que quelqu'un se souciait d'eux.

● Il est trop tard, Excellence, pour le repentir sur les lieux du crime. Le ciel alors était vide, il doit le rester.

● Que chacun vienne prier ou méditer selon sa croyance, selon son rite, selon son cœur, selon sa conscience, sur cette terre gorgée de vies perdues.

● Ne laissez pas jeter une ombre, fût-elle celle de la Croix, sur le champ immense de notre insupportable douleur.

DÉCÈS DE LA PREMIÈRE FEMME PASTEUR DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

Elisabeth Schmidt, première femme pasteur de l'Eglise réformée de France (ERF), est décédée le 14 mars dernier à Castres, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

C'est en 1949 que le synode national de l'ERF lui avait donné l'autorisation d'être ordonnée, à titre exceptionnel et à condition qu'elle reste célibataire. Aujourd'hui, l'ERF compte une trentaine de femmes pasteurs dont certaines sont mariées.

Dans un communiqué, l'ERF rend hommage à Elisabeth Schmidt pour « la part qu'elle a prise » dans cette évolution et salue l'action qu'elle avait menée au camp de concentration de Gurs, pendant la seconde guerre mondiale, puis à Sète et à Bida (Algérie), de 1958 à 1963, enfin à Nancy.

SPORTS

FOOTBALL

LES HUITIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

Le Racing-Club de Paris et Tours ont causé les surprises des huitièmes de finale de la Coupe de France de football en éliminant, mardi 18 mars, deux équipes de première division, Laval et Strasbourg.

LES RÉSULTATS

*Auxerre b. Brest 1-0 (4-2)
*Paris-SG b. Mulhouse 2-1 (1-0)
*Bordeaux b. Chamois 5-0 (0-0)
*Lens b. Limoges 4-1 (4-3)
*Reims b. Rouen 2-0 (1-1)
*Tours b. Strasbourg 3-0 (0-0)
*RC Paris b. Laval 3-0 (0-1)
*Bleu d. Marseille 1-1 (0-3)

Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller. Les quarts de finale seront joués le 29 mars et le 1^{er} avril.

NOUVELLES BRÈVES

● BASKET-BALL : Coupe des coupes. - Barcelone a remporté la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant en finale l'équipe italienne de Pesaro (101 à 86), mardi 18 mars, à Caserte.

● PATINAGE ARTISTIQUE : Championnats du monde. - Les Soviétiques Ekaterina Gordeeva (quatorze ans) et Sergueï Grinkov (dix-neuf ans) sont devenus champions du monde en couple en devançant, mardi 18 mars à Genève, leurs compatriotes Elena Valova et Oleg Valishev, champions sortants, et les Canadiens Cynthia Coull et Mark Roman.

● SKI ALPIN : Coupe du monde. - Le Suédois Ingemar Stenmark a gagné, mardi 18 mars, le slalom géant de Lake Placid devant l'Autrichien Hubert Strolz, l'Italien Robert Ehrlicher et le Français

SCIENCES

LE DIX-SEPTIÈME TIR D'ARIANE

Nouveau tir d'Ariane (version Ariane-3) dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 mars, à 0 h 34 (heure de la métropole) ; il s'agit de placer sur une orbite géostationnaire deux satellites de télécommunications, Brasilsat-S2 pour les PTT du Brésil et Gstar-II pour la firme américaine GTE Spacecraft, deux fidèles clients du lanceur européen. C'est la routine en quelque sorte, au détail près que le tir est l'occasion d'inaugurer le nouvel ensemble de lanceurs ELA-2 construit à Kourou (le *Monde* du 15 mai 1985). Plus moderne que le pas de tir utilisé jusqu'à présent, qui avait été conçu dès la fin des années 60 à l'intention des lanceurs Europa, ELA-2 va permettre à la société Arianeespace d'augmenter la cadence des lancements puisqu'il pourra commencer la préparation d'un lanceur sans attendre le départ de son prédécesseur. ELA-2 permettra aussi, en août prochain, de mettre en service la version Ariane-4 du lanceur, dont les dimensions accrues ne sont pas compatibles avec celles de l'ancien pas de tir.

Christian Gaidet, L'Autrichienne Roswitha Steiner s'est adjugé la Coupe du monde de slalom en gagnant celui de Waterville-Valley, dans lequel des Françaises Malgorzata Tialka-Mogore, Perrine Pelen et Dorota Tialka-Mogore se sont distinguées en prenant respectivement les deuxième, cinquième et huitième places.

● TENNIS : Masters féminin. - L'Américaine Martina Navratilova, l'Allemande de l'Ouest Claudio Kohde-Kilsch et la Tchèque Olga Moravská se sont qualifiées, mardi 18 mars à New-York, pour les quarts de finale du masters féminin, doté de 500 000 dollars, en battant respectivement l'Américaine Terry Phelps (6-1, 6-1), l'Australienne Wendy Turnbull (7-6, 6-4) et l'Américaine Zina Garrison (2-6, 6-3, 6-2).

RSCG Technologies



Merci de vous être battus depuis des années pour la qualité. Les prix. Et le service après-vente.

Merci d'avoir fait comprendre que le meilleur matériel n'est rien sans un grand service.

Merci d'avoir élevé le Saint-Bernard, l'emblème de notre société, au rang de star nationale. Notre nom est moins connu que le vôtre, mais savez-vous que :

Locamesure est le 1^{er} loueur européen de matériels d'instrumentation et d'analyse.

Locamesure est leader en location d'équipements d'informatique industrielle. Digital, Hewlett Packard, IBM, vous connaissez ?

Locamesure a "l'instinct du service". Plus de 1.500 matériels au choix. Livraison en 24 h. Partout en France.

Nos clients sont différents. Les nôtres sont des "pros" de l'électronique, de la production, de la gestion industrielle et de la maintenance.

Il n'empêche. Nous avons trois points communs : l'électronique, le service... et notre passion pour les Saint-Bernard !

Une fois encore, merci Darty. Merci pour le coup de patte. Et... loué soit Locamesure !



LOCA MESURE

Le numéro 1 en Europe de la location d'équipements électroniques et informatiques

Tél : (1) 46.87.33.38.

مكزا من الأصل

هكذا من الأصل

TRANSPORTS

UNE NOUVELLE GARE A PARIS

Les terrassements de Saint-Michel

Dans vingt mois, Paris aura une nouvelle gare. De jolies villas de Seine-Saint-Denis, des Yvelines ou de l'Essonne seront soudain à une demi-heure de Notre-Dame, du Palais de Justice et du quartier Latin. La gare Saint-Michel, puisqu'il s'agit d'elle, se situera à l'aplomb d'un nœud ferroviaire existant depuis près de dix ans : le croisement des lignes C et B du RER. L'une, Versailles-Docteur, passe juste sous le quai Saint-Michel, l'autre, Roissy-Saint-Rémy, la croise trente mètres plus bas, sous la Seine.

La nouvelle station mettra en correspondance ces deux axes, nouant ainsi la dernière maille du réseau urbain le plus complet et le plus étendu du monde. Les trois lignes du RER, qui seront complétées demain par la branche Ermont-Invalides (Le Monde du 25 décembre 1985), desservent les sept départements de l'Ile-de-France, ses villes nouvelles et ses aéroports. Se trouvant au centre de la toile d'araignée, équivalent rive gauche de la station Châtelet-Les Halles, Saint-Michel sera fréquenté par 75 000 voyageurs par jour : 50 000 emprunteront de ligne, 25 000 emprunteront les accès : l'un sur le quai Saint-Michel, l'autre sur le boulevard Saint-

Germain. On estime aussi que 70 000 personnes du quartier seront les clients naturels de la station : 30 000 résidents et 40 000 employés.

L'île de la Cité et le quartier Latin, déjà fort animés, vont donc connaître un regain d'activité et un nouvel afflux de visiteurs.

Les commerçants se frottent les mains, mais les habitants, eux, sont beaucoup moins enchantés. Il y a plus de dix ans que leur secteur est la proie des chantiers. D'abord celui de la jonction Anvers-Invalides, puis celui de la jonction Luxembourg-Châtelet, maintenant celui de la gare de correspondance...

Sous le lit

Cette mauvaise humeur n'a pas facilité la tâche de Claude Selosse, quarante-sept ans, l'ingénieur de la RATP qui est responsable des travaux. Dans ce quartier sensible, encombré et très touristique, où planer les indispensables baraquements de chantier, comment élever 40 000 mètres cubes de terre qu'on extrait des tréfonds ? Faute de place, il a fallu planter dans le lit même de la Seine une plate-forme de 400 m² et lui adjoindre un véritable port.

Forer les couloirs et les salles de correspondance représentait un véritable défi. On est en plein dans la nappe phréatique, et le sol est si meuble qu'il faut soit le congeler, soit le solidifier par des injections

Les deux axes principaux du RER seront bientôt mis en correspondance au prix d'un des chantiers les plus délicats de la capitale

avant de songer à l'attaquer. Partout, le plafond menace de vous tomber sur la tête. Ici, on travaille sous la Seine, au pied des piles du Petit Pont, plus loin, sous de vieux immeubles, et ailleurs au-dessous des rails de la ligne C. On imagine les précautions nécessaires pour ajouter un nouveau chapitre à la conquête du Paris souterrain. Certains jours, on stoppait tout pour « laisser reposer le terrain ».

Contrainte supplémentaire, il n'était pas question de porter la pioche dans ce terrain historique sans consulter les archéologues : la RATP a dépensé 2 millions de francs pour leur permettre de fouil-

ler avant elle. Ils ont découvert une voie romaine, un morceau du formidable rempart gallo-romain qui défendait l'île de la Cité et deux rues médiévales superposées. Celles-ci n'étaient que, contrairement à ce

que l'on pensait, ce coin de la rive gauche n'a jamais cessé d'être habité, même après les grandes invasions.

Quand il n'est question de construire un accès sur le boulevard Saint-Michel et un ascenseur pour les handicapés quai Saint-Michel, les associations du quartier, déjà en alerte, ont dit carrément non. « Assez de cohue, assez de sautes », Elles ont même travaillé la RATP devant les tribunaux pour stopper les travaux. M. Selosse a donc été contraint d'utiliser les boches du métro Cluny, désaffectées depuis 1939, et de les atteindre par

un couloir souterrain de 125 mètres qui n'était pas prévu.

Station pour la marche

Ces difficultés de tous ordres ont fait du chantier de la gare Saint-Michel l'un des plus délicats et des plus coûteux de la capitale. Conséquence : un an de retard et une facture qui dépasse les 400 millions de francs. Elle doit être payée à 40 % par la RATP (qui emprunte), à 30 % par l'Etat et à 30 % par la région Ile-de-France. Celle-ci, épuisée, rendelle et demande des économies. Une demi-douzaine de puissants escaliers mécaniques étaient prévus pour aérer les 30 mètres de dénivelés entre la surface et la gare de la plus profonde, celle de la ligne Roissy-Saint-Rémy... On en a sabré la moitié. Les voyageurs descendront à pied, voilà tout. Ils marcheront aussi au long des couloirs puisque il a fallu sacrifier l'un des deux trottoirs reliant les 106 mètres qui desservira la sortie Cluny-Saint-Germain.

Plus grave est l'abandon de la sortie débouchant devant Notre-Dame. C'était celle des touristes qui, arrivant par le RER, auraient pu laisser sur quelque parking extérieur leurs

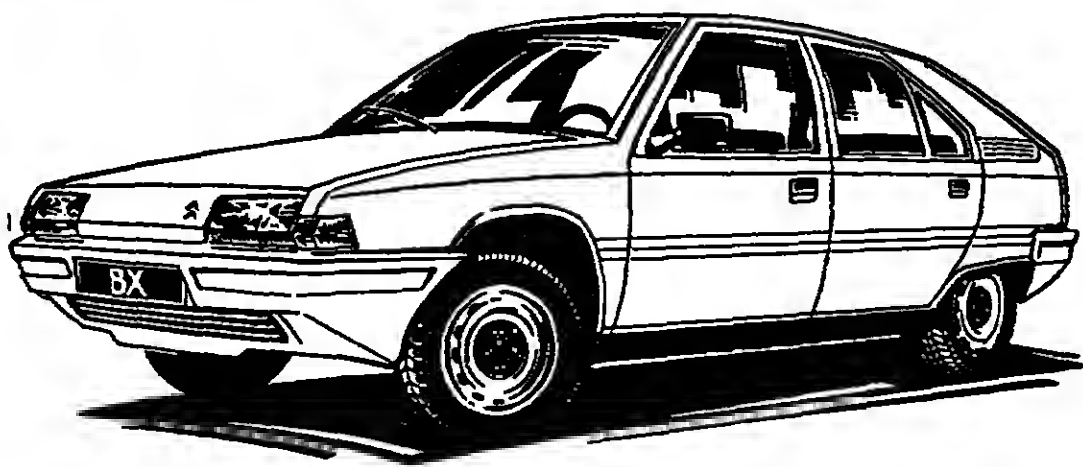
voitures et surtout leurs cars, si encombrants. Avec ses quais trop étroits, sa salle de correspondance qui verra défiler cinquante mille personnes par jour sur 220 mètres carrés seulement, la gare Saint-Michel paraît d'ores et déjà bien saturée. « On nous fait faire une gare au rabais », bougonnent les ingénieurs.

Tel n'est pas l'avis du peintre Claude Marchal, qui est chargé de décorer la station. 600 mètres carrés de mosaïques partiellement fabriquées à Venise et montées à l'avance dans un atelier spécialement construit vont tenter d'en cacher les petites misères. Dans le couloir des marches forcées, l'artiste veut « dédramatiser les voyageurs et dynamiser leur métabolisme » grâce à une « chambre des lumières » blanche et jaune. Des images de nature, d'eaux vives et de soleil essaieront de faire respirer l'étouffante salle de correspondance. A défaut d'être pratique, la gare Saint-Michel sera au moins, comme le veut la mode, un nouvel événement culturel. Quartier Latin oblige...

MARC AMBROISE-RENDU.

du 18 au 31 mars

VOTRE BX POUR 1000F./MOIS*



Exemple de financement : location avec option d'achat pour une BX 62 500 F TTC. Tarif de Décembre 85.
Dépôt de garantie : 15 % soit 9 375 F { éventuellement valeur de reprise de votre ancienne voiture
1^{er} loyer : 15 % soit 9 375 F { (en partie ou en totalité).
59 loyers de 1000 F par mois soit 33 F par jour.
Valeur résiduelle : 20 % soit 12 500 F.
Coût total de l'opération : 80 875 F (hors assurance).

Ce mode de financement est applicable à tous les modèles de la gamme BX. Renseignez-vous en téléphonant gratuitement au 05.05.24.24

* Sous réserve d'acceptation du dossier par CLV. SOVAC.

CITROËN - TOTAL



LE MONDE diplomatique

MARS 1986

DOSSIER

LE FAUX DÉBAT SUR LA DÉRÈGLEMENTATION

A entendre certains politiciens en France, la déréglementation semble être la panacée économique. Dans un dossier de sept pages nourri d'exemples étrangers, le Monde diplomatique montre que les privatisations systématiques ne guérissent pas toujours les maux qu'elles prétendent combattre.

GRANDE-BRETAGNE

LES DÉBOIRES DE M^{rs} THATCHER

La politique néolibérale du gouvernement conservateur n'a pas produit les miracles escomptés. Au contraire, le nombre de chômeurs a doublé, la balance commerciale est déficitaire, les dépenses publiques ont augmenté et le taux de croissance du pays reste plus faible que celui des autres pays européens.

STRATÉGIE

LA NOUVELLE DOCTRINE D'INTERVENTION AMÉRICAINE

Pourquoi dans les conflits dits « de faible intensité », c'est-à-dire très localisés, l'Amérique n'hésite plus aujourd'hui à intervenir puissamment.

EDITORIAL AU-DELA DES URNES

Par Claude Julien

Ce qu'on oublie de dire dans le débat électoral au sujet de l'économie ou de la défense.

PÉTROLE

CHOC A REBOURS DANS LES « PÉTROMONARCHIES »

La chute conjuguée des cours de l'or noir et du dollar entraîne un marasme inconnu dans les pays du Golfe, des faillites retentissantes et des risques de chômage pour les 5 millions d'immigrés qui y vivent.

ÉCONOMIE

SEUIL D'URGENCE DANS LA CRISE DE L'ENDETTEMENT

Le secrétaire américain au Trésor a proposé d'alléger la dette de quinze pays du tiers-monde. Mais les banques sont réticentes.

FRANCE

CE MARKETING QUE L'ON DIT POLITIQUE

Comment les techniques modernes de communication bissent le débat politique et réduisent l'électeur au silence.

En vente chez tous les marchands de journaux.

Théâtre

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Gioacchino Rossini

LE PRINCE D'ORNEMENTATION



« Ma musique n'est pas encore faite : on y travaille » avait dit un jour Rossini, longtemps après qu'il eut cessé d'écrire des opéras, et il ajoutait avec la même ironie : « Mais ce n'est que le jour où il ne restera plus rien de moi qu'elle aura acquiescé à sa valeur ». Le regard d'interdit qui se manifeste depuis une dizaine d'années - et cette saison plus particulièrement à Paris - n'est-il pas un signe que ce jour est venu, ou, plutôt, déposé ?

Pendant plus d'un siècle, Rossini a eu la chance au point de trouble d'être l'immortel auteur du *Barbier de Séville*. On le savait capable de plus de sérieux et de profondeur, car on jouait régulièrement son ultime œuvre, *Guillaume Tell* (créé à l'Opéra de Paris en 1829), mais on préférait le *Barbier* et l'on ne se souciait guère d'aller voir ce que valaient la trentaine d'opéras sortis de sa plume entre 1810 et 1829. Cette indifférence à l'égard de l'ensemble de l'œuvre d'un compositeur pourtant illustre peut sembler étrange aujourd'hui que l'on connaît la valeur de tout ce qu'on dédaignait ainsi, mais il faut se rappeler que la vie musicale obéit à des lois capricieuses qui font les délices des historiens et le désespoir des esthètes.

Déformés dans notre vision de Rossini par la légende du compositeur heureux et indolent, nous avons peine à imaginer que l'action qu'il exerça sur le théâtre lyrique italien pourrait se comparer, pour sa vigueur un peu despotique, à celle d'un Beethoven dans le domaine de la musique instrumentale à la même époque. La distance qui sépare Ros-

sini de ses prédécesseurs, Cimarosa et Paisiello, apparaît infiniment plus grande que celle que ses successeurs, Bellini, Donizetti et le jeune Verdi, ont mise entre eux et lui. En comparaison des uns et des autres, l'art de Rossini se révèle infiniment plus riche et complexe. Ce n'est pas sans raison que ses compatriotes, impressionnés par l'importance qu'il accordait aux accompagnements et les audaces de son harmonie ou de ses modulations, l'avaient surnommé « il Tedesco » (« le Teuton »). Sous une apparence joviale et débouaillonnée, il cachait certainement une volonté bien arrêtée et savait obtenir de ses interprètes des processus assez inhabituels quoique toujours favorables à l'expression de leur talent.

En effet, si la musique de Rossini n'est jamais ingrate, elle s'avère singulièrement exigeante. De là son succès éclatant en son temps, lié à celui des chanteurs, puis son oubli progressif au fur et à mesure que disparaissaient ceux qui étaient capables d'en maîtriser les difficultés. Rossini vécut assez pour assister au déclin de l'art du chant qui avait brillé d'un ultime éclat dans ses œuvres, car s'il cessa d'écrire pour le théâtre en 1829, après *Guillaume Tell*, il mourut seulement en 1868, universellement admiré et généralement trahi par ses interprètes : « C'est très beau ce que vous me chantez là, mais de qui est-ce ? », demandait-il un jour à la Patti, venue solliciter l'approbation de l'auteur...

Ce qui caractérise le style vocal des opéras de Rossini, c'est l'abondance, la luxuriance de l'ornementation ; on pourrait oser une comparaison avec le baroque rococo des églises d'Allemagne du Sud. Per-

sonne après lui n'osera demander une telle agilité du gosier et, foute d'aisance pour donner un semblant de naturel à ces artifices raffinés, le style de Rossini parut bientôt inutilement chargé et incompatible avec la vérité dramatique. On fit une exception pour ses œuvres comiques, car la vocalise, assimilée à l'éclat de rire ou à l'expression de la joie, sem-

blait mieux en situation que dans les drames. On en vint même à traiter ces coloratures comme des plaisanteries. L'époque n'est pas si lointaine où, dans les représentations du *Barbier de Séville*, les acteurs montraient des signes d'impatience à la grande joie du public, tandis que l'un d'eux, en massacrant d'interminables vocalises, avait l'air navré d'un mauvais élève obligé de réclamer sa leçon.

Rossini n'est plus seulement l'auteur du *Barbier de Séville*. On redécouvre l'ensemble de ses œuvres. On reconnaît chez le maître du bel canto l'art de la fioriture, et aussi son enjeu dramatique.

blait mieux en situation que dans les drames. On en vint même à traiter ces coloratures comme des plaisanteries. L'époque n'est pas si lointaine où, dans les représentations du *Barbier de Séville*, les acteurs montraient des signes d'impatience à la grande joie du public, tandis que l'un d'eux, en massacrant d'interminables vocalises, avait l'air navré d'un mauvais élève obligé de réclamer sa leçon.

d'ornement librement une ligne mélodique réduite, sur le papier, à sa plus simple expression. Les castrats, par exemple, passaient plusieurs années à étudier exclusivement une série d'ornements raffinés dont ils émaillaient ensuite leur chant et qui leur valaient l'admiration des connaisseurs.

Le principe de l'ornementation, qui s'étendait à la musique instrumentale, veut qu'on exécute d'abord ce qui est écrit puis, lorsqu'une phrase, une période ou toute une partie d'un air est reprise, qu'on l'agrément avec goût, en respectant le caractère général, étant entendu qu'un virtuose inspiré pourra toujours dépasser sans dommage la mesure ordinaire ; peu avant la fin, un point d'orgue laisse le chanteur entièrement responsable de la chute,

bonne ou mauvaise, de l'air ; c'est ce qu'on appelle, à proprement parler, la cadence.

Dans les partitions antérieures au dix-neuvième siècle, il est assez rare de voir écrites ces reprises variées ou ces cadences qui appartenaient à la tradition orale.

Dans son livre *La Musique ancienne* (1909), Wanda Landowska s'était amusée à jeter un trouble fécond chez les puristes qui croyaient au respect de la lettre, en mettant face à face l'édition gravée par Bach du mouvement lent de son *Concerto italien*, où les ornements sont notés dans leurs moindres détails, et la même page, ou plutôt son squelette, telle que le compositeur l'aurait publiée en Italie. Cela donne une idée de ce qu'on devrait faire pour rendre leur vraie vie à tant de compositions italiennes de cette époque.

Il est vraisemblable que la partition des airs ou des concertos de Mozart ne constitue, en certains endroits, qu'un canevas.

Vingt ans après Mozart, Beethoven fixa lui-même les cadences de son concerto pour violon ou du concerto « l'Empereur » ; dans sa *Cinquième Symphonie*, il notera une brève cadence de haubois. Il eût été sans renoncer pour autant à l'effet de la cadence, maître de bornes à une tradition qui n'était sans doute plus assez vivante, au début du dix-neuvième siècle, pour s'élever au-dessus de la routine. Rien n'est pire en effet qu'une ornementation ou une improvisation creuse.

C'est précisément à cette époque que Rossini, pour les mêmes raisons, s'applique à écrire très précisément tous les ornements qu'il souhaite voir exécuter. Constatant que les chanteurs ne savent plus nourrir leur interprétation par des embellissements convenables, il va se réserver toute la tâche d'invention et exiger seulement une exécution fidèle.

Il est vraisemblable que l'imagination de Rossini en ce domaine ait dépassé ce qu'auraient pu concevoir les chanteurs les plus inspirés de la période précédente et qu'il porta ainsi le bel canto à un ultime sommet : d'autant qu'il étendit aux duos, trios et même aux ensembles les raffinements réservés jusqu'alors, par leur complexité, aux seules arias. Seul un compositeur peut maîtriser une telle profusion de fior-

tures et obtenir un miraculeux équilibre là où il ne pourrait y avoir qu'une confusion atroce.

Appliquant ce principe à l'orchestre, Rossini tire un parti fructueux de la virtuosité instrumentale qu'il fait briller dans les ouvertures mais également dans les airs et les ensembles. Le mépris qui pèse encore sur la virtuosité ne doit pas faire oublier qu'en plaçant l'interprète dans une situation critique, aux deux sens du terme, elle porte l'enjeu dramatique dans la musique elle-même. Ce n'est pas si négligeable à l'opéra, malgré les artifices de la mise en scène. Ainsi une vocalise bien conduite peut-elle se révéler plus émouvante, musicalement parlant, qu'un récit tragique soutenu par les trémolos de l'orchestre.

Tandis que les progrès de la facture des instruments à vent accompagnaient à cette époque l'essor d'un développement de la virtuosité des exécutants qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, celle des chanteurs n'a cessé de s'atrophier, rendant de plus en plus problématique l'exécution fructueuse des partitions de Rossini et chimérique l'espoir d'y briller. Comme le public d'opéra ne s'intéresse à des ouvrages de ce genre que dans la mesure où ils servent de prétexte à des prestations sortant de l'ordinaire, on ne s'étonnera pas qu'ils aient été rapidement délaissés.

A présent que, sans avoir encore retrouvé l'art de l'ornementation libre (qui reste l'apanage des spécialistes de la musique ancienne), il existe de plus en plus de chanteurs capables de tirer un parti avantageux des pages qu'a conçues l'imagination débordante de Rossini, le public à son tour s'intéresse à un répertoire oublié. A l'occasion, on prend conscience de la grande diversité de ces partitions, de l'opéra bouffe au drame lyrique en passant par l'opéra de demi-caractère, le grand opéra historique, etc. On remarque aussi la qualité de l'orchestration, d'une nouveauté et d'une puissance (dans la force comme dans la douceur) qu'on ne soupçonnerait pas. Rossini était un très grand musicien qu'on a pris pour un amuseur ; il est vrai que lui-même s'est consciencieusement divertit à donner le change pendant les longues années de sa retraite breussienne.

GÉRARD CONDÉ.

Théâtre des Champs-Élysées

LE GRAND LIFTING

Le Théâtre des Champs-Élysées, qui a soixante-treize ans, un riche passé, des souvenirs à la pelle mais des rides en forme de lézardes, va être fermé en juillet pour travaux. Il renaitra, à la fin de 1987, prêt à toutes les aventures.

Le Théâtre des Champs-Élysées, avenue Montaigne, va être entièrement rénové. Les travaux, qui commenceront en juillet 1986, se poursuivront durant toute la saison 1986-1987 : la grande salle devant rouvrir en septembre de l'an prochain. M. Robert Lion, président de la Caisse des dépôts et consignations, organisme propriétaire à 80 % du théâtre depuis 1970, a précisé que la coiffe globale des travaux doit s'élever à 95 millions de francs. La Caisse y contribuera sur ses fonds propres pour 70 millions, le solde, soit 25 millions, étant pris en charge par le ministère de la culture au titre de la sauvegarde des monuments historiques. Le complexe de l'avenue Montaigne, qui comprend, outre le grand théâtre, la Comédie et le Studio des Champs-Élysées (ils seront restaurés ultérieurement), est en effet classé depuis 1957. C'était d'ailleurs la première œuvre du vingtième siècle à bénéficier de cette protection.

L'ensemble des Champs-Élysées a été édifié entre 1911 et 1913 à l'emplacement de l'hôtel de Lillier, où avaient résidé le roi George V de Hanovre et sa fille. Il est né de la volonté commune de l'entrepreneur de spectacles Gabriel Astruc, premier directeur

du « complexe », et du financier et mécène Gabriel Thomas. Les deux hommes en avaient confié la réalisation aux frères Perret, qui expérimentèrent, pour la première fois dans un bâtiment public, la technique du béton armé. C'est à Bourdelle que furent demandées les bas-reliefs extérieurs. Des peintures, fresques ou sculptures du même artiste, de Labasse ou de Maurice Denis, ont décoré la grande salle, et Vuillard et Roussel la salle de la Comédie. Toutes les œuvres du théâtre seront bien sûr restaurées, de même que seront reconstitués les luminaires de Lalique.

Tous les apports et toutes les innovations techniques doivent s'intégrer, invisibles, dans le monument. La rénovation est ambitieuse. L'ensemble des équi-

pements techniques sera repensé de manière à améliorer les conditions d'exploitation : création d'une régie images et son pour la production de programmes de télévision, et plus généralement la réalisation de produits audiovisuels, création d'un plateau multifonctions qui permettra l'alternance rapide de l'opéra, de la danse et des concerts. Côté coulisses, de nombreuses transformations et améliorations sont prévues : de nouveaux foyers pour les musiciens et les techniciens, trois nouvelles salles de répétition, des loges supplémentaires, etc.

L'opération, en 1987, M. Georges-François Hirsch, actuel directeur de la Société d'exploitation du théâtre, reprendra possession des murs, il aura alors à assurer la programmation

d'un outil remarquable. D'autant plus qu'aucun problème d'acoustique ne sera à redouter, comme souvent dans les constructions neuves ou celles dont la rénovation modifie la salle. Il s'agit, ici, d'améliorer un théâtre qui, dès son ouverture, n'était inscrit dans l'ordre du parfait.

Pour retracer les soixante-treize premières années des Champs-Élysées (soit à peu près la cycle de la comète de Halley), une exposition photographique a été installée dans le hall d'accueil. Comme un clin d'œil au premier ensemble imaginé par Perret : l'espace de l'actuel Studio était en effet consacré à une galerie transformée en 1923 suivant les directives de Jouve... Jouve, Pitoëff, Brasseur, quelques-uns des noms qui ont fait l'histoire du Studio ou de la Comédie. Au Théâtre, de la Revue nègre aux concerts symphoniques, des Pink Floyd à Jessye Norman, les programmes ont toujours été très variés. On les retrouve tout au long de cette évocation qui doit rester en place jusqu'à la fermeture de la salle, et fera sans doute un livre pour la réouverture.

F. E.
★ Histoire du Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris.

ACTUELLEMENT
JOHNNY HALLYDAY
FANNY ARDANT
GUY MARCHAND
DE CONSEIL
FAMILLE
FILM DE COSTA-GAVRAS

مكتبة من الأصل

SCULPTURES ET MINIATURES

ELYSEE LINCOLN - FORUM - MARYVAUX - SAINT-ANDRE-DES-ARTS
 PARNASSIENS - CONVENTION-SAINT-CHARLES - ROXANE A VERSAILLES
 VARENNE A LA VARENNE

LACROIX Films présente
 ROLAND GREGAL GUY MARCHAND MARIE-CHRISTINE BARRAUD JEAN-MARC THIAULE

VAUDEVILLE

Le film de JEAN MARCEUF

PRIMÉ PAR LA FONDATION AUSTRIENNE DES ARTS

"Conseil de famille"

UN PIÈGE POUR COSTA-GAVRAS

UNE famille bien unie. Après un « accident de travail » (dans un cas de prison), le père et son copain Faucon, percuteurs de coffres-forts, rentrent à la maison. La mère est ravie. Les enfants aussi. Les hommes reprennent leur boulot. Ça marche fort. Quand ils reviennent d'un « chantier », on leur sert une bonne gratinée. Entre deux gratinées, la mère boit un coup et joue du violoncelle, elle s'ennuie un peu. Nous aussi.

Les enfants sont mignons. Ils ont tout compris de l'origine des rêves paternels, ils parlent comme des grands. « Piqueur des trucs, c'est jouissif », dit la petite fille. Le petit garçon aussi veut être voleur, comme papa. Il le devient. Puis, en grandissant, il change de vocation, il veut être ébéniste. Juste au moment où la mafia américaine, séduite par leurs méthodes douces et leurs succès fréquents, s'intéresse à ces artisans de la chignole, ces petits-bourgeois de la cambriole.

Si l'on excepte la fin, morale, tristement morale, on peut apprécier ce que le postulat de dédicace. N'est-ce pas une charmante allégorie : la tendresse protégeant le crime ? On imagine tout le parti doux-amer, figurais, qu'aurait pu en tirer un Monicelli, un Scors, un Italien quoi. Oui, mais voilà.

Constantin Costa-Gavras est un cinéaste imperturbable. Il a choisi son camp depuis longtemps. Lui, il est du côté des bons. De l'autre côté, il y a les méchants. Les méchants, ce sont les colonels grecs (Z), les collaborateurs français (Section spéciale), les dictateurs chiliens (Missing), les extrémistes - moyen-orientaux (Hanna K) - sans oublier les bureaucrates staliniens (L'Aveu). Incontestable, mon cher London.

Avec une sincérité parfois inspirée, Costa-Gavras plaide. Pour les bons, bien entendu. Contre les méchants. Et même lorsqu'ils

démontrent au lieu de montrer, même lorsqu'ils fouillent un dossier au lieu de raconter une histoire, les films de Costa-Gavras sont acquiescents au bénéfice de la générosité qu'ils diffusent, de la recherche honnête d'une vérité historique qu'ils recroient. Oui, mais voilà.

Conseil de famille aura plus de mal à trouver des défenseurs.

Le chef de famille est percuteur de coffres-forts. La mère traverse l'histoire un verre à la main. Les enfants aiment bien leur papa. La mafia s'intéresse à ses méthodes douces. Costa-Gavras abandonne les grands thèmes généraux pour la comédie burlesque. Johnny Hallyday est le chef de famille.

Costa-Gavras, sympa, s'est sûrement embarqué dans l'aventure avec une bonne humeur aon feinte, mais de là à la faire partager ! Car Conseil de famille est une comédie. Enfin ! n'exagérons rien ! Saisi au dernier moment d'une pudeur légitime devant ce terme primaires, le metteur en scène lui a préféré celui, plus vague, de divertissement. Oui, mais voilà.

Verrait-on Sylvester Stallone dans le rôle de l'abbé Pierre ? Ou

Valérie Kaprisky dans celui de Mère Teresa ? Cela s'appelle des contre-emplois. Et Costa-Gavras, le bon, le vertueux Costa-Gavras, est tombé dans ce piège-là. Pour quel usage ? Il choisit, l'imprudent, d'adopter ce ramasse de Francis Ryck où il n'y a ni bons ni méchants ! C'était trop dur pour lui, qui a de leçons de mani-chisme à recevoir de personne.

Pour se rattraper aux branches de la fantaisie, le voilà qui exhale une bouffée de burlesque. Interviennent alors, au cours d'une cascade, deux ministres bulgares en pyjama. C'est navrant. Ou bien il s'offre une dose de bizarrerie. Apparaît alors dans la chambre d'un manoir un centenaire gâteau, qui tâte le sein d'une jeune nourrice. C'est dégoûtant. Ainsi, durant deux longues heures, avec quelques éclaircies rafraîchissantes dues la plupart du temps aux enfants - ces exquis bandits - le film s'essouffle, piétine, cale. Et cela malgré l'extrême bonne volonté de Johnny Hallyday. Attentif, docile, très maigre. Avec une tête intéressante.

Il ne ressemble pas du tout à un percuteur de coffres-forts. Mais il faut avouer que ce jugement est superficiel et gratuit, la comparaison avec un vrai percuteur de coffre-fort étant pas à la portée de tout le monde. Pour être juste, il faudrait plutôt dire que le personnage de percuteur de coffre-fort attribué à Johnny Hallyday ne ressemble pas à grand-chose. Le rôle de la maman est revenu à Fanny Ardant. Elle paraît ca visiter : « Ne faites pas attention à moi, je ne fais que passer. » On ne la contraindrait pas.

En revanche, le copain Faucon, Guy Marchand, est très bien. Il est toujours bien. Et très velu, comme le fait remarquer la petite fille. Elle-même épatante. Ainsi que son frère. Oui, mais voilà...

DANIELE HEYMANN.

JOHNNY A CONTRE-EMPLOI

QUAND il était adolescent, le rêve de Johnny Hallyday, c'était le rock and roll, le cinéma et l'Amérique. La musique à vite défilé. La ciné, une manière de passer d'un film à l'autre, de l'âge de onze ans : dans les Diaboliques, d'Henri-Georges Clouzot, on le voit une seconde et demie de dos, en train de se laver les dents. Plus tard, il y eut les Parisiennes, où il interprétait un sketch avec Catherine Deneuve et chantait Astérix la nuit, puis un western taureau en Camargue. D'au vers-tu, Johnny ? un autre à la mode spaghetti, le Spécialiste, un policier. A tout casser, et deux ou trois autres navets qui l'ont dégoûté du cinéma pendant dix ans.

Détective, tourné il y a un an, a tout changé. Selon Hallyday : « Ma retrouver dans un film de Gauder, ce m'a déculpabilisé vis-à-vis d'une partie de l'opinion. J'ai eu du bonheur avec Gauder. Quand tu joues, m'a-t-il expliqué, fais comme quand tu chantes. Tu es dans un opéra, tu es quelqu'un de solitaire, même s'il y a plein de gens autour de toi, personne ne te comprend, personne n'arrive à t'attraper. »

Avant le tournage de Détective, j'étais ennuyé dans un univers clos. Je ne prenais plus de plaisir à enregistrer mes propres disques. Je n'y croyais plus. Je finissais par les faire d'une façon mécanique. Travailler avec Gauder m'a permis de valoir d'autres horizons. Ma manière

même de concevoir mon métier s'est modifiée. Ça m'a donné un second souffle, et j'ai pu jeter un pont avec la dernière génération du public, celle entre treize et dix-huit ans. Mon prochain album sera écrit en collaboration avec Jean-Jacques Goldman et peut-être Elton John.

Avant Détective, quand je me regardais sur un écran, je voyais un chanteur, même s'il ne

petit garçon qui jouait mon fils. Deux mois avant le début du tournage, il a perdu son père. Il a rapporté sur moi une partie de l'affection qui lui manquait. Et ça m'a beaucoup aidé.

Il fait bien son métier. Il s'applique, ont dit les comédiens en parlant de Johnny Hallyday.

J'ai appris bêtement les textes en m'enfermant des heures dans ma chambre. J'avais peur de mal faire.

Le tournage a eu lieu un peu partout en France : à Carnac, à Aurillac, à Nîmes... Curieusement, ça m'a fait penser à une tournée de chanteur. Nous sommes restés ensemble pendant trois mois. A dîner, on plaisait avec nos personnages, on les exagérait. On vivait avec la même légèreté qui imprègne le film. J'ai été heureux comme un gosse pendant ce tournage. J'ai vécu un rêve d'adolescent : faire l'acteur. Avec Gauder, c'était différent parce qu'on avait les textes le jour même.

J'ai deux projets : un film d'aventures avec Pierre-William Glenn, une sorte de BD avec des bons et des mauvais, mais aussi avec de l'humour... et une comédie avec Jean Marbœuf. En mars 1987, je reprends mon métier de chanteur pour préparer un nouveau spectacle à Bercy. Mais, pour moi, faire l'acteur c'est devenu une partie de ma vie. Si ça devait s'arrêter, ce serait un manque terrible...

Propos recueillis par CLAUDE FLÉOUTER.



Guy Marchand et Johnny Hallyday.

chantait pas. Maintenant, il y a aussi un acteur. C'est ce que je souhaitais depuis des dizaines d'années.

Dans Conseil de famille, mon personnage est le contraire d'un héros, il est même un peu « beauf ». Il agit par instinct, il rigole tout le temps et, tout à coup, on ne sait pas pourquoi, il se met en colère. Pendant le tournage, ma seule obsession a été de créer des rapports avec le fils qui l'histoire me donnait et qui devient jeune homme à la fin du film ; alors, évidemment, il y a une distance qui s'installe entre nous. J'ai bien aimé Laurent, le

Joel Grey

LE SAGE CORÉEN DE « REMO »

UN soir, un fil, dans sa voiture, surveille les quais, à New-York. Il intervient dans une bagarre, se fait jeter dans l'eau. C'était un piège. Il se réveille à l'hôpital avec une belle gueule qu'il ne reconnaît pas, celle de Fred Ward (qui ressemble à Bronson jeune). Il a été choisi par une organisation très secrète et néanmoins liée à la Maison Blanche. Il doit débarrasser le monde, c'est-à-dire les Etats-Unis, des criminels, et en premier lieu d'un marchand d'armes pas bien net à qui l'armée - naïve comme toujours - a commandé des satellites pour la guerre des étoiles.

Histoire connue, schéma désormais habituel : entraînement au combat, puis les combats. Avalanches de cascades vertigineuses dans des endroits insolites (ainsi, la statue de la Liberté en rénovation). Le réalisateur Guy Hamilton et le scénariste Christopher Wood mettent un peu d'actualité dans le modèle éprouvé, un brin d'humour, et obéissent à la mode : la force du muscle oui, mais, pour être vraiment invincible, il faut également la force spirituelle venue d'Extrême-Orient. Bodybuilding, plus zen. Pas exactement le zen, d'ailleurs, car le maître est ici un Coréen sans âge, qui enseigne au lourd américain à être patient, à nier la peur, à éviter les balles par déplacement du torse, et autres fariboles. Il est également capable de regarder la télévision assis sur deux doigts et de courir à la surface des eaux. Derrière les rides enfantines du vieillard malicieux, il y a le sou-

rire de Joel Grey, l'inoubliable batteur fardé de Cabaret.

Joel Grey donne une belle qualité de finesse à ce personnage de bande dessinée, qui lui a plu pour ce qu'il apporte de doux et de drôle. « Mais, dit-il, si j'avais su avant de signer ce que représentait le maquillage, je n'aurais pas accepté. Pendant quatre heures, je ne pouvais ni bouger ni dormir, c'était comme une opération chirurgicale. Alors, j'étais forcé à la concentration, à la méditation. Je pensais à mon père, qui était mourant. On me collait la moustache avant de travailler les yeux. Je me voyais dans la glace et je le reconnaissais. Je réalisais tout ce qui me venait de lui, et à quel point deux hommes peuvent être liés pour la vie, et au-delà. »

Son père était acteur de revue. Né à Cleveland, Joel Grey est un enfant de la scène. A huit ans, il savait qu'il serait comédien. « C'était une décision réfléchie, une décision d'adulte, je suis né avec ça », dit-il, lui qui ressemble à un Peter Pan fripé. Il fait ses débuts à neuf ans. Les applaudissements l'énervent. Tout de suite, il devient célèbre et, sur scène, il se sent bien. « A l'époque, j'étais comme une éponge. Tout ce qui touchait au théâtre me paraissait pur et exaltant. J'étais toujours à l'heure, je savais mon texte, je n'ai jamais loupé une entrée. J'étais un professionnel, et les acteurs ne disaient « mon-sieur ». Ils m'ont offert une boîte verte décorée avec les masques de la tragédie et de la comédie. Dedans, il y avait du rouge, du

blanc, du crayon à rides, de la colle pour la barbe. Pendant que les autres enfants jouaient au ballon, je me faisais la tête du roi Lear. »

La vie des enfants comédiens, c'est de jouer comme les adultes, et ils sont solitaires. A Cleveland, cependant, Joel Grey a un copain, qu'il doit quitter pour suivre ses parents en Californie. Il a douze ans, va à l'école, y donne des spectacles - le théâtre le tient toujours - se fait renvoyer pour avoir monté du Tennessee Williams, le rêve de Laurence Olivier, de Chaplin, mais le cinéma ne veut pas de lui. Eddie Cantor l'engage dans son show télévisé. « J'étais sa « découverte ». Je n'ai pas de voix, je dansais mal, mais ça a marché. On m'a collé l'étiquette musico-hall. C'était le seul chemin qui m'était offert, et je ne pouvais même pas envisager de quitter les planches. »

Révolté toujours de Shakespeare, Joel Grey part pour New-York, et travaille au Copacabana. Il supporte mal l'ambiance du night club, le public qui boit, mange, parle pendant les auméros, le fric cliquant, le cynisme... Rien à voir avec ses rêves. Mais il est classé, et on ne

l'accepte même pas aux auditions. « J'ai senti que je me détruisais. J'ai décidé de changer de vie. J'ai pris des cours dans une école proche de l'Actors Studio. »

Joel Grey patage dans le mystère du off off Broadway, et puis il y a Cabaret. « On m'a confié le rôle, parce que je n'avais pas de dialogues, juste à chanter. Le personnage était pour moi. J'y ai mis tout ce que j'avais vu, compris, vécu, refusé, tout ce climat dépré des boîtes de nuit. Tout ce qui m'avait fait souffrir. Je m'en suis déchargé sur le rôle. »

Joel Grey est le seul de la distribution de Broadway à être engagé sur le film. Cabaret, c'est la gloire, et par une sorte de miracle un lien retrouvé avec son enfance : « J'aime la peinture. Un jour, c'était pendant les représentations, je vois dans une galerie des tableaux de Francis Bacon. Comme ça, je demande s'il n'y a pas de toiles moins chères. On m'en montre une, qui me frappe. Je regarde la signature, je reconnais l'écriture, celle de mon seul ami à Cleveland. Mais on me dit qu'il habite Londres, je fais envoyer un telex : « Est-ce que vous connaissez Joe Katz ? » -

Sourire en tirelire, regard lucide, voix nasillarde, c'était Joel Grey batteur équivoque de Cabaret. Visage ridé, yeux en amande, silhouette frêle, force invincible, c'est Joel Grey le maître de Remo.

C'est mon vrai nom. Le telex revient : « Joe Katz était mon seul ami à Cleveland ». Plus tard, j'étais à Londres, et, au milieu d'une foule, on s'est reconnus. Vingt-cinq ans après...

Cabaret est une charnière dans l'existence de Joel Grey : il fait enfia du théâtre - comédies musicales, comédies tout court, et dernièrement une pièce sur le SIDA, qui lui tient à cœur.

J'étais le petit qui grimpe, et ça a continué. A la télévision, j'ai été cow-boy et psychopathe. Au cinéma, ça marchait moins bien, à part le Buffalo Bill d'Altman, qui est un film culte aux Etats-Unis. Je suis marié, j'ai deux enfants, mon fils a vingt et un ans et étudie pour devenir chef cuisinier. Ma fille, Jennifer, a vingt-cinq ans et fait du cinéma. Et j'ai accepté de tourner Remo pour deux raisons. La première, mon fils adore James Bond et mon personnage est plus fort que lui. La seconde, ma mère, comme toutes les mères juives, a toujours pensé que je marcherais sur les eaux. Le film m'a permis de lui donner raison.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



CRÉATION
DUBILLARD
joue DUBILLARD
LE CHIEN
SOUS LA MINUTERIE
LUCERNAIRE 45.44.57.34

Arlette Nammand
PASSIONS
mise en scène
Jean-Paul Wenzel
43 28 36 36

A PARTIR DU 19 MARS
THEATRE EDOUARD VII
SACHA GUITRY
POUR 100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
ANVY DUPEREY BERNARD GIRAUDÉAN
PIERRE ARDITI
LA REPETITION
JEAN ANOUILH
BERNARD MURAT
EMMANUELLE BEART
CLAUDE EVRARD
BERNARD GROMBE
BEATRICE ASENIN

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Sables mouvants

Enfin, un exemple de création française du meilleur augure ! Voilà ce que la télévision - surtout les nouvelles chaînes si nombreuses - devrait encourager, révéler, réaliser. Et c'est encore FR 3, ou plutôt son bureau de Marseille, qui démontre que, avec un petit budget mais beaucoup de talent, on peut faire des miracles.

C'est un téléfilm signé Youri, auteur-réalisateur qui nous a donné les Filles du feu, Appel-moi Rose et l'Inconnu, qui révéla Gérard Depardieu et Nathalie Baye au petit écran. Jours de sable est une histoire toute simple, mais traitée avec infiniment de nuances, de délicatesses.

Hélène est une jeune Française qui est partie dans un pays du Proche-Orient - le Liban, peut-être ? - pour travailler comme médecin dans un hôpital de campagne.

Traumatisée par le raid meurtrier d'un commando de terroristes, elle quitte brusquement ce pays devenu fou, ainsi qu'elle l'homme qu'elle aime, pour retrouver sa mère natale, ses amis, sa vie d'avant. Deuxième choc : son père, malade, vient de mourir. Elle s'occupe des obsèques, de la succession et fait le point sur sa propre vie ; elle essaie de renouer avec son passé. Après de sa famille, de ses amis, elle cherche la stabilité et la sécurité de son enfance.

Mais on ne retourne pas le sable. Le passé est bien révolu. Ses amis sont devenus des étrangers pour elle. Sa belle-sœur ne pense qu'à l'héritage qui lui permettra de garder son commerce. La villa elle-même, victime des promoteurs immobiliers, est devenue méconnaissable. Tout se dérobe

sous ses pieds, comme des sables mouvants. Hélène décide de repartir pour l'hôpital de brousse, auprès des hommes qui ont besoin d'elle : les malades, son amant chirurgien. Mieux vaut être utile dans une drôle de guerre que d'être dans une drôle de paix.

Grâce aux acteurs - et surtout à Catherine Spaak, qui incarne Hélène avec une sobriété qui rappelle Romy Schneider - on se laisse prendre par un drame à la fois banal et intimiste. « Ces émotions sont personnelles et, par définition, impossibles à partager, explique Youri. Mais nous avons tous un jardin secret, et je sais que, si je réussis à y entraîner le spectateur, il y retrouvera ses propres émotions. »

ALAIN WOODROW.
* « Jours de sable », jeudi 20 mars, 20 h 30, FR 3.

Mercredi 19 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Série Arsène Lupin. L'agence Barnett. D'après le livre de Maurice Leblanc, adapt. J. Nahon et R. Wheeler, réal. J.-P. Decourt. Avec G. Deschamps, J. Balutin, M. Bardollet... (redif.).
- Le célèbre gentleman cambrioleur refait son apparition au petit écran pour tenter cette fois-ci de retrouver le trésor du roi Dagobert et de doubler par la même occasion le petit inspecteur Béchoux.
- 21 h 35 Sports : Patinage artistique. En direct de Genève, championnats du monde. Figures libres couples, commentaires d'A.-S. de Kristoff et A. Encheval.
- 23 h Performances. Magazine de l'actualité culturelle de M. Cardone. Invité : Bernard Sobel, qui met en scène « La Ville » de Paul Claudel, au Théâtre des Amandiers jusqu'au 20 avril. Au sommaire : l'imaginaire médiéval, avec l'historien Jacques Le Goff.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 19 h 55 Football : Coupe d'Europe Nantes-Inter de Milan. Quart de finale retour. Commentaire de Michel Drucker et Roger Pautoni.
- 22 h 55 Juventus-Barcelone. Quart de finale retour. Commentaires de Bernard Père et Bernard Pivot.
- 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Variétés : La Fête en France. L'ange du hasard, de F. Duprat, réal. R. Darbon, production FR3 Lorraine-Champagne-Ardenne. Des chanteurs se servent d'une trame dramatique pour illustrer leurs chansons et divertir le public. Maxime vient de mourir, or il sourit car il va observer sa vie racontée par son neveu. Avec Nicoletta, Isabelle Mayereux, Tom Novembre, Roméo Didot...
- 21 h 35 Thelema. Magazine de la mer, de Georges Pernoud. Hambourg 86, ville chic et port choc, un reportage de Dominique Vodel et Michel Bazille. Une foule d'images et d'impressions à peine perceptibles d'une ville au passé opulent.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 50 Cinéma sans visa : Destinées. Film yougoslave de Predrag Golubovic (1978), avec B. Solter, F. Begoli, M. Leso (v.n.). Les habitants d'un village isolé, où surgit la guerre, se trouvent face à la mort et à l'esprit de liberté. Recherche

d'une dramaturgie nouvelle sur les thèmes de l'oppression, du combat, de l'héroïsme. Film inédit en France.

- 0 h Ténésioyages. Autour de Bernard Bruguère : Zoran Radic, metteur en scène et Nicolas Milietich, journaliste à l'AFP.
- 0 h 15 Prélude à la nuit. Variations sur le thème « Au clair de la lune », par Alexandra Lagoya, guitariste.

FR3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h L'Age en fleur ; 17 h 15, A deux sur la route (Et si... ; Fraggle rock ; Bizarrre, comme c'est bizarre ; Intrigues et pizzas à Haiti ; Il faut le faire ; Croq'soleil) ; 18 h 55, Mighty Mouse ; 19 h 5, Alou Pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Feuilleton : L'Homme au lépi noir.

CANAL PLUS

- 20 h 15, Les Starsquizz ; 21 h, Par où s'en va-t-on ? Ça passe par là, film de P. Clair ; 22 h 40, football : 0 h 20, La fièvre au corps, film de L. Kasdan ; 2 h 10, Série : La nuptiale de la gloire.

LA 5

- 20 h 30 Feuilleton : Flamingo road.
- 21 h 30 Série policière : Inspecteur Derrick.
- 22 h 30 Big Bang, magazine scientifique.
- 23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

TV6

- De 14 h à 2 h, programme musical.

FRANCE-CULTURE

- 21 h 30 Mise en scène imaginative : Talila, dans son nouveau spectacle, Casino de Vichy (enregistrement au Théâtre de Dijon).
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 10 septembre pour les Semaines musicales d'Ascona) : « Sinfonia », extrait de la Cantate BWV 42, Suite pour orchestre n° 1 en ut majeur, de J.-S. Bach. Concerto grosso en sol majeur de Haendel, Concerto pour violon et cordes n° 4 en mi majeur de Telemann par The English Concert, dir. et clavier T. Finck, S. Standage, violon.
- 22 h Les soirées de France-Musique : cycle acoustique : à 23 h 5 Jazz-club.

Jeudi 20 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 L'enjou. Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller. Au sommaire : Après le pouvoir, le désert (comment s'en sortir après une jallite, un dépôt de bilan) ; L'homme du mois : Bernard Deconinck (à la tête du groupe Sommer-Albert) ; Les villes entre public et privé ; Chercheurs, le nez dehors (des scientifiques sortent de leurs laboratoires...) ; Conquête reconquise.
- 21 h 45 Feuilleton : L'autostoppeur. De George Miller, d'après le roman de Nancy Cato, adapt. P. Yeldham, avec S. Thornton, J. Waters. Une nouvelle série américaine. A la suite d'un naufrage à Philadelphie, Gordon a perdu ses parents : celle-ci est recueillie par un oncle et une tante qui exploitent une ferme près d'Edouard.
- 22 h 50 Journal.
- 22 h 5 Prix vidéo Jean-d'Aray. Froid dans la tête, de J. Elkins ; Le petit prince, de J.-L. Nachbauer.
- 23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h Cinéma : Pain, amour... ainsi soit-il. Film italien de Dino Risì (1955), avec V. de Sica, S. Lanza, L. Padovani. Renvu à Sorrente, sa ville natale, Antonio Carotenuto est devenu commandant des gardiens de la paix. Une belle poissonnée, locataire de sa maison, refuse de quitter les lieux. Troisième épisode des aventures galantes de V. de Sica. Sophie Loren a repris la vedette à Gina Lollobrigida. Cette comédie de mœurs, agréable par ses aspects folkloriques et son humour, ne vaut pourtant pas les précédentes.
- 22 h 15 Patinage artistique. Championnats du monde : libre messieurs.
- 23 h 15 Le Magazine : Planète foot. Spécial Coupe d'Europe.
- 23 h 48 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma 18 : Jours de sable. De Youri. Avec C. Spaak, F. Giorgetti, P. Rouleau... (Libre notre article.)
- 22 h Journal.
- 22 h 25 Bloc-notes : François Mauriac. Émission de J. Girard, textes lus par Henri Virlogeux, réal. M. Trulade.
- 22 h 35 Itinéraires portugais. Série d'Yvon Busson, réal. P. Courtemanche. Après avoir visité le Nord il y a quinze jours, cette qua-

trème promenade portugaise nous emmène dans le Sud, où la pêche et le tourisme sont les deux seules richesses d'une région longtemps occupée par les Maures.

- 22 h 40 Prélude à la nuit. « Klavierstücke n° 2 » et « Moment musical opus n° 3 » de Schubert par le pianiste C. Katsaris.

CANAL PLUS

- 7 h Gym à gym ; 7 h 15, Top 30 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 30 Cabon Garcia (7 h 20) ; 8 h 30, Tranches de vie, film de F. Leterrier ; 10 h, Déjà de suite, film de C. Braverman ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 14 h, Le Jour du dauphin, film de M. Nichols ; 15 h 40, Pétit en la demeure, film de M. Deville ; 17 h 45, 4 C + 1 ; 18 h 15, Les affaires sont les affaires ; 18 h 55, Maxicité (et à 19 h 35 et 20 h 30) ; 19 h, Zénith ; 19 h 35, Tout s'écroule ; 20 h 15, Jeu : Starquizz ; 20 h 35, Derrière la porte, film de L. Cayrol ; 22 h 25, Le Retour de l'abbé de la Vallée, film de R. Fuest ; 23 h 55, Missiles d'octobre, film de A. Page.

LA 5

- 20 h 30 Jeu : Pentathlon.
- 22 h 30 Magazine : Mode, etc.
- 23 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

TV6

- De 14 h à 2 h programme musical.

FRANCE CULTURE

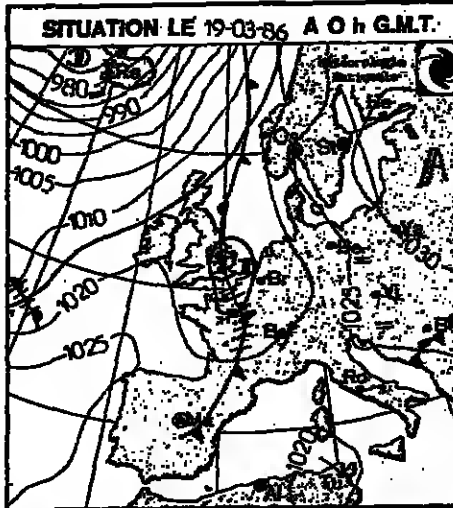
- 20 h Musique, mode d'emploi : Franz Schreker.
- 20 h 30 « Les oeuvres fantastiques » de M. Boulgakov (2^e partie).
- 21 h 30 Notes en marge : les anglophones du créateur, avec D. Humbert (auteur de : Henri Dutilleul) ; P. Michel (Georgy Ligeti) ; L. Scialoja (Luciano Berio).
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE MUSIQUE

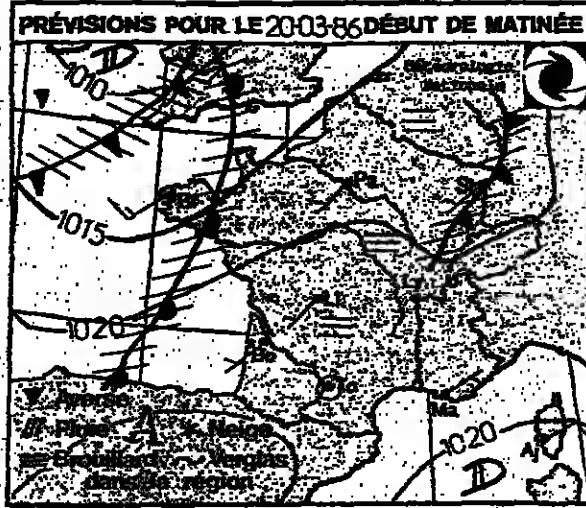
- 20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : « Les Noes de Figaro », ouverture en ré majeur de Mozart ; « Ariane à Naxos, Air de Zéphire » de Strauss ; « Le Songe d'une nuit d'été », de Mendelssohn, par le Nouvel Orchestre Philharmonique et la Maîtrise de Radio-France, dir. W. Doerner, chef de la maîtrise : M. Lasserre de Rozel, sol. A.S. von Otter, soprano, A. Denning, mezzo.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Hugo von Hofmannsthal.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 15 mars).

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19-03-86 À 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20-03-86 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 19 mars à 0 heure et le jeudi 20 mars à midi.

Deux perturbations vont se succéder sur notre pays. Elles donneront des pluies modérées. La seconde sera suivie d'une pluie assez active et d'un rafraîchissement des températures.

Jeudi matin : le ciel sera très nuageux de l'Alsace, aux Alpes, à la Côte d'Azur et à la Corse. Sur ces régions, on observera encore quelques ondées. D'autre part, le temps sera couvert de la Basse-Normandie, aux pays de Loire, au nord de l'Aquitaine, et il pleuvra sur la Bretagne. Sur les autres régions, les brumes et les brouillards seront nombreux. Au cours de la journée, la bande pluvieuse située sur l'Ouest se déplacera vers la Méditerranée en épargnant le soir que l'extrême Sud-Est et la Corse. De plus, on observera des chutes de neige abondantes de 1500 mètres, sur les Pyrénées et les Alpes. A l'arrière, le ciel restera chargé avec des averses assez nom-

breuses. Toutefois, l'après-midi, les éclaircies deviendront plus larges sur l'ouest de la Bretagne au Cotentin et à la Vendée.

Le vent, en général, faible à modéré de sud-ouest le matin, tournera progressivement à l'ouest, puis au nord-ouest après les pluies. Il soufflera assez fort près des côtes de la Manche.

Les températures seront douces le matin dans les régions couvertes par les nuages : de 6 à 10 degrés sur l'Ouest et près de la Méditerranée, de 3 à 5 degrés dans le Nord-Est. Ailleurs, elles seront fraîches, de 1 à 3 degrés avec localement de faibles gelées dans le Centre. Dans la journée, elles iront de 8 à 12 degrés du Nord au Sud, de 14 à 16 degrés près de la Méditerranée et en Corse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 mars, le second le minimum de la nuit du 19 mars en

19 mars) : Ajaccio, 16 et 4 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 17 et 6 ; Brest, 9 et 6 ; Brest, 10 et 3 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 12 et 5 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 15 et 5 ; Dinard, 12 et 6 ; Embrun, 11 et 3 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 6 ; Grenoble-St-Germain, 19 et 7 ; La Rochelle, 14 et 7 ; Lille, 17 et 5 ; Limoges, 15 et 5 ; Lorient, 10 et 4 ; Lyon, 15 et 8 ; Marseille-Marguerite, 16 et 7 ; Nancy, 15 et 0 ; Nantes, 14 et 4 ; Nice, 14 et 9 ; Paris-Montparnasse, 18 et 9 ; Paris-Orly, 17 et 9 ; Pau, 18 et 7 ; Perpignan, 17 et 11 ; Rennes, 11 et 5 ; Rouen, 15 et 8 ; Saint-Etienne, 15 et 7 ; Strasbourg, 16 et 2 ; Toulouse, 19 et 7 ; Tours, 15 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 11 ; Genève, 15 et 3 ; Lausanne, 15 et 9 ; Londres, 13 et 6 ; Madrid, 16 et 6 ; Rome, 13 et 2 ; Stockholm, 7 et -4.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

ASSURANCES

SOS MALUS. - Les conducteurs sanctionnés par un malus ne sont pas forcément des « chauffeurs » ayant fait l'objet d'une condamnation pénale (amende, retrait de permis, conduite en état d'ivresse, etc.) : de légers accrochages sans graves conséquences suffisent. On risque alors de voir son contrat d'assurance résilié et de rencontrer beaucoup de difficultés à trouver un assureur, ou d'avoir à verser des primes très élevées. C'est en pensant aux cinq cent mille conducteurs « malusés » que des assureurs conseillers parisiens ont imaginé le plan SOS malus. Après une étude préliminaire et détaillée de chaque cas particulier (et non par ordinateur) et examen du dossier par une commission dans les huit jours, il est possible, selon les cas, d'octroyer une garantie à tous risques avec des franchises appropriées et des tarifs normaux pour les garanties demandées (tout en tenant compte du malus).

* Renseignements : J.-P. Lallemand SA, 45, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-61-68.

FORMATION

COMMERCE INTERNATIONAL BUREAUTIQUE - MICRO-INFORMATIQUE. - Deux journées portes ouvertes sur les débouchés et les formations du Centre Toulousain de formation commerciale et administrative auront lieu les vendredis 21 mars (14 heures-17 heures) et samedi 22 mars (10 heures-17 heures), 39, avenue Trudaine à Paris (9^e). Ces journées s'adressent aux employeurs, salariés, étudiants et élèves recherchant une qualification professionnelle dans les domaines du commerce international, de la bureautique, de la micro-informatique, des secrétariats spécialisés, des langues étrangères.

* Centre Toulousain de formation commerciale et administrative, 39, avenue Trudaine, 75009 Paris. Tél. : 42-80-23-23.

UN ENSEIGNEMENT DU JUDAÏSME PAR CORRESPONDANCE.

- Face aux difficultés, croissantes, d'obtenir un certain nombre de correspondants pour donner à leurs enfants une éducation juive étant donné leur lieu de résidence dans des communes dépourvues d'infrastructures communautaires, le Consistoire central a décidé de mettre sur pied un « enseignement du judaïsme par correspondance ».

Ce système original fonctionne depuis la rentrée scolaire 1985-1986, et de nombreuses familles ont déjà fait inscrire leurs enfants - garçons et filles - en vue de les préparer à la célébration de leur majorité religieuse. Ser Mitzva pour les garçons et Berit Mitzva pour les filles.

Le cursus comprend : l'apprentissage de l'hébreu (lecture et écriture) ; l'histoire juive, les règles de la vie juive, les fêtes du calendrier israélite et les prières.

* Enseignement du judaïsme par correspondance, 17, rue Saint-Georges, 75009 Paris. Téléphone : 45-26-02-56.

SALONS

RAPIDS RESTOS. - La cinquième Salon de la restauration rapide (fast food) se tiendra du 11 au 14 avril à la porte de Versailles.

D'après une enquête menée en 1984, « Fastfooders qui êtes-vous ? », une nouvelle tendance se dégage : la clientèle rejoint. Les enfants sont de plus en plus attirés par le menu hamburger, frites et sodas d'où une adaptation nécessaire des restaurants pour accueillir ces « fastfooders » en culottes courtes ; un cadeau gadget, pequet surprise, des lieux spécialement aménagés pour les familles et, parfois même, l'animation : loterie, concours, projections de dessins animés, marionnettes, etc.

* Du 11 au 14 avril, porte de Versailles. Renseignements : 42-80-64-00.

SOLIDARITÉ

LES VACANCES DU CŒUR. - L'Association des paralysés de France propose aux personnes de plus de dix-huit ans aimant les contacts humains, la musique, le sport et l'animation d'accompagner au pair durant trois ou quatre semaines, en juillet ou en août, dans un séjour de vacances des handicapés moteurs.

* Association des paralysés de France, 17, boulevard Auguste-Blanc, 75013 Paris. Tél. : 45-80-82-46, poste 373, le matin, du lundi au jeudi.

TROISIÈME AGE

SÉJOURS EN TUNISIE. - L'Association nationale des polices de France organise en juin et septembre des séjours en Tunisie pour les personnes du troisième âge valides ou semi-valides. Le prix pour une semaine (comprenant transport aérien Paris-Tunis et la pension complète en hôtel trois étoiles) est de 2 690 francs, 1 250 francs par semaine supplémentaire.

* Renseignements et réservations : Association nationale des polices de France, 23, rue de la Caselle, 75004 Paris. Tél. : 42-72-25-00.

VIE ASSOCIATIVE

ASSOCIATION SERVICES. - Association « au service des associations », Assoc services organise, pour répondre aux questions qui préoccupent les 600 000 associations de France, une conférence le 20 mars, à 17 h 30, à l'Auditorium du CFC, 61, avenue de la Victoire : « Les nouvelles obligations comptables des associations ». M. Eric Masurel, expert-comptable, commissaire aux comptes, traitera principalement de quatre problèmes : la liberté des associations est-elle menacée par les nouvelles obligations comptables ? Le nouveau plan comptable est-il obligatoire pour les associations, quelle que soit leur taille ? Les spécificités du secteur associatif sont-elles correctement traduites par un plan comptable d'abord fait pour les entreprises commerciales ? Quand faut-il changer de plan comptable ?

* Réservations Assoc services, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42-82-06-02.

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 MARS

« Eau forte, de Rembrandt », 18 heures, Petit Palais (M^e Leblanc).

« Le petit cimetière de Saint-Pierre-de-Montmartre spécialement ouvert », métro : Lamarck-Caulaincourt (M. Beaumont).

« Au château de Versailles, les appartements de M^e de Pompadour et M^e du Berry », 14 h 45, guidé (l'Art pour tous).

« La mosquée, histoire de l'islam », 15 heures, entrée place du Palais-de l'Émirat (M-C. Lasserre).

« L'hôtel de Lamoignon », 15 heures, 17, quai d'Anjou. Tél. : 42-60-71-62, après 18 h 30 : 45-48-26-17 (A. Ferland).

« Du nouveau sur le procès de Louis XVI. Enquête sur le mot du roi. Les faussetés démasquées, l'étrange rôle Mirabeau », 15 heures, sortie métro Mirabeau.

« Jardins et églises des Epinettes Batignolles », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).

« Le palais de Salin (Grande chapelle de la Légion d'honneur et son musée », 14 h 45, 2, rue de Bellechasse (ATTC).

« Le musée Gustave-Moreau », 14 h 30, et « Hôtel de Ville de Paris », 14 h 30, tél. Clio 47-34-25-15.

« L'Opéra », 15 heures, d'entrée (M. Raguec).

« Exposition de Rembrandt à Vermeer », 13 h 30, Grand Palais. Tél. : 42-55-58-81 (Approche de l'art).

« Exposition Vienne 1880-1938, naissance d'un siècle », 15 heures, centre Beaubourg. 5^e étage (Paris et son histoire).

« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », 14 heures, sortie métro Saint-Louis (A. Bouteau).

« Le Marais, place des Vosges », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Montmartre et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses.

CONFÉRENCES

Centre Israël Jefferies, 68, rue de la Folie-Méroux, 75011 Paris.

« L'histoire d'Esther et sa représentation dans l'art » (animation avec projection de diapositives) (M. Hadda).

« Maison de la région Nord-Pas-de-Calais », 18, boulevard Haussmann, 14 h 15 : « L'œuvre gravée de Marcel Grossmann » (D. Tournier Ryckelink).

Salles du club des Arts-et-Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna : Types psychologiques : le processus de création (C. Bourrelle).

5, rue Sainte-Basile, 18 heures : « La ville de Pékin » (conférence projection).

Centre Varémont, 18, rue de Varémont, 20 h 30 : « Paix et sécurité dans le Pacifique », (Georges Ordonnaud et Daniel Coumly, de l'Institut du Pacifique, débat animé par André Marelle).

8, rue de l'Abbé-Gregoire, 18 h 15 : « Evolution du judaïsme : des prophètes au judaïsme contemporain » (rabbin Alexis Blum).

Salie Chaillot Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 30 : « La civilisation étrusque » (A. Congars).

62, rue Madame, 14 h 30 : « Le lamento », 19 heures : « Palmyre et le Bas-Empire ».

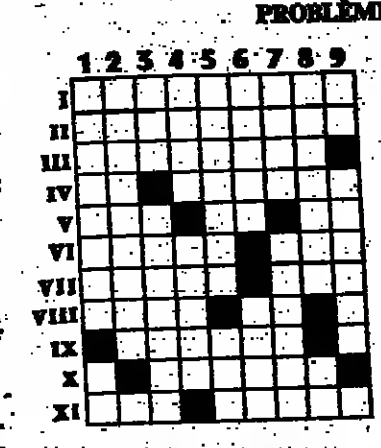
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

« SERVICES »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4186

VERTICALEMENT

1. Le mot de la fin. Code postal.
2. Ouvrier qui fait le patron.
3. Empoisonne. Faire languir.
4. Vallées fluviales. Espèce de cafard.
5. L'art du raccourci. De quoi chasser le cafard ou le boudoir.
6. Peut se voir à Péques ou à la Trinité. Une manière de rêver.
7. Les écoliers. Fera donc des courses.
8. Manière de chanter pour mélodieux. Nota.
9. Marque le passé. N'est donc pas très souple.

Solution du problème n° 4185

Horizontalement

I. Toussaint. II. Artisan. III. Un. Six. Pu. IV. Ré. Mec. V. Orga. Bar. VI. Idéal. VII. Attitude. VIII. Cien. Anon. IX. Ho. Tor. Ut. X. Interdite. XI. Escarté.

Verticalement

I. Taurinomie. II. Orner. Tourn. III. Ut. Agita. Ta. IV. Sis. Edanter. V. Soie. En. Ort. VI. Aux. Bâtarde. VII. Il. Malin. VIII. Neper. Voité. IX. Truc. Ventée.

GUY BROUTY.

HORIZONTALEMENT

I. Marque déposée. II. Avec eux, on a toutes les raisons de chercher la petite bête. III. Rêve plus joli. IV. Article de la loi. V. Mot de « passe ». En pente. Préposition. VI. L'ère de rendez-vous pour les lapins. Trois lettres pour des milliers. VII. Plus elle fume, mieux elle se porte. Ancien général de division. VIII. Etablissement étranger de grande classe. S'emploie pour déblayer. IX. Événement avec adresse.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 18 mars :

DES DÉCRETS

• N° 86-544 du 12 mars 1986 soumettant la Société d'édition de programmes de télévision (SEPT) au contrôle économique et financier de l'Etat et au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certaines entreprises ayant un objet d'ordre économique ou social ;

• N° 86-545 du 14 mars 1986 modifiant le poinçon spécial du fabricant apposé sur certains ouvrages recouverts de métaux précieux ;

• Du 14 mars 1986 approuvant l'augmentation du capital du Crédit national et les modifications corrélatives des statuts ;

• N° 86-557 du 14 mars 1986 modifiant le code de la Sécurité sociale (2^e partie : décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux artistes auteurs ;

• N° 86-558 du 14 mars 1986 relatif à l'extension à certaines catégories de chômeurs de l'allocation de logement prévue au titre III du livre VIII du code de la Sécurité sociale ;

• N° 86-560 du 14 mars 1986 modifiant le code de la Sécurité sociale (3^e partie : décrets) et relatif à l'assurance veuvage ;

UN ARRÊTÉ

• Du 14 mars 1986 modifiant l'arrêté du 28 février 1986 relatif au taux de rendement des bons du Trésor à intérêt progressif émis à compter du 1^{er} mars 1986 ;

UNE CIRCULAIRE

• Du 14 mars 1986 modifiant et complétant la circulaire du 8 juillet 1985 relative aux modifications apportées au régime de l'épargne logement par la loi n° 85-536 du 21 mai 1985 et les décrets n° 85-638 du 26 juin 1985 et n° 85-647 du 28 juin 1985 ;

De notre correspondant

Bruxelles. — Favoriser l'industrie européenne de diffusion et de réception des émissions de télévision, mais aussi celle de la production de programmes ; instaurer, moyennant quelque discipline, un espace audiovisuel sans frontières, autrement dit la libre circulation des émissions ; tels sont les objectifs de la politique que la Commission européenne s'apprete à recommander aux gouvernements des Douze.

Les services de M. Jacques Delors, président de la Commission, partent d'un constat qui est une évidence : à l'heure des réseaux câblés et des satellites, de la multiplication et de l'intensification des programmes, la radiodiffusion nationale ne peut qu'éclater. Il convient donc, pour satisfaire au mieux les besoins du consommateur européen, de la compléter par une organisation conçue à l'échelle de la Communauté.

La Commission pense d'abord à l'ampleur, c'est-à-dire à la haute définition des programmes qui constituent aujourd'hui le support de la transmission audiovisuelle. Elle se propose de développer à un rythme rapide et constituer par là même un marché considérable. Ce lui des satellites, des lanceurs et des stations terrestres est estimé en Europe à 2 milliards d'ECU, soit près de 14 milliards de francs pour les années 1986-1989. C'est des systèmes de réception, des antennes, des décodeurs, etc., se situant autour de 10 milliards d'ECU, soit un peu moins de 70 milliards de francs, au cours des cinq à sept années à venir.

Il faut y ajouter les équipements d'infrastructure et les installations domestiques ou professionnelles toujours plus nombreuses et plus sophistiquées. Comment créer les conditions favorables permettant à l'industrie européenne de s'approprier une part substantielle de cet énorme gâteau ?

La Commission met l'accent sur la nécessité d'adopter rapidement des normes communes permettant aux entreprises de la Communauté d'élargir sensiblement leurs séries de production et donc d'abaisser leurs coûts. En janvier 1986, la Commission a déjà soumis aux Etats membres un projet de directive visant à l'adoption, pour la télévision directe par satellite, la première urgence technologique, — des normes communes de la famille Mac Paquet, à l'exclusion de toute autre.

S'agissant de l'avenir de la grande diffusion de la télévision à haute définition (HDTV), la Commission insiste sur la nécessité d'une concertation rapide au niveau européen pour définir un standard commun de transmission et se soustraire de la sorte à l'obligation d'avoir recours au standard actuellement mis au point par les Japonais.

Le progrès technique permet une télévision sans frontières. L'idée de la Commission est simple : dès lors que des émissions d'un Etat membre sont susceptibles d'être captées dans un autre Etat membre, elles doivent pouvoir y être diffusées sans entrave. Ainsi la transmission par câble de programmes venant des pays partenaires devrait être complètement libre, moyennant un délai d'un maximum de deux ans donné aux protagonistes pour s'entendre sur les modalités de telles opérations.

LA TÉLÉVISION A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Les recommandations de la Commission de Bruxelles

Stimuler la production

La libre circulation, pour être acceptée, exige qu'on établisse un minimum de coordination entre les législations nationales pour les règles devant être respectées par les programmes. La Commission a ainsi longuement délibéré du temps d'antenne pouvant être réservé à la publicité. Elle devrait se prononcer ce mercredi 19 mars pour une durée maximale de 12 %, ou 15 % du temps total de diffusion. C'est là un compromis ; les commissaires les plus libéraux souhaitent aller jusqu'à 20 %.

Dans l'hypothèse où la directive proposée par la Commission sera adoptée, un Etat membre pourra toujours autoriser une télévision commerciale à programmer davantage de publicité, mais alors avec le risque pour cette chaîne de ne pas pouvoir être diffusée dans les autres pays de la Communauté.

Autre condition qui sera sans doute posée à la libre circulation : au temps d'antenne minimum devra être réservé à la diffusion d'œuvres produites dans la Communauté : 30 % du temps consacré aux fictions, aux documentaires et aux clips, au moment de l'entrée en vigueur de la directive, 60 % trois ans plus tard. Ces quotas, dont certains au sein de la Commission contestent l'opportunité, mais qui seront cependant très vraisemblablement retenus et qui ont pour objet de se prémunir contre une américanisation excessive des programmes, se situent au-dessus des seuils actuellement pratiqués.

La Commission, soucieuse d'éviter que des chaînes ne se limitent à des retransmissions, suggérera probablement qu'un tiers de ces quotas (10 % au début, 20 % ensuite) soit constitué d'œuvres originales. C'est là un des moyens qu'elle préconise pour soutenir et stimuler l'industrie européenne de production audiovisuelle. Elle met aussi l'accent sur la nécessité, afin de soutenir la création européenne, d'exploiter au maximum la dimension du marché européen en aménageant les systèmes de distribution, en élargissant les circuits, en favorisant les doublages.

L'idée de possibles concours financiers n'est évoquée que de manière vague. Cependant, la Commission propose d'apporter un soutien au lancement de chaînes conçues à l'échelle de la Communauté et, dans un premier temps, parce que le projet est prêt, à Europe TV, chaîne à vocation européenne et multilingue, où se sont rassemblées les télévisions allemande, italienne, hollandaise et irlandaise, et qui dont les émissions seront diffusées à partir de 1988 par satellite.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

LES DÉCRETS SUR LES TÉLÉVISIONS LOCALES

Les cahiers des charges seront plus contraignants que celui de la « 5 »

Le gouvernement socialiste aura réussi à donner le feu vert aux télévisions locales avant la fin de la législature. Les décrets ont en quelques heures été adoptés en Conseil d'Etat, ce qui a empêché M. Georges Fillion — secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication — de les signer. Ils sont parus au Journal officiel du 16 mars, sous la signature de M. Laurent Fabius.

Le premier décret précise la procédure d'autorisation donnée par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, après examen des dossiers par la commission consultative, qui étudie déjà les candidatures pour les radios locales et les réseaux câblés. Cette autorisation est accompagnée d'un cahier des charges particuliers, quinquennale assignée et la puissance maximale, ainsi que d'une convention avec l'Etat de diffusion de France. Le Conseil d'Etat a refusé que le décret fixe un délai minimal entre la candidature et la réponse de la Haute Autorité.

Le second décret fixe le cahier des charges généraux pour toute télévision locale. Il est, dans son inspiration, plus proche du régime de la « 5 », la chaîne musicale, que celui de la « 3 ». Comme les deux télévisions privées nationales, les locales ont accès aux nouveaux secteurs publicitaires et peuvent interrompre par des spots les cours des programmes.

La grille, les délais et les quotas de programmation des films sont allégés sur ceux en vigueur dans le service public. Le nombre de longs métrages qu'une télévision locale peut diffuser par an est limité à cent cinquante, comme pour la chaîne musicale. Le cahier des charges fixe pour la programmation d'œuvres audiovisuelles un quota de 50 % d'œuvres d'expression française, bien supérieur dans l'immédiat à celui de la « 5 ».

Le décret limite surtout la possibilité de constituer des réseaux de télévisions locales ayant les mêmes programmes, en obligeant celles-ci à diffuser un programme original conçu ou composé par chaque station. La durée de ce programme devra être supérieure au tiers du programme hebdomadaire (20 heures au minimum), soit environ une heure par jour. D'autre part, la station locale ne peut recourir à la diffusion ou indirectement à un même fournisseur de programmes pour plus de 50 % de la durée de sa programmation.

La Haute Autorité va pouvoir commencer très rapidement l'examen des dossiers, comme l'a précisé le 18 mars M. Michèle Corta en inaugurant la Semaine française de la communication audiovisuelle. Un formulaire de renseignements est actuellement envoyé aux centaines de candidats qui ont déposé, depuis plus d'un an, un dossier auprès des neuf sages.

J.-F. L.

SEMAINE FRANÇAISE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Les images et les sons de demain

C'est une des vedettes de ce vingtième Festival international du Son et de l'Image vidéo 86, hébergé sous les arches du CNIT, du 16 au 23 mars : un gros comme un livre de poche, d'une simplicité de manipulation enfantine, le Handycam de Sony, un caméscope (caméra vidéo à magnéto-copie intégrée), se taille un franc succès auprès des chalandes. Son boîtier miniature, qui enregistre images et sons et dispose de trois heures d'autonomie, permet toutes les facettes. Pour les amateurs de plage et de mer, ou de plongée marine il se glisse dans une coque plastique qui le protège des chocs, de la poussière et de l'eau. Les amoureux des grandes profondeurs peuvent même y ajouter un projecteur qui leur permettra de jouer les Godard des fonds abyssaux.

Autre star qui n'en finit pas de changer de robe : la télévision. On croyait les récepteurs TV à bout de souffle, leurs possibilités de leur design statufiés une fois pour toutes. Il n'en est rien. L'arrivée de nouvelles chaînes, de la télévision de nouvelles normes de diffusion leur a donné un coup de fouet.

Ecran ultra-plat, dont les angles ont perdu de leur rondeur, taille mince et sonorités splendides : la nouvelle télévision est arrivée. Qu'elle soit seulement flanquée d'éclairages haut-fidélité ou, mieux, qu'elle bénéficie du nouveau standard de diffusion par satellite D2 Mac Paquet — comme c'est le cas sur quelques stands de ce festival — elle offre un confort et un plaisir d'écoute rares.

Plus sophistiqué encore, le téléviseur à mémoire numérique d'images préfigure, quant à lui, la télévision de demain. En poussant quelques boutons, on peut s'arrêter sur une image et mémoriser un plan, sans perturber pour autant le cours de la séquence. Mais on peut aussi, grâce aux composants numériques intégrés au récepteur, faire apparaître dans un coin de l'écran, l'image d'une autre chaîne ou celle provenant d'une caméra vidéo judicieusement placée dans la maison (dans la chambre d'enfants par exemple).

Vedette américaine de ce Festival : le lecteur de disques compacts. De plus en plus petit, de plus en plus racé, son appétit grandit : certains des lecteurs exposés peuvent avaler une vingtaine de disques. La programmation, à volonté, de ces derniers garantit une autonomie musicale de vingt-quatre heures... Ce lecteur est partout : dans le salon, dans les chambres ou dans l'auto.

A Médiaev, marché international de la communication audiovisuelle, ce sont les antennes paraboliques qui tiennent le haut du pavé. « Modulaires et mobiles », comme l'annonce un constructeur, destinées aux collectivités ou aux individus, elles permettent de capter la vingtaine de chaînes que retransmettent les murs télévisuels du CNIT. Sur ces écrans animés d'images et de sons venus d'ailleurs, veille la marque grandeur nature du satellite TDF 1. A ses pieds, un parterre de fleurs. Et peu d'administrateurs. Comme si, déjà, cette armature futuriste faisait partie des meubles et se laissait voler la vedette...

YVES-MARIE LABÉ.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Bruno Arnaud, Louis M. Lazard, Brigitte Camus-Lazaro, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre Benoît,

le 14 mars 1986.

11, rue Frédéric-Magislon, 75015 Paris.

Décès

— Son épouse, Ses enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel BESTOUGEFF,

docteur de l'université de Paris,

survécu subitement le 16 mars 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière orthodoxe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

Un office sera célébré à sa mémoire en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky, 12, rue Darn, 75008 Paris, le mercredi 26 mars, à 18 h 30.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles HAGUENAUER,

née Marguerite Camus, fondatrice de l'université Myongji à Séoul,

rapportée à Dieu subitement le 12 mars 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 38, rue de Croustail, 75015 Paris, le vendredi 21 mars, à 18 h 30.

M. et M^{me} Yves de La Casinière, Jean-Guy Hervé et Laurent, M. et M^{me} Daniel Voila, font part du décès de

Agès de LA CASINIÈRE,

survécue le 17 mars 1986 à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 mars, à 16 heures, en l'église d'Étiolles (Seine-et-Marne).

4, Bois-de-Cerf, 91450 Étiolles, 2, cours Général-Gissard, 93001 Lyon.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

— Le 19 mars 1985, disparaissait à quatre-vingt-trois ans,

Emile BERTRAND,

ingénieur principal, honoré de la SINCIF, médaille du combattant volontaire.

Sa femme, ses enfants et petits-enfants, vous demandent de garder son souvenir.

18, boulevard Garouste, 13012 Marseille.

— Il y aura un an, le 22 mars,

le peintre **Michel CADORET**

nous quitte.

Sa famille et ses amis demandent à ceux qui l'ont connu, aimé, une pensée pour l'homme, pour l'artiste.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-I, le 20 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Ayman Foad Sayid : « La capitale de l'Égypte à l'époque fatimide, Al-Qahira et Al-Fustat. Essai de reconstitution topographique. »

— Université Paris-I, samedi 22 mars, à 14 heures, amphithéâtre Richelieu, M. Anne Zink : « Pays et paysans gascuns sous l'Ancien Régime. »

— Université Paris-I, samedi 19 avril, à 9 heures, salle de cours de l'École nationale des Chartes, M. Pascal Ewan : « L'assonance et la charité à la Rochelle sous l'Ancien Régime, dix-septième et dix-huitième siècles. »

Remerciements

— M^{me} Capelle, dans l'impossibilité de répondre personnellement à chacun, tient à exprimer avec beaucoup d'émotion sa reconnaissance et ses remerciements aux nombreux amis qui lui ont témoigné leur sympathie, leur compréhension et leur affection, lors du décès de

Claude BAKS.

HERMÈS

21 Faubourg Saint-Henri 8

SOLDES

MERCREDI 19 MARS

JEUDI 20 MARS

VENREDI 21 MARS

9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

Prêt à porter et Monogramme

Corsets et Chausures

Tissus et Coton

VENTE A VERSAILLES

IMPORTANTES TABLEAUX MODERNES

A. ANDRÉ, BAUCHANT, BERTRAM, BLANCHARD, BLANCHE, CHARCONE, D. COOMANS, H.-C. DELPY, DERRAIN, DMITRIENKO, DOMERGUE, DUFFY, ESPAGNAT, ESTEVE, FRANK-WILL, FRIESS, GALIEN-ALLOUE, GAIL, GALLARD, GEN-PAIL, GERNEZ, GUILAUMIN, HAYDEN, JENNER, JOHNSON, JOUENNE, KISCHKA, LAMBERT-RUCKI, LANSKY, de LA PATELLIERE, LAPICQUE, LAUVRAY, LESASQUE, LESLIEU, LERIN, LHOÏE, LIMOUSE, LOTRON, MAC AVOY, MACLET, MADALAN, MANZANA, PISSARRO, MARCHAND, MENGUY, MENTOR, MONTEZIN, MADRIOT, NEUQUELMAN, OUDOT, PIET, PIGNON, PLANCHON, PRING, RASSETTI, RIE, RENE, RETH, RICHET, SERUSIER, SPITZER, VERBOECKHOVEN, VEYRASSAT, VINAY, TOFFOLI, TROUILLEBERT, TRUPHAN, VERBOECKHOVEN, ZELLER, ZINGG.

ESTAMPES par RENOR et Marie LAURENCE

Le DIMANCHE 23 MARS 1986 à 14 h.

EN SON HOTEL RAMEAU 6, rue RAMEAU - VERSAILLES

M^{me} BLACHE, commissaire-priseur-TG (11) 39-50-55-06.

Exposition les vendredis 21 et samedi 22 Mars de 9h à 12h et 14h à 18h.

Le directeur commercial du « Quotidien de la Réunion » inculpé.

— L'affaire du Quotidien de la Réunion (le Monde du 5 mars) a connu un rebondissement au cours du dernier week-end. Vendredi 14 mars, le directeur commercial du journal, M. Jean-Paul Fong Yan, a été inculpé de subornation de témoins et d'abus de bien sociaux par la juge d'instruction chargée de vérifier si les allégations contenues dans plusieurs tracts anonymes et racistes mettant en cause le directeur du Quotidien de la Réunion, M. Maximilien Chane Ki Chane, étaient fondées.

M. Fong Yan a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Saint-Denis ainsi que le responsable des ventes du journal, inculpé d'entrave au cours de la justice.

(Corresp.)

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Faites équipe avec nous!

SOREP MICRO-ELECTRONIQUE
Entreprise de technologies en forte croissance

recherche
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ
pour des missions de conseil en intégration

Vous êtes ingénieur :
— grande école d'électronique
— expérimenté dans la conception de hardware
Vous conseillerez nos clients dans l'utilisation des technologies de Micro Packaging mettant en œuvre circuits hybrides, monolithiques semi custom et custom.

Vos qualités de communication et votre sens de la négociation sont des atouts indispensables pour cette fonction.

Poste basé à Paris
Discret et assuré

Merci d'adresser votre candidature à :
SOREP S.A. Service Personnel
ZI Bellevue 35220 CHATEAUBOURG

Urgent - Centres hospitaliers
RÉGION PARISIENNE, PROCHE BANLIEUE SUD-EST

recherche à titre contractuel ou par mutation

INGÉNIEUR BIOMÉDICAL EXPÉRIMENTÉ

pour gérer la fonction biomédicale dans les deux établissements et constituer son équipe d'intervention dans ce domaine

Toutes les candidatures avec C.V. doivent être adressées à :

Service Economique du Centre Hospitalier

Intercommunal de Créteil - 40, avenue de Verdun

94010 CRETEIL Cedex - Tél. 48-98-91-80, p. 14-16.

Plus qu'une secrétaire, une véritable collaboratrice!

Directeur Général d'un important groupe de distribution, mes nombreuses activités m'obligent à mener de front différentes missions, tout en effectuant de fréquents déplacements.

Ma collaboratrice, après une dizaine d'années d'expérience de secrétaire de haut niveau, aura appris à discerner les priorités, à prendre des initiatives.

Disponible, discrète, l'esprit vif et ouvert, elle saura s'adapter avec souplesse à ses nouvelles fonctions tout en conciliant des qualités de rigueur, d'organisation et surtout d'autonomie et de rapidité d'action.

Ce poste, basé à Paris 6ème, répond à vos attentes et à l'évolution que vous souhaitez donner à votre carrière.

Ecrivez sous référence 3.101 ALM au

Département Ressources Humaines de SIASS

à qui nous avons confié cette recherche.

SIASS

50, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS

capitaux propositions commerciales

BUREAU D'ASSURANCE MARITIME

seul à Marseille

particulièrement organisé et soutenu par un réseau international, propose de céder 50 % DE SES PARTS à un importateur-exportateur l'ayant transité important, qui les achèterait par l'apport de ses propres assurances et d'actes de nombreuses possibilités sont offertes pour développer ce bureau.

DOM-TOM et à l'étranger. Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

SUISSE FRANÇAISE

Société d'édition, de diffusion par V.P.C. diffuse diversifiées ses activités sur le marché de la Suisse Romande par la représentation de nouveaux produits.

R.L. JAGGI, Case postale 474 à CH-1211 Genève 6.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.B.P. 231.08).

PARIS CEDEX 09.

DEMANDES D'EMPLOIS

TRADUCTEUR

J.F. 37 ans, niveau BTS, expérience traductions, français commercial, technique, juridique, etc. Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

JOURNALISTE

secrétaire de rédaction expérimentée, cherche emploi à temps partiel. Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

CADRE EXPORT PME

39 ans, exp. projet et site marketing, recherche emploi à temps partiel. Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

UN SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Capable de contrôler la fabrication et l'impression. Très bonne connaissance anglaise indispensable. Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

LA VILLE DE SAINT-DENIS-EN-FRANCE

(Val-de-Paris) 118.000 habitants recherche

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Attaché au collaborateur de niveau équivalent.

Connaissances administratives et financières exigées. Exp. en informatique. Aptitude aux relations humaines et à l'animation indispensable.

Ecrire sous la réf. 7.097 M.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGENIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTION GÉNÉRALE - 39 ans - Niveau Doctorat Gestion - Bilingue Anglais - Centre de profit - 15 ans de carrière internationale à dominante commerciale et marketing - Tempérament entrepreneur - Stratège et terrain

PROPOSE SA collaboration à PDG pour le secondement comme Directeur Général ou Commercial - Base Paris/RP - Déplacements fréquents acceptés - BCO/MS 808.

JURISTE - 27 ans Droit privé - Espagnol courant - Exp. Cabinet d'Avocat et Service contentieux Assurances Gestion dossiers - Crédits dans établissements financiers

CHERCHE emploi à responsabilité dans service juridique entreprise ou profession judiciaire - BCO/809.

DIRECTEUR GÉNÉRAL OU COMMERCIAL - 35 ans - ESCA - MBA Columbia - Citoyen Franco-US bi-culturel - 10 ans exp. en Europe/Asie comme Directeur Financier Commercial et Général dans produits et services industriels et grand public - Exp. qualitative mais pragmatique - Self Starter - avec sens aigu du terrain - Bon négociateur et meneur d'hommes

CHERCHE DG filiale US en France ou française aux U.S. - Direction Vente et Marketing import - BCO/JV 810.

JURISTE - 25 ans - DESS Droit des Affaires Niveau DECS Comptable - Exp. entreprises - Connaissances Secrétariat Juridique

RECHERCHE poste Juridiction Financier dans Cabinet ou entreprise - BCO/JV 811.

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09

Tél. : 43-85-44-40, poste 27.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt

M^e ARTS-ET-MÉTIERES

Studios 2-3-4 pièces à rénover de tout bel état, p. de cave, 50 m², restaurés. P. exempt, au vent. 47-63-76-35.

5^e arrdt

VAL-DE-GRACE 8 p. 4 s. 5 s. 6 s. 7 s. 8 s. 9 s. 10 s. 11 s. 12 s. 13 s. 14 s. 15 s. 16 s. 17 s. 18 s. 19 s. 20 s. 21 s. 22 s. 23 s. 24 s. 25 s. 26 s. 27 s. 28 s. 29 s. 30 s. 31 s. 32 s. 33 s. 34 s. 35 s. 36 s. 37 s. 38 s. 39 s. 40 s. 41 s. 42 s. 43 s. 44 s. 45 s. 46 s. 47 s. 48 s. 49 s. 50 s. 51 s. 52 s. 53 s. 54 s. 55 s. 56 s. 57 s. 58 s. 59 s. 60 s. 61 s. 62 s. 63 s. 64 s. 65 s. 66 s. 67 s. 68 s. 69 s. 70 s. 71 s. 72 s. 73 s. 74 s. 75 s. 76 s. 77 s. 78 s. 79 s. 80 s. 81 s. 82 s. 83 s. 84 s. 85 s. 86 s. 87 s. 88 s. 89 s. 90 s. 91 s. 92 s. 93 s. 94 s. 95 s. 96 s. 97 s. 98 s. 99 s. 100 s. 101 s. 102 s. 103 s. 104 s. 105 s. 106 s. 107 s. 108 s. 109 s. 110 s. 111 s. 112 s. 113 s. 114 s. 115 s. 116 s. 117 s. 118 s. 119 s. 120 s. 121 s. 122 s. 123 s. 124 s. 125 s. 126 s. 127 s. 128 s. 129 s. 130 s. 131 s. 132 s. 133 s. 134 s. 135 s. 136 s. 137 s. 138 s. 139 s. 140 s. 141 s. 142 s. 143 s. 144 s. 145 s. 146 s. 147 s. 148 s. 149 s. 150 s. 151 s. 152 s. 153 s. 154 s. 155 s. 156 s. 157 s. 158 s. 159 s. 160 s. 161 s. 162 s. 163 s. 164 s. 165 s. 166 s. 167 s. 168 s. 169 s. 170 s. 171 s. 172 s. 173 s. 174 s. 175 s. 176 s. 177 s. 178 s. 179 s. 180 s. 181 s. 182 s. 183 s. 184 s. 185 s. 186 s. 187 s. 188 s. 189 s. 190 s. 191 s. 192 s. 193 s. 194 s. 195 s. 196 s. 197 s. 198 s. 199 s. 200 s. 201 s. 202 s. 203 s. 204 s. 205 s. 206 s. 207 s. 208 s. 209 s. 210 s. 211 s. 212 s. 213 s. 214 s. 215 s. 216 s. 217 s. 218 s. 219 s. 220 s. 221 s. 222 s. 223 s. 224 s. 225 s. 226 s. 227 s. 228 s. 229 s. 230 s. 231 s. 232 s. 233 s. 234 s. 235 s. 236 s. 237 s. 238 s. 239 s. 240 s. 241 s. 242 s. 243 s. 244 s. 245 s. 246 s. 247 s. 248 s. 249 s. 250 s. 251 s. 252 s. 253 s. 254 s. 255 s. 256 s. 257 s. 258 s. 259 s. 260 s. 261 s. 262 s. 263 s. 264 s. 265 s. 266 s. 267 s. 268 s. 269 s. 270 s. 271 s. 272 s. 273 s. 274 s. 275 s. 276 s. 277 s. 278 s. 279 s. 280 s. 281 s. 282 s. 283 s. 284 s. 285 s. 286 s. 287 s. 288 s. 289 s. 290 s. 291 s. 292 s. 293 s. 294 s. 295 s. 296 s. 297 s. 298 s. 299 s. 300 s. 301 s. 302 s. 303 s. 304 s. 305 s. 306 s. 307 s. 308 s. 309 s. 310 s. 311 s. 312 s. 313 s. 314 s. 315 s. 316 s. 317 s. 318 s. 319 s. 320 s. 321 s. 322 s. 323 s. 324 s. 325 s. 326 s. 327 s. 328 s. 329 s. 330 s. 331 s. 332 s. 333 s. 334 s. 335 s. 336 s. 337 s. 338 s. 339 s. 340 s. 341 s. 342 s. 343 s. 344 s. 345 s. 346 s. 347 s. 348 s. 349 s. 350 s. 351 s. 352 s. 353 s. 354 s. 355 s. 356 s. 357 s. 358 s. 359 s. 360 s. 361 s. 362 s. 363 s. 364 s. 365 s. 366 s. 367 s. 368 s. 369 s. 370 s. 371 s. 372 s. 373 s. 374 s. 375 s. 376 s. 377 s. 378 s. 379 s. 380 s. 381 s. 382 s. 383 s. 384 s. 385 s. 386 s. 387 s. 388 s. 389 s. 390 s. 391 s. 392 s. 393 s. 394 s. 395 s. 396 s. 397 s. 398 s. 399 s. 400 s. 401 s. 402 s. 403 s. 404 s. 405 s. 406 s. 407 s. 408 s. 409 s. 410 s. 411 s. 412 s. 413 s. 414 s. 415 s. 416 s. 417 s. 418 s. 419 s. 420 s. 421 s. 422 s. 423 s. 424 s. 425 s. 426 s. 427 s. 428 s. 429 s. 430 s. 431 s. 432 s. 433 s. 434 s. 435 s. 436 s. 437 s. 438 s. 439 s. 440 s. 441 s. 442 s. 443 s. 444 s. 445 s. 446 s. 447 s. 448 s. 449 s. 450 s. 451 s. 452 s. 453 s. 454 s. 455 s. 456 s. 457 s. 458 s. 459 s. 460 s. 461 s. 462 s. 463 s. 464 s. 465 s. 466 s. 467 s. 468 s. 469 s. 470 s. 471 s. 472 s. 473 s. 474 s. 475 s. 476 s. 477 s. 478 s. 479 s. 480 s. 481 s. 482 s. 483 s. 484 s. 485 s. 486 s. 487 s. 488 s. 489 s. 490 s. 491 s. 492 s. 493 s. 494 s. 495 s. 496 s. 497 s. 498 s. 499 s. 500 s. 501 s. 502 s. 503 s. 504 s. 505 s. 506 s. 507 s. 508 s. 509 s. 510 s. 511 s. 512 s. 513 s. 514 s. 515 s. 516 s. 517 s. 518 s. 519 s. 520 s. 521 s. 522 s. 523 s. 524 s. 525 s. 526 s. 527 s. 528 s. 529 s. 530 s. 531 s. 532 s. 533 s. 534 s. 535 s. 536 s. 537 s. 538 s. 539 s. 540 s. 541 s. 542 s. 543 s. 544 s. 545 s. 546 s. 547 s. 548 s. 549 s. 550 s. 551 s. 552 s. 553 s. 554 s. 555 s. 556 s. 557 s. 558 s. 559 s. 560 s. 561 s. 562 s. 563 s. 564 s. 565 s. 566 s. 567 s. 568 s. 569 s. 570 s. 571 s. 572 s. 573 s. 574 s. 575 s. 576 s. 577 s. 578 s. 579 s. 580 s. 581 s. 582 s. 583 s. 584 s. 585 s. 586 s. 587 s. 588 s. 589 s. 590 s. 591 s. 592 s. 593 s. 594 s. 595 s. 596 s. 597 s. 598 s. 599 s. 600 s. 601 s. 602 s. 603 s. 604 s. 605 s. 606 s. 607 s. 608 s. 609 s. 610 s. 611 s. 612 s. 613 s. 614 s. 615 s. 616 s. 617 s. 618 s. 619 s. 620 s. 621 s. 622 s. 623 s. 624 s. 625 s. 626 s. 627 s. 628 s. 629 s. 630 s. 631 s. 632 s. 633 s. 634 s. 635 s. 636 s. 637 s. 638 s. 639 s. 640 s. 641 s. 642 s. 643 s. 644 s. 645 s. 646 s. 647 s. 648 s. 649 s. 650 s. 651 s. 652 s. 653 s. 654 s. 655 s. 656 s. 657 s. 658 s. 659 s. 660 s. 661 s. 662 s. 663 s. 664 s. 665 s. 666 s. 667 s. 668 s. 669 s. 670 s. 671 s. 672 s. 673 s. 674 s. 675 s. 676 s. 677 s. 678 s. 679 s. 680 s. 681 s. 682 s. 683 s. 684 s. 685 s. 686 s. 687 s. 688 s. 689 s. 690 s. 691 s. 692 s. 693 s. 694 s. 695 s. 696 s. 697 s. 698 s. 699 s. 700 s. 701 s. 702 s. 703 s. 704 s. 705 s. 706 s. 707 s. 708 s. 709 s. 710 s. 711 s. 712 s. 713 s. 714 s. 715 s. 716 s. 717 s. 718 s. 719 s. 720 s. 721 s. 722 s. 723 s. 724 s. 725 s. 726 s. 727 s. 728 s. 729 s. 730 s. 731 s. 732 s. 733 s. 734 s. 735 s. 736 s. 737 s. 738 s. 739 s. 740 s. 741 s. 742 s. 743 s. 744 s. 745 s. 746 s. 747 s. 748 s. 749 s. 750 s. 751 s. 752 s. 753 s. 754 s. 755 s. 756 s. 757 s. 758 s. 759 s. 760 s. 761 s. 762 s. 763 s. 764 s. 765 s. 766 s. 767 s. 768 s. 769 s. 770 s. 771 s. 772 s. 773 s. 774 s. 775 s. 776 s. 777 s. 778 s. 779 s. 780 s. 781 s. 782 s. 783 s. 784 s. 785 s. 786 s. 787 s. 788 s. 789 s. 790 s. 791 s. 792 s. 793 s. 794 s. 795 s. 796 s. 797 s. 798 s. 799 s. 800 s. 801 s. 802 s. 803 s. 804 s. 805 s. 806 s. 807 s. 808 s. 809 s. 810 s. 811 s. 812 s. 813 s. 814 s. 815 s. 816 s. 817 s. 818 s. 819 s. 820 s. 821 s. 822 s. 823 s. 824 s. 825 s. 826 s. 827 s. 828 s. 829 s. 830 s. 831 s. 832 s. 833 s. 834 s. 835 s. 836 s. 837 s. 838 s. 839 s. 840 s. 841 s. 842 s. 843 s. 844 s. 845 s. 846 s. 847 s. 848 s. 849 s. 850 s. 851 s. 852 s. 853 s. 854 s. 855 s. 856 s. 857 s. 858 s. 859 s. 860 s. 861 s. 862 s. 863 s. 864 s. 865 s. 866 s. 867 s. 868 s. 869 s. 870 s. 871 s. 872 s. 873 s. 874 s. 875 s. 876 s. 877 s. 878 s. 879 s. 880 s. 881 s. 882 s. 883 s. 884 s. 885 s. 886 s. 887 s. 888 s. 889 s. 890 s. 891 s. 892 s. 893 s. 894 s. 895 s. 896 s. 897 s. 898 s. 899 s. 900 s. 901 s. 902 s. 903 s. 904 s. 905 s. 906 s. 907 s. 908 s. 909 s. 910 s. 911 s. 912 s. 913 s. 914 s. 915 s. 916 s. 917 s. 918 s. 919 s. 920 s. 921 s. 922 s. 923 s. 924 s. 925 s. 926 s. 927 s. 928 s. 929 s. 930 s. 931 s. 932 s. 933 s. 934 s. 935 s. 936 s. 937 s. 938 s. 939 s. 940 s. 941 s. 942 s. 943 s. 944 s. 945 s. 946 s. 947 s. 948 s. 949 s. 950 s. 951 s. 952 s. 953 s. 954 s. 955 s. 956 s. 957 s. 958 s. 959 s. 960 s. 961 s. 962 s. 963 s. 964 s. 965 s. 966 s. 967 s. 968 s. 969 s. 970 s. 971 s. 972 s. 973 s. 974 s. 975 s. 976 s. 977 s. 978 s. 979 s. 980 s. 981 s. 982 s. 983 s. 984 s. 985 s. 986 s. 987 s. 988 s. 989 s. 990 s. 991 s. 992 s. 993 s. 994 s. 995 s. 996 s. 997 s. 998 s. 999 s. 1000 s. 1001 s. 1002 s. 1003 s. 1004 s. 1005 s. 1006 s. 1007 s. 1008 s. 1009 s. 1010 s. 1011 s. 1012 s. 1013 s. 1014 s. 1015 s. 1016 s. 1017 s. 1018 s. 1019 s. 1020 s. 1021 s. 1022 s. 1023 s. 1024 s. 1025 s. 1026 s. 1027 s. 1028 s. 1029 s. 1030 s. 1031 s. 1032 s. 1033 s. 1034 s. 1035 s. 1036 s. 1037 s. 1038 s. 1039 s. 1040 s. 1041 s. 1042 s. 1043 s. 1044 s. 1045 s. 1046 s. 1047 s. 1048 s. 1049 s. 1050 s. 1051 s. 1052 s. 1053 s. 1054 s. 1055 s. 1056 s. 1057 s. 1058 s. 1059 s. 1060 s. 1061 s. 1062 s. 1063 s. 1064 s. 1065 s. 1066 s. 1067 s. 1068 s. 1069 s. 1070 s. 1071 s. 1072 s. 1073 s. 1074 s. 1075 s. 1076 s. 1077 s. 1078 s. 1079 s. 1080 s. 1081 s. 1082 s. 1083 s. 1084 s. 1085 s. 1086 s. 1087 s. 1088 s. 1089 s. 1090 s. 1091 s. 1092 s. 1093 s. 1094 s. 1095 s. 1096 s. 1097 s. 1098 s. 1099 s. 1100 s. 1101 s. 1102 s. 1103 s. 1104 s. 1105 s. 1106 s. 1107 s. 1108 s. 1109 s. 1110 s. 1111 s. 1112 s. 1113 s. 1114 s. 1115 s. 1116 s. 1117 s. 1118 s. 1119 s. 1120 s. 1121 s. 1122 s. 1123 s. 1124 s. 1125 s. 1126 s. 1127 s. 1128 s. 1129 s. 1130 s. 1131 s. 1132 s. 1133 s. 1134 s. 1135 s. 1136 s. 1137 s. 1138 s. 1139 s. 1140 s. 1141 s. 1142 s. 1143 s. 1144 s. 1145 s. 1146 s. 1147 s. 1148 s. 1149 s. 1150 s. 1151 s. 1152 s. 1153 s. 1154 s. 1155 s. 1156 s. 1157 s. 1158 s. 1159 s. 1160 s. 1161 s. 1162 s. 1163 s. 1164 s. 1165 s. 1166 s. 1167 s. 1168 s. 1169 s. 1170 s. 1171 s. 1172 s. 1173 s. 1174 s. 1175 s. 1176 s. 1177 s. 1178 s. 1179 s. 1180 s. 1181 s. 1182 s. 1183 s. 1184 s. 1185 s. 1186 s. 1187 s. 1188 s. 1189 s. 1190 s. 1191 s. 1192 s. 1193 s. 1194 s. 1195 s. 1196 s. 1197 s. 1198 s. 1199 s. 1200 s. 1201 s. 1202 s. 1203 s. 1204 s. 1205 s. 1206 s. 1207 s. 1208 s. 1209 s. 1210 s. 1211 s. 1212 s. 1213 s. 1214 s. 1215 s. 1216 s. 1217 s. 1218 s. 1219 s. 1220 s. 1221 s.

VOICI LE NOUVEAU MINISTRE DES TRANSPORTS.



collette



LE STYLE DE VILLE DES ANNÉES 80

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : plus ferme à 6,96 F

Sur des marchés des changes assez calmes, le dollar s'est raffermi à 6,96 F, contre 6,91 F et à 2,26 DM, contre 2,2425 DM. A New-York, puis à Tokyo, il a nettement remonté à 174,35 yens après avoir touché son plus bas niveau historique à 174,35 yens. La livre sterling a remonté à 1,47 dollar sur des rumeurs, non confirmées, d'accord à l'OPEP. Quant au franc français, il a légèrement fléchi contre le mark, dont le cours est repassé de 3,0720 F à 3,0770 F.

Croissance : hausse de 7,2 % du PNB japonais

Durant le dernier trimestre de 1985, le produit national brut japonais a progressé de 7,2 % en rythme annuel, bénéficiant d'une forte reprise de la demande intérieure, notamment dans la construction de logements, indique l'Agence de planification économique (EPA). Cette croissance, en termes réels, est la plus élevée enregistrée par le Japon depuis les 6,9 % atteints durant le dernier trimestre de 1984. Une poussée qui intervient après le médiocre résultat de 0,7 % du troisième trimestre 1985 et rend vraisemblable l'objectif gouvernemental d'une expansion de 4,2 % durant l'année budgétaire qui se termine fin mars.

Balance des paiements courants : déficit record aux Etats-Unis

Les Etats-Unis ont enregistré, en 1985, un déficit record de 117,7 milliards de dollars de leur balance des paiements courants. Excédentaire jusqu'en 1981, cette balance a depuis lors accumulé les déficits pour enregistrer un solde négatif de 107,4 milliards en 1984, record désormais battu. La dégradation de la balance commerciale, 124,3 milliards de dollars en 1985 sur la base des données douanières, a lourdement joué en défaveur de la balance des paiements courants. Un handicap qui n'a pu être surmonté par l'excédent de 21,4 milliards enregistré par les revenus sur les investissements américains à l'étranger. Des résultats qui confirment que les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, sont devenus débiteurs nets en 1985. Le secrétaire au Trésor, M. James Baker, a toutefois fait part de son espoir de voir le recul du dollar, qui est pour lui « une bonne nouvelle », finir par offrir un avantage aux exportateurs américains et se répercuter favorablement dans la balance commerciale.

Matières premières : nouvelle baisse des prix en février

Les prix des matières premières importées par la France ont à nouveau baissé, au cours du mois de février, de 5,9 % en franc, et de 1,7 % en devises. En francs, les prix des matières premières ont diminué de 8,5 % pour les produits alimentaires et de 4,4 % pour les produits industriels. En devises, ces diminutions sont respectivement de 4,4 % et de 0,1 %. Une seule hausse est enregistrée et concerne le caoutchouc naturel (+ 8,1 % en devises).

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les milieux de la City sont seuls à approuver le projet de budget

De notre correspondant

Londres. — En présentant le mardi 18 mars le budget de l'exercice 1986-1987, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a essayé de faire de son mieux pour dissimuler l'un des plus graves embarras dans lesquels puisse se trouver un ministre : être obligé de renoncer à ses promesses. M. Lawson savait en effet que la brusque chute des prix du pétrole au début de l'année le conduisait à abandonner l'idée d'un important allègement fiscal. Même s'il n'est pas définitif, ce renoncement est d'autant plus étonnant que M. Lawson avait pris le risque de prédire ses intentions dès le mois de novembre lorsque, comme le veut la tradition, il avait défini les grandes lignes du budget. Il avait révéilé qu'il souhaitait diminuer l'impôt de 3,5 milliards de livres.

Pour financer cette disposition, il comptait sur des revenus pétroliers annuels de 11,5 milliards de livres (1). Or il s'avère aujourd'hui que ceux-ci seront vraisemblablement réduits de moitié, au minimum, durant l'exercice à venir et que, par conséquent, M. Lawson ne peut tabler que sur une marge de manœuvre de 1 milliard de livres à peine pour offrir quelques soulagements aux contribuables britanniques. Situation déplorable non seulement parce qu'elle oblige M. Lawson à revenir sur ce qui était promis depuis longtemps mais encore parce que, pour douze mois, au moins, le gouvernement Thatcher est privé d'un atout dont il avait bien besoin au moment où, ébranlé par l'affaire Westland notamment, sa cote a considérablement baissé dans les sondages.

Demi-surprise et demi-mesure

Pour compenser sa propre déconvenue, celle des contribuables et celle des députés conservateurs inquiets pour l'avenir de leur parti, le chancelier de l'Echiquier a inscrit dans son projet de budget une réduction de 1 % du taux de base de l'imposition sur le revenu, pour la première fois depuis 1979. C'est une

solution d'attente qualifiée de demi-surprise par les uns et de demi-mesure par les autres.

Autre nouvelle favorablement accueillie dans les milieux conservateurs et dans la City : une série d'abattements fiscaux et d'exonérations pour les actionnaires ; d'autre part, un renforcement ou un complément de dispositions déjà existantes pour l'emploi, à l'intention surtout des jeunes et des chômeurs de longue date (création de services d'aide publique). Dans le premier cas, il s'agit de mettre l'accent sur une politique chère au premier ministre qui entend promouvoir un « capitalisme populaire ». Dans ce domaine, plusieurs mesures prises ont pour but d'inciter les porteurs de parts à conserver leurs actions le plus longtemps possible.

Dans le second cas, l'effort consenti n'a rien de spectaculaire et semble essentiellement destiné à faire pibce, valise que valise, aux critiques qui se multiplient à ce sujet jusque dans les rangs de la majorité, le chômage demeurant le principal

point noir : le nombre de chômeurs atteints en février trois millions deux cent mille personnes, soit 13,3 % de la population active.

Haussée des impôts indirects

En contrepartie de ces quelques efforts et en conséquence du manque à gagner sur les « royalties » du pétrole, M. Lawson a annoncé un accroissement des impôts indirects. Les taxes sur les cigarettes et l'essence sont nettement relevées. M. Lawson estime toutefois que pour le carburant l'augmentation devrait être en « service » abaisée par les compagnies pétrolières qui dernièrement en Grande-Bretagne avaient beaucoup moins répercuté à la pompe la baisse du prix du brut, moins qu'en France et en Allemagne fédérale par exemple.

En fin de compte, ce projet de budget est marqué par la continuité. Le gouvernement entend rester fidèle à son orientation et à sa politique de rigueur, en dépit des avertissements de l'opposition et de certains conservateurs de plus en plus nombreux à exiger un accroissement des dépenses. M. Lawson a pris soin de redire qu'il convenait de limiter encore l'inflation, qu'il espérait ramener de 5 % à 3,5 %.

Dans la City, bien que le budget soit jugé assez bon, les réactions sont généralement favorables, comme l'a déjà montré mardi l'augmentation des cours de la Bourse et de celui de la livre, durement touchée en janvier par la guerre des prix du pétrole. Les financiers de la place de Londres sont satisfaits des mesures prises pour encourager l'investissement et des déclarations de M. Lawson qui leur permettent d'espérer une baisse de 1 % des taux d'intérêt à très court terme, peut-être même de ce montant.

A la Chambre des communes, le leader du Parti travailliste n'a évidemment pas manqué de se passer du report des promesses de M. Lawson en matière fiscale. « Une fois de plus, le gouvernement nous annonce de la confiture pour demain », a dit M. Neil Kinnock, qui a également noté que M. Lawson cette année s'était abstenu d'introduire son projet « budget pour l'emploi », comme il l'avait fait en 1985.

FRANCIS CORNU.

(1) Voir le dossier intitulé « L'or noir passe au rouge », le Monde daté 2-3 février.

A PROPOS DU BUDGET DE LA CEE

La Cour de justice européenne donne tort à l'Assemblée de Strasbourg

De notre correspondant

Bruxelles. — La Cour de justice européenne de Luxembourg vient de sanctionner le Parlement européen, lui reprochant d'avoir arrêté en décembre le budget de la CEE pour 1986 en outrepassant les droits que lui reconnaît la réglementation communautaire. Tel est le sens de l'ordonnance de référé que vient de rendre la Cour, aux termes de laquelle elle ramène le budget de la CEE de 33,3 milliards d'ECU à 32,7 milliards d'ECU (1 ECU équivaut à 6,56 francs). Elle donne ainsi raison aux cinq Etats membres — le Royaume-

Uni, les Pays-Bas, la RFA, la France et le Luxembourg — qui avaient introduit un recours contre la décision du Parlement.

Aux termes de la procédure budgétaire, les dépenses « non obligatoires », c'est-à-dire la majorité des dépenses figurant dans le budget européen autres que les dépenses agricoles, sont fixées librement par le Parlement à l'intérieur d'une marge de manœuvre, c'est-à-dire d'un taux maximum de progression qui est établi chaque année en fonction de l'évolution économique ; le Parlement peut dépasser ce taux, mais à condition d'obtenir l'aval du conseil.

Coup de force illégal

Fin 1985, le Parlement a estimé que les crédits affectés au fonds régional et au fonds social, figurant dans le projet de budget qui lui était soumis par le conseil des ministres, étaient très inférieurs aux sommes nécessaires pour que puissent être respectés les engagements pris dans le passé. Une négociation s'est instaurée entre les deux institutions. Le

conseil a partiellement accepté la revendication du Parlement. Cependant, celui-ci a trouvé l'effort insuffisant et a pris sur lui-même de relever ses crédits additionnels plus que ne l'autorisait le conseil. C'est ce coup de force que l'ordonnance de la Cour déclare illégal.

En termes purement budgétaires, la position prise ainsi par la Cour n'a qu'une portée relative : la Commission européenne vient en effet d'indiquer son intention de présenter bientôt aux gouvernements membres un budget supplémentaire de près de 3 milliards d'ECU pour faire face à l'augmentation plus rapide que prévu des dépenses agricoles, mais aussi pour accroître la capacité d'intervention des fonds structurels. C'est-à-dire du Fonds régional et du Fonds social. En revanche, ce rapport à l'ordre qu'adresse ainsi la Cour au Parlement, devrait inviter celui-ci à mieux respecter à l'avenir la règle du jeu, que définit la procédure budgétaire. Pour les gouvernements, qui avaient introduit la requête, ce but est essentiel.

PHILIPPE LEMAITRE.

UN COMPTE-GOUTTES POUR LE TIERS-MONDE

Les communes sont invitées à financer des projets de développement sur le thème de l'eau

Petits ruisseaux font grandes rivières. Un centime collecté par mètre cube d'eau utilisé permettrait de réunir plusieurs millions de francs destinés à financer des projets en faveur du tiers-monde. Tel est le sens du programme Solidarité-Eau, lancé tout au long national qu'europeen (1).

Au Rwanda, pays des dix mille sources, le captage, l'adduction et la distribution de l'eau sont souvent inexistantes. Une organisation non gouvernementale (ONG), l'Association française des volontaires du progrès, a présenté des projets pour l'approvisionnement en eau de trois communes. Une autre association, Euro-Accord-Africa travaille au creusement de puits et au développement de coopératives sur les zones pastorales de Kidal et Mankala, au Mali. Ces projets et quelques autres encore sont financés par le Syndicat des eaux d'Ile-de-France. Présidé par M. André Samini, maire d'Issy-les-Moulineaux, il regroupe 144 communes et distribue l'eau à 4 millions d'habitants. Ce syndicat a décidé de participer à l'action en faveur du tiers-monde : 3 millions de francs ont été dégagés sur son budget annuel, soit une participation de moins de 2 francs par foyer.

Cette solidarité sur le thème de l'eau s'inscrit dans la Décennie internationale de l'eau (1980-1990) décidée par les Nations unies. L'idée du programme fut lancée par M. Mitterrand, à Montdauphin (Hautes-Alpes), le 6 mai 1984, lors d'une réunion d'associations européennes de l'environnement. Présenté à Bruxelles par M. Bouchard, ministre de l'environnement, ce projet a fait l'objet d'une résolution adoptée par le conseil des ministres de la Communauté en juin 1984. Il s'adresse aux collectivités locales qui sont invitées à consacrer une part de leur budget, calculée en fonction de la quantité d'eau consommée par leur popula-

tion, à des projets d'aide directe finissant des collectivités ou communautés locales des pays en développement. Trois thèmes sont privilégiés : l'eau et l'agriculture, l'eau et l'hygiène et la santé, l'eau et les milieux menacés. L'idée de jumelage entre le Nord et le Sud est prolongée par des jumelages européens : plusieurs collectivités territoriales de pays différents peuvent s'associer et choisir de financer ensemble un même projet.

Une coordination indispensable

Pour éviter les gaspillages et les doubles emplois, les initiatives sont coordonnées par un comité européen, présidé par le maire de Mayenne, président du Conseil des communes et régions d'Europe, qui offre des comités nationaux en Italie, aux Pays-Bas, en RFA, en Grande-Bretagne, en Belgique. En France, le comité est présidé par M. Stéphane Hessel, est composé d'associations de collectivités territoriales, d'associations de développement, d'organisations professionnelles et techniques (agences de bassin et groupe de recherche et d'échange technologique) et des représentants de différents ministères. Cette composition illustre le fonctionnement du programme. Les collectivités du Sud proposent des projets directement ou par l'intermédiaire d'ONG. Ceux-ci sont répertoriés dans une base, au sein

de laquelle les collectivités intéressées vont choisir ceux qu'elles financent. Les organisations techniques apportent leur expertise. Plus de cent projets sont recensés dans cette base, accessible aujourd'hui par Minitel.

L'originalité du programme Solidarité-Eau réside dans ce système qui permet à la fois de coordonner tout en évitant les interférences. La prolifération des interventions dans les pays du tiers-monde rend cette coordination indispensable. A titre d'exemple, 360 ONG européennes, dont 164 françaises, interviennent au Burkina-Faso. En second lieu, il permet de mobiliser de nouveaux partenaires du développement, les collectivités locales, encore peu engagées dans la coopération internationale. Cet apport est précieux car les communes, par exemple, peuvent intervenir plus facilement que les ONG qui ne disposent pas d'une unité territoriale, leur participation à des actions de sensibilisation. De fait, celles-ci apparaissent indispensables si l'on veut éviter que des programmes tels que Solidarité-Eau ne deviennent des subventions involontaires, bientôt assimilées à un impôt levé par des élus, certes, mais sans contrôle par les administrés.

JACQUES GRALL.

(1) Programme Solidarité-Eau, BP 168, 92205 Neuilly Cedex. Tél. : (1) 45-51-00-01.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La REGIE DES CHEMINS DE FER DU SÉNÉGAL lance un appel d'offres international N° 14/85-86 sur financement du Fonds européen de développement pour la fourniture de matériel outillage de voie, en 6 lots. Le cahier des charges est disponible au Service d'information des communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, 75762 PARIS Cedex 16. Les soumissions seront ouvertes à Dakar en séance publique le 21 mai 1986.

Cet emprunt ayant été souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement Mars 1986



Crédit Foncier de France

FRF 500.000.000 obligations rétractables de Série A 10 % 1986-1998
avec Bons de Souscription donnant droit à
FRF 500.000.000 obligations rétractables de Série B
10 % 1986-1998

Garantie inconditionnelle de
l'Etat Français

Banque Nationale de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations

Credit Suisse First Boston Limited

Algemeene Bank Nederland N.V.

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Indosuez

Banque Paribas Capital Markets Limited

Crédit Agricole

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Crédit du Nord

Daiwa Europe Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Dresdner Bank

Generale Bank

Industriebank von Japan (Deutschland)

Kleinwort, Benson Limited

Morgan Guaranty Ltd

Morgan Stanley International

Salomon Brothers International Limited

Société Générale

Swiss Bank Corporation International Limited

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

S.G. Warburg & Co. Ltd.

Westpac Banking Corporation

Ebc Amro Bank Limited

Banco Commerciale Italiana

Banque Française du Commerce Extérieur

Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg SA

Bank Ippa

Banque de l'Union Européenne

Caisse Centrale des Banques Populaires

Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Commerzbank

Crédit Industriel et Commercial

Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen

Kreditbank S.A. Luxembourg

Lazard Frères et Cie

Morgan Grenfell & Co. Limited

Société Générale Association de Banque, Luxembourg

AFFAIRES

LE DÉCÈS DE M. HEINZ NIXDORF

Hérant de la mini-informatique ouest-allemande

De notre correspondant

Bonn. - L'industriel fétiche des Allemands de l'Ouest, M. Heinz Nixdorf, est décédé le 17 mars d'une crise cardiaque, au cours d'une réception de sa firme au centre des expositions de Hanovre (*le Monde* du 14 mars). Il allait avoir soixante et un ans. Parti de zéro, cet autodidacte avait réussi, en trente ans, à hisser sa firme au niveau des grands de l'informatique mondiale. Numéro trois de l'informatique européenne, Nixdorf Computer AG emploie vingt-trois mille salariés dans quarante-trois pays. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 5,9 milliards de deutschemarks (environ 12 milliards de francs), avec un rythme de croissance annuelle d'environ 20 % au cours des dernières années.

Le génie de Heinz Nixdorf est d'avoir reconnu très tôt, bien avant l'apparition de la Silicon Valley, l'importance des mini-ordinateurs pour les petites et moyennes entreprises. Doté d'une double base des maths et des affaires, il avait commencé sa carrière, alors qu'il n'était encore qu'étudiant, en physique, comme assistant d'un des pionniers de l'informatique ouest-allemande. Dès 1952, sans attendre la fin de

l'université, il se met à son propre compte. Un premier contrat de 30 000 deutschemarks, qui lui est accordé par la compagnie Rheinisch-Westfälische Elektrizitätswerke (RWE) pour la construction d'une nouvelle machine à calculer électronique, lui permet, à vingt-sept ans, de fonder sa première firme à Essen, dans la Ruhr. Il se lance dans les composants pour machines de bureau.

La véritable percée de Nixdorf remonte à la fin des années 60, où il rachète son principal client, la firme Wanderscheid-Werke, de Cologne, pour 17,5 millions de deutschemarks. Revenu s'installer dans sa ville natale de Paderborn, il y présente le visage d'une généralisation de l'ordinateur et force peu à peu sa place dans un créneau encore peu exploité par les géants de l'informatique comme IBM.

La compagnie Nixdorf, qui ne réalisait en 1966 qu'un chiffre d'affaires de 28 millions de deutschemarks, connaît depuis lors une expansion dont ses concurrents ne pouvaient que rêver. Il installe des usines à l'étranger, y compris aux États-Unis. Le magazine américain *Fortune* le couronne en 1984 meilleur homme d'affaires européen.

HENRI DE BRESSON.

Les chambres de commerce soulignent l'amélioration de la situation des entreprises

M. Pierre Netter, président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) devait présenter le mercredi 19 mars le rapport sur la situation des entreprises françaises en 1985-1986. Usant de métaphores, l'APCCI note qu'en 1985 « l'activité générale s'est inscrite sur une pente légèrement croissante, mais le profil annuel apparaît heurté, reflétant outre les aléas climatiques, les hésitations de la demande ». Des régions comme l'Ile-de-France, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Rhône-Alpes ont, bien que d'autres aient ressenti la progression de l'activité. Elles constituent, selon les chambres de commerce, des pôles de développement.

Si l'activité industrielle a été soutenue, c'est grâce aux industries de biens intermédiaires (sidérurgie, chimie, papier, carton, verrerie). Les biens de consommation enregistrent une reprise modérée, le bâtiment et le génie civil voient leur situation s'améliorer.

L'APCCI estime les suppressions d'emplois en 1985 à 125 000 (-0,6 %) au lieu de 220 000 en 1984.

L'amélioration de la conjoncture s'est traduite, pour les entreprises,

- une forte décelération des coûts des produits importés ;
- une amélioration modérée des marges d'exploitation ;
- un assouplissement des trésoreries ;
- un désendettement ;
- la reprise des investissements, notamment les investissements de productivité, y compris dans les PME.

Et 1986 ? L'APCCI évalue comme « positives », évidemment, les baisses du pétrole et du dollar. La croissance du PNB pourrait atteindre 2,5 %.

L'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes (Eurochambres) publie, de son côté, son rapport sur la conjoncture des entreprises en Europe. Elle classe, dans ses prévisions pour 1986, les pays d'Europe en trois catégories :

- ceux où la tendance actuelle est très favorable : RFA, Pays-Bas, Autriche, Irlande, Turquie ;
- ceux où la conjoncture est modérément favorable : France, Luxembourg, Italie, Grèce, Bretagne ;
- l'Europe « à la traîne », représentée par la Grèce.

ENTREPRISES

Fichtel und Sachs rachète Alliquant

En règlement judiciaire depuis cinq mois, la société Alliquant, premier fabricant français d'amortisseurs pour véhicules automobiles (4,5 millions de pièces, 11 millions, licenciés inclus) va être rachetée par le groupe allemand Fichtel und Sachs, numéro un européen de la spécialité (12,5 millions de pièces).

Le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) a pris cette décision après avoir examiné plusieurs propositions de reprise. Alliquant (450 millions de francs de chiffre d'affaires), dont l'unité de production est implantée à Mourvillan (Gers), emploie plus de 600 personnes. L'entreprise est le principal fournisseur de la Régie Renault. Elle a terriblement souffert de la crise automobile (plus de 25 millions de francs de pertes).

L'accord conclu avec Fichtel und Sachs prévoit le maintien de la production après 30 à 40 suppressions d'emplois et mutations. C'est une bonne affaire pour le groupe allemand (près de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires répartis presque à égalité entre les amortisseurs, les embrayages et les moteurs de torpédos à gaz). La firme de Schweinfurt (Bavière), qui avait depuis longtemps des visées sur Alliquant (*le Monde* du 2-3 décembre 1984), va ainsi pouvoir renforcer sa suprématie sur le marché européen des amortisseurs (65 millions de pièces), face aux prétentions de l'américain Monroe (groupe Tenneco), numéro un pour le rachat, mais au moment où la menace japonaise se précise avec les appétits manifestés par les groupes nippons Kayaba et Tokico.

Les Coopérateurs de Flandre-Artois reprennent la CCPM

Après avoir refusé une première offre jugée insuffisante, le tribunal de commerce de Béthune (Pas-de-Calais) a accepté le plan de reprise partielle de la Coopérative centrale du pays minier (CCPM) d'Hénin-Beaumont, en liquidation de biens, par les Coopérateurs de Flandre-Artois (CFA). Ceux-ci proposent 7,8 millions de francs pour la reprise de 65 des 75 magasins que comptait encore la CCPM et prévoient le maintien de 208 emplois sur 331. Cette offre a été présentée à la fin des cadres de la CCPM, qui, avec l'aide des col-

lectivités locales, envisageaient de conserver la totalité des effectifs.

La compagnie Varig achète six Boeing-767

La compagnie aérienne Varig achète six Boeing-767-200 à rayon d'action allongé. Ces appareils seront livrés en 1987. Le montant total du contrat, pièces de rechange comprises, s'élève à 400 millions de dollars (2,8 milliards de francs). Avec cette nouvelle commande, Boeing aura vendu cent quatre-vingt-seize 767 à vingt-trois compagnies. Airbus, qui avait soumis une offre échouée pour des raisons de prix, (AFP.)

LES ÉTRANGERS EN FRANCE

• Histoire et raisons de l'immigration
• Naturalisation • Résidence • Sexe et âge • Mouvement de population • Population active • Travail emploi • Salaires • Ménages et familles • Scolarisation • Délinquance • Conditions de vie • Transferts d'économie • Migrations internationales pour l'emploi...
27 rubriques esquissent les contours et caractères des populations étrangères en France.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER AU CNRS-RESEAUX S.P. 2715 - 80007 AMIENS CEDEX

Veuillez m'adresser : ☐ exemplaire(s) de l'ouvrage : "CONTOURS ET CARACTÈRES DES ÉTRANGERS EN FRANCE"

L'exemplaire 21x29,7 cm - 64 pages - 40 F

Nom ou raison sociale : _____ Tél. : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Ci-joint, en règlement la somme de _____ F par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat à l'ordre de l'INSEE

Signature : _____

DOUBLEZ VOTRE CAPACITÉ INFORMATIQUE

Avec un 2ème PC de 3,9 kg

- Au Bureau : Votre PC
- En voyage, en clientèle, à domicile : Votre PAPAN T 1100

COMPATIBLE AVEC VOS LOGICIELS
MS DOS GRACE AU LECTEUR 5 1/4
SA VERSION DE BASE COMPREND :

Unité centrale 286 Ko / Clavier Azerty
Ecran à cristaux liquides 80 X 25
Port Parallele pour imprimante
Lecteur 3 1/2 interne 720 Ko
MS DOS + Logiciel C Com 1
Sortie RGB 800 X 240

PROMOTION :
PAPAN T 1100
+ LECTEUR DE DISQUETTE 5 1/4 :
19.971.- Frs H.T.
Offre valable jusqu'au 31 Mars 1986 -
Crédit Sovac

LA RESEAU CALCUL : 67 bd Saint Germain 75005 PARIS
Tél. : 43.25.66.66 - Poste 404

L'AUTRE JOURNAL

- Paris - Château-Chinon : images du 16 mars 1986
- Africa, Africa : Duras-Mitterrand, dernier entretien
- Roland Barthes inédit : « Fragments pour H... »
- Beyrouth au quotidien : le Liban s'entête à vivre.
- Un après-midi de sable : Belle-Ile... jamais vue

L'autre hebdo du mercredi

ACTIONNAIRES DE PROVIDENCE S.A.

PARIBAS A DIT OUI A DROUOT

Comme PARIBAS, choisissez le dynamisme + la sécurité

REPONDEZ OUI A L'OFFRE
DROUOT - AXA
ASSURANCES
avant le 21 mars 1986

C'est votre intérêt aujourd'hui.
C'est votre assurance pour demain.

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES ACTIONS PROVIDENCE S.A.

1 ACTION PROVIDENCE S.A.	ÉCHANGE	1 OBLIGATION DROUOT Assurances 8 % 8 ans	CONVERSION	7 ACTIONS DROUOT Assurances	6,5 ACTIONS DROUOT Assurances
				Avant le 31.12.1986	Après le 1.01.1987

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
05.08.40.41
N° de téléphone vert gratuit

AXA

DROUOT ASSURANCES

* Note d'information ayant reçu le visa COB 86-41

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SOCIAL

UN RAPPORT DE M. WARCHOLAK SUR LE RECUL DE LA SYNDICALISATION

Quand la CGT part à la « reconquête » d'elle-même

« Nous assistons à un phénomène qui pourrait conduire la CGT à une situation de mouvement d'influence au détriment de force organisée, si nous n'y prenons garde », écrit M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, dans un rapport sur la syndicalisation qu'il a présenté à la commission exécutive de la centrale le 5 mars. Si, pour M. Warcholak, qui, membre du comité central du PC, appartient à l'aile dure, « la CGT n'est pas en déclin », elle « est farouchement combattive, et ce n'est pas sans effet. (...) Le terme de reconquête n'est donc pas une clause de style, il est bien notre problème et constitue notre objectif ».

Présenté au nom du bureau confédéral pour « susciter un débat de fond », le rapport part d'un constat sans tard : « Nos forces organisées sont en recul sensible », et cela depuis la période 1972-1974. « Depuis 1974, souligne-t-il, soit une période de onze ans, nous avons perdu un nombre d'adhérents plus important que celui indiqué dans le rapport financier au quarante-deuxième congrès. Il portait sur sept ans, avec une perte 700 000. Combien ? Selon les estimations, la CGT aurait perdu, de 1974 à 1983, plus de 830 000 adhérents (le Monde du 19 novembre 1985). M. Warcholak, lui, ne donne pas de précisions. Mais il ajoute que, « de 1974 à 1985, nous avons enregistré 2 410 809 adhésions et créé 33 614 bases nouvelles ». Il réfute au passage « l'argument simpliste du syndicat-passeur ». Mais force est de reconnaître que, pour arriver à 1 622 095 adhésions en 1983 (chiffres officiels), beaucoup d'adhésions n'ont dû être que très passagères.

Il reste que, pour M. Warcholak, « un fait majeur s'impose : l'influence de la CGT a régressé de

4 % à 10 % et plus selon les secteurs, et cela sur une période de quinze ans environ », à travers les élections professionnelles, même s'il y a eu une « légère amorce de consolidation et de progrès en 1985, confirmée en début 1986 ». Ainsi, « le règlement des cotisations accuse un réel retard et crée des malentendus une situation critique ». Situation qui serait « dangereuse » si la centrale devait mener prochainement des campagnes contre la remise en cause des conquêtes sociales, vu l'état des réserves.

« Pause » des initiatives

L'urgence pour M. Warcholak est bien le débat sur la syndicalisation et la collecte des cotisations. « Il convient, affirme-t-il, de dégager tout le temps nécessaire, c'est-à-dire reconsidérer toutes les initiatives prévues durant cette période et au-delà, faire de nouveaux choix, plus rigoureux, éviter d'adopter de nouvelles initiatives pour laisser réellement tout le temps nécessaire à cette priorité-là. La désyndicalisation de la CGT n'étant pas un phénomène nouveau, on pourra seulement se demander pourquoi, après avoir multiplié les initiatives confédérales sur la flexibilité, elle aura attendu la veille d'une alternance politique pour déserter une « pause ». Sans doute est-ce parce que la syndicalisation est devenue, selon la formule de M. Warcholak, « une question vitale, au plein sens du mot ».

Dans son rapport, le secrétaire de la CGT observe que, « dans l'année de leur constitution, une base nouvelle sur deux disparaît, soit par fermeture de l'entreprise, soit par la répression, soit par cause d'insuffisance d'activité ». S'interrogeant sur les raisons du recul de la CGT, M. Warcholak décrit les étapes d'une vaste offensive du patronat et du gouvernement contre le seul syndicat qui a refusé d'adopter des « positions de collaboration de classes » mais, ajoute-t-il, « on ne peut en rester à l'analyse des éléments extérieurs » : « Nous avons nos propres responsabilités ».

Même stratégie

Le rapport adopte alors le ton de l'autocritique : « N'avons-nous pas pendant trop longtemps privilégié une activité tournée vers l'extérieur de l'entreprise, entretenu l'idée que le syndicat était conçu essentiellement pour de grands objectifs à l'échelle de la société, mais au détriment du travail quotidien, terre à terre sans lequel aucune réelle

perspective d'ensemble ne peut prendre corps. (...) Il critique les tendances « à un comportement généraliste ou au repliement à la gestion du jour le jour ». A propos des propositions d'une CGT qui ne prétend pas « avoir réponse à tout », il se demande s'il n'y a pas parfois « confusion sur le contenu et les objectifs ». Sans préciser à quel niveau il se situe — national ? régional ? fédéral ? — il reconnaît que « les effets d'une activité revendicative insuffisante ou nulle se traduisent, d'une part, par un recul social et, d'autre part, par la perte d'un savoir-faire, d'une pratique et de son prolongement naturel, un état d'esprit, une prise de conscience ».

Pour autant, M. Warcholak se garde bien de jouer les rénovateurs, et il ne préconise aucune remise en cause de la stratégie actuelle de la centrale : « La CGT n'est pas combattive seulement pour ce qu'elle fait, elle est combattive pour ce qu'elle est et ce qu'elle porte en elle pour le présent et pour l'avenir. Mieux vaut ne pas le perdre de vue, car la meilleure garantie du caractère de masse de la CGT réside précisément dans le contenu de classe de son analyse et dans son action, car celle-ci suppose l'autonomie d'appréciation, l'indépendance d'initiative et d'expression ». Conclusion : « L'affirmation de l'identité CGT est une nécessité primordiale. (...) Qui l'aurait niée en régime capitaliste et rien n'est venu, ces temps derniers, bien au contraire, en modifier le contenu. (...) Ce qui compte, c'est le contenu de ce que nous disons. Toutefois, il suggère, tant pour la formation que pour la presse confédérale, ou encore le langage militant, de faire des efforts pour « maîtriser cet aspect de notre image de marque, sans céder à la pression qui vise à effacer les mots trop clairs ».

Sur les cotisations, M. Warcholak estime que le prébénéfice automatique ne doit pas se faire au détriment du collectif traditionnel qui suppose « contact, dialogue et finalement savoir-faire ». Quant à la rétention de cotisations par les syndicats de base, elle se banalise, constate-t-il, ce qui traduit « le recul d'un mode de vie syndical pratiqué depuis des décennies ». La CGT, conclut-il, doit surtout adapter son activité aux temps « en prenant pleinement la mesure des réalités. Il convient d'apporter par notre activité, notre style, notre langage, une contribution à l'émergence et à l'élaboration d'une conscience de classe individuelle et collective, par les salaires de toutes catégories en tenant compte de leur diversité ».

MICHEL NOBLECOURT.

RENAULT : M. BESSE CONDAMNÉ POUR ENTRAVE AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ D'ENTREPRISE

M. Georges Besse, PDG de Renault, a été condamné le lundi 17 mars par le tribunal d'instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) à 5 000 F d'amende pour entrave au fonctionnement du comité central d'entreprise. Celui-ci avait reproché à M. Besse de ne pas lui avoir fourni les éléments relatifs aux 21 000 suppressions d'emploi en deux ans annoncées en juin 1985. M. Besse a en outre été condamné à verser 4 500 F de dommages-intérêts au comité d'entreprise. Il a fait appel de ce jugement.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

« Création d'un « magasin franc » à la douane et le port autonome de la Gironde ont signé un protocole pour l'ouverture d'un « magasin franc », simplifiant les formalités douanières dans la zone de Pointe-à-Pitre-Jarry. Selon le directeur général des douanes, M. Bernard Gaudillière, le dispositif mis en place permettra notamment à une entreprise d'y stocker des marchandises pendant cinq ans, ou de les transformer, sans acquiescer ni droits de douanes ni taxes.

Étranger

« Belgique : peser sur les déficits publics. — Le gouvernement belge s'est fixé un objectif ambitieux : ramener à 3 % du produit national brut fin 1987 un déficit des finances

publiques, qui représentait 12 % à la fin de 1985. Mais si les autorités de Bruxelles réussissent à économiser 214 milliards de francs belges entre 1986 et 1987 ils attendent de voir le Sénat leur accorder, à son tour, des pouvoirs spéciaux, début avril, pour préciser comment ce but sera atteint.

L'interim de M. Chotard

LE CNPF NE MODIFIERA PAS SA POSITION SUR LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

indique M. Gattaz

M. Yvon Gattaz a décidé de « prendre en charge la présidence de la commission des affaires sociales dans l'attente de la désignation d'une nouvelle personnalité ». Annonce le 18 mars par un communiqué du CNPF à la suite de la démission de M. Yvon Chotard, cette décision a été approuvée à l'unanimité par le conseil exécutif. M. Gattaz sera assisté des vice-présidents de la commission sociale — MM. Guillou (métallurgie) et Lemoine (agro-alimentaire) — pour la négociation avec les partenaires sociaux. Le communiqué indique aussi que « le CNPF a pris acte de la démission du président Chotard, qu'il regrette, tout en rendant hommage à son action ».

L'interim de M. Gattaz ne devrait pas se prolonger au-delà de la fin du mois, pour éviter d'indisposer les syndicats. Le 19 mars, M. Gattaz a écrit aux cinq centrales syndicales pour leur « assurer que la position traditionnelle du CNPF en faveur de la politique contractuelle ne sera aucunement modifiée ». L'accession de M. Guillou ou de M. Lemoine à la présidence de la commission sociale semble peu probable. Le successeur de M. Chotard pourrait être M. François Perigo, président de l'Institut de l'entreprise, ou venir du commerce.

Les syndicats ne cachent pas une certaine inquiétude. Pour M. Jean Kasper, secrétaire national de la CFDT, cette démission « traduit d'une façon spectaculaire qu'il y a un débat au sein du patronat sur la manière d'aborder la modernisation des rapports sociaux et celle des entreprises ». La CFDT souhaite que le CNPF « ne cède pas aux tentations d'un libéralisme à tout crin et ne s'enferme pas dans un tête-à-tête avec le seul gouvernement ».

M. André Bergeron « regrette » la démission de M. Chotard. « Naturellement, a-t-il déclaré à RTL, nous n'étions pas au même endroit, nous nous sommes chamaillés, mais c'est un homme qui a toujours cru aux vertus de la politique conventionnelle. » Dans une déclaration à l'AFP, M. Paul Marchelli, président de la CGC, a estimé qu'« une crise grave éclate au CNPF et risque de se développer au moment où il fallait reprendre la politique contractuelle ». La CFDT, qui « a toujours eu avec M. Chotard des relations empreintes de courtoisie et de loyauté, souhaite que la recherche d'un dialogue social constructif ne soit pas mise en cause par cette démission ».

ÉNERGIE

APRÈS TROIS JOURS DE RÉUNION

L'OPEP paraît encore loin d'un consensus

De notre envoyée spéciale

Genève. — C'est sans proposition précise que les trois membres de l'OPEP devaient rencontrer officiellement, ce mercredi 19 mars, les représentants des cinq États producteurs de pétrole (1) non membres de l'organisation, invités à Genève en marge de la conférence extraordinaire. Après trois jours de négociations serrées, l'OPEP paraît encore loin d'avoir atteint un consensus. « Les problèmes auxquels nous faisons face sont très difficiles », a expliqué, mardi soir, le ministre vénézuélien, président de la conférence, assurant qu'il était néanmoins confiant que l'OPEP « arriverait graduellement à prendre des décisions dont bénéficieront tous les pays membres ».

L'ensemble des délégations sont, certes, d'accord pour essayer de réduire la production pétrolière de l'OPEP, afin d'enrayer la chute des prix et si possible de rallier les cours, tombés de plus de moitié depuis janvier. Mais, jusqu'ici, ils n'ont pas réussi à s'entendre sur le niveau auquel il faut limiter cette production, donc sur l'ampleur des coupes à faire. Grâce au mode, deux positions s'affrontent : un grand nombre de pays, l'Algérie en tête, suggèrent de réduire massivement la production, aux environs de 14 millions de barils par jour (contre un peu plus de 17 millions au premier trimestre), afin de redresser le cours des prix. En revanche, les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, souhaitent une baisse plus modérée, à seize millions de barils par jour, afin de maintenir la pression sur les producteurs non membres de l'organisation.

« Il faut être patient. On ne peut pas remonter les prix d'un coup, on arrivera au même résultat de façon progressive, la production américaine, aux prix actuels, commence déjà à décliner », assurait mardi un membre de la délégation saou-

diéenne. Les pays du Golfe expliquent en effet que si l'OPEP se trompe et vise trop bas, elle risque de nouveau de faire la place aux producteurs concurrents qui en profiteront pour prendre les parts de marché ainsi abandonnées. Mais les tenants d'une baisse massive de la production soulignent en revanche le risque de voir les prix tomber à nouveau si le plafond fixé est trop élevé.

Le problème est encore compliqué par le fait que personne ne sait exactement quelle sera la demande mondiale adressée à l'OPEP au cours des six prochains mois. On sait seulement que, à stocks égaux, elle devrait être réduite pour des raisons saisonnières aux environs de 15 millions de barils par jour, soit 3 millions de barils par jour de moins qu'au premier trimestre.

Mais les mouvements de stock, liés pour l'essentiel aux anticipations des compagnies sur l'évolution des prix, peuvent largement faire varier cette demande en plus ou en moins de 0,5 à 2 millions de barils par jour, selon les estimations. Jusqu'ici, la baisse des prix était largement psychologique. Mais, du second au troisième trimestre, il y a un vrai problème d'équilibre physique du marché », expliquait mardi soir un délégué nigérien.

Derrière cette querelle de chiffres, on retrouve toujours, sous des positions apparemment différentes, les deux stratégies qui ont coupé l'OPEP en deux depuis le début de l'année. D'un côté, les tenants de la défense des prix avant tout, prêts à sacrifier la production et les parts de marché de l'OPEP pour soutenir les cours. De l'autre, les pays soucieux de défendre la part de marché, prêts à sacrifier les prix, afin de faire pression sur les producteurs concurrents.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Mexique, Égypte, Malaisie, Angola et Oman.

VAINCRA LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentés par ANDRÉ PRÉVOST, docteur en lettres
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL de MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6^{me} mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous écriture illustrée. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16. Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

SAHARA LES PLUS BELLES EXPÉDITIONS
Ces qui ont découvert les Tassili du Hoggar vous guident
Circuits hors-pistes — Explorations
Astronomie — Raids en 4 X 4
RAIDS ET MÉHARÉES
01480 Messimy — Tél. (74) 65-20-69
L'expérience du désert...

HOVER SPEED
en Voiture, en Vitesse et Angleterre.



Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 35 voitures. Pas de poids lourd. A bord, je place tout le monde. Même les tout-petits ont un grand fauteuil. Vitesse 100 km/h et volée Douvres. En 35 minutes.

Et ce n'est pas tout. Sud de l'Angleterre, Londres ou Ecosse, mes adresses conduisent toujours à de bons souvenirs. Je le fais du mal ? Désolé Ferry ! Contactez votre agence de voyages, ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris. (1) 42.60.36.48

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

locaexpansion

À l'issue de l'exercice 1985, la société a enregistré des engagements nouveaux pour un montant de 68,83 millions de francs, ce qui a porté le total des engagements bruts à 630,96 millions de francs.

Le résultat de l'exercice s'établit à 33 245 340 F contre 33 037 917 F en 1984, soit une progression de 6,68 %.

Il est à noter que l'exercice 1985 a été marqué par l'acquisition d'un magasin supplémentaire de 6,05 millions de francs (soit 17,17 % du bénéfice) essentiellement à l'amortissement intégral des fruits et des honoraires inhérents aux acquisitions, notamment patrimonial.

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Jean-Pierre Lacroix, a décidé, dans sa séance du 13 mars 1986, de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende unitaire de 22,70 F contre 21,62 F en 1984, soit une progression de 5 % pour un capital qui a augmenté de 10,87 %, soit la suite de conversions d'obligations de la société de 10,87 % en actions. Les actionnaires se verront offrir la faculté d'opter pour le paiement sous forme d'actions nouvelles de la société créées, jouissance 1^{er} janvier 1986.

CGR

BANQUE POUR LA CONSTRUCTION ET L'ÉQUIPEMENT

Les comptes de l'exercice 1985 arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 mars 1986 font ressortir une augmentation sensible de la rentabilité de la société : le résultat brut d'exploitation ressort à 57 MF contre 50 MF à fin 1984 et permet de dégager un résultat net de 10,2 MF contre 9,5 MF à fin 1984.

Le bénéfice net s'établit pour sa part à 2,6 MF contre 0,4 MF en 1984 car il s'agit d'un exercice de 1984 au titre du retour à meilleure fortune correspondant aux efforts consentis dans le passé par certains actionnaires.

Cette amélioration de la rentabilité résulte du développement de l'activité et des encours, conjugués avec la stabilisation des frais généraux. En effet, malgré la conjoncture médiocre du secteur immobilier, les nouveaux crédits consentis en 1985 ont totalisé 2 067 MF, soit une progression de 8,4 % par rapport à 1984 et les encours à la fin de l'exercice ont atteint 6 376 MF.

Le bon niveau d'activité des premiers mois de 1986 permet d'espérer pour l'exercice en cours, une nouvelle augmentation du résultat d'exploitation.

Le conseil d'administration a décidé la convocation, le 23 avril 1986, de l'assemblée générale ordinaire annuelle ainsi que d'une assemblée il sera demandé d'autoriser une émission d'obligations remboursables en actions afin de renforcer la structure financière de la société.

ÉTABLISSEMENTS E. CANTELAUBE ET C^e

(Groupe CFAO)

La société Cantelaube vient d'acheter à la Coopérative Pyrénées-Aquitaine vingt-huit magasins situés dans la région de Bordeaux. L'intention de l'entreprise est de créer, parmi ceux-ci, dix-neuf supermarchés qui, en s'affiliant, pourraient exploiter sous l'enseigne SODI, et de conserver pour supermarchés en gestion directe.

Après intégration de ces derniers, la structure de la société dans le sud-ouest de la France comprend, outre trois supermarchés de gros et dix cash and carry, cinquante et un magasins Sodiprix représentant 30 000 mètres carrés de surface de vente.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

(Groupe BNP)

EXERCICE 1985

Durant l'année écoulée, la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL et ses filiales françaises ont distribué 4 799 millions de francs de nouveaux concours en capital (+ 12,32 % par rapport à 1984).

Les engagements de leur clientèle, produits à recevoir inclus, atteignent 9 436 millions de francs au 31 décembre 1985.

Le bénéfice net des cinq sociétés françaises du groupe s'établit à 75 millions de francs pour 1985.

Les bénéfices nets des différentes sociétés qui le composent sont respectivement de :

- 70 870 533 F pour la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, dont 40,6 millions de revenus des filiales ;
- 31 375 124 F pour le CRÉDIT UNIVERSEL ;
- 2 914 706 F pour UNIVERSAL FACTORING ;
- 8 644 622 F pour LOCUNIVERS ;
- 1 862 507 F pour UNIFIMO.

Pour les filiales contrôlées à 100 % par la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, les distributions proposées, qui reviendront donc presque intégralement à la société mère, forment un total de 40,7 millions de francs, soit un dividende net par action de 43 F pour CRÉDIT UNIVERSEL, 5 F pour UNIVERSAL FACTORING, 77 F pour LOCUNIVERS et 30 F pour UNIFIMO.

Le conseil d'administration de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL propose, pour sa part, de répartir aux actionnaires une somme de 39 688 668 F correspondant à un dividende net unitaire de 36 F, soit, avec l'avis fiscal, un revenu global de 54 F par action.

Il a par ailleurs été décidé une augmentation en numéraire du capital de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL pour le porter de 110 246 300 F à 137 807 800 F par émission de 275 615 actions nouvelles de 100 F de nominal avec une prime d'émission de 500 F.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

ACTIONNAIRES DE PROVIDENCE S.A.

SEPT FOIS OUI PLUTOT QU'UNE !

- 1° Un revenu annuel garanti de 144 F
- 2° Le 1^{er} octobre 1986, 72 F
- 3° Des avantages fiscaux
- 4° Sept actions Drouot Assurances en 1986
- 5° Une importante plus value en capital
- 6° Une décision sans risque
- 7° Une participation à un groupe porteur d'avenir

OUI
OUI
OUI
OUI
OUI
OUI
OUI

AXA VOUS DONNE 7 RAISONS DE REPONDRE OUI à son offre avant le 21 mars 1986

- 1° UN REVENU ANNUEL GARANTI : chaque année l'obligation vous donne un revenu garanti de 144 F.
- 2° DES 1^{er} OCTOBRE, VOUS TOUCHEZ 72 F.
- 3° DES AVANTAGES FISCAUX :
 - échange et conversion se font sans impôt sur les plus values.
 - il n'y a aucun impôt sur les revenus des obligations jusqu'à 5 000 F.
 - au-delà de 5 000 F de revenu d'obligations, la fiscalité est au maximum de 26 %.
- 4° SEPT ACTIONS DROUOT ASSURANCES EN 1986 : toute obligation convertie avant le 31 décembre 1986 donnera droit à 7 actions Drouot (6,5 après le 1^{er} janvier 1987).
- 5° UNE IMPORTANTE PLUS VALUE EN CAPITAL : l'obligation convertible sera cotée en Bourse. Son cours sera supérieur à celui de 6,5 actions Drouot du fait de son revenu garanti.

• le porteur, même avant d'avoir décidé de convertir ses obligations en actions, bénéficiera ainsi de la croissance et du dynamisme de Drouot.

• UNE DECISION SANS RISQUE : si vous présentez vos actions Providence à l'offre d'AXA, vous êtes certain de recevoir les obligations convertibles correspondantes : en effet AXA s'est engagé à prendre tous les titres Providence S.A. qui se présenteront quel qu'en soit le nombre.

7° LA PARTICIPATION A UN GROUPE PORTEUR D'AVENIR : la plus ancienne société du groupe AXA a été créée en 1817. Aujourd'hui AXA est le premier groupe d'assurance privé français et l'un des plus dynamiques. En 10 ans, son chiffre d'affaires et sa richesse ont été multipliés par 20. Drouot en est la société la plus importante. Demain soyez à nos côtés pour constituer un groupe français de taille internationale.

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES ACTIONS PROVIDENCE S.A.

1 ACTION PROVIDENCE S.A.	ÉCHANGE	1 OBLIGATION DROUOT Assurances	CONVERSION	7 ACTIONS DROUOT Assurances	6,5 ACTIONS DROUOT Assurances
		8 % 8 ans		Avant le 31.12.1986	Après le 1.01.1987

POUR TOUT RENSEIGNEMENT

05.08.40.41

N° de téléphone vert gratuit

* Note d'information ayant reçu le visa COB 86-41.



(Publicité)

AVIS

ILE DE RÉ

Projet de classement parmi les sites.

Il sera procédé, du lundi 24 mars 1986 au mardi 22 avril 1986 inclus, à une enquête préalable au classement parmi les sites de l'île de Ré situés sur la commune des communes d'Am-Érès, La Corderie, Les Portes-d'Am-Érès, Saint-Clément-des-Baleines, Saint-Martin-de-Ré, La Corderie et Le Fier.

M. le Délégué régional à l'architecture et à l'environnement est chargé de conduire cette enquête.

Le dossier établi pour chaque projet de classement sera déposé pendant la durée de l'enquête, à la mairie de la commune sur laquelle le projet se trouve situé, ainsi qu'à la préfecture de la Charente-Maritime.

Tous les personnes pour se prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture des bureaux des études concertées et à la préfecture de la Charente-Maritime, chaque jour ouvrable de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Pendant un délai d'écoulement du premier jour de l'enquête au vingtième jour suivant sa clôture, soit du lundi 24 mars 1986 au 12 mai 1986 inclus, toute personne intéressée pourra adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ses observations au préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, 1^{re} direction, 4^{ème} bureau, 38, rue Réaumur, 17000 La Rochelle, ou au délégué régional à l'architecture et à l'environnement, 8, rue Jean-Jaures, 85000 Poitiers.

Pendant ce même délai, et selon les mêmes modalités, les propriétaires concernés feront part au préfet, commissaire de la République du département de la Charente-Maritime, ou au délégué régional à l'architecture et à l'environnement, de leur consentement ou de leur opposition au projet. A l'expiration de ce délai, le silence de première équivalence à un défaut de consentement.

Vu, le Préfet, Commissaire de la République, Signé : Bernard GRASSET.

LES JOURNEES ATARI DU LOGICIEL 22-23 MARS A LA VILLETTE

Utilisateurs, distributeurs, développeurs, le printemps s'ouvre à la Villette.

Les 22 et 23 mars, Atari présente à la Grande Halle une sélection de logiciels d'un haut niveau technologique : bureautique, solutions de gestion, télécommunications, création graphique, conception musicale, et bien d'autres encore.

Venez les essayer, venez dialoguer avec les créateurs eux-mêmes. Participeront à ces journées de nombreux éditeurs et développeurs français et étrangers, en particulier Américains.

Les 22 et 23 mars entrée libre, de 10 h à 18 h.

Journée du 21 réservée aux professionnels.



LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR TOUS.

Atari France S.A. 9, rue Sentou 92150 SURESNES (II) 45.06.60.60.

هكذا من الأصل



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DYNAMISER VOS COMPETENCES DE DIRECTEUR D'AGENCE

AU SEIN D'UNE BANQUE SITUÉE À L'OUEST DE PARIS

Une formation supérieure universitaire et bancaire, des résultats confirmés en matière de développement commercial

De solides qualités de négociateur vis à vis d'une clientèle de Particuliers et d'Entreprises "haut de gamme"

Le sens du risque et du suivi des engagements

Une expérience réussie d'encadrement d'unités d'exploitation de 15 - 20 personnes environ

VOILA DES ATOUTS A DYNAMISER

Si vos ambitions et votre professionnalisme correspondent à notre Projet, nous vous proposons la Direction d'une Agence qui constitue l'un de nos plus importants Centres de croissance et de profit.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre CV, de votre photographie et de vos prétentions à
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS
en précisant la référence N. 5179

Société d'électronique de création récente et en pleine expansion sur un marché porteur, nous innovons dans la conception et la mise en œuvre de systèmes d'information de haute technologie pour grand public. Pour conserver notre leadership et répondre aux attentes de nos clients, nous recherchons notre futur

directeur commercial

PARIS - 300.000 F +

Auprès de la Direction Générale et après apprentissage technique des services et produits, vous devrez, par étapes, responsable de la fonction commerciale : prospection, identifier et analyser les besoins, proposer un système approprié, en étudier l'impact, assurer des démonstrations, négocier, conclure des contrats, en suivre la mise en œuvre. Cette fonction exige un diplôme G.E. de Commerce, une expérience réussie de la vente de services et systèmes aux grands comptes, administrations, collectivités. Très familier de ces milieux, vous savez "travailler" vos prospects sur le moyen terme, déceler les véritables décideurs, les convaincre, et leur vendre nos produits. Si par ailleurs vous êtes bilingue anglais, mobile pour vous déplacer en France et à l'étranger, écrivez ou prenez contact avec notre Conseil, il vous garantira la confidentialité de votre démarche.

Adressez votre dossier (lettre man., C.V. dét., sal. pers.) sous référence 33 DM à :



Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

STRASBOURG 250 000 Fns

Notre société, spécialisée dans l'AGRO-ALIMENTAIRE et filiale d'un groupe français, emploie 300 personnes dans 4 unités différentes.

Nous connaissons un développement important sur le marché national et à l'exportation.

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction financière et le contrôle des services comptables des différents établissements à l'aide d'un système informatique performant.

Agé de 40-45 ans, vous avez acquis une formation universitaire + DECS ou Grande Ecole de Gestion et pouvez justifier d'une expérience similaire réussie dans une entreprise industrielle.

Le sens des affaires et des négociations bancaires, l'ouverture d'esprit sont primordiales dans ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à MGP 66, avenue des Vosges 67000 STRASBOURG s/réf. 8622. Votre dossier sera traité de façon confidentielle.



management
gestion du personnel
PARIS

STRASBOURG

BANQUE POMMIER

Banque pour l'industrie et les services
recherche pour la région parisienne un

DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, justifiera d'une expérience bancaire réussie dans ses fonctions commerciales auprès d'une clientèle de P.M.E. et de particuliers.

Ecrire avec C.V., photo et souhaits de rémunération à
BANQUE POMMIER
Direction du Personnel
86, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

directeur industriel, d'un grand de l'électronique, en Rhône-Alpes.

Venez prendre en main nos ateliers, la gestion de notre production et nos achats. Vous dirigez 500 p. dont 30 ingénieurs, améliorez la productivité et le flux de production.

E.C.P., E.S.E., A & M., vous avez la quarantaine et dirigez une usine fabriquant des équipements électroniques, par exemple. Bon organisateur, vous savez faire passer vos messages.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 3805 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
6, RUE BILLERIEY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTÉC

Direction Administrative

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, ...), à environ 30 ans, vous souhaitez intégrer une société qui mobilise son énergie sur son avenir. Le Transport Express est un marché difficile. Nous y avons réussi une croissance rapide. Pour pouvoir la poursuivre, nous souhaitons vous confier la gestion administrative de notre entreprise : mise en place des procédures administratives, suivi de la facturation, gestion du personnel, administration des ventes... Le soutien logistique de notre holding, la volonté de développement de notre Direction Générale et la reconnaissance des valeurs individuelles au sein de l'entreprise vous permettront de valoriser votre première expérience réussie dans cette fonction.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2057 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

emploi international
(et départements d'Outre Mer)

OPTOELECTRONICS/FIBER OPTICS ENGINEERS

HEWLETT-PACKARD is not only a leading manufacturer of electronic measurement and computational products, but also one of the world's most innovative producers of optoelectronic devices. If you have ambition, drive and initiative, there could be an excellent opportunity awaiting you in our European components marketing operation based in Böblingen - near Stuttgart and close to the Black Forest in one of the most beautiful areas of Germany.

Applications engineer optoelectronics

You will be responsible for the European technical support of a complete line of optoelectronic components. This will involve working out solutions for technical problems as well as giving training and presentations to clients. You should therefore have a degree level qualification in electronic/electrical engineering, together with at least 2 years experience of electronic circuit design.

Product marketing engineer optoelectronics/fiber optics

You will be responsible for the development of sales and marketing strategies including sales support, pricing and promotions as well as evaluation of future product trends and positioning of our fast growing fiber optic components production throughout Europe. To meet the requirements, you should have a degree-level qualification in electronic/electrical engineering and an industrial background which includes design, sales or marketing of optoelectronic components/systems.

There will be considerable travel throughout Europe with visits to HP facilities in the U.S.A. All positions therefore require fluent English and good communication skills.

If the challenge of joining a successful team appeals to you please write quoting reference number F 292 to Hans Häfner, c/o HEWLETT-PACKARD GMBH, Domierstr. 7, 7030 Böblingen, Germany.



هكذا من الأصل

Le Monde

La mort de Bernard Malamud

L'écrivain juif new-yorkais Bernard Malamud est mort dans sa ville natale à l'âge de soixante et onze ans, a annoncé le 18 mars son agent littéraire, refusant de donner des précisions sur ce décès.

En marge du rêve américain

Bernard Malamud est né le 26 avril 1914 à Brooklyn, de parents émigrés de Russie au début du siècle. Après des études à New-

York et à Columbia University, il commence à publier des nouvelles dans le Washington Post, dans Harper's Bazaar et dans le New Yorker. Son premier roman, *The Natural*, chronique des milieux du base-ball, paraît en 1952.

En 1959, il reçoit un premier National Book Award pour le recueil de nouvelles intitulé *The Fixer* (l'Homme de Kiev), dont l'argument est l'affaire Mendel Bel-liss, briquetier juif de Kiev accusé en 1911 du meurtre rituel d'un enfant chrétien. John Frankenhelmer tira un film de ce livre en 1959, avec Alan Bates. Parmi les autres œuvres de Malamud, signalons *Portrait de Fidelman*, les *Locataires*, la Vie multiple de William D. et la Grâce de Dieu.

Toujours en décalage par rapport aux rêves américains, les personnages de Malamud habitent un monde marginal, sont en quête d'une reconnaissance et d'une dignité qui semblent leur être refusées.

Pour Malamud, « le rôle de l'écrivain n'est plus de jouer avec les formes, mais de contribuer à sauver la qualité de l'homme dans le monde moderne, l'esprit de l'homme, l'âme de l'homme. Une seule vérité dans ce domaine vaut plus que toutes les vérités d'avant-garde. Il nous faut protéger l'homme ».

P. Ka.

Œuvres disponibles en français

- Les Idiots d'abord (Seuil, 1965).
- L'Homme de Kiev (Seuil, 1967).
- Les Locataires (Flammarion, 1967).
- Portrait de Fidelman (Seuil, 1971).
- L'Homme dans le tiroir (Flammarion, 1980).
- La Vie multiple de William D. (Flammarion, 1980).
- La Grâce de Dieu (Flammarion, 1983).

Le Monde a publié une nouvelle de Malamud, *Man fils l'assassin*, dans son numéro daté 28-29 septembre 1980.

Bourse du matin

INDICATEUR DE SÉANCE : + 1,90 %

La hausse s'est poursuivie mardi 18 mars, mais à un rythme plus modéré. Lafarge est en tête avec un gain de presque 7 %, suivi par Michelin (+ 4 %), C. Bancaire, Club Méditerranée, Chargeurs. Le ton était l'optimisme.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 19 MARS

Indicateur de séance (%) : + 1,76

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	401	404 50	405
Agencia Nueva	1540	1500	1550
Air Liquide I.T.	948	948	950
Alstom	1423	1425	1428
Banque (Caf.)	1183	1185	1220
Bouygues	1705	1740	1745
Bourgeois	957	957	955
B.S.M.	3650	3670	3780
Carrefour	3480	3520	3530
Chargers S.A.	1135	1180	1180
Club Méditerranée	610	620	615
Danet	1115	1130	1145
E.I.F.	228	225 80	230
Endesa	2400	2430	2430
Lafarge-Capelle	1160	1240	1240
L. Vuitton S.A.	882	885	895
Michelin	2550	2770	2800
Midi (Caf.)	5350	5350	5340
Mult-Hennessy	2145	2190	2190
Navig. Méditerranée	840	850	850
Oréal I.T.	330	3400	3350
Parrot-Réard	1022	1035	1040
Powert S.A.	990	1000	1000
Sanofi	687	701	687
Socoma Parler	548	555	550
Télécoms	3005	3050	3070
Thomson-C.S.F.	375	1010	1030
Total France	328	330	330
Y.S.T.	2480	2480	2500
Yvel	560

Sur CFM

- à Paris (89 MHz)
- à Lyon (100,3 MHz)
- à Bordeaux (101,2 MHz)
- à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
- à Limoges (102,1 MHz)
- à Toulouse (88,6 MHz)
- à Caen (103,2 MHz)
- à Brive (90,9 MHz)
- à Saint-Etienne (96,6 MHz)
- à Montpellier (88,5 MHz)
- à Strasbourg (100,9 MHz)
- à Douai (97,1 MHz)
- à Valenciennes (97,1 MHz)
- à Lens (97,1 MHz)

MERCREDI 19 MARS de 19 heures à 19 h 30

Allô « Le Monde » (18-1) 47-20-82-97

Quelles régions pour demain ?

avec FRANÇOIS GROSCHARD émission présentée par JEAN LE BAIL

VENDREDI 21 MARS Stéphane Collaro sera

« Face au Monde » avec CATHERINE HUMBLLOT émission présentée par FRANÇOIS KOCH

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

En Grande-Bretagne

Le débat sur la violence et l'insécurité a des implications politiques

De notre correspondant

Londres. — L'insécurité et la montée de la violence font actuellement l'objet d'un débat passionné en Grande-Bretagne, remis à l'ordre du jour par une série d'événements récents, notamment l'attaque d'un presbytère de la banlieue londonienne, où, le 6 mars, un pasteur a été grièvement blessé et sa fille violée par des cambrioleurs.

Cette affaire a causé une vive émotion dans l'opinion publique. Moins d'une semaine plus tard, la publication des derniers statistiques de la police faisait apparaître en 1985 une augmentation de 29 % du nombre des vols, de 22 % pour les cas de trafic de drogue et de 10 % pour les vols à main armée, par rapport à l'année 1984.

Ces chiffres ont suscité de nombreux liens au Parlement à un échange de propos virulents entre le premier ministre et le leader de l'opposition, M. Neil Kinnock. Ce dernier a souligné que la criminalité dans son ensemble a augmenté de 41 % depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, alors que le gouvernement a toujours placé « le respect de la loi

et le maintien de l'ordre » au premier rang de ses priorités.

Les dirigeants de l'opposition ont accusé une nouvelle fois M. Thatcher de créer une « atmosphère d'affrontement » qui affecte la société britannique tout entière. Ils rappellent que le bilan des deux dernières années est confondant pour le gouvernement, en citant comme exemple la grève des mineurs avec des affrontements sans précédent entre policiers et manifestants, la flambée de violence des hooligans sur les stades de football et les émeutes dans les quartiers d'immigrés des grandes villes.

Cependant, les responsables de la police ont fait remarquer que l'augmentation spectaculaire des cas de vols répertoriés est en partie due au fait que les femmes victimes de ces agressions hésitent de moins en moins à porter plainte. D'autre part, les policiers font valoir un élément positif : la diminution sensible du nombre de cambriolages (- 4%), notamment dans les zones urbaines, où a été expérimenté un système de prévention fondé sur une collaboration entre les commissariats et la population. — F. C.

DEUX NAVIRES DE GUERRE AMÉRICAINS ONT PÉNÉTRÉ DANS LES EAUX TERRITORIALES SOVIÉTIQUES

Deux bâtiments de guerre américains, le croiseur *Yorktown* et le destroyer *Carson*, ont violé les eaux territoriales soviétiques au sud de la Crimée (mer Noire), le 13 mars, a affirmé mardi 18 mars à Moscou le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Lomelko. Dans une note de protestation, publiée mardi par l'agence Tass, le ministère des affaires étrangères soviétique attire l'attention des États-Unis sur le fait que cette action avait « un caractère de démonstration, de défi et poursuivait clairement des buts de provocation ». Les deux navires ont pénétré jusqu'à 60 milles (100 kilomètres) à l'intérieur de nos eaux territoriales », où ils sont demeurés « pendant près de deux heures », a précisé M. Lomelko.

A Washington, la marine a reconnu cette violation, tout en affirmant qu'elle ne s'agissait que de l'exercice du droit de passage innocent et que cette action « n'avait rien de provocant ». La loi internationale reconnaît depuis longtemps le droit des navires de toutes les nations à pénétrer de façon innocente dans les eaux territoriales d'un pays sans l'avertir au préalable et à demander l'autorisation », affirme le communiqué, qui ajoute que les deux bateaux ne se sont livrés à aucun exercice incompatible avec ce passage. — (AFP.)

UN ACCORD INÉDIT DANS LES ALPES-MARITIMES

Le Club Méditerranée pourra s'installer à Opio

De notre correspondant

Nice. — Après plusieurs années de procès, une transaction est finalement intervenue entre M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée et une association de défense des sites qui s'opposait à l'implantation d'un village de vacances de mille lits à Opio, près de Grasse (Alpes-Maritimes). Cette transaction, d'un secret strict, porte sur l'aspect des constructions et l'exploitation du village ainsi que sur « une entreprise commune de protection de la faune et de la flore du pays méditerranéen ». En contrepartie, l'association et quatre autres requérants se sont déistés de leur recours en annulation du permis de construire que le tribunal administratif de Nice devait examiner le mardi 18 mars.

Club de vacances et protection de l'environnement

Principal adversaire de M. Trigano, l'Association de protection de l'environnement de Châteaufort-de-Grasse (APEEC) avait réussi à faire échouer au projet Opio en obtenant l'annulation de deux décisions prises par le ministre de l'Urbanisme et le préfet des Alpes-Maritimes (Le Monde daté 24-25 juin 1984).

Sur le vif

Listes

Il paraît que ça boitrait hier à l'Elysée entre Chirac et Mitterrand. Il ne na se sont pas angoulés, à aucun moment, c'est des menteries. Ils ont échangé des vues pleines de hauteur et de sérénité. Ils ne se sont pas abaisés à prononcer des noms. Ils n'ont parlé ni de Pange ni de Locrust. Simplement mon Mimi a laissé entendre que, bon, fallait pas pousser trop loin le bouchon et l'obliger à inviter à sa table du conseil des ministres des mecs à qui il ne serre pas la ouille. Il l'a immédiatement rassuré, mon Jacquot. C'est quelqu'un qui sait vivre. Il est posé, bien élevé et ses manières à table sont impeccables. Faut pas qu'il s'inquiète, le président. On allait lui soumettre une liste d'invités tout à fait acceptables.

Des listes de ministères, il y en a plein les journaux. Je les ai vues. J'ai rien contre. Forcément, Dailly, Pandaud, Rosennot, Romani, je ne sais même pas qui c'est. Et les autres : Bismarck, d'Ornano, Chaban, Delors, ce bon vieux Valéry, bien sûr, je les connais. Je les connais même très bien. Trop. Entre nous, ils sentent un peu la naphthalène. Ça risque de ne pas être bien rigolo, les petites sautes

ries au château. On va se croiser au musée Grévin.

Ah, moi, j'ai réfléchi. J'ai consulté les collègues, Maurice et les habitués du bar-tabac du coin, mon coiffeur et ses clients, les copines dans les vestiaires de ma salle de gym. Et voilà le lien qui a recousu le plus de sutures. A la culture : Coluche. C'est le seul qui puisse faire rigoler autant que ce clown de Jack Lang. A l'intérieur : Ponia. Les gros mots, les insanités, les Français adorent, ça les fait marrer. Aux affaires extérieures : le docteur Roudi. Il a de l'entrain. A la communication : ma pommme. J'ai commencé par refuser. Ils ont insisté. Ils m'ont dit : il y a pas mieux que toi pour déloger. Alors, j'ai fini par céder aux pressions de mes amis. Quant au poste-clé : secrétaire général du gouvernement, grand ordonnateur de ce super bébé-show, il est tout naturellement réservé à Coluche. Accommodé de ses coccygès. Elles se transousseront en levant haut la jambe sous les regards muets sur le perron de l'Elysée. Les confrères qui battent la semelle pendant des heures dans la cour, ça leur fera chaud au cœur.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le bilan des combats de Chiché au Tchad.* — Selon le gouvernement, le bilan des combats qui se sont déroulés, lundi 17 mars, au nord de Koro-Toro et au puits de Chiché, à une centaine de kilomètres au nord du séisme paralysant, s'élève à deux cent trente-cinq tués, dont huit « Libyens blancs » parmi les troupes du GUNT soutenues par Tripoli. L'état-major des FANT (Forces armées nationales tchadiennes), qui affirme avoir déchaîné « à 100 % le PC de la légion islamique », a précisé avoir fait cent quatre-vingt-six prisonniers dont cinq « Libyens blancs ».

● *Un soldat britannique tué en Irlande du Nord.* — Un soldat britannique a été tué et un autre blessé, mardi 18 mars, lors d'un attentat à la bombe à Castlewellan, comté de Down, en Ulster.

● *Deux cent vingt journalistes grévistes licenciés à Glasgow.* — M. Robert Maxwell, patron du groupe de presse britannique Mirror Newspaper Group, a licencié, le 17 mars, deux cent vingt journalistes appartenant aux rédactions de ses deux journaux écossais, le *Scottish Daily Record* et le *Sunday Mail*, qui s'étaient mis en grève pour protester contre son refus d'engager des négociations sur son projet d'édition en couleurs du *Mirror*. — (Reuters.)

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1986 a été tiré à 614 851 exemplaires

GUY PORTE.

DIPLOMES DE LANGUES

Affaire Commerce Relations publiques

Compléments tous azimuts aux études de commerce, gestion, communication.

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES/UNIVERSITÉS DE CAMBRIDGE/BTS TRA-DUCTEUR D'ENTREPRISE

Préparation par correspondance parallèlement à vos études, en souplesse. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude au choix. Doc. gratuits sur ces diplômes, leur vocation, les cours, à :

Langues & Affaires, Service 4449, 35, rue Collonge 92203 Paris-Levallois. Ou par tél. : (1142-70-81-88. (Établissement privé.)

Préservez votre dos fragile avec Pirella

sommier articulé à lames de bois DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN

CAPÉLOU

DISTIBUTEUR 37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 49-57-46-35+ Miro : PAINBIER

LA BOURSE DEVOILÉE...

Tout absolument tout sur son fonctionnement.

HATIER

LE MACINTOSH PLUS EST DISPONIBLE CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER

Le centre de la Micro Informatique Professionnelle.

Un service « sur mesure » : Livraison et installation, Formation, Maintenance sur site, Choix de logiciels, périphériques et réseaux, Financement adapté, Prix compétitifs.

Venez découvrir chez nous cette merveilleuse machine ou contactez-nous pour une démonstration chez vous, dans votre bureau.



1024 K de mémoire extensible à 4096 K Lecteur interne 800 K

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (1) 42.72.26.26 et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

Paris-Tel Aviv: feu vert pour la Mer Rouge.



Vois quotidiens sans escale Paris CDG1-Tel Aviv en gros porteur. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages. TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA Promenades Israéliennes.